

Léon Trotsky

ŒUVRES

Publiées sous la direction de Pierre Broué

janvier 1939

à

mars 1939

Introduction et notes de Pierre Broué

Publication de l'Institut Léon Trotsky

SOMMAIRE

AVERTISSEMENT (Institut Léon Trotsky)	13
UNE COLLABORATION INTERNATIONALE.....	15
LISTE DES SIGLES.....	17
INTRODUCTION (Pierre Broué).....	19
REPÈRES CHRONOLOGIQUES	25

Nous avons titré tous les textes qui ne l'avaient pas été soit par Trotsky, soit de son vivant. Les titres que nous proposons sont placés entre [...].

[Un Agent du G.P.U. dans nos rangs], à J. P. Cannon (1 ^{er} janvier 1939)	29
[Le Prix des archives], à A. Goldman (2 janvier 1939)	31
[Une annonce importante], à J. Vanzler (3 janvier 1939)	32
Déclaration forcée (4 janvier 1939)	33
Aux lecteurs de <i>Clave</i> (janvier 1939).....	40
[Encore sur la lettre], à J. Vanzler (6 janvier 1939)	41
[Un Armistice avec Hearst ?], à H. Knickerbocker (6 janvier 1939)	43
[Des réfugiés envoyés par Beria] (7 janvier 1939)	45
[Questions sur l'Inde], à S. Stanley (7 janvier 1939)	46
[Des Désaccords], à W. Held (9 janvier 1939)	47
[Les Visas], à R. Karsner (9 janvier 1939)	49
[Le Conflit avec Diego Rivera], à C. Curtiss (11 janvier 1939)	50

[Rétablir l'amitié], à F. Kahlo de Rivera (12 janvier 1939)	52
[Il faut amener Sieva], à G. Rosenthal (14 janvier 1939)	56
[La Démission de Diego Rivera] (17 janvier 1939)	59
[Ce qu'il faut répondre], à C. Curtiss (17 janvier 1939)	60
[Rivera doit prouver], à C. Curtiss (18 janvier 1939)	62
[Réorganiser la Presse], à M. Shachtman (20 janvier 1939)	63
[Une Interprétation], à J. Vanzler (21 janvier 1939)	65
[Pas de Biographie !], à E. Espinoza (21 janvier 1939)	66
[Démenti aux Propos d'un sénateur] (28 janvier 1939)	67
* Les Intellectuels ex-radicalisés et la réaction mondiale (30 janvier 1939)	68
* La Tragédie espagnole (30 janvier 1939)	71
L'Ignorance n'est pas une arme révolutionnaire (30 janvier 1939)	74
Staline, Skobline et compagnie (30 janvier 1939)	84
Pour Grynspan (30 janvier 1939)	89
Jouhaux et Toledano (30 janvier 1939)	92
La Campagne présidentielle au Mexique (janvier 1939)	94
[Pas le Temps pour l'Inde] (1 ^{er} février 1939)	95
[Des Renseignements, S.V.P.], à M. Abern (1 ^{er} février 1939)	96
[L'Attitude de Jeanne], à G. Rosenthal (2 février 1939)	97
[Invitation], à A. Glotzer (2 février 1939)	99
[Protestation], à Longmans & Green (4 février 1939)	100
[Un Malentendu], à C. Lal (6 février 1939)	101
[Appel à la Justice], au Ministre français de la Justice (7 février 1939)	102

[Pour la Venue de Sieva], à P. Harel (7 février 1939)	105
[Sur le <i>Biulleten</i>], à L. Estrine & M. Zborowski (7 février 1939)	107
[Problèmes du Travail sur Marx] (8 février 1939)	108
[La Longueur du manuscrit], à O. Rühle (8 février 1939)	110
[Informers les Mexicains], à M. Abern (10 février 1939)	111
[L'Appel à la bourgeoisie juive], à M. Abern (10 février 1939)	112
[Des Déclarations magnifiques], au P.S.R. (12 février 1939)	113
[Une Vieille Polémique], à J. Vanzler (14 février 1939)	114
[Un Tournant délicat], au P.O.I. (14 février 1939)	115
[Entretien avec un sioniste], à A. Glotzer (14 février 1939)	117
[Et le parti stalinien?], à J. Hansen (14 février 1939)	119
[Les meilleurs Centristes], à H. Milton (14 février 1939)	120
[La Question du loyer], à C. Curtiss (14 février 1939)	121
[Où va le P.S.O.P. ?], à Rosmer (14 février 1939)	123
[Des Improvisations dangereuses], à C. Curtiss (15 février 1939)	129
[Toujours le Visa], à J. Kopp (16 février 1939)	131
[Nous ferons le possible], à A. Neurath (16 février 1939)	132
[Pas de confiance à Jeanne], à L. Estrine & M. Zborowski (17 février 1939)	134
[Questions du travail russe], à L. Estrine & M. Zborowski (17 février 1939)	137
[Et les articles?], à R. Karsner (20 février 1939)	139
[Pour la Vente du <i>B.O.</i>], à R. Spiegel (22 février 1939)	140
[Des Articles pour la revue], à M. Shachtman (22 février 1939)	142
[Les Nouvelles de Chine], à F. Glass (23 février 1939)	143

[La Traduction], à A. Mendel (26 février 1939)	144
[Demande de Médiation], à C. Walker (27 février 1939)	145
[Les Citations], à A. Mendel (28 février 1939)	146
Le Le Marxisme et notre Epoque (26 février 1939)	147
Les Rituels de l'impérialisme (4 mars 1939)	186
Kroupskaia est morte (4 mars 1939)	191
Ceux qui trahissent l'Inde (4 mars 1939)	194
L'Espagne, Staline et Ejov (4 mars 1939)	196
* Encore une fois sur les causes de la défaite en Espagne (4 mars 1939)	198
Hitler et Staline (6 mars 1939)	205
Un Pas vers le social-patriotisme (7 mars 1939)	210
* [Lettre d'envoi], à L. Estrine (7 mars 1939)	213
* Une Fois de plus sur la crise du marxisme (7 mars 1939)	214
Il faut « apprendre à travailler à la stalinienne » (7 mars 1939)	215
[Pour le Travail dans le P.C.], à J. Hansen (8 mars 1939)	223
[Sur le front « intellectuel »], à D. Macdonald (8 mars 1939)	224
[Pas le Temps !], à B. Palley (8 mars 1939)	227
[Sur la Revue], à M. Shachtman (9 mars 1939)	230
Centrisme et IV ^e Internationale (10 mars 1939)	233
[Crainte d'un malentendu], à F. Dobbs (11 mars 1939)	247
[Les Nouvelles de Chen Duxiu], à F. Glass (11 mars 1939)	249
La Capitulation de Staline (11 mars 1939)	251
Quelques Quelques notes sur les « Bases générales » (14 mars 1939)	256

[Une Offre inacceptable], à A. Goldman (15 mars 1939)	264
Une Lettre télécommandée], à J. Hansen (17 mars 1939)	265
[Respect du Contrat], à A. Mendel (17 mars 1939)	266
[Une Proposition de Shanghai], à J. Frankel (18 mars 1939)	267
* Seule la Classe ouvrière peut empêcher la Guerre (18 mars 1939)	269
* [Notre Travail au sein du P.C.], discussion (20 mars 1939)	275
[Un Faux en passant], à J. Vanzler (20 mars 1939)	285
[Le Livre de Guérin], à D. Macdonald (20 mars 1939)	285
[Sur l'Inde], à S. Stanley (21 mars 1939)	286
[A Propos de l'Attitude de Diego Rivera], au P.A.C. (22 mars 1939)	288
[Littérature et Journalisme], à J. Hansen (24 mars 1939)	295
Leur Ami Miaja (24 mars 1939)	297
[Jeanne Martin, instrument de mes ennemis] (25 mars 1939)	298
[Problèmes financiers] (27 mars 1939)	299
[Bilan de la Rupture avec Diego], à J. Frankel (27 mars 1939)	300
[Planifier le travail], à C. Moustakis (29 mars 1939)	307
[Avant tout la Santé], à C. L. R. James (29 mars 1939)	309
[Petites nouvelles], à R. Spiegel (29 mars 1939)	311
[Le Travail de Recherche], à J. Vanzler (29 mars 1939)	312
[Sur le S.W.P.], à J. Weber (29 mars 1939)	313
[Lettre d'affaires], à J. Frankel (31 mars 1939)	315
[Lettre à double sens] à J. Hansen (31 mars 1939)	317
Classes, parti et direction (mars 1939)	319

LÉON TROTSKY

ANNEXES

Ouvrages cités ou consultés	337
Index des noms de personnes	343
Index des journaux et périodiques	349
Index des matières	351
Index des organisations, institutions, instances	353

AVERTISSEMENT

Depuis le volume 8, les *Œuvres* reposent essentiellement sur la documentation de la Houghton Library de l'Université de Harvard, les Papiers d'exil de Trotsky accessibles depuis le 2 janvier 1980. Nous n'avons pas indiqué systématiquement les rares textes que nous n'avons pas cru devoir retenir, accusés de réception, courtes lettres, télégrammes. Le lecteur constatera l'absence de quelques documents : nous le regrettons avec lui, le départ de Coyoacán de Jean van Heijenoort a pesé de façon négative sur la conservation et le classement des archives auxquelles il avait consacré beaucoup de temps.

Les textes de ce volume traduits du russe l'ont été par Isabelle Lombard et Katia Peresse, les textes traduits de l'anglais par Andrée et Pierre Broué, les textes traduits de l'allemand par Maurice Stobnicer. Comme d'habitude, Pierre Broué a dactylographié le manuscrit sauf une centaine de pages qui l'ont été par Antonella Durand avec une subvention du ministère de la Recherche.

Introduction et notes sont de Pierre Broué. La documentation utilisée a été réunie par les collaborateurs de l'Institut Léon Trotsky et du Groupe de recherches sur l'œuvre de Trotsky. L'index des noms est de Damien Durand et Serge Lambert, les autres d'Anne Dissez.

UNE COLLABORATION INTERNATIONALE

Les personnes dont les noms suivent, qui ont toutes été actives de son vivant dans le mouvement suscité par Trotsky ont été interrogées oralement ou par écrit par les chercheurs ou collaborateurs de l'I.L.T. et ne nous ont pas ménagé leur aide.

Ce sont Fulvio Abramo, Erwin H. Ackerknecht, Manuel Alvarado, John Archer, Fritz Belleville, Earle Birney, George Breitman, Yvan Craipeau, Margaret Dewar, Octavio Fernandez, Eugenio Fernandez Granell, Milton Genecin, Frank Glass, Albert Glotzer, Plinio Gomès de Mello, Oskar Hippe, Felix Ibarra, Siegfried Kissin, Pearl Kluger, George Kopp, Stefan Lamed, Katia Landau de Balboa, Ernest Mandel, Loukas Karliaftis, Harry Milton, Raymond Molinier, Karl Molle, Felix Morrow, Pierre Naville, Walter Nelz, George Novack, Michel Raptis, Paul Richartz, Gérard Rosenthal, Georges Scheuer, Art Sharon, Clara Thalmann, Jean van Heijenoort, Oscar Waiss, Adolfo et Francisco Zamora, Francisco Zendejas.

Nous saluons la mémoire de Juan Andrade, Hugo Dewar, Lola Estrine, Pierre Frank, Sam Gordon, Joseph Hansen, Tom Kerry, Alfonso Leonetti, Mário Pedrosa, John Poulos, Jean Rous, Herminio Saccheta, Paul Thalmann, Georges Vereeken et George Weissmann, qui nous ont aidés et nous ont quittés depuis.

Pour la documentation générale, nous avons des dettes vis-à-vis des institutions et personnes suivantes :

— La Houghton Library de Harvard et particulièrement M. Rodney Dennis, curator du département des manuscrits.

— La Bibliothèque d'histoire sociale de New York (archives Cannon).

— La Tamiment Library de New York (archives Shachtman).

— La Hoover Institution de Stanford (Californie), M. Milorad Drachkovitch et M. Charles Palm qui lui a succédé à la direction des archives.

- L'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam.
- La Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (B.D.I.C.) de Nanterre (archives de la Ligue communiste et Fonds Lefeuve).
- L'Institut Feltrinelli de Milan.
- La Bibliothèque communale de Follonica.
- Les archives de la guerre civile de Salamanca.
- Les archives départementales du Vaucluse (Papiers Richartz).
- Le centre d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale à Bruxelles.
- Le centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskystes et révolutionnaires internationaux (C.E.R.-M.T.R.I.).
- Le Centre de documentation internationale (C.E.S.-E.D.I.) de Paris.
- Le Centre de documentation Benjamin Franklin à Paris.
- La Bibliothèque Medem à Paris.
- Les Archives du Labour Party.
- Le Musée social à Paris.
- L'Arbeiderbevegelsen Arkiv d'Oslo.
- L'Arbetarrörelsens Arkiv de Stockholm.
- L'équipe des Editions ouvrières autour du *Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier* avec MM. Jean Maitron, J.-M. Brabant, Sammy Ketz et Claude Pennerier.
- Les archives privées Georges Vereeken à Bruxelles et Albert Glotzer à New York.

Nous avons également des dettes vis-à-vis du regretté Dr Boris Goldenberg, du professeur Hermann Weber, de Mannheim, du professeur Pélagi Pagès, de Barcelone, du professeur Luis Vitale, actuellement à Caracas, du professeur Alan Wald, d'Ann Arbor, et des chercheurs de tous pays qui nous ont aidés bénévolement : Wolfgang Alles, Willy Buschak, Attilio Chitarin, Olivia Gall, Vilem Kahan, David Keil, Fritz Keller, Karel Kostal, Victor Leonardi, Roland Lewin, Rodolphe Prager, Pierre Saccoman, Hans Schafranek, Rudolf Segall, Nikos Syringas, Antoine Thivel, David Vogelsanger. M. Javier Wimer nous a ouvert au Mexique les portes utiles et M. H. Meyer nous a permis d'éclairer des questions « norvégiennes ».

Enfin c'est le travail de George Breitman et de son équipe, l'édition des *Writings of Leon Trotsky* (Pathfinder press) qui a été notre solide base de départ.

LISTE DES SIGLES

A.F.L.	American Federation of Labor
A.P.R.A.	Alianza Popular Revolucionaria Americana
<i>B.O.</i>	<i>Biulleten Oppositsii</i>
C.C.	Comité central
C.G.T.	Confédération générale du Travail
C.G.T.	Confederación General de Trabajadores
C.I.O.	Congress for Industrial Organization
C.L.A.	Communist League of America
C.N.	Comité national
C.N.T.	Confederación nacional del Trabajo
Comintern	Internationale communiste
C.R.O.M.	Confederación Regional Obrera Mexicana
C.S.P.	Congress Socialist Party
C.T.A.L.	Confederación de Trabajadores de América Latina
C.T.M.	Confederación de Trabajadores Mexicanos
F.A.I.	Federación Anarquista Ibérica
F.O.U.S.	Federación Obrera de Unidad Sindical
G.P.U.	Gosoudarstvennoíé Polititcheskoié Upralevnié
I.C.	Internationale communiste
I.K.D.	Internationale Kommunisten Deutschlands
I.L.G.W.	International Ladies Garment Workers Union
I.L.P.	Independent Labour Party
I.S.R.	Internationale syndicale rouge
I.W.W.	Industrial Workers of the World
J.C.	Jeunesses communistes
J.S.	Jeunesses socialistes
J.S.O.P.	Jeunesses socialistes ouvrières et paysannes
K.P.D.	Kommunistische Partei Deutschlands
M.I.T.	Massachusetts Institute of Technology
P.A.C.	Pan-American Committee

LÉON TROTSKY

P.C.	Parti communiste
P.C.E.	Parti communiste espagnol
P.C.I.	Parti communiste internationaliste
P.C.U.S.	Parti communiste d'Union soviétique
P.O.I.	Parti ouvrier internationaliste
P.O.U.M.	Partido Obrero de Unificación Marxista
P.R.M.	Partido Revolucionario Mexicano
P.R.O.C.	Partido Revolucionario Obrero Campesino
P.S.O.E.	Partido Socialista Obrero Espanol
P.S.O.P.	Parti socialiste ouvrier et paysan
P.S.R.	Parti socialiste révolutionnaire
P.S.U.C.	Partit Socialista Unificat de Catalunya
R.S.A.P.	Revolucionair Socialistische Arbeiders Partij
S.A.P.	Sozialistische Arbeiterpartei
S.D.N.	Société des nations
S.F.I.O.	Section française de l'Internationale ouvrière
S.I.	Secrétariat international
S.P.	Socialist Party
s.r.	Socialiste-révolutionnaire
S.W.P.	Socialist Workers Party
U.G.T.	Unión General de Trabajadores
U.M.W.	United Mine Workers
U.P.	United Press
U.R.S.S.	Union des Républiques Socialistes Soviétiques
Y.P.S.L.	Young People's Socialist League

INTRODUCTION

Ce volume qui couvre les écrits de Trotsky dans les premiers mois de l'année 1939 s'ouvre par une lettre dans laquelle le lecteur d'aujourd'hui trouvera sans doute tous les signes du destin. La veille en effet, l'exilé a reçu de Philadelphie une lettre anonyme dont l'auteur se présente comme proche du général Loutchkov, ce chef du G.P.U. passé aux Japonais et qui est une mise en garde assez précise contre l'agent de Staline dans la IV^e Internationale, Mark Zborowski. On saura plus tard que cet avertissement a été rédigé et expédié par un des anciens responsables du G.P.U. en Europe, l'homme qui se faisait appeler en Espagne le général Orlov et aussi que Zborowski — qu'Orlov démasqua après guerre — était bien un agent planté par les services soviétiques dans l'entourage de Sedov et qui a pu contribuer aux opérations du G.P.U. pour l'éliminer. Trotsky, qui ne savait rien de tout cela, a prié ses camarades d'Europe de mener l'enquête nécessaire ; il semble bien que rien n'ait été fait.

Trotsky sait maintenant que la guerre approche et c'est sans doute ce qui donne à ses travaux en ce début de 1939 un caractère de dispersion. Il est en fait accaparé par une série de questions précises dont le lien est l'urgence que leur confère l'approche de la guerre.

La première est la douloureuse rupture avec Diego Rivera. Nous avons vu se dessiner la première lézarde avec l'incident à la suite de la conférence mondiale et de la résolution sur la question mexicaine votée par cette dernière. Il y a eu ensuite l'affaire de la lettre à Breton dictée par Rivera à Van. Les choses maintenant s'accélèrent, Rivera empile les arguments et le ton même de Trotsky commence à s'altérer. Il a d'abord cru qu'il pourrait faire la part du feu, une rupture personnelle entre eux préservant l'affiliation de Rivera à la IV^e Internationale. Mais il doit se rendre à l'évidence : Rivera a pris le large. Participant peut-être

de la tension qui se généralise dans le pays avec la perspective du départ de Cárdenas et d'une nouvelle élection présidentielle, le peintre a définitivement secoué une tutelle qui lui pesait sans doute. Il se lance dans de véritables aventures, avec la fondation d'un « parti ouvrier et paysan » qui réaliserait la réconciliation entre marxisme et anarchisme et soutiendrait efficacement la candidature du général Múgica. Bientôt la rupture est publique et les deux hommes en souffrent probablement autant l'un que l'autre : Frida, prise à témoin par Trotsky, qui l'interpelle pour qu'elle joue les médiatrices, ne répond pas et reste aux côtés de Diego.

Une autre crise aux profonds retentissements personnels est, elle, en passe d'être résolue : c'est ce que les amis appellent « l'affaire Sieva ». Le petit-fils de Trotsky a disparu et on va apprendre presque au même moment qu'il a été en réalité caché par Jeanne Martin, l'ancienne compagne de Sedov, dans un établissement religieux et que Jeanne est bien décidée à empêcher Trotsky de se prévaloir de ses droits légaux de grand-père pour obtenir la garde de l'enfant. L'enfant retrouvé par le dévouement de Gérard Rosenthal, Marguerite Rosmer, et le clerc de notaire de l'étude Malinvaud, M. Grein, il faut maintenant plaider. Jeanne — de bonne ou de mauvaise foi, c'est finalement sans importance — profite de la situation de l'exilé pour assurer qu'il n'était pas marié à la grand-mère de Sieva ce qui lui enlèverait tout droit légal. Paris-soir et ses semblables se régalaient d'écrire que Trotsky a « fait enlever » son petit-fils. L'affaire est pourtant en voie de règlement et on peut espérer que « le garçonnet », comme dit Trotsky, pourra bientôt rejoindre le Mexique.

L'espoir est mince en revanche de voir arriver sur ses rivages Alois Neurath et les militants tchécoslovaques qui ont dû fuir la région de Reichenberg et dont le sol d'Europe est brûlant sous les pieds. Depuis des mois, ils adjurent Trotsky d'obtenir un visa pour Neurath et les fidèles amis du « groupe Rops ». Mais Trotsky est de plus en plus impuissant à arracher ses amis de la fournaise européenne. Deux hommes seulement de ce groupe arrivent à temps : Otto Schüssler, arrivé sans passeport mais avec un visa — c'est un « miracle » signé van Heijenoort — et Wenzel Kozlecki (Julik) qu'il a réclamés comme « secrétaires », une opération qu'on ne peut répéter indéfiniment puisque les « secrétaires » sont logés. Pour tous les autres c'est l'échec — et l'angoisse qui grandit.

Trotsky voudrait bien aussi faire venir à lui Chen Duxiu. Le « Vieux de Chine », après sa libération, s'est tenu à l'écart de la

section chinoise et ce n'est pas Trotsky qui va le lui reprocher. Mais il ne saurait être question de l'abandonner. Sur les instances de Trotsky un vieux militant de la section chinoise a pris la route et atteint le vieil homme dans son refuge ; le rapport est revenu par Frank Glass. Trotsky est catégorique : il faut faire sortir Chen Duxiu de Chine, sinon le G.P.U. aura la part belle pour s'en débarrasser. Il faut le faire sortir légalement si c'est possible, sinon illégalement : hors de Chine il apporterait énormément à son pays comme à la IV^e Internationale. Mais il faut faire vite, car la guerre risque de tout remettre en question.

L'approche de la guerre est aussi pour quelque chose dans la décision que prend Trotsky de se prononcer pour un « tournant » de la section française. Après plusieurs mois d'hésitation, ayant acquis la conviction que la section française n'a plus guère de chance de sortir de sa stagnation, il se prononce fermement en faveur de l'initiative du groupe de Jean Rous, « entrer » dans le P.S.O.P. de Marceau Pivert et pour étendre la manœuvre « entriste » à toute la section. C'est, une fois de plus, James P. Cannon qui est chargé de mener l'affaire à bien au cours d'un voyage à Paris qui ne donnera d'autre résultat que de violentes critiques, à Paris comme à New York, et qu'il faudra reprendre à zéro en envoyant un autre émissaire. Trotsky intervient personnellement, après sa lettre à Marceau Pivert, avec sa réponse à Daniel Guérin.

Un autre signe que la guerre — et, avec elle, une vague de réaction — approche, c'est le reflux des intellectuels. Nombre des hommes et femmes d'intelligence et de talent qui avaient courageusement levé dans leur milieu le drapeau de la révolte contre le stalinisme et ses méthodes, défendu les trotskystes et les victimes de Staline, se laissent emporter maintenant par la vague d'une opinion publique sur laquelle se combinent les effets de la dégénérescence de l'U.R.S.S. et les nécessités de la guerre qui vient. Les rapports sont très distendus entre Trotsky et ses défenseurs de 1937, John Dewey et Suzanne LaFollette. La rupture est proche avec les Eastman — vieux camarades —, Lyons, ami d'un jour et Herbert Solow qui fut un collaborateur si précieux... Toujours militant, donc toujours optimiste, Trotsky entrevoit les générations nouvelles qui vont remplacer les anciennes, celles des hommes usés qui ne peuvent plus tenir. C'est avec la collaboration d'hommes jeunes qu'il fait à Mexico la revue *Clave* dont la qualité est indiscutable. Et c'est aussi avec une authentique émotion et un grand sens des responsabilités qu'en dépit de son hostilité de principe au terrorisme et à contre-courant

de toute l'opinion mondiale, il salue le courage et le désespoir du jeune terroriste juif de Paris Grynzspan.

Un travail, au point de départ « alimentaire », comme il dit, l'a ramené à Marx qu'il s'agit de présenter dans une série de textes choisis par son ami et voisin Otto Rühle. Présentant les extraits du Capital, Trotsky entreprend de démontrer l'actualité du marxisme. Bien épaulé par ses camarades des Etats-Unis, bien documenté, il travaille avec acharnement à cette présentation. Elle lui permettra au moins de mesurer la résistance que lui oppose, à travers un directeur littéraire un peu borné et guère adroit, la classe dirigeante américaine qui apprécie ses écrits à leur juste valeur. Bien qu'il n'en soit pas satisfait, le travail, bien mis à jour, reposant sur une documentation précise et vérifiée, demeure utile aujourd'hui. L'ensemble constitue un outil précieux pour la jeune section américaine née un an auparavant au congrès de Chicago. Mais à ce sujet ses inquiétudes sont grandes et se reflètent dans sa correspondance. Le S.W.P. manifeste en effet de sérieuses faiblesses dans son armement programmatique comme son développement d'organisation. Trotsky lui reproche de ne pas s'intéresser au P.C. américain et, en dépit d'engagements répétés de sa direction, de n'avoir rien entrepris pour détruire cet obstacle. Il est en outre dérouteré par le contenu du journal Socialist Appeal, plutôt « journal pour les ouvriers » que « journal ouvrier », écrit-il. A travers sa lecture, grâce aux rapports, aux visites, aux lettres de militants, ils pressent des difficultés intérieures, des problèmes qui ne sont pas seulement un conflit de génération, le fait que les nouveaux venus du S.P. ou de la Y.P.S.L. n'aient été ni assimilés ni même formés, que la composition sociale du parti soit à prédominance petite-bourgeoise, que rien ne soit fait pour changer cette situation, en particulier à New York dont l'organisation semble parfois un corps étranger. Ajoutons que des hommes qui ont sa confiance, comme Jan Frankel, signalent des traits de la vie du S.W.P. qui ne peuvent guère trouver grâce à ses yeux. Il existe un réel malaise que les explications de Cannon, à son retour précipité d'Europe, ne dissipent pas complètement.

Des pays nouveaux, des militants inconnus apparaissent certes dans son horizon : il a reçu des nouvelles des militants d'Indochine qui animent La Lutte, l'hebdomadaire de Saïgon, il connaît l'existence du groupe des Indes et notamment de celui de Ceylan, ce L.S.S.P. (Lanka Sama Samaja Party) qui lui envoie une de ses dirigeantes, cette Selina Perera, malheureusement retenue à la frontière parce que les dirigeants du S.W.P. l'ont mal

informée. Il se familiarise jour après jour un peu plus avec l'Amérique latine, à laquelle il s'adresse maintenant régulièrement par l'intermédiaire de Clave.

La défaite espagnole a fini par se produire — cette défaite qu'il a si souvent prédite et tellement redoutée. Il revient à ses « leçons » dans de courts billets ou dans sa polémique avec les compagnons de route du stalinisme. Il exprime son regret de ce livre qu'il n'a pas pu écrire sur la révolution espagnole. Oubliant que la guerre qui vient va recouvrir les témoignages, il rêve d'une grande lessive avec la sortie d'Espagne de tant d'hommes qui ont fait l'expérience du stalinisme. C'est en revanche avec beaucoup de pertinence qu'il analyse, au moment du procès de la Plévit-skaïa, la politique du G.P.U. qui consiste à infiltrer les organisations blanches, et les différents aspects de l'enlèvement du général Miller et de la disparition du général blanc et agent du G.P.U. Skobline. Presque cinquante ans après, il n'y a qu'un détail à ajouter à sa démonstration : le terroriste blanc, le général Turkul, qui, au début des années trente, préparait son assassinat, était en réalité un agent du G.P.U. comme en témoignent les documents confiés par le général Orlov aux archives nationales de Washington.

On trouvera dans ce volume un écho affaibli des préoccupations financières qui ne submergent jamais l'activité de l'exilé mais la gênent parfois considérablement en dévorant une partie de son temps. La rupture avec Diego Rivera exige de nouvelles dépenses. Trotsky ne peut demeurer l'hôte du peintre. Il doit déménager, dans une autre maison, qu'il faudra peut-être acheter, sinon payer un loyer. Ses hommes de confiance aux Etats-Unis multiplient contacts et démarches pour essayer de vendre un bon prix les archives qui se sont révélées si précieuses au moment des procès mais qui sont de toute façon en grand danger au Mexique — tant du fait des possibles opérations du G.P.U. que du simple fait du climat. De longues tractations commencent qui n'aboutiront finalement qu'à l'été 1940. Et Trotsky multiplie les efforts pour régler la question financière. C'est l'une de ses tentatives qui donne lieu à un développement qui n'a trouvé sa conclusion que plusieurs dizaines d'années après sa mort.

Les lettres à Joseph Hansen contenues dans ce volume permettent en effet de régler définitivement, du point de vue de l'historien, un épisode controversé de ces dernières années. Trotsky a en effet confié à son secrétaire de confiance, Hansen, la mission de « vendre » aux Etats-Unis aux agents du G.P.U. une copie qu'il présenterait comme « unique » de son manuscrit du

Staline : petite escroquerie au détriment d'un gang de tueurs dont il se réjouit et pour laquelle il joue le jeu avec zèle et application. L'affaire tourne court cependant, car, si le contact a bien été établi et si Hansen a bien transmis à Trotsky les propositions de prix, ses correspondants de Coyoacán ont négligé de scruter les interlignes de la lettre banale dans laquelle il a inscrit le message à l'encre sympathique, et n'ont donc pas répondu à ses questions. Quand on découvrira cette négligence, il y a longtemps que les contacts auront été coupés. L'affaire du « manuscrit » vaudra à Joseph Hansen, plus de trente ans après, d'être la cible d'une campagne mondiale l'accusant d'être un agent du G.P.U. — des adversaires sans scrupule se faisant forts de prouver que, dans les lettres de Trotsky le mot « manuscrit » ne signifie pas « manuscrit » mais G.P.U. Le procès public qui s'est déroulé en 1983 à Los Angeles et le témoignage qu'il a suscité de l'ancien secrétaire-garde Thomas Vaughn O'Brien ont tout de même mis fin à la calomnie.

C'est au mois de février qu'est revenue d'Europe aux Etats-Unis la jeune militante trotskyste Sylvia Ageloff : elle laissait pour quelques mois, avant qu'il la rejoigne, son amant, l'agent du G.P.U. Ramón Mercader, qu'elle allait, sans le savoir, mener jusqu'à Trotsky... C'est au même moment que Sylvia Caldwell envoyée par le C.P.A. — donc, bien évidemment le G.P.U. — pour espionner chez les trotskystes devient secrétaire particulière de Cannon.

Le cercle se resserre et Trotsky ne l'ignore pas, même s'il ignore concrètement les voies de pénétration vers lui et les agents qui les tracent. Il accepte certes de prendre des précautions, mais refuse de les pousser jusqu'à la situation qu'il trouve absurde de son total isolement : il est impossible à quiconque de lutter en concentrant tous ses efforts sur sa propre préservation physique et Trotsky est un lutteur qui n'a pas l'intention d'abandonner le combat.

Pour le moment, c'est avec beaucoup de sérénité et sans surprise qu'il perçoit à la lecture du discours de Staline au 18^e congrès du P.C.U.S. le tournant en gestation, le renversement des alliances qui va prendre forme quelques mois plus tard avec le pacte Hitler-Staline. Au mois d'août suivant, la grande presse, les diplomates, les observateurs avertis et les milieux « bien informés » clameront leur surprise. Est-il concevable qu'ils n'aient pas lu ce qu'écrivait Trotsky ?

REPÈRES CHRONOLOGIQUES

1939

JANVIER

- 1^{er}** – Lettre de Trotsky à Cannon lui demandant d'informer les Français de la nécessité d'enquêter sur Zborowski, dénoncé comme agent par une lettre anonyme (d'Orlov).
- 4 (?)** – Départ de Cannon pour l'Europe.
- 7** – Diego Rivera démissionne de la IV^e Internationale.
– *El Universal* annonce l'accueil au Mexique de 1500 « interbrigadistes » d'Espagne.
- 7-8** – Congrès de la Communist League of Australia, devenue Revolutionary Workers League, qui demande à adhérer à la IV^e Internationale.
- 8** – Le C.E.I. de la IV^e Internationale se prononce, contre l'avis de la majorité du P.O.I., pour l'entrée dans le P.S.O.P. des membres du P.O.I.
- 10** – On annonce au Mexique que le général Cedillo, soulevé l'année précédente, a été tué au cours d'un accrochage avec l'armée.
- 12** – Arrivée de J. P. Cannon à Paris.
- 14-15** – Congrès du P.O.I. qui se prononce à 60 % contre l'entrée dans le P.S.O.P. La minorité dirigée par Jean Rous quitte le congrès.
- 16** – Le C.E.I. réuni avec J. P. Cannon décide d'autoriser la minorité du P.O.I. à entrer dans le P.S.O.P.

LÉON TROTSKY

- 17 – La minorité du P.O.I. (120 membres environ) demande à entrer dans le P.S.O.P.
- 18 – France et Grande-Bretagne réaffirment leur attachement à la politique de Non-Intervention en Espagne.
- 25 – Entrée des troupes franquistes à Barcelone.
- 26-29 – Manifestations antisémites à Mexico et cris de « A bas Trotsky! ».
- 28 – Arrestation à Mexico du leader d'extrême-droite A. León Osorio.
- 29 – Congrès du P.C. du Mexique : Laborde réclame l'expulsion de Trotsky du Mexique.
- 31 – Décision de reconstituer une section mexicaine de la IV^e Internationale conformément aux décisions du congrès de fondation.

FÉVRIER

- 1^{er} – Publication à l'avance du rapport de congrès d'A. A. Jdanov sur « les excès » de l'épuration, généralement marqué comme marquant la fin de la *Ejovtchina*.
- 1^{er} (?) – Sylvia Caldwell succède à Lilian Reynolds comme secrétaire de J. P. Cannon. La jeune femme est chargée d'une mission d'« information » par le C.P.A. (c'est-à-dire le G.P.U.).
- 1^{re} semaine – Lettre de Hansen sur son contact, non déchiffrée.
- 9 – Arrivée à Veracruz d'Otto Schüssler et de Gertrud Schröter.
- 9-10 – Série d'exécutions en U.R.S.S. (parmi lesquels l'amiral Mouklévitch et aussi A. G. Beloborodov, vieux bolchevik et ancien de l'Opposition de gauche jusqu'en 1929).
- 10 – Conférence à Paris du Front ouvrier international créé à l'initiative des partis du bureau de Londres.
- 20 – A New York, à l'appel du S.W.P., 50000 contre-manifestants pour le meeting nazi de Madison Square Garden.
- 22 – Gérard Rosenthal télégraphie qu'il sait où se trouve Siéva, petit-fils de Trotsky, qui avait disparu.

- 23-26 – Nouvelle série d'exécutions secrètes en U.R.S.S. (les anciens hiérarques staliniens S. V. Kossior, V. V. Tchoubar, P. P. Postychev, l'amiral Egorov, l'ex-dirigeant J. C. V. V. Kossarev, etc.).
- 27 – Reconnaissance du gouvernement Franco par la Grande-Bretagne et la France qui va désigner le maréchal Pétain comme ambassadeur.
- Au Sénat, le sénateur Reynolds de Caroline du Nord attaque « Bronstein-Trotsky » et le gouvernement Cárdenas, selon lui « satellite de la IV^e Internationale ».
- Retour des principaux volontaires mexicains dans la guerre d'Espagne. (La presse du P.C. et de la C.T.M. célèbre notamment David Alfaro Siqueiros, Felix Guerrero Mejia, Andrés García Salgado, David Serrano Andoneguí, Antonio Pujol, etc.)

MARS

- 2 – Réunion tenue par *Partisan Review* à New York pour une section des E.U. de la F.I.A.R.I.
- 3 – L'U.R.S.S. quitte le comité de non-intervention
- 10 – Le Président tchécoslovaque Hacha convoqué a Berchtesgaden.
- 10-21 – 18^e congrès du P.C.U.S. : Trotsky annonce que le discours de Staline laisse entrevoir des ouvertures en direction de l'Allemagne hitlérienne.
- 14 – Fondation du parti national de salut public d'A. León Osorio au Mexique.
- 14 – La Slovaquie se proclame indépendante.
- 15 – Entrée de la Wehrmacht en Tchécoslovaquie. Hitler à Prague. Démembrement du pays.
- 16 – Le maréchal Pétain ambassadeur de France à Saint-Sébastien.
- 17 – Discours de Chamberlain (à Birmingham) : mise en garde au gouvernement allemand.

LÉON TROTSKY

21 – Marguerite Rosmer retrouve et reprend Siéva dans une pension religieuse de Guebwiller.

entre 21 et 26 – Retour de J. P. Cannon aux Etats-Unis.

23 – Hitler annexe Memel.

26 – Alexis Danan dans *France-soir* : « Trotsky a fait enlever son petit-fils naturel »...

27 – Adhésion du gouvernement franquiste au pacte anti-Komin-tern.

28 – Entrée des troupes franquistes dans Madrid.

31 – Chamberlain annonce que la Grande-Bretagne garantit la Pologne.

[UN AGENT DU G.P.U. DANS NOS RANGS?]¹

(1^{er} janvier 1939)

Extrêmement confidentiel, extrêmement important et extrêmement urgent.

J'ai reçu une information extrêmement importante d'une source inconnue mais, à ce que l'on prétend, liée à des anciens agents du G.P.U.,² à savoir qu'un ancien collaborateur du Bulletin de l'Op [osition] serait un provocateur : Mark³. Ce provocateur travaillait jusqu'en 1938 et travaille peut-être encore maintenant dans l'Institut de Nikolaïevsky⁴. C'est lui qui aurait volé les archives dans cet Institut. Son âge : 32 à 35 ans. Nationalité : juif provenant de la partie russe de la Pologne. Écrit bien en russe. Porte des lunettes. A une femme et un tout petit enfant. Ce provocateur n'a aucun passé révolutionnaire.

1. Lettre à J. P. Cannon (8105), formellement adressée à Rose Karsner, dictée en français à Jean van Heijenoort et signée Van. Il ne figurait aucun double de cette lettre dans les archives jusqu'à son versement dans les papiers d'exil par George Weissman. Avec la permission de la Houghton Library.

2. La lettre anonyme reçue par Trotsky émanait de l'homme qui fut connu sous le nom d'Orlov, Lev L. *Feldbine* (1895-1973), devenu bolchevik en 1917, entré dans les services de renseignement de l'Armée rouge en 1921, qui avait été envoyé en Espagne, en septembre 1936, comme responsable des activités d'« espionnage, contre-espionnage et guérilla ». Rappelé à Moscou le 9 juillet 1938, l'homme avait rejoint Paris où il était le 11, de là, le Québec, puis, le 13 août, les États-Unis qui lui avaient donné asile. Il a donné le 28 septembre 1955 le texte de cette lettre dans le cours de sa déposition devant la commission du Sénat sur les activités non-américaines. L'original se trouve dans les « papiers d'exil », un texte remarquable, puisque c'est une lettre en russe mais en caractères latins.

3. La lettre d'Orlov n'indiquait en réalité que le prénom de Mark qui n'était pas le vrai prénom de l'agent du G.P.U. Ce dernier, Mordka *Zborowski* (né en 1908) s'était infiltré en 1935 dans l'entourage et la confiance de Sedov. Tous les renseignements résumés ici par Trotsky d'après la lettre d'Orlov étaient exacts.

4. Boris I. *Nikolaïevsky* (1887-1966) historien menchevique, dirigeait à Paris une annexe de l'Institut international d'Histoire sociale que venait de fonder à Amsterdam le professeur Posthumus. On ignorait alors que Sedov lui avait confié une partie de ses archives qui se sont retrouvées dans son « fonds » à l'université de Stanford.

C'est pourquoi on s'étonne de la confiance accordée à lui. Plus encore, il y a à peu près quatre ans, il était membre de la Société pour le rapatriement des Russes en Russie, à Paris. Il était déjà provocateur dans cette société. Ce provocateur rencontre systématiquement des représentants de l'Ambassade soviétique à Paris. L'informateur assure qu'il serait bien facile, en filant le provocateur, d'établir ses relations avec l'ambassade. Telle est la communication.

Quant à sa source, deux versions sont également possibles :

- 1) Il s'agit d'un ami timide.
- 2) Il s'agit de la G.P.U. qui veut semer la démoralisation dans nos rangs.

Les deux hypothèses sont à considérer et à vérifier. Il est absolument nécessaire d'établir la filature d'une manière discrète et efficace. Il me semble qu'il faut mettre dans l'affaire Nikolaievsky (*sic*). Il faut créer une commission de trois : Rosmer, Gérard et Nikolaievsky⁵, en y associant pour la filature deux ou trois jeunes, individuellement, sous un secret absolu. Si l'information se vérifie, il faut s'assurer la possibilité de le dénoncer à la police française comme voleur des archives dans des conditions telles qu'il ne puisse s'évader. Communiquer immédiatement ces renseignements à Rosmer. Le mieux serait par l'intermédiaire de Cannon, s'il n'est pas parti, ou de Shachtman⁶, s'il doit partir. Vous trouverez vous-mêmes les modalités. Accuser immédiatement réception⁷.

Salut
Van

5. Alfred Griot, dit *Rosmer* (1877-1964), qui s'était lié d'amitié avec Trotsky en 1915, n'appartenait plus au mouvement, mais bénéficiait de toute sa confiance. Gérard *Rosenthal* (né en 1903) était l'un des dirigeants de la section française, le P.O.I., en même temps que l'avocat de Trotsky. Il était l'unique survivant des trois quand la lettre fut connue et fut formel : il n'en avait jamais entendu parler.

6. James P. *Cannon* (1890-1974), ancien dirigeant du P.C. américain gagné à l'Opposition de gauche en 1928, était le principal dirigeant du Socialist Workers Party, la section américaine de la IV^e Internationale. Il partit en Europe à une date que nous n'avons pu préciser (entre le 3 et le 9 janvier) et nous ignorons s'il reçut cette lettre avant son départ. Max *Shachtman* (1903-1972), ancien dirigeant des J.C., était l'autre « chef historique » du S.W.P. Son départ pour l'Europe, qui avait été envisagé, ne se fit pas en définitive.

7. Nous n'avons pas trouvé d'accusé de réception dans les « papiers d'exil » et il est hautement vraisemblable qu'aucune enquête n'eut lieu. En fait Trotsky pensait plutôt qu'il s'agissait d'une manœuvre du G.P.U.

[LE PRIX DES ARCHIVES]¹

(2 janvier 1939)

Cher Camarade Goldman²,

La somme que vous avez fixée pour la discussion est suffisamment élevée à mon avis, sinon trop³. Cependant vous devriez mieux connaître aussi bien le prix que la mentalité des acheteurs. J'espère qu'ils ne prendront pas peur et ne seront pas paralysés par la somme initiale.

Je n'ai demandé que 1 500 dollars d'avance, car Spalding⁴ s'est beaucoup plaint de leur situation financière dans le moment présent. S'ils acceptent le principe de paiements mensuels ou trimestriels, le montant de l'avance ne jouera pas un grand rôle.

Combien vous pouvez céder ? Vous serez mieux placé pour voir cela vous-même, selon leur réaction à votre première proposition. Il est très difficile pour moi de fixer telle ou telle somme qui peut être dépassée au cours du marchandage. La seule chose que je peux dire est que je suis terriblement intéressé à une réalisation heureuse de toute l'affaire.

1. Lettre à A. Goldman (8302), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Albert Goldman (1897-1960), avocat pour le compte du P.C. passé à la C.L.A., puis au S.P., y avait rejoint les trotskystes. Il avait été l'avocat de Trotsky devant la commission Dewey.

3. Il s'agit du prix de départ fixé pour la vente des archives de Trotsky dans le cours de la négociation avec Stanford University, menée précisément par Goldman.

4. Merrill T. Spalding avait fait à Harvard une thèse sur certains aspects du travail forcé en U.R.S.S.

[UNE ANNONCE IMPORTANTE]¹

(3 janvier 1939)

Cher Camarade Vanzler²,

Dans le prochain numéro de *Socialist Appeal*³, il faut absolument publier une annonce du type suivant (peut-être dans la boîte aux questions et réponses ou les lettres de lecteurs) :

« Lettre de STEIN reçue. Nous insistons pour que vous rencontriez un camarade totalement digne de confiance. Adressez-vous au *Socialist Appeal*. ATTENTION MARTIN⁴. »

Si cette lettre parvient, alors vous rencontrerez l'homme personnellement. La question peut devenir très importante.

P.S. Reçu le livre de Badaiev⁵.

1. Lettre à J. Vanzler (10924) traduite de l'anglais avec la permission de la Houghton Library.

2. Joseph Vanzler (1904-1956), étudiant en chimie à Harvard quand il avait rejoint l'Opposition de gauche, était d'origine russe ; il traduisait pour la presse trotskyste les articles de Trotsky et l'aidait dans la recherche de livres et de documents, notamment pour sa biographie de Staline.

3. *Socialist Appeal* était l'organe du S.W.P.

4. Il s'agit du message de réponse à la lettre envoyée par Orlov. (cf. n. 3 p. 29).

5. Aleksei I. Badaiev (1883-1951), un ouvrier bolchevique qui avait été député à la 4^e Douma à partir de 1912 avait écrit ses souvenirs : *Bol'sheviki v gosudarstvennoy dume. Vospominaniya* (Les Bolcheviks à la Douma d'Etat. Mémoires) en 1929 et Trotsky en avait eu besoin pour son travail.

DÉCLARATION FORCÉE¹

(4 janvier 1939)

Durant ces derniers mois j'ai fait tout mon possible pour éviter un heurt entre le camarade Rivera² et notre organisation internationale. Je peux à n'importe quel moment présenter toute la documentation qui caractérise mes efforts. Pas nécessaire de dire que j'ai essayé en même temps de sauvegarder les relations de sincérité et d'amitié envers le camarade Rivera, malgré son attitude de plus en plus ambiguë et même franchement hostile envers la IV^e Internationale comme envers moi personnellement.

Mes efforts n'ont malheureusement pas été couronnés de succès. Chaque fois que j'avais réussi à aplanir quelque conflit ou à dissiper quelque malentendu, le camarade Rivera entreprenait une nouvelle attaque sans se soucier moindrement des décisions du congrès international, de la commission pan-américaine, des décisions prises en commun ici même³. Maintenant cette attitude qui a, comme je le crains, des raisons politiques profondes, aboutit à des actes qui signifient, de la part

1. Déclaration (4503) dictée en français, avec la permission de la Houghton Library.

2. Diego Rivera (1886-1957), considéré de son vivant comme un des plus grands peintres de son époque, avait été membre du P.C.M. et de son comité central, puis sympathisant de l'opposition de droite à travers son ami Bertram D. Wolfe. En 1936, il avait rejoint la section mexicaine, la L.C.I., et obtenu du président Cárdenas le visa mexicain pour les Trotsky qui logeaient dans la « maison bleue » de sa femme, Frida Kahlo de Rivera. Le peintre finançait largement les activités de la section. Trotsky tirait une grande fierté de l'appartenance d'un artiste de cette dimension à la IV^e Internationale.

3. La section mexicaine était entrée en crise peu après l'arrivée de Trotsky. Une tendance dirigée par L. Galicia accusait Trotsky de ménager le gouvernement Cárdenas pour préserver son asile et s'en prenait vivement à Rivera qui avait été exclu par elle de la direction. Galicia avait dissous, puis reconstitué la section mexicaine en 1938. La résolution de la conférence de la IV^e Internationale sur la question mexicaine prévoyait que Diego Rivera ne ferait pas partie de la section reconstituée, mais que son travail politique serait contrôlé par le « sous-secrétariat » d'Amérique latine, sans doute le « comité pan-américain » (P.A.C.) En fait, la mauvaise humeur de Rivera datait de ce moment et, s'il avait accepté, c'était du bout des lèvres.

du camarade Rivera, la rupture morale avec la IV^e Internationale et, j'ai toutes les raisons de le craindre, la préparation de la rupture personnelle avec moi.

Par hasard, j'ai pris connaissance de la copie d'une lettre que le camarade Rivera avait envoyée à André Breton, écrivain français pleinement digne d'estime et de confiance, mais qui n'est pas même membre de notre organisation⁴. Cette lettre représente une attaque envenimée contre les principes que je défends et même contre moi moralement. Elle contient des affirmations qui sont absolument fausses et qui peuvent avoir pour seul but de me compromettre aux yeux de Breton et de ses amis par des moyens qui sont loin d'être loyaux.

Le camarade Rivera affirme que j'ai donné de publier son article sous forme de lettre⁵ (parce que, voyez-vous, je ne veux pas tolérer la libre expression des idées de Rivera sur l'art). Cependant, j'ai appris le fait que l'article avait été publié sous forme de lettre en la présence de Rivera et d'autres camarades. J'en fus étonné. J'exprimai en présence de Rivera mon étonnement au rédacteur technique, en lui indiquant même qu'il avait contrevenu à la décision prise en commun. Rivera n'a pas pu oublier tout cela. Une seule explication s'impose : il soupçonne que j'ai agi dans les coulisses contrairement à la décision proposée par moi et ouvertement acceptée de bon cœur par Rivera et que j'ai feint l'étonnement quand le rédacteur technique eut fait le changement. Or, je rejette avec la plus grande indignation un soupçon pareil.

J'ai parlé après la séance mentionnée ci-dessus avec le camarade C[urtiss]⁶ sur les raisons du changement qu'il avait

4. André Breton (1896-1966), l'écrivain français, venait de séjourner plusieurs mois au Mexique où il était venu pour rencontrer Trotsky et avait rédigé avec lui le « Manifeste pour un Art révolutionnaire indépendant » (*Œuvres*, 18, pp. 158-211). Rivera, Breton et Trotsky avaient eu de nombreux entretiens à trois et des projets comme la fondation d'une organisation internationale d'écrivains et artistes. Jean van Heijenoort (*Sept Ans auprès de Trotsky*, pp. 199 sq) a raconté que Rivera lui avait dicté cette lettre pour Breton et, devant son étonnement, avait promis d'en parler lui-même à Trotsky. Mais ce fut Natalia, la compagne de Trotsky, qui trouva la lettre en vérifiant le courrier, la lut et prévint Trotsky.

5. Il s'agit de l'article de Rivera, également signé de Juan O'Gorman, intitulé « De la Naturaleza intrínseca y las funciones del arte » (De la nature intrinsèque et des fonctions de l'art) qui fut effectivement publié en tribune libre et présenté comme une lettre.

6. Charles Curtiss (né en 1908), un militant américain qui avait déjà séjourné au Mexique, y était revenu quelques mois auparavant comme délégué du comité pan-américain (P.A.C.) Il était linotypiste et s'occupait notamment de tous les aspects pratiques de la publication de la revue *Clave*.

fait. Voici ce que j'ai compris de ce qu'il m'a dit : il lui a semblé que l'article n'était pas marxiste ou, au moins, contenait des thèses antimarxistes. Il savait que ni moi ni d'autres amis n'avaient lu l'article. Ayant une haute idée de sa responsabilité comme représentant du S.I., il a cru nécessaire, en publiant l'article, de dégager sa responsabilité. Du point de vue formel, ce n'était pas correct, je le répète. Il aurait dû prévenir l'auteur et ses collègues, mais le temps pressait, paraît-il. En tout cas le crime n'est pas écrasant. Mais le camarade Diego, non seulement trouve nécessaire de le dénoncer à... Paris, mais encore de l'attribuer à moi sans m'en avoir soufflé mot, tandis qu'en réalité je n'en savais *absolument rien*. Plus encore, pour pouvoir publier l'article de Rivera agrandi par lui au dernier moment, le camarade C[urtiss] élimina du numéro deux de mes articles, qui m'avaient été commandés par la rédaction. Pour la même raison (manque de temps) il ne m'a pas prévenu sur le sort de mes articles, dont l'un a perdu, depuis lors, toute actualité. J'ai eu connaissance de l'élimination de mes deux articles dans la même séance où Diego a protesté contre le changement de sous-titre. Voilà la pure vérité.

Dans la même lettre, le camarade de Rivera m'accuse d'avoir eu recours à des méthodes stalinistes, mais « tendres », d'avoir fait un coup d'Etat dans la question de la F.I.A.R.I.⁷, etc. Tout cela est contre-vérité et Rivera connaît les faits au moins aussi bien que moi-même. Pour faire un coup d'Etat, il faut qu'il y ait un gouvernement ou, dans ce cas-ci, une organisation. Or, il n'y en avait pas la moindre trace. Rien n'avait été fait dans ce domaine, pour des raisons qu'on peut laisser de côté ici. Dans la même réunion des cinq amis dont il est question plus haut, j'ai proposé, en présence de Rivera, de former une commission provisoire de la F.I.A.R.I. pour pousser l'affaire en avant. Rivera non seulement n'a pas protesté, mais il a même accepté la proposition de bon cœur. Il a dit : « Oui, maintenant, après l'affaire des fresques d'O'Gorman⁸, on pourra peut-être faire quelque chose. » Puis j'ai continué : « Mais il nous faut donc un secrétaire provisoire. Qui pourrait l'être ? Il me semble que c'est le camarade A[dolfo] Z[amora]

7. Il s'agit de la Fédération internationale de l'art révolutionnaire indépendant, créée à la suite de l'appel lancé par le Manifeste.

8. Juan O'Gorman (1905-1982) était l'un des grands muralistes. Le gouvernement avait fait effacer ses fresques de l'aéroport sur protestation des gouvernements allemand et italien.

qui a proposé la candidature de Ferrel⁹. J'ai demandé à celui-ci : « Serait-ce possible pour vous ? » Il a répondu : « Pourquoi pas ? », ou à peu près. Tout cela sans la moindre objection de personne et dans l'atmosphère de la meilleure cordialité. En quoi consiste le coup d'Etat, je ne le comprends pas. Rivera parle dans une lettre destinée à la France ? Moi, je ne connais Ferrel que depuis deux ou trois mois. Quand il s'est agi de sa candidature pour la rédaction, on a demandé l'avis de Diego en ma présence. Il n'a pas fait la moindre objection et le poste de rédacteur est, malgré tout, un peu plus important que celui de secrétaire provisoire d'un groupe encore inexistant de la F.I.A.R.I. En quoi donc consistent le coup d'Etat et mes méthodes stalinistes ? Je n'y comprends rien. Ces deux exemples suffisent pour caractériser la mauvaise volonté de Diego envers moi.

Autant que je puisse comprendre, cette mauvaise volonté est le résultat de ma tentative d'avoir une explication franche avec lui sur son activité politique. Je lui ai dit que, par tout son caractère, il est absolument incapable de mener un travail routinier de fonctionnaire d'une organisation ouvrière, mais que, d'autre part, grâce à son imagination et à la puissance créatrice de son esprit il pouvait être extrêmement utile dans l'état-major, à condition naturellement de reconnaître l'état-major et de se soumettre à la discipline, comme quiconque. Il me semble qu'il a décidé sur-le-champ de démontrer qu'il était capable de faire des miracles dans la politique comme dans l'art (mais la politique est une chose beaucoup moins individuelle que l'art, elle est même collective par excellence). Il a entrepris une série d'aventures, — oui, malheureusement d'aventures — purement personnelles sur le terrain syndical qui ont donné des résultats négatifs et préjudiciables à notre mouvement¹⁰. Au lieu de se censurer lui-même, il a commencé à diriger son mécontentement contre notre Internationale et moi personnellement.

Parallèlement, Rivera passe par une crise idéologique qui

9. Adolfo Zamora Padilla (né en 1907), Nicaraguayen, jeune frère de Francisco Zamora, professeur et journaliste qui avait été membre de la commission Dewey, était entré dans l'entourage de Trotsky et était l'un des piliers de *Clave*. José Ferrel (1908-1950) grand traducteur, était moins politique.

10. Diego Rivera s'était mis en tête de se rapprocher des dirigeants de la C.G.T., d'inspiration anarcho-syndicaliste, malheureusement au moment où ces derniers, sautant par-dessus le cheval de leur apolitisme, allaient soutenir un candidat appartenant au parti officiel dans la campagne présidentielle.

est, dans ses traits généraux, identique à la crise sur laquelle ont passé et passent beaucoup d'intellectuels contemporains qui, sous la poussée de la réaction terrible, abandonnent le marxisme pour quelque mixture éclectique. Dans la question de l'État, du syndicat, du parti, de la révolution d'Octobre et des méthodes bolchevistes, de la fonction sociale de l'art, du rôle de la guerre dans la société, etc., le camarade Rivera défend dans des discussions privées ou semi-privées des conceptions absolument antimarxistes. S'il ne s'agissait que de discussions privées, on pourrait bien s'en accommoder, comme moi j'ai essayé de le faire depuis toute une période. Mais ses conceptions, jamais formulées jusqu'au bout, lui servent à mener une activité syndicale et à faire une propagande personnelle qui sont dirigées contre tous les principes fondamentaux de la IV^e Internationale.

La situation est devenue absolument intolérable. Il faut donc sortir de l'équivoque.

Comme on le voit de ce qui précède, il y a deux côtés dans l'affaire, le côté personnel et le côté général. Il faut essayer de les séparer et de liquider le premier aussi tôt que possible. Si le camarade Rivera est prêt de reconnaître qu'il s'est laissé entraîner par son tempérament dans la voie d'accusations dénuées de tout fondement, pour ne pas dire plus, s'il retire ses affirmations dans une lettre adressée à Breton, en m'en envoyant une copie, ainsi que la copie de sa lettre précédente, je n'insisterai plus sur cette question-là. Pas nécessaire de dire qu'en ce cas je ne ferai aucun emploi de la présente déclaration. La rectification de Rivera peut avoir un caractère d'initiative personnelle, mais elle doit être absolument catégorique, c'est-à-dire correspondre à la réalité. Après une liquidation formelle de l'incident personnel, la question générale reste entière. Le camarade Rivera est membre du comité pan-américain, sans parler de la IV^e Internationale. Nous avons nos congrès, nos statuts, nos décisions et notre discipline. Le congrès a essayé, étant donné la personnalité de Rivera, de lui créer des conditions un peu spéciales, en le libérant, au moins pour la période trouble, du devoir de participer au travail de la section mexicaine de la IV^e Internationale. Mais cette décision ne peut naturellement pas signifier pour le camarade Rivera la pleine liberté d'agir sous le drapeau de la IV^e Internationale contre les principes de celle-ci, contre ses décisions et contre ses institutions.

Pour donner l'exemple le plus récent citons ceci. Dans la rédaction de *Clave*, la IV^e Internationale est représentée par les

camarades Rivera, C[urtiss] et Cr[ux]¹¹. Ces trois camarades sont responsables devant le Bureau pan-américain pour la ligne de la revue. Or, Rivera refuse systématiquement de consulter ce Bureau de trois et de se soumettre à ses décisions. Dans le dernier article sur le cas de Ramírez¹² Rivera a trouvé nécessaire, contrairement à nos propositions préalables, d'attaquer toute la politique bolcheviste dans la question syndicale, sans explications, sans précisions, sans citations, sans preuves. Quand Cr[ux] et C[urtiss] lui ont proposé de diviser au moins l'article et d'ajourner la seconde partie pour la tribune libre du numéro suivant, il a refusé d'accepter cette proposition¹³.

Il faut mentionner aussi que l'attitude du camarade Rivera envers le camarade C [urtiss] n'est pas normale. On a invité C[urtiss] ici sur l'initiative directe du camarade Rivera qui a offert à C. [urtiss], dans des entretiens avec Cannon et autres, sa pleine collaboration et toutes les facilités nécessaires. C[urtiss] est un camarade très réservé. Il ne se plaint jamais. Au contraire, il fait tout pour s'adapter à la situation. Mais cette situation, autant que je puisse en juger, est absolument intolérable. Rivera est loin de soutenir l'autorité de C[urtiss] comme représentant officiel du S.I. Il développe son propre travail, absolument indépendamment de C[urtiss], ce qui crée pour celui-ci les plus grandes difficultés organisationnelles, sans parler des difficultés personnelles.

Comment sortir de cette équivoque politique ?

Si les divergences sont vraiment si profondes qu'elles obligent Rivera à faire sa politique propre contre la IV^e Internationale, la rupture politique est inévitable. Elle peut et doit s'effectuer d'une manière franche, ouverte et décisive. Tout le monde doit savoir que la IV^e Internationale ne porte dorénavant aucune responsabilité pour l'activité politique de Rivera. Ce serait une perte lourde et douloureuse, mais la situation actuelle est encore pire.

Si les divergences ne sont pas (ou ne sont pas encore) aussi profondes et si Diego Rivera se trouve seulement emporté par

11. La revue *Clave* paraissait en tant que « tribune marxiste ». Crux était le pseudonyme de Trotsky.

12. Julio Ramírez, un ancien garçon boucher, était le secrétaire général de la C.G.T. que Trotsky avait vivement attaquée après le dernier congrès de cette organisation, dans un article non signé intitulé « Au Pilon » (*Œuvres*, 19, pp. 307-309).

13. Il s'agit de l'article proposé par Diego Rivera pour défendre sa propre position, qui ne fut finalement pas retenu par le comité de rédaction.

son tempérament, beaucoup plus loin que les intérêts communs ne le permettent, c'est à Rivera lui-même d'en tirer toutes les conséquences. J'ai pris maintes fois sur moi l'initiative d'une explication franche. Maintenant ce serait le tour de Rivera de prendre cette initiative, après avoir liquidé l'incident personnel. J'apporterai à une nouvelle explication toute la bonne volonté dont je suis capable. Si Rivera décide de faire rentrer de nouveau son activité dans les cadres normaux de la IV^e Internationale, tous les malentendus du passé seraient liquidés et une étroite collaboration prendrait de nouveau leur place.

AUX LECTEURS DE CLAVE¹

(janvier 1939)

Notre revue n'est pas destinée à être lue facilement. La théorie marxiste est un guide pour l'action. Nous voulons des lecteurs qui *étudient* le marxisme, qui *apprennent à penser* de façon marxiste, pour *œuvrer* en tant que révolutionnaires prolétariens.

Les problèmes qui se posent aujourd'hui à la classe ouvrière mondiale sont extrêmement complexes. Nous nous efforçons de leur donner des réponses aussi claires et aussi simples que possible. Pourtant, pour l'ouvrier moyen, il est impossible de comprendre nombre d'articles de notre revue. Pour résoudre cette difficulté, il faut créer de *petits cercles* qui étudient *Clave*. Les révolutionnaires prolétariens ont une attitude sérieuse face à tous les problèmes et surtout à celui de leur propre attitude vis-à-vis de leur propre éducation théorique. Il faut soumettre tous les articles à une discussion approfondie. Il faut formuler avec précision et envoyer à la rédaction de la revue tous les doutes et objections qui se présentent. Une communication permanente entre la rédaction et les lecteurs est la condition fondamentale d'une orientation juste de la revue et de l'étroussure de ses liens avec la lutte de classes du prolétariat.

En même temps, nous attendons de nos lecteurs une aide matérielle. Nous l'avons déjà dit : la rédaction n'a pas à sa disposition de fonds spéciaux. Si *Clave*² vous est nécessaire, amis et lecteurs, démontrez-le dans les faits : envoyez des souscriptions, diffusez-la largement, faites des abonnements, élargissez la base de *Clave* !

1. Article signé *Clave* (T 4501), traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. *Clave* (Clé), qui portait en sous-titre « tribune marxiste », était publiée par Trotsky et un groupe de ses proches collaborateurs sous le contrôle politique du secrétariat panaméricain de la IV^e Internationale. Cf. l'article d'Olivia Gall dans *Cahiers Léon Trotsky*, n° 11.

[ENCORE SUR LA LETTRE]¹

(6 janvier 1939)

Cher Ami,

Reçu le livre de Badaïev, les extraits de *Berzine*², etc. Merci beaucoup.

(1) La question de savoir quelle falsification il faut réfuter est très embarrassante pour moi du fait des innombrables séries de falsifications et du manque de sources à notre disposition. Cependant, vous connaissez si bien le matériel et votre talent pour la vérification et l'investigation est si pénétrant que je suis certain que vous pourrez trouver vous-même les meilleures citations. En tout cas, il est très important de dresser la liste des plus éminents des chefs politiques et militaires de la guerre civile qui ont été persécutés ou exécutés depuis 1933.

(2) Le chapitre sur la *Pravda* est pratiquement clos sur la base de matériaux irréfutables.

(3) J'ai appris hier avec étonnement que le manuscrit ne vous avait pas été envoyé, ainsi que l'expliquait Lillian³, mais il l'a finalement été et j'attends vos remarques avec un vif intérêt.

(4) Maintenant, la chose la plus importante. J'inclus ci-joint une lettre anonyme que nous avons reçue des Etats⁴. Elle ne nécessite aucune explication. Je n'ai pas sur cette affaire d'opinion arrêtée. Il est possible qu'elle soit honnête, possible, même probable, que ce soit une provocation du G.P.U.

1. Lettre à J. Vanzler (10925), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Le vieux bolchevik letton Jan A. *Berzine* (1881-1941) édita pendant plusieurs années la revue *Krasnyi Arkhiv* et consacra plusieurs ouvrages à la lutte clandestine sous le tsar.

3. La compagne de Charles Curtiss, Lillian *Ilstein* (née en 1911) travaillait au secrétariat de Trotsky.

4. Il s'agit toujours de la lettre envoyée par Orlov.

L'annonce que j'ai envoyée au *Socialist Appeal* par votre intermédiaire est en liaison avec cette affaire⁵.

S'il vous plaît, agissez là-dessus en collaboration avec Glenner⁶ qui est au courant. Montrez-lui aussi la lettre jointe.

5. Cf. p. 32.

6. John Glenner était le dernier pseudonyme de Jan *Frankel* (né en 1906), un citoyen tchécoslovaque qui avait été secrétaire de Trotsky en Turquie, en Norvège et au Mexique jusqu'en novembre 1937 ; il se trouvait aux Etats-Unis et Trotsky continuait à lui confier les missions les plus délicates.

[UN ARMISTICE AVEC HEARST ?]¹

(6 janvier 1939)

Cher M. Knickerbocker²,

Je serais très heureux de vous rencontrer, vous qui êtes un des journalistes les plus remarquables de notre temps, non seulement pour répondre à toutes les questions que vous souhaitez me poser, mais pour vous demander vos impressions de la situation mondiale ; mais... la question est l'agence Hearst³, que vous représentez. L'attitude de M. Hearst et de sa presse pendant les dix années de mon exil a été très hostile à mon égard, ce qui est naturel puisque nous nous situons à des pôles politiques opposés. Mais sa presse a manqué d'élémentaire loyauté. J'ai publiquement refusé de donner aucune déclaration à la presse Hearst. M. Hearst, pour sa part, achetait mes déclarations aux autres et les publiait comme s'il s'agissait d'articles écrits directement pour la presse Hearst. Bien des adversaires sans scrupule dans le camp opposé ont affirmé pendant toutes ces années que je suis allié à M. Hearst qui est allié à Hitler.

Ainsi qu'il m'en a informé, vous avez expliqué à mon ami Joe Hansen⁴ que l'administration de l'agence et de la presse

1. Lettre à H. R. Knickerbocker (8688), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Hubert R. *Knickerbocker* (1898-1949) était certainement l'un des plus grands journalistes contemporains, un des « grands reporters » de cette période.

3. William Randolph *Hearst* (1863-1951) était à la tête d'une puissante chaîne de journaux, un « trust de presse » et ses positions politiques étaient réactionnaires et souvent pro-hitlériennes. Trotsky avait refusé toutes relations avec lui dans le passé, ce qui n'avait pas empêché la presse Hearst de piller sans autorisation les articles de Trotsky ici ou là et... d'autres d'accuser Trotsky de collaborer avec Hearst.

4. Joseph Le Roy *Hansen* (1910-1979), aîné d'une famille mormonne de douze enfants, avait été recruté à la C.L.A. en 1934. Il avait ensuite milité auprès de Cannon à San Francisco, collaborant notamment au journal du syndicat des marins. En septembre 1937, il était venu à Coyoacán comme secrétaire et jouissait de la confiance de Trotsky.

avait changé. Elle est devenue plus loyale. Bien, je suis prêt à ouvrir une « ère » nouvelle dans mes relations avec la presse Hearst. C'est-à-dire à traiter avec elle sur la même base qu'avec tous les autres journaux capitalistes. Mais, sur le seuil de cette « ère » nouvelle, il me faut une petite preuve de loyauté. Je donnerai mes premières déclarations à la presse Hearst réorganisée à deux conditions : (1) la nouvelle administration me télégraphiera la confirmation que ma déclaration, qui sera naturellement très éloignée des positions de la presse Hearst, sera publiée intégralement et sans aucune modification ; (2) je demande que, pour toutes mes déclarations antérieures reproduites illégalement par la presse Hearst, la nouvelle administration paie, disons, 1 000 dollars au fonds d'aide des exilés révolutionnaires allemands persécutés par Hitler (American Fund for Political Prisoners and Refugees, Room 1609, 100 Fifth Avenue, New York City, NY)⁵. Ce modeste paiement aurait un caractère symbolique et, je l'espère, inaugurerait de façon positive un nouveau chapitre de nos relations mutuelles.

5. Ce fonds américain pour les prisonniers et réfugiés politiques avait été créé récemment à la suite de la décision de la conférence de fondation d'organiser une telle solidarité. Il était dirigé par Rose Karsner, la compagne de Cannon.

[DES RÉFUGIÉS ENVOYÉS PAR BERIA]¹

(7 janvier 1939)

Cher Camarade Goldman,

Dans *El Universal* de ce matin, je lis un câble de Barcelone qui dit qu'environ 1 500 anciens volontaires étrangers en Espagne (Polonais, Allemands, Autrichiens, etc.) trouveront asile au Mexique dans les prochaines semaines.

Je suppose que le choix de ces gens est fait par le G.P.U. et que les agents du G.P.U. constituent un pourcentage élevé de ces 1 500². Il nous faut donner à cette question toute l'attention qu'elle mérite, à tous égards. A mon avis, ce serait bon de faire maintenant une déclaration, sous une forme à moitié interrogative, au sujet du caractère et des objectifs de Moscou dans cette aventure, compte tenu du fait que Moscou les envoie au Mexique au lieu de les inviter en Russie.

Il est possible que la grande majorité consiste de gens qui ne sont nullement désireux d'embrasser Beria³, le nouveau chef du G.P.U., mais le reste est envoyé par Beria lui-même.

1. Lettre à A. Goldman (8303), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Les Brigades internationales comptaient dans leurs rangs de très nombreux réfugiés d'Allemagne, Italie, Europe centrale et orientale pour lesquels l'Europe risquait de devenir un piège. *El Universal* venait d'annoncer que 1 500 « volontaires » internationaux allaient être admis au Mexique. Le tri des candidats se faisait notamment par les services de l'ambassade parisienne dont Trotsky pensait que l'ambassadeur Bassols jouait le jeu du G.P.U. dans le tri des candidats à l'émigration et qu'il ferait passer ses « candidats ».

3. Lavrentii P. *Beria* (1899-1953) avait succédé à Ejov l'année précédente au commissariat aux affaires intérieures, « la direction du G.P.U. », comme disait Trotsky. Membre du parti bolchevique en 1917, il avait fait carrière en Transcaucasie puis connu une ascension foudroyante à partir de 1934.

[QUESTIONS SUR L'INDE]¹

(7 janvier 1939)

Cher Camarade Stanley²,

Merci beaucoup pour la copie de votre article sur l'Inde. Il est arrivé à un moment très opportun, du fait qu'hier nous avons une discussion avec un exilé indien, Chaman Lal³, qui va rester au Mexique dans la prochaine période. Pouvez-vous me donner quelque information sur cet homme qui semble avoir joué un rôle important dans le mouvement indien, surtout au Pendjab ? Idéologiquement, il est très confus, mais se déclare contre Gandhi, contre Patel, contre Nehru⁴ et contre les staliniens.

Il me serait très difficile d'écrire un article maintenant, parce qu'un article exigerait d'importantes lectures préliminaires, mais peut-être pourrai-je écrire une courte lettre à Chaman Lal, si je découvre qu'il est digne de confiance.

1. Lettre à S. Stanley (10512), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Stanley Plastrik, dit Sherman Stanley (1915-1981), avait milité très jeune aux Y.P.S.L. et en était sorti pour rejoindre le S.W.P. Il s'était spécialisé dans les questions concernant l'Inde et avait pris nombre de contacts. Il correspondait à ce sujet avec Trotsky.

3. Chaman Lal s'était présenté à Trotsky comme un exilé indien nationaliste réfugié au Mexique. C'était en réalité (comme Stanley allait en informer Trotsky) un agent japonais, comme le suggérait d'ailleurs l'examen de ses livres et de ses éditeurs.

4. Mohandas Karamchand, dit le Mahatma Gandhi (1869-1948) était le principal inspirateur du mouvement nationaliste et spiritualiste non-violent, l'organisateur des « campagnes de désobéissance civile ». Vallabbhai Javerbhai Patel, (1877-1950), juriste, frère d'un dirigeant nationaliste mort en exil, était le chef de file de l'aile droite du parti du Congrès. Jawaharlal Nehru (1889-1964), fils d'un des principaux collaborateurs de Gandhi, était l'un des leaders de sa gauche, lié dans le passé avec les socialistes et les communistes. Ces hommes ne pouvaient être bien vus ni de révolutionnaires ni de partisans des Japonais.

[DES DÉSACCORDS]¹

(9 janvier 1939)

Cher Camarade Held²,

Je réponds brièvement maintenant à votre lettre du 19 décembre. J'écris en même temps aux camarades aux Etats au sujet de votre affaire. J'espère qu'ils feront tout leur possible.

Ici la situation en ce qui concerne les visas devient de plus en plus difficile³. Je n'ai pu obtenir de visas pour Otto et Julik⁴ qu'en tant que collaborateurs personnels qui devaient vivre dans ma maison et dont je suis responsable à tous égards. Nos tentatives pour procurer des visas aux camarades tchécoslovaques, à commencer par Šolze⁵, n'ont pas beaucoup de chances.

La porte est trop petite et la pression de toutes les parties de l'Europe trop forte.

Je ne puis être d'accord avec vous sur la question de la

1. Lettre à W. Held (8523) traduite de l'allemand, avec la permission de la Houghton Library.

2. Walter *Held* était le pseudonyme de Heinz *Epe* (1910-1942), un militant allemand qui avait vécu en émigration depuis 1933 en Tchécoslovaquie, puis en Hollande et finalement en Norvège, où il avait beaucoup rencontré Trotsky.

3. Un vent de panique soufflait sur l'Europe, de Tchécoslovaquie en France, et militants ouvriers réfugiés et Juifs faisaient queue devant les ambassades américaines pour essayer d'obtenir les visas sauveurs.

4. Il s'agit d'Otto *Schüssler* (1905-1982), dit Oskar Fischer, et de Wenzel *Kozlecki* (né en 1906) qu'on appelait *Julik*. Schüssler avait été secrétaire de Trotsky à Prinkipo et un des dirigeants de la section allemande I.K.D. en exil, en Belgique, puis en France. Julik, également originaire de Saxe, avait trouvé asile à Reichenberg en pays sudète et animé le groupe allemand de Tchécoslovaquie. Trotsky avait déclaré que les deux hommes étaient ses secrétaires : l'opération avait des limites.

5. *Šolze* est l'un des pseudonymes d'Alois *Neurath* (1886-1952), Allemand des Sudètes qui avait été l'un des fondateurs du P.C. de Tchécoslovaquie, membre de l'exécutif de l'I.C. et successivement zinoviéviste, puis brandlérien avant de se rallier en 1932 à l'Opposition de gauche. Son groupe, qui était en « fraction » dans la social-démocratie allemande de Tchécoslovaquie, avait participé à la fusion de l'année précédente, mais avait été démantelé par l'entrée de l'armée allemande au pays sudète. Les principaux responsables avaient trouvé à Prague un asile précaire.

jeunesse⁶. Dissoudre la jeunesse dans l'organisation adulte signifie repousser et perdre la jeunesse. Que la jeunesse « dilue » nos principes (ou, plus souvent, les transforme en pure quintessence) est la raison la plus importante pour la nécessité d'une organisation de jeunesse et non contre elle. C'est la seule conception non-bureaucratique de la question.

Je ne peux pas non plus vous suivre sur la question de la crise de mars 1921 en Allemagne⁷. Notre position sur cette question était tout à fait claire et sans ambiguïté : mais nous n'oublions pas que nous avons à faire non seulement avec des principes, et avec des idées, mais aussi avec une organisation de masse, vivante, qui a besoin de temps pour passer d'une attitude à une autre. Paul Levi était un « lettré » qualifié et rien de plus. Que, dans ses écrits, vous puissiez trouver quelques bonnes formulations que vous pouvez interpréter comme prophétiques, ne peut changer d'un iota mon appréciation de sa personnalité et de son rôle⁸. J'ai un peu peur que vous ne considériez cette question beaucoup trop d'un point de vue littéraire et pas assez d'un point de vue politique.

J'espère que, le temps que cette lettre vous ait atteint, vous serez devenu un père et aurez ainsi officiellement quitté la jeunesse. Natalia⁹ et moi embrassons chaleureusement Synnøve¹⁰ et vous.

6. Held avait siégé au Bureau de la jeunesse (du bureau de Londres) où il s'était heurté notamment à Willy Brandt. Il était tenu pour le spécialiste des questions « jeunes ». Il proposait de dissoudre les organisations de jeunes et d'intégrer leurs membres dans le parti...

7. En mars 1921, le K.P.D. avait tenté de déclencher en Allemagne, par des moyens artificiels, une grève générale et une insurrection. L'« action de mars » avait constitué un désastre. Trotsky et Lénine l'avaient vivement critiqué après coup.

8. Paul Levi (1883-1930), dirigeant du K.P.D. après l'assassinat de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, avait démissionné en signe de protestation contre ce qu'il considérait comme des conceptions « gauchistes » à la direction de l'Internationale, lorsqu'éclata l'« action de mars », inspirée par Béla Kun, émissaire de l'I.C. Levi avait dénoncé l'action de mars comme un crime et avait été exclu. Lénine avait vainement tenté d'œuvrer à sa réintégration.

9. Natalia I. Sedova (1882-1962) était la compagne de Trotsky et la mère de ses deux fils.

10. Synnøve Rosendahl-Jensen (1908-1942), norvégienne, était la compagne de Held et allait donner le jour à leur fils Ivar Roland (1939-1942).

[LES VISAS]¹

(9 janvier 1939)

Chère Camarade Rose²,

J'ai reçu une lettre du camarade Walter Held concernant le sort de nos camarades allemands en Europe. Je vous envoie une copie de la partie correspondante de sa lettre. Malheureusement elle est en allemand, mais j'espère qu'un camarade pourra vous la traduire en anglais. La question est très importante et je serais heureux de savoir que le plan de Held est réalisable.

Il y a deux semaines environ, j'ai reçu une demande de visas de quinze camarades tchécoslovaques³. J'ai fait ce que j'ai pu, mais je n'ai pas eu beaucoup de succès. Les difficultés ici croissent parallèlement à la pression de tous côtés. Nous avons facilement obtenu des visas pour Otto [Schüssler] et Julik mais seulement en tant que mes collaborateurs, devant vivre dans ma maison ; mais, au cours des négociations concernant Julik, nous avons été obligés de déclarer qu'il serait le dernier collaborateur pour qui nous demanderions un visa. Malheureusement notre demande générale n'apparaît pas très prometteuse.

Held est en correspondance avec le camarade Novack⁴ sur son propre cas et celui des autres camarades allemands. J'espère que vous le consulterez et que vous ferez tout votre possible pour sauver les précieux cadres de notre section allemande.

Je serais heureux de savoir si ce plan est réalisable, ce qui est fait et ce qui sera fait.

1. Lettre à R. Karsner (8616) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Rose Karsner (1890-1968) avait émigré de Roumanie enfant ; membre du S.P. en 1908, puis militante communiste, elle était la compagne de Cannon et s'occupait du fonds d'aide aux réfugiés.

3. La liste, comprenant des militants de la région annexée des Sudètes et quelques-uns des animateurs du groupe de Neurath, ainsi que du groupe « Rops » qui assurait le soutien financier, avait été envoyée par Kopp.

4. George E. Novack (né en 1905), diplômé de Columbia, avait été secrétaire du comité de défense de Trotsky.

LE CONFLIT AVEC DIEGO RIVERA¹

(11 janvier 1939)

Si le camarade Van² a bien compris Diego Rivera, celui-ci refuse de donner des explications publiques sur sa démission de la IV^e Internationale pour... ne pas m'empêcher de vivre dans sa maison³. Vraiment on n'en croit pas ses oreilles. Quand il y a des divergences dans une organisation et que les deux camps restent fidèles aux principes fondamentaux, la discussion ouverte peut avoir un caractère tout à fait amical, sans envenimer en quoi que ce soit les relations personnelles (par exemple ma discussion avec Burnham et Carter, des Etats-Unis ou avec Craipeau, de France, sur le caractère de l'Etat soviétique⁴, etc.)

Ce qui infeste l'atmosphère et envenime les relations personnelles, ce sont des intrigues sans principe et des insinuations dénuées (*sic*) derrière les coulisses. Dans sa lettre à Breton, Diego Rivera m'a accusé de procédés pareils. Pour démontrer son accusation, qu'il ne m'a jamais ouvertement formulée, il n'a donné que deux exemples qu'il a lui-même inventés de toutes pièces. Quand je le lui ai démontré par écrit, il a promis de rectifier ses fausses affirmations. Le lendemain, il s'y est refusé. Cependant, ses affirmations restent non seule-

1. Déclaration (T 4504) dictée en français, avec la permission de la Houghton Library.

2. Van était l'appellation familière pour Jean van Heijenoort (né en 1912) qui avait été secrétaire de Trotsky en Turquie, en France, au début de son séjour en Norvège, et l'avait rejoint au Mexique le jour même de son arrivée. Il avait tenté une conciliation en rencontrant Diego Rivera. Ce dernier avait donné sa démission par une lettre du 7 janvier.

3. Rappelons que Trotsky vivait dans la « maison bleue », appartenant à la compagnie de Rivera, Frida, et qu'il ne payait aucun loyer.

4. James Burnham (né en 1905), professeur de philosophie à Columbia, était venu au mouvement par l'organisation de Muste. Il était membre du comité national du S.W.P. Joseph Friedman, dit Joe Carter (1910-19??), ancien des jeunesses communistes, avait dirigé la Youth Spartacus League ; tous les deux avaient animé une minorité active sur la question de la nature de l'U.R.S.S. Yvan Craipeau (né en 1911) pensait que l'U.R.S.S. était un Etat « ni ouvrier ni bourgeois » ; il était un des dirigeants du P.O.I.

ment fausses, mais encore absurdes absolument contraires aux faits réels et à mes méthodes en général. Ce ne sont pas des discussions ouvertes et sérieuses, mais des procédés de ce genre qui font la solidarité morale impossible, y compris l'usage de l'hospitalité.

Je m'efforcerai de vaincre toutes les difficultés matérielles inhérentes à ma situation un peu spéciale pour changer de domicile dans le délai le plus court.

*
**

Je suis prêt en même temps à présenter immédiatement à n'importe quelle commission ou au camarade Rivera lui-même les copies de toute ma correspondance où il s'agit de lui. Cette correspondance démontre que je me suis toujours préoccupé de souligner aux camarades la grande importance du fait que Rivera est dans nos rangs et d'élever son autorité aux yeux de nos jeunes amis.

Je sépare le conflit personnel unilatéralement provoqué par Diego Rivera de la question politique. Si le camarade Rivera reste dans la IV^e Internationale, ce que je désire sincèrement, je lui prêterai la même collaboration qu'auparavant.

[RÉTABLIR L'AMITIÉ] ¹

(12 janvier 1939)

Chère Frida ²,

Nous étions tous très heureux ici et très fiers de votre succès à New York parce que nous vous considérons comme une ambassadrice artistique, non seulement de San Angel, mais de Coyoacán aussi ³. Même Bill Lander ⁴, représentant objectif de la presse américaine, nous a informés que, selon les informations parues dans les journaux, vous avez eu un vrai succès aux Etats. Nos congratulations du fond du cœur.

Puis nous avons appris que vous étiez malade, et même sérieusement ⁵. Hier, Van nous a dit que vous étiez maintenant convalescente et que vous iriez peut-être en France dans peu de temps. Nous espérons tous que vous aurez en France le même succès que vous avez eu aux Etats.

Avant que vous quittiez le Nouveau Continent, je veux pourtant vous informer de quelques complications avec Diego, qui me sont pénibles, à moi et à Natalia, et à toute la maison.

Il m'est très difficile de découvrir la véritable source du mécontentement de Diego. Deux fois, j'ai essayé de provoquer une discussion franche sur cette affaire, mais il a été très général dans ses réponses. L'unique chose que j'aie pu extraire de lui a été son indignation devant mes réticences à reconnaître en lui les qualités d'un bon responsable révolutionnaire. J'insistais pour qu'il n'accepte jamais une position bureaucratique dans l'organisation, parce qu'un « secrétaire » qui n'écrit jamais, ne répond

1. Archives Charles Curtiss, Los Angeles. Traduite de l'anglais.

2. Frida *Kahlo* de Rivera (1910-1944), elle-même peintre de grand talent, était l'épouse de Diego Rivera. Elle ne se trouvait pas aux Mexique au moment où s'étaient produits les premiers incidents entre Trotsky et le peintre.

3. San Angel était le lieu de la résidence des Rivera, Coyoacán celui des Trotsky. Frida avait connu un énorme succès dans une exposition à New York.

4. William Lander était le correspondant de l'United Press à Mexico.

5. La santé de Frida Rivera était très précaire.

jamais aux lettres, n'est jamais à l'heure aux réunions et fait toujours le contraire de ce qui a été décidé en commun n'est pas un bon secrétaire. Et je vous le demande, pourquoi Diego serait-il un « secrétaire » ? Qu'il soit un authentique révolutionnaire n'a aucun besoin d'être prouvé ; mais c'est un révolutionnaire multiplié par un grand artiste, et c'est même cette « multiplication » qui le rend absolument inapte au travail de routine dans le parti. Je suis certain qu'en temps de marée révolutionnaire, il serait très précieux, à cause de sa passion, de son courage et de son imagination. En temps de paix, il est précieux dans un état-major révolutionnaire qu'il peut inspirer par son initiative et son ardeur. Mais pour le travail organisationnel de routine, notre camarade Diego est absolument inapte.

Tout s'est passé comme s'il avait l'ambition de me prouver qu'il était le meilleur bureaucrate dans le monde et qu'il n'était devenu que par hasard un grand peintre. Il a commencé une activité purement personnelle à la Casa del Pueblo et la C.G.T. et m'a caché cette activité à moi ainsi qu'aux autres camarades. J'ai été très inquiet, car j'étais sûr que cette aventure personnelle ne pourrait se terminer sans dommages pour la IV^e Internationale et pour Diego personnellement. Je crois que c'était précisément le fait que Diego « conspirait » un peu contre moi qui l'irritait contre moi et les autres camarades. C'est la seule explication sensée que je puisse trouver.

A mes yeux, les expériences avec la Casa del Pueblo et la C.G.T. n'étaient pas catastrophiques, mais elles étaient très malencontreuses. La direction de la C.G.T. a tourné, non à gauche, mais à droite, et l'a fait de manière très cynique ; je présume que ce fut la cause de la dernière explosion de Diego contre moi.

Il a écrit à Breton une lettre absolument inconcevable. La base factuelle de son explosion contre moi est absolument fautive, un pur produit de l'imagination de Diego (je demanderai à Van de vous envoyer une copie de sa réfutation des « griefs » de Diego). Diego dit maintenant que ce n'est pas important. Bien sûr, ce n'est pas important en soi, mais c'est un symptôme qui ne trompe pas de son véritable état d'esprit. Il a dit à Van que, même si les détails sont faux, le fait demeure vrai en gros, à savoir que *je veux me débarrasser de Diego*. Comme « preuve », Diego dit que j'ai refusé d'écouter une lecture de son article sur l'art. Chère Frida, c'est absolument incroyable qu'on soit obligé de se défendre contre de telles accusations.

Brusquement, Diego a apporté son article sur l'art à une réunion d'amis chez moi et proposé de le lire tout de suite afin que je puisse donner mon opinion dessus. J'ai remarqué que je ne comprenais l'espagnol que lorsque j'avais le manuscrit devant moi, et que, si je ne faisais que l'entendre, j'en perdais au moins la moitié. C'est tout à fait exact. Pour formuler une opinion sur une question aussi importante, il m'aurait fallu *étudier* l'article plume à la main. Ensuite j'aurais pu proposer des critiques, des changements ou des amendements sans provoquer une discussion générale sur le ciel et l'enfer. C'est le type de collaboration que nous avons quand Diego écrivait pour *Las Novedades*. On avait même décidé, sur ma suggestion, que des copies de chaque article seraient envoyées à tous les amis intéressés, mais Diego oublie tout de suite les décisions prises en commun et cherche alors les explications les plus fantastiques des choses les plus simples.

L'idée que je voudrais me débarrasser de Diego est si incroyable, si absurde, excusez-moi, si folle, que je ne peux que hausser les épaules de désespoir. Au cours de ces mois, nous avons passé des heures avec Natalia à discuter ce qu'on pouvait faire pour éclaircir l'atmosphère et rétablir la vieille relation amicale. D'abord nous lui avons rendu visite, Natalia et moi, et avons passé avec lui une très, très bonne heure. Puis je lui ai rendu visite seul (malgré sa résistance) et j'ai provoqué une discussion. Après chaque visite, j'avais l'impression que l'affaire était réglée définitivement, mais le lendemain, cela recommençait et semblait pire que jamais.

Il y a quelques jours Diego a démissionné de la IV^e Internationale. J'espère que cette démission sera refusée. Pour ma part, je ferai tout ce qui est possible pour régler au moins l'affaire politique, même si je ne réussis pas à régler la question personnelle. Je crois cependant que votre aide est essentielle dans cette crise. La rupture de Diego avec nous signifierait non seulement un coup très lourd pour la IV^e Internationale, mais — je suis effrayé de le dire — signifierait moralement la mort de Diego lui-même. Hors de la IV^e Internationale et de ses sympathisants, je doute qu'il soit capable de trouver un milieu de compréhension et de sympathie, non seulement en tant qu'artiste, mais en tant que révolutionnaire et que personne.

Maintenant, chère Frida, vous connaissez la situation ici. Je ne peux pas croire qu'elle soit désespérée. En tout cas, je serai le dernier à abandonner l'effort pour rétablir l'amitié politique et

personnelle et j'espère sincèrement que vous collaborerez avec moi dans cette direction.

Natalia et moi vous souhaitons la meilleure santé et les plus grands succès artistiques et vous embrassons comme notre bonne et fidèle amie.

[IL FAUT AMENER SIÉVA]¹

(14 janvier 1969)

Cher Ami,

Jeanne Molinier² a envoyé le 25 décembre une lettre dans laquelle elle accuse Cannon de l'avoir « indignement trompée » dans l'affaire des lettres de Léon qu'elle a transmises par son intermédiaire³. Elle exprime des soupçons contre Naville⁴ qu'on aurait vu au Havre lors de départ du bateau, etc. Tout cela est de la folie préméditée. Cannon est notre ami le plus dévoué. C'est à lui que j'ai donné le plein pouvoir concernant toutes les choses qui appartiennent à moi et Natalia et qui se trouvent à Paris. Dès le moment où ces choses sont entre ses mains, elles sont en ma possession. Je n'admets aucun contrôle de la part de Jeanne Molinier sur des choses avec lesquelles elle n'a rien à voir. Je lui refuse la moindre confiance surtout depuis qu'elle a essayé de transmettre mes papiers aux mains de Vereeken, l'ennemi et le calomniateur de Léon⁵ et qu'elle a

1. Lettre à G. Rosenthal (9825) dictée en français, avec la permission de la Houghton Library.

2. Jeanne *Martin des Pallières*, épouse *Molinier* (1897-1961) vivait avec Léon Sedov depuis plusieurs années et élevait avec lui depuis 1933 son neveu et petit-fils de Trotsky, le jeune Siéva (cf. n. 7). Elle avait fait beaucoup de difficultés pour transmettre à Trotsky les archives et semblait ne pas vouloir lui amener ou envoyer l'enfant. Elle appartenait au P.C.I. que dirigeait Raymond Molinier dont elle n'était pas divorcée.

3. A la suite de négociations délicates, J. P. Cannon avait obtenu finalement que Jeanne Martin apportât les papiers de Sedov au bateau où il s'embarquait pour les Etats-Unis. On sait qu'une importante partie des archives de Sedov ne faisait pas partie de ce lot : d'une part les papiers confiés à Nikolaievsky et que celui-ci a cédés avec les autres archives qui constituent son « fonds » à l'Institut Hoover à Stanford, et d'autre part les lettres confiées par Trotsky à Sedov en juillet 1933 — dont on sait qu'elles ont été « retrouvées » il y a quelques années à l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam.

4. Pierre *Naville* (né en 1904), un des fondateurs de l'Opposition de gauche en France, de tout temps adversaire de Raymond Molinier, était un des dirigeants du P.O.I. et une des « bêtes noires » de Jeanne.

5. Georges *Vereeken* (1898-1978), ancien du C.C. du P.C. belge, vétéran de l'Opposition en Belgique, avait démissionné du P.S.R. belge en juin 1938;

publiquement calomnié Rudolf Klement⁶, l'ami et le collaborateur de Léon. Je ne puis permettre à la personne qui est capable de pareilles trahisons de toucher des documents qui m'appartiennent.

Je peux encore moins confier à cette personne l'éducation de mon petit-fils et neveu de Léon. Je donne par cette lettre à mon ami Jim Cannon le plein pouvoir pour amener Sieva⁷ en Amérique. Je ne puis accorder aucun délai dans cette affaire.

Je vous prie, cher ami, d'agir avec une énergie extrême. Je veux en finir aussitôt que possible avec chantage derrière lequel je vois très bien la clique de Raymond Molinier⁸.

Je joins à cette lettre les copies de lettres de Henri Molinier⁹ et de Jeanne Molinier qui indiquent qu'eux-mêmes ne s'étaient pas permis d'exprimer le moindre doute sur le fait que ces documents m'appartinssent. Je vous enverrai pour le procès les copies ou les photostats des lettres de Léon où il donne son opinion sur la clique Molinier et sur Vereeken à qui Jeanne Molinier a essayé de trahir sa mémoire. Il faut en finir. Il faut que les abcès crèvent. Les pires éclaboussures ne peuvent tacher la mémoire de Léon, mais elles seront mortelles pour quelques

quelques semaines auparavant, Jeanne s'était opposée à l'inclusion dans la commission chargée de régler la question des archives, de Lola Estrine, collaboratrice de Sedov, et avait proposé son remplacement par Vereeken. Trotsky considérait que Vereeken avait calomnié Sedov en lui attribuant, par les reports successifs de rendez-vous prévus, une responsabilité dans l'assassinat d'Ignace Reiss.

6. Rudolf *Klement* (1910-1938) était également un ancien secrétaire de Trotsky, et il était secrétaire administratif du S.I. quand il avait été enlevé en juillet 1938. L'entourage de Molinier le considérait — ou cherchait à le faire considérer — comme un agent du G.P.U. (la thèse a été exposée par Vereeken dans son livre *La Guépéou dans le Mouvement trotskyste*). Jeanne Martin avait demandé à témoigner devant le Juge après la découverte du cadavre et elle lui avait fait des déclarations qui avaient permis à la presse d'assurer qu'elle avait nié que les restes découverts dans la Seine à Meulan et reconnus par Pierre Naville et Jean Rous fussent ceux de Klement. Elle adressa à ce sujet un démenti qui ne parut que dans la presse proche du P.C.I. et que Trotsky lui retourna déchiré en mille morceaux.

7. Vsiévolod P. *Volkov* (né en 1926) était le fils de Zinaïda, fille aînée de Trotsky, qui s'était suicidée à Berlin en 1933 et de Platon I. Volkov, enseignant, membre de l'Opposition, disparu en déportation.

8. Raymond *Molinier* (né en 1904) avait été l'un des principaux dirigeants de la section française jouissant dans l'ensemble de la confiance de Trotsky jusqu'en 1935. Il dirigeait l'organisation rivale du P.O.I., le P.C.I., qui était allié à Vereeken. Il était toujours le mari légitime de Jeanne qui appartenait à son organisation et Trotsky le soupçonnait d'inspirer l'attitude de la jeune femme ce que le P.C.I. et lui-même niaient énergiquement et qu'il continue à nier.

9. Henri *Molinier* (1898-1944), frère aîné de Raymond, avait conservé l'estime de Trotsky qui avait un moment compté sur lui pour obtenir de Jeanne une attitude plus raisonnable.

intrigants ignobles. Le plus dégoûtant est que toutes ces trahisons s'accomplissent sous le couvert de la fidélité au « testament » de Léon.

Encore une fois, agissez avec une énergie implacable.

[LA DÉMISSION DE RIVERA]¹

(17 janvier 1939)

Le comité de rédaction de *Clave* ignore et ne peut, par conséquent, pas analyser les circonstances qui ont provoqué la démission du camarade Diego Rivera, mais, étant donné notre totale solidarité théorique et politique, nous sommes certains que ces circonstances ne sauraient être que secondaires et transitoires. En revanche, sa démission en elle-même peut créer une impression très négative et porter atteinte à notre cause commune. C'est pourquoi nous ne pouvons accepter la démission du camarade Rivera.

Nous proposons que, si c'est absolument nécessaire, un congé d'un ou deux mois lui soit accordé, avec la ferme conviction que le camarade Rivera continuera sa collaboration sans interruption, collaboration hautement appréciée, tant par le comité de rédaction que par tous les lecteurs sérieux.

1. *Clave*, mars 1939, traduit du castillan.

[CE QU'IL FAUT RÉPONDRE]¹

(17 janvier 1939)

Cher Camarade,

Votre lettre du 7 janvier annonçant votre désir de démissionner de la IV^e Internationale, a été pour nous un coup tout à fait inattendu et injustifié.

Vous indiquez que le comité pan-américain² n'a pas défini le caractère de votre travail et que ceci a contribué à votre « inactivité totale », ce qui, à son tour, a créé des malentendus qui peuvent être exploités par nos ennemis

Permettez-moi de dire, cher camarade, que tout ceci est loin de correspondre à la réalité. L'unique malentendu qu'aurait pu produire la formulation trop générale de la décision vous concernant a été éliminé par l'interprétation officielle qu'en a donné le comité pan-américain, publiée dans notre presse³. Cette interprétation indiquait que notre congrès était loin de l'idée de vous priver de votre *droit* de participer au mouvement mexicain⁴. Il dépendait entièrement de vous d'utiliser ou non ce droit dans la période de transition actuelle.

Vous avez été également d'accord avec la délégation du S.W.P. sur le fait que le camarade Curtiss, proposé à votre initiative, collaborerait avec vous aussi étroitement que possible. Nous considérons cette collaboration comme le levier le

1. Lettre à D. Rivera adressée à C. Curtiss comme modèle de réponse. Traduite de l'anglais. Avec la permission de C. Curtiss.

2. Le Comité pan-américain était un organisme de l'Internationale qui avait été dirigé par J. Frankel puis M. Pedrosa. Son délégué à Mexico était Curtiss.

3. Le comité pan-américain avait commenté la décision prise par la conférence de fondation sur la IV^e Internationale concernant Rivera en indiquant que, « compte tenu des difficultés qui sont apparues avec ce camarade concernant les rapports à l'intérieur de la section mexicaine, il ne fera pas partie de l'organisation (mexicaine) reconstituée, mais son travail pour la IV^e Internationale demeurera sous le contrôle direct du secrétariat international ».

4. Telle était l'interprétation de Diego Rivera dont il faut bien admettre qu'elle n'était pas formellement erronée.

plus important pour la reconstruction de notre section mexicaine.

Finalement, avec votre plein accord, vous, avec d'autres camarades, avez été délégué comme notre représentant au comité de rédaction de *Clave*. Il n'est pas nécessaire d'indiquer ici l'importance de cette revue pour tous les pays de langue espagnole et pour l'ensemble de la IV^e Internationale. Vous pouvez constater avec une entière satisfaction que, loin d'avoir été d'une « inactivité totale », vous avez contribué à *Clave* par de très importantes thèses, articles et notes.

Si le caractère de votre participation pratique au travail quotidien ne vous paraît pas satisfaisant, nous pouvons vous proposer toute modification que vous estimez raisonnable. Inutile de vous dire que nous accorderons une grande attention à vos propositions.

Etant donné ces faits et ces circonstances, nous pouvons voir comment nos ennemis peuvent exploiter votre participation ultérieure à la IV^e Internationale, l'unique organisation révolutionnaire, qui vit aujourd'hui sous les coups et les persécutions d'ennemis innombrables. Il est par ailleurs tout à fait clair qu'une démission donnerait à ces ennemis des munitions pour leurs calomnies et leurs intrigues.

Une démission d'une organisation révolutionnaire n'est justifiable que dans un unique cas, celui de divergences de principe insurmontables. Même dans ce cas, cependant, la séparation devrait être précédée d'une discussion amicale sur les points de divergence, avec, des deux côtés, un désir sincère d'assurer une collaboration autant qu'il est humainement possible. Nous voyons d'après votre lettre avec beaucoup de satisfaction et de plaisir que vous demeurez « en complète sympathie avec la IV^e Internationale ». Dans ces conditions, nous ne pouvons considérer votre démission que comme un total malentendu, provoqué par des épisodes de second ordre.

Cher camarade Rivera, nous n'acceptons pas votre démission. Nous continuons à être « en complète sympathie » avec vous, non seulement en tant que grand peintre, mais en tant que combattant pour la IV^e Internationale.

[RIVERA DOIT PROUVER]¹

(18 janvier 1939)

Cher Camarade Curtiss,

Si j'ai bien compris les nouveaux arguments de Rivera que vous m'avez transmis oralement hier, il refuse de participer au travail collectif du fait de... ma présence. Mais en même temps, il nie avoir de quelconques divergences de principe.

Ces accusations concernent cette fois mes mauvaises « méthodes » ; plus concrètement, il m'accuse d'intriguer en coulisses contre lui. Je ne désire pas insister ici sur le fait que cette accusation est plus fausse et plus extravagante encore que les autres, mais je crois qu'un homme *de parti* qui accuse un autre d'intrigues aussi « terribles », l'empêchant de participer au travail, a le devoir de le prouver dans les canaux réguliers du parti.

Demandez, s'il vous plaît, au camarade Rivera s'il est prêt à faire la preuve de ses accusations devant une commission désignée par le comité pan-américain ou par le secrétariat international.

1. Lettre à C. Curtiss (7634), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

[RÉORGANISER LA PRESSE]¹

(20 janvier 1939)

Cher Camarade Shachtman,

Vous savez maintenant probablement comment s'est terminée l'affaire avec Knickerbocker. Lillian a envoyé les documents là-dessus². Ce n'est pas mauvais comme argument à l'avenir.

J'ai reçu la lettre de Stanley et la vôtre au sujet de l'Inde. J'ai peur qu'il me soit matériellement impossible d'écrire quelque chose de sérieux sur la question indienne dans les deux ou trois mois qui viennent, et je ne peux pas envoyer un article superficiel avec une série de fautes factuelles et d'omissions.

Je viens juste de lire l'article que Burnham et vous avez écrit sur les intellectuels³. Bien des parties en sont excellentes. Cependant le passage sur la dialectique est le pire coup que vous, personnellement, en votre qualité d'éditeur de *New International*, pouviez porter à la théorie marxiste. Le camarade Burnham dit : « Je ne reconnais pas la dialectique. » C'est clair et chacun doit le reconnaître. Mais vous dites : « Je reconnais la dialectique, mais peu importe, cela n'a pas la moindre importance. » Relisez ce que vous avez écrit. Ce passage est susceptible d'égarer terriblement les lecteurs de *New International* et constitue le plus beau des présents aux Eastman⁴ de tout ordre. Bien ! Nous en parlerons en public.

1. Lettre à Shachtman (10397), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Voir p. 43. La fin de l'histoire était qu'en réponse aux propositions de Trotsky transmises par Knickerbocker, l'administrateur d'International News Service, M. Connolly, télégraphia qu'il proposait à Trotsky 1000 dollars pour une interview, précisant : « Cela ne constitue nullement la reconnaissance de toute réclamation passée dont M. Connolly ignore tout. » Finalement, le 10 janvier, M. Connolly précisait que « le public américain ne s'intéresse pas aux idées de M. Trotsky », et retira son offre.

3. Burnham et Shachtman avaient écrit en commun dans *The New International* de janvier 1939 un article intitulé « Intellectuals in Retreat » (Des Intellectuels en retraite).

4. Max Eastman (1883-1969) qui avait été l'un des écrivains les plus avancés de la période de la guerre et de la révolution russe, avait ensuite sympathisé avec

Je ne peux pas comprendre pourquoi le *Socialist Appeal* néglige presque totalement le parti stalinien⁵. Ce parti représente un tas de contradictions. Des scissions y sont inévitables. Les prochaines acquisitions les plus importantes viendront certainement du parti stalinien. Il faudrait concentrer sur lui notre attention politique. Nous devrions suivre le développement de ses contradictions jour après jour et heure par heure. Il faudrait qu'un membre de la direction consacre le plus gros de son temps aux idées et actions des staliniens. Nous pourrions provoquer une discussion et, si possible, publier les lettres de staliniens hésitants.

Ce serait mille fois plus important que d'inviter Eastman, Lyons⁶ et autres à présenter leurs sécrétions individuelles. Je me suis un peu demandé pourquoi vous avez consacré de la place au dernier article insignifiant et arrogant d'Eastman. Il a à sa disposition *Harper's Magazine*, le *Modern Monthly*, *Common Sense*, etc. Mais je suis tout à fait perplexe de voir que vous, personnellement, vous invitez ces gens à gâcher les pages pas si nombreuses de *New International*. La perpétuation de cette polémique peut intéresser quelques intellectuels petits-bourgeois, mais pas les éléments révolutionnaires.

C'est ma ferme conviction qu'une certaine réorganisation de *New International* et de *Socialist Appeal* est nécessaire : plus de distance avec Eastman, Lyons et compagnie, plus près des ouvriers et, en ce sens, du parti stalinien.

P.S. Le matériel Knickerbocker a été envoyé à Rose pour qu'elle le transmette à ceux qui auront à s'occuper de la publicité.

les idées de Trotsky, donné quelque argent et traduit ses grands livres. Il s'éloignait à toute vitesse du marxisme et n'avait d'ailleurs jamais reconnu la « dialectique ». Il était marié à une soviétique, Eliena Krylenko.

5. C'est la première apparition d'un thème que Trotsky va développer : de façon générale, il reproche au S.W.P. de ne pas s'intéresser au P.C. américain.

6. Eugene Lyons (1898-1985) originaire de Russie, était arrivé aux E.U. en 1907. Après de brillantes études, il était devenu journaliste « compagnon de route », directeur-adjoint de Tass à New York, puis correspondant de l'United Press à Moscou de 1928 à 1934. Après sa rupture, il avait publié un livre *Assignment in Utopia* et avait fait quatre pas avec les trotskystes, mais il évoluait très rapidement vers la droite et allait prendre bientôt la direction de *American Mercury*.

[UNE INTERPRÉTATION]¹

(21 janvier 1939)

Cher Camarade,

Je propose de publier la réponse à « Anon » dans le *Socialist Appeal* encore une ou deux fois².

En même temps, j'aimerais vous faire part de mon hypothèse. Il est possible que cette révélation vienne de Walter, qui se trouve aux Etats-Unis, autant que je sache³. Il peut avoir donné cette information pour une de ces deux raisons : (a) il souhaite nous aider sans trop se compromettre, surtout si la personne qu'il désigne était en relations avec lui personnellement. Autant que je sache, il a évité de faire des révélations personnelles jusqu'au bout, espérant peut-être éviter ainsi des attentats contre lui. (b) Il souhaite nous désorienter, provoquer la confusion, etc. Cela suppose qu'il demeure dans le service et que sa rupture avec eux était un camouflage.

Tout cela n'est qu'une hypothèse sans preuve aucune, mais il serait très utile d'établir l'endroit où Walter vit et ce qu'il fait. Vous pouvez certainement obtenir des informations à ce sujet de Paris.

1. Lettre à J. Vanzler (10927), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Il s'agit toujours des tentatives d'entrer en contact avec l'auteur de la lettre mentionnée dans la lettre de Trotsky du 1^{er} janvier (pp. 29-32). Orlov devait raconter qu'il ne s'était pas décidé à se découvrir devant la personne que Trotsky lui proposait comme « contact ».

3. Trotsky fait ici allusion à Samuel Ginzburg, dit *Walter*, dit *Krivitsky* (1899-1940), ancien du G.P.U. qui avait fait défection à la fin de 1937 et rencontré à plusieurs reprises Léon Sedov. Il n'était évidemment pour rien dans cette correspondance.

[PAS DE BIOGRAPHIE !] ¹

(21 janvier 1939)

Cher Ami ²,

Van m'a montré votre lettre. Permettez-moi de vous donner un petit conseil. Le livre sur moi serait beaucoup mieux écrit après que j'aie liquidé mes affaires dans ce monde qui est le meilleur de tous. Non que je craigne de changer moi-même, mais certains autres peuvent changer et retirer ce qu'ils auraient écrit dans leurs articles. En tout cas, je vous remercie sincèrement pour votre attention inlassable.

Je serai bien heureux de rester au contact permanent avec vous.

1. Lettre à E. Espinoza (7708), dictée en français, avec la permission de la Houghton Library.

2. Samuel Gloutzberg, dit Enrique *Espinoza* (né en 1898) était né dans une famille argentine riche et avait vécu la plus grande partie de son existence jusqu'alors au Chili, à Santiago où il édita une revue qui eut un grand prestige à gauche, *Babel*. Il avait rendu visite à Trotsky et correspondait avec Van. Son projet était de se mettre à écrire une biographie de Trotsky.

DÉMENTI AUX PROPOS D'UN SÉNATEUR¹

(28 janvier 1939)

J'ai appris par des dépêches reçues samedi que le sénateur Reynolds² avait affirmé à la Chambre des Etats-Unis que je suis l'instigateur de la politique qui se développe au Mexique³. Il a fait autour de cette déclaration, de façon catégorique, des observations sur ce thème. Les propos du sénateur Reynolds constituent une affirmation contraire à mon attitude depuis que je réside dans ce pays. En conséquence, aussi bien le sénateur Reynolds que les gens qui, aux Etats-Unis, croient à sa version, sont dans une erreur totale : il n'y a rien de vrai. Je pense qu'utiliser la tribune du Sénat pour proférer de telles inexactitudes, c'est perdre son temps.

1. Déclaration de presse, *El Nacional*, 29 janvier 1939, traduit du castillan.

2. Robert Rice Reynolds (1884-1963), un homme très riche qui s'était fait une réputation de « petit père des pauvres », pilier de l'American Legion, avait été élu sénateur de Caroline du Nord en 1932. Il avait toujours mené campagne contre celui qu'il n'appelait que « Trotsky né Bronstein ». En 1938, il avait parcouru l'Allemagne et avait été très impressionné : il se préparait à fonder une organisation anticommuniste, antisémite, et xénophobe, les « Vindicators » (Vengeurs) sur le mot d'ordre « Amérique d'abord ! ».

3. Le sénateur Reynolds avait souligné ce qu'il considérait comme « un fait », à savoir « que l'actuel gouvernement du Mexique, par ses actes » semblait « être devenu un satellite actif de la IV^e Internationale communiste de Trotsky ».

LES INTELLECTUELS EX-RADICALISÉS ET LA RÉACTION MONDIALE ¹

(30 janvier 1939)

La crise des compagnons de route déçus du bolchevisme n'est pas la crise du marxisme.

Au cours de la dernière décennie, la vieille génération des intellectuels radicalisés a fortement subi l'influence du stalinisme. Aujourd'hui, le nombre de ceux qui s'en détournent, dans les pays avancés tout au moins, prend des proportions plus amples. Les uns sont sincèrement déçus dans leurs illusions, tandis que d'autres se rendent simplement compte que le navire est en train de s'aventurer vers des passes dangereuses. Il serait naïf d'espérer que les déçus vont se tourner vers le marxisme qu'en fait ils n'ont jamais connu. Pour la plupart des intellectuels, l'abandon du stalinisme signifie une rupture complète avec la révolution et une réconciliation passive avec la démocratie nationaliste. Ces « désenchantés » constituent un bouillon de culture idéal pour les bacilles du scepticisme et du pessimisme.

Ils disent : « Il est impossible de faire quoi que ce soit actuellement. L'Europe tout entière va quand même sombrer sous la vague du fascisme et la bourgeoisie des Etats-Unis est de loin trop puissante. Les chemins de la révolution ne conduisent nulle part. Nous devons nous adapter au régime démocratique et nous devons le défendre contre toutes les attaques. Il n'y a pas d'espoir pour la IV^e Internationale du moins pas avant vingt ou trente ans encore... », etc.

Les rangs des déçus ne comptent pas seulement des staliniens, mais aussi des compagnons éphémères du bolche-

1. Article (T 4506) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library. Le titre russe est « Eks-radikalnaia intelligentsia ». Nous n'avons pas traduit par « radical », à cause de son acception française ; le sens précis est celui de « radical » en anglais, plutôt « avancé » que « révolutionnaire », ou plus exactement entre les deux.

visme. Victor Serge², par exemple, a récemment annoncé que le bolchevisme trouverait une issue qui annonce une « crise du marxisme ». Dans son innocence théorique, V[ictor] Serge s'imagine être le premier à faire cette découverte. Cependant, à chaque époque de réaction, des dizaines et des centaines de révolutionnaires versatiles se sont levés pour annoncer la crise, la crise finale, cruciale et mortelle du marxisme.

Que le vieux parti bolchevique se soit épuisé, qu'il ait dégénéré et qu'il ait péri ne se discute même plus. Mais la fin d'un parti historique qui, pendant une certaine période, s'est basé sur la doctrine marxiste, ce n'est pas la fin de cette doctrine. La défaite d'une armée n'infirme pas les principes fondamentaux de la stratégie. Un artilleur peut tirer loin de sa cible, cela n'infirme pas la balistique, c'est-à-dire la science de l'artillerie. Et, si l'armée du prolétariat essuie une défaite, ou si son parti dégénère, cela n'infirme pas le marxisme, qui est la science de la révolution. Que Victor Serge lui-même traverse « une crise », que ses idées s'embrouillent désespérément, cela se voit. Mais la crise de Victor Serge n'est pas la crise du marxisme.

En tout cas, aucun révolutionnaire sérieux ne songera à se servir d'intellectuels perdus dans leur confusion, de stalinistes déçus ou de sceptiques découragés comme unités de mesure pour mesurer la marche de l'histoire. La réaction mondiale a indiscutablement pris des proportions monstrueuses actuellement. Mais, par là même, elle a préparé le sol pour la plus grande crise révolutionnaire. Le fascisme s'établira peut-être sur l'Europe entière. Mais il ne pourra s'y maintenir non seulement « mille ans » comme Hitler le rêve, mais même pas dix ans. Le fascisme sur l'Europe, cela signifierait une aggravation monstrueuse des contradictions de classe et des contradictions entre nations.

Il est absurde, antiscientifique et antihistorique de croire que la réaction puisse continuer à s'étendre pas à pas comme elle l'a fait jusqu'à présent. La réaction, c'est la suppression mécanique des contradictions sociales. Et à un certain moment l'explosion est inévitable. La réaction mondiale sera renversée par la plus grande catastrophe de l'histoire, ou plus exactement

2. Victor L. Kibaltchitch, dit Victor *Serge* (1890-1947), écrivain, fils d'émigrés russes, de langue française, ancien anarchiste, rallié au bolchevisme en Russie en 1918, avait fait partie de l'Opposition de gauche en U.R.S.S. Arrêté en 1933, il avait été libéré et expulsé en 1936. Ses rapports avec Trotsky n'avaient cessé depuis de se détériorer.

par une série de catastrophes révolutionnaires. La guerre que tout le monde attend dans l'avenir le plus proche causera l'effondrement de toutes les illusions. Non seulement des illusions du réformisme, du pacifisme et de la démocratie, mais également des illusions du fascisme. Le seul phare qui s'élèvera au-dessus de ce chaos sanglant : le phare du marxisme.

Hegel³ aimait à répéter : « Tout ce qui est rationnel est réel. » Cela veut dire : toute idée qui correspond à des besoins objectifs de développement vaincra et triomphera. Aucun intellectuel honnête ne pourra nier que toute l'analyse et tous les pronostics des bolcheviks-léninistes (IV^e Internationale) pendant les quinze dernières années n'aient été et ne soient encore confirmés par les événements. C'est justement par la certitude de cette vérité que les sections qui constituent la IV^e Internationale sont fortes et immuables. Les catastrophes du capitalisme européen et mondial qui menacent l'humanité feront place nette devant les cadres des marxistes révolutionnaires, éprouvés.

Que les déçus enterrent leurs morts. La classe des travailleurs n'est pas un cadavre. Comme auparavant, c'est sur elle que repose la société ! Elle a besoin de nouveaux guides et elle ne les trouvera que dans la IV^e Internationale. Tout ce qui est rationnel est réel. La social-démocratie et la stalinocratie ne représentent plus aujourd'hui que de prodigieuses fictions. Mais la IV^e Internationale est une solide vérité.

3. Friedrich *Hegel* (1870-1931) est le philosophe allemand à qui Marx a emprunté la dialectique, la « remettant sur ses pieds ».

LA TRAGÉDIE ESPAGNOLE¹

(30 janvier 1939)

Un des plus tragiques chapitres de l'histoire moderne approche maintenant de sa conclusion, en Espagne. Du côté de Franco², il n'y a ni une armée solide ni soutien populaire. Il n'y a que la rapacité de propriétaires prêts à noyer dans le sang les trois quarts de la population, rien que pour maintenir leur domination sur le quart restant. Cette férocité de cannibales n'est cependant pas suffisante pour vaincre l'héroïque prolétariat espagnol. Franco avait besoin d'une aide venue du côté opposé du champ de bataille. Et il a obtenu cette aide. Son principal auxiliaire a été et est encore Staline, le fossoyeur du parti bolchevique et de la révolution prolétarienne. La chute de Barcelone, voilà ce qu'aura coûté à la grande capitale prolétarienne l'écrasement du soulèvement du prolétariat de Barcelone en mai 1937³.

Aussi insignifiant que soit Franco lui-même, si misérable que soit sa clique d'aventuriers sans honneur, sans conscience et sans talents militaires, la grande supériorité de Franco réside en ce qu'il a un programme clair et bien défini : sauvegarder et consolider la propriété capitaliste, la domination des exploités et l'autorité de l'Église, et restaurer la monarchie.

Les classes possédantes de tous les pays capitalistes, — qu'ils soient fascistes ou démocratiques — se sont avérées,

1. Article (T 4508) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Francisco *Franco* y Bahamonde (1892-1975) était le chef civil et militaire des « nationalistes » qui s'étaient soulevés en juillet 1936 : il allait remporter la guerre civile.

3. Les troupes nationalistes étaient entrées sans combat le 26 janvier. En mai 1937, en riposte à une tentative de la police et des miliciens du P.S.U.C. lié au P.C.E. de désarmer les milices qui gardaient l'immeuble de la Telefonica, dans le centre de Barcelone, la grève générale avait éclaté spontanément et Barcelone s'était couverte de barricades. Il y eut relativement peu de combats de rue, les anarchistes ayant réussi à convaincre les ouvriers de renoncer, mais pas mal d'assassinats.

naturellement, être toutes du côté de Franco. La bourgeoisie espagnole est passée tout entière dans son camp. A la tête du camp républicain, il restait les rebuts, valets d'armes démocratiques de la bourgeoisie. Ces messieurs ne pouvaient désertier pour le camp du fascisme, car les sources même de leur influence et de leur revenu provenaient des institutions de la démocratie bourgeoise laquelle a besoin (avait besoin !), pour son bon fonctionnement, d'avocats, de députés, de journalistes, bref, de champions démocratiques du capitalisme. Le programme d'Azaña⁴ et consorts est la nostalgie d'un temps révolu. C'est déjà dépassé.

Le Front populaire a eu recours à la démagogie et semé des illusions pour entraîner les masses derrière lui. Pendant un certain temps cela s'est avéré payant. Les masses, qui avaient assuré tous les succès antérieurs de la révolution, continuaient encore à croire que la révolution allait arriver à sa conclusion logique, c'est-à-dire le renversement des rapports de propriété, la remise des terres aux paysans et le transfert des usines entre les mains des ouvriers. La force dynamique de la révolution consistait précisément dans cet espoir des masses en un avenir meilleur. Mais ces messieurs les républicains ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour fouler aux pieds, souiller et même noyer dans le sang les espoirs trompés des masses opprimées.

Le résultat est que nous avons pu voir grandir au cours des deux dernières années le mécontentement et la haine contre la clique républicaine chez les paysans et les ouvriers. Le désespoir ou la morne indifférence ont peu à peu remplacé l'enthousiasme révolutionnaire et l'esprit de sacrifice. Les masses ont tourné le dos à ceux qui les ont abusées et piétinées. C'est la première raison de la défaite des troupes républicaines. L'inspirateur de la duperie et des massacres de révolutionnaires espagnols, c'était Staline. La défaite de la révolution espagnole constitue une nouvelle tache indélébile sur le gang, déjà bien éclaboussé, du Kremlin.

L'écrasement de Barcelone porte un coup terrible au prolétariat mondial mais lui donne aussi une grande leçon. Le mécanisme du Front populaire en tant que système organisé de

4. Manuel *Azaña* y Díaz (1880-1940), avocat républicain, avait été dans les débuts de la république chef d'un gouvernement qui s'était distingué par la brutalité de sa répression contre les ouvriers et les paysans. Revenu au pouvoir après les élections de janvier 1936 avec la majorité de Front populaire, il avait été élu Président de la République. Il n'allait pas revenir en Espagne après la perte de la Catalogne.

duperie et de trahison des masses exploitées a été complètement dévoilé. Le mot d'ordre de « défense de la démocratie » a révélé une fois de plus son essence réactionnaire et, en même temps, son caractère creux. La bourgeoisie veut perpétuer le règne de son exploitation, les ouvriers veulent se libérer de l'exploitation. Telles sont les tâches réelles des classes *fondamentales* de la société moderne.

Les misérables cliques d'intermédiaires petits-bourgeois qui ont perdu la confiance et les subsides de la bourgeoisie, ont cherché à sauver le passé sans faire aucune concession à l'avenir. Sous l'étiquette du Front populaire, elles ont fondé une société anonyme. Sous la direction de Staline, elles ont assuré la plus terrible défaite, alors que toutes les conditions de la victoire étaient réunies.

Le prolétariat espagnol a donné des preuves de son exceptionnelle capacité d'initiative et d'héroïsme révolutionnaire. La révolution a été conduite au désastre par des « chefs » médiocres, méprisables et profondément corrompus. La chute de Barcelone signifie avant tout la chute de la II^e et de la III^e Internationales, ainsi que des anarchistes, pourris jusqu'à la moelle.

Travailleurs, en avant sur une voie nouvelle ! En avant dans la voie de la révolution socialiste internationale !

L'IGNORANCE N'EST PAS UN INSTRUMENT RÉVOLUTIONNAIRE ¹

SUR DES DÉCLARATIONS SCANDALEUSES
DE *TRINCHERA APRISTA*
(30 janvier 1939)

Nous avons publié dans le n° 3 de notre revue un article de Diego Rivera qui était consacré à une lettre programmatique de Haya de la Torre². L'article du camarade Rivera, comme tous nos lecteurs ont pu s'en rendre compte, traitait des problèmes d'une grande importance et, en outre, était écrit sur un ton extrêmement serein. Cependant l'un des journalistes de l'A.P.R.A., un certain Guillermo Vegas León³, a répondu par un article qu'on ne peut qualifier autrement que d'impudent et vil. M. Vegas León, sous couvert de réponse aux questions principales qui avaient été exposées, utilise l'insinuation personnelle et croit possible d'attaquer Diego Rivera en tant qu'homme et en tant qu'artiste.

Est-il nécessaire de défendre Rivera contre des attaques stupides et sales? Vegas León, avec un mépris comique à chaque ligne, appelle le camarade Rivera « le peintre », comme si ce mot comportait en lui-même une effroyable condamnation. M. Vegas León, pour ajouter au poids de son ironie l'ironie d'un philistin impuissant aurait dû parler d'un « grand peintre » : si c'est mal d'être un peintre, c'est incomparablement pire d'être

1. Article (T 4510) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Le texte était signé Rivera, mais avait été rédigé par Trotsky. Cf. *Œuvres*, 19, pp. 158-161. Victor Raúl Haya de la Torre (1895-1979) avait fondé un mouvement nationaliste au Pérou en 1925 (Alianza Popular Revolucionaria Americana, A.P.R.A.) et avait été candidat aux élections présidentielles en 1924 et 1931.

3. Guillermo Vegas León s'était déjà une première fois distingué par une polémique assez médiocre contre un article de Trotsky : il écrivait dans *Trinchera Aprista*, organe de l'A.P.R.A., mais employait les arguments du P.C. et de ses alliés.

un maître de talent. A l'instar de Lombardo Toledano⁴ et autres « socialistes » bourgeois, Vegas León accuse Rivera de vendre ses peintures à la bourgeoisie. Mais qui, dans la société capitaliste, peut acheter des peintures, sinon la bourgeoisie ? L'écrasante majorité des artistes, dépendants de la bourgeoisie du fait des conditions sociales, sont unis à elle idéologiquement. Rivera constitue un cas exceptionnel parce qu'il maintient une indépendance morale totale vis-à-vis de la bourgeoisie. C'est précisément pour cette raison qu'il a droit au respect de tout ouvrier socialiste et de tout démocrate sincère. Mais Vegas León n'appartient à aucune de ces deux catégories.

Vegas León s'indigne parce que Rivera traite Haya de la Torre comme un démocrate⁵. Vegas León voit là insulte et calomnie. Haya de la Torre « n'est pas un démocrate mais un révolutionnaire », s'exclame-t-il. Il est tout à fait impossible de comprendre ce que signifie cette opposition. D'un côté, le démocrate peut être opposé au partisan de la monarchie ou à la dictature fasciste ; de l'autre, et de façon différente, il peut l'être au socialiste. Mais opposer le démocrate au socialiste a presque la même signification que d'opposer un rouquin à un avocat. Le démocrate, en France ou aux Etats-Unis, ne peut naturellement pas être un révolutionnaire ; il est pour le maintien du système existant, il est conservateur. Mais le démocrate d'un pays arriéré, qui se trouve sous la double oppression de l'impérialisme et de la dictature policière, comme c'est le cas au Pérou, ne peut être qu'un révolutionnaire s'il est un démocrate sérieux et conséquent. C'est précisément l'idée que développe Rivera. Diego Rivera fait des critiques à Haya de la Torre pour sa position en tant que défenseur de la démocratie, pas parce qu'il n'apparaît pas comme un socialiste dans sa lettre programmatique. Rivera prend cette position conditionnellement et tente, avec succès, selon nous, de démontrer que Haya de la Torre apparaît comme un démocrate *inconséquent*. C'est à quoi [Vegas] León aurait dû répondre.

Haya de la Torre appelle les Etats-Unis « le gardien de notre liberté » et promet de s'adresser lui-même au gardien en

4. L'avocat Vicente *Lombardo Toledano* (1893-1968), ancien dirigeant de la C.R.O.M., membre du P.R.M., était devenu secrétaire général de la centrale syndicale officielle, la C.T.M. Mais il était surtout le porte-parole du G.P.U. au Mexique contre Trotsky et ses amis, assumant les charges de la campagne publique.

5. Trotsky, sous la plume de Rivera, avait précisé dans son article qu'il ne discutait les idées de Haya de la Torre que sous l'angle « démocrate ».

cas de danger fasciste (Benavides⁶ n'est pas un danger ?) « pour demander son aide ». Le camarade Rivera condamne à juste titre l'idéalisation de l'impérialisme nord-américain. Quelle est la réponse de Vegas León ? Il répond par des injures, invoque des citations de Lénine, cite d'autres déclarations de de la Torre... et plus d'insultes. Mais il n'explique pas de cette façon pourquoi le dirigeant apriste, au lieu de dénoncer le rôle véritable de ce pays, a cru possible, à la veille de la conférence de Lima, de présenter les Etats-Unis — comme l'a fait [Lombardo] Toledano dans *Futuro* — comme une poule philanthrope qui protège les poulets latino-américains (y compris le tendre petit poulet Benavides) du vautour de l'autre côté de l'océan. Une telle entorse à la réalité est doublement inadmissible quand elle se trouve sous la plume du démocrate d'un pays opprimé.

Les marxistes révolutionnaires peuvent conclure des accords pratiques avec des démocrates, mais précisément avec ceux qui sont *révolutionnaires*, c'est-à-dire avec ceux qui s'appuient sur les masses et pas sur la poule protectrice. L'A.P.R.A. n'est pas, aux yeux du marxiste, une organisation socialiste, parce qu'elle n'est pas une organisation de classe du prolétariat révolutionnaire. L'A.P.R.A. est une organisation de la démocratie bourgeoise dans un pays arriéré semi-colonial. Du fait de son type social, de ses objectifs historiques et, dans une large mesure, de son idéologie, elle entre dans la même catégorie que les populistes russes (social-révolutionnaires) et le Guomindang chinois. Les populistes russes étaient beaucoup plus riches en doctrine et en phraséologie « socialiste » que l'A.P.R.A. Cela ne les a pas empêchés cependant de jouer le rôle de démocrates petits-bourgeois, pire encore, de démocrates petits-bourgeois *arriérés* qui n'ont pas la force de réaliser des tâches purement démocratiques en dépit de l'esprit de sacrifice et de l'héroïsme de leurs meilleurs combattants. Les « social-révolutionnaires » avaient publié un programme agraire révolutionnaire, mais, comme les partis petits-bourgeois, ils étaient prisonniers de la bourgeoisie libérale — cette bonne poule qui protège les petits — et ils ont trahi les paysans au moment décisif pendant la révolution de 1917. Il est impossible d'oublier cet exemple historique. Un démocrate qui répand la confiance dans les

6. Oscar Raimundo Benavides (1876-1945), officier péruvien qui avait servi dans l'armée française pendant cinq ans, était président de la république au Pérou depuis 1933 : l'A.P.R.A. était interdite et les libertés démocratiques confisquées.

« gardiens » impérialistes ne peut que créer d'amères désillusions aux peuples opprimés.

Le camarade Rivera affirme dans ses thèses, comme dans son article, que les peuples opprimés ne peuvent obtenir leur émancipation complète et définitive que par le renversement révolutionnaire de l'impérialisme, et que cette tâche ne peut être réalisée que par le prolétariat mondial en alliance avec les peuples coloniaux. M. Vegas León déverse un torrent d'objections injurieuses et quelques arguments du même ordre contre cette idée. Laissant les injures de côté, nous allons essayer de déterminer la base de son argumentation. Le prolétariat des pays impérialistes, dit-il, n'a pas le moindre intérêt pour la lutte des pays coloniaux, et par conséquent ces derniers doivent mener leur propre politique. Considérer que le sort des pays arriérés dépend de la lutte du prolétariat des pays avancés, aussi peu que ce soit, c'est... du « défaitisme ». Nous n'allons pas examiner l'absurdité de cette idée : Vegas León donne un exemple pour prouver la validité de ses idées. Le Mexique a exproprié les entreprises pétrolières. N'est-ce pas un pas vers l'émancipation de ce pays de sa dépendance impérialiste ? Cette mesure a néanmoins été adoptée sans la moindre participation du prolétariat américain ou anglais. Cet exemple récent démontre, selon Vegas León, que les peuples semi-coloniaux et coloniaux peuvent atteindre leur émancipation complète indépendamment de l'attitude du prolétariat international.

Tout ce raisonnement démontre que le journaliste de l'A.P.R.A. ne comprend pas l'A B C de cette question qui est d'une importance fondamentale pour son parti, à savoir la relation réciproque entre les pays impérialistes et semi-coloniaux. Il est absolument vrai que le Mexique a effectué un pas vers l'émancipation économique en expropriant les intérêts pétroliers. Mais Vegas León ferme les yeux sur le fait que le Mexique, en tant que vendeur de produits pétroliers, est maintenant tombé — et c'était inévitable — dans la dépendance des autres pays impérialistes. Quelle forme cette nouvelle dépendance assumera-t-elle ou peut-elle assumer ? L'histoire, sur ce point, n'a pas dit son dernier mot.

D'un autre côté, peut-on affirmer que l'action concrète — l'expropriation des entreprises pétrolières — est assurée de façon définitive ? Malheureusement, il est impossible de le dire. Une pression militaire ou même purement économique de l'étranger, avec un rapport de forces international défavorable pour le Mexique, c'est-à-dire des défaites et des reculs du

prolétariat mondial, *peuvent* obliger ce pays à faire un pas en arrière. Ce serait pure fanfaronnade creuse que de nier une telle possibilité. Seuls de lamentables utopistes peuvent dépeindre l'avenir du Mexique et celui de tout autre pays colonial ou semi-colonial comme un avenir d'accumulation constante de réformes et d'acquis jusqu'à ce qu'arrive l'émancipation complète et définitive. De la même façon, les social-démocrates, ces opportunistes classiques, ont longtemps espéré qu'ils allaient réussir à transformer la société capitaliste au moyen de séries continues de réformes sociales et arriver ainsi à l'émancipation complète du prolétariat tout entier. En réalité, la voie des réformes sociales n'était possible que jusqu'à un moment donné, quand les classes dominantes, effrayées par le danger, déclenchaient une contre-offensive. La lutte ne peut être tranchée que par la révolution ou la contre-révolution. L'accumulation de réformes démocratiques dans de nombreux pays n'a pas abouti au socialisme mais au fascisme, qui a liquidé tous les acquis sociaux et politiques du passé. La même loi dialectique s'applique à la lutte de libération des peuples opprimés. Des acquis précis, qui vont aider à leur lutte ultérieure pour leur indépendance, peuvent être arrachés de façon relativement pacifique dans certaines conditions favorables. Mais cela ne signifie nullement que de semblables conquêtes partielles vont se poursuivre sans interruption jusqu'à la réalisation de l'indépendance complète. Après avoir fait un certain nombre de concessions secondaires en Inde, l'impérialisme britannique est décidé non seulement à mettre un point final aux réformes, mais à faire tourner la roue dans l'autre sens. L'Inde ne peut être libérée que par la lutte commune et ouvertement révolutionnaire des ouvriers, des paysans, et du prolétariat anglais.

C'est là l'un des aspects de la question. Mais il y en a également un autre. Pourquoi le gouvernement mexicain a-t-il réussi à mener à bien l'expropriation, au moins pour le moment ? Grâce, avant tout, à l'antagonisme entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Il n'y avait pas à craindre d'intervention active, immédiate, de la Grande-Bretagne. Mais c'est une question mineure. Le gouvernement mexicain a également considéré comme peu vraisemblable une intervention militaire de son voisin du Nord au moment où il a décrété l'expropriation. Sur quelle base ces calculs reposaient-ils ? Sur l'orientation actuelle de la Maison Blanche : le « New Deal » dans les affaires nationales était accompagné de la politique du « bon voisinage » dans les relations extérieures.

Vegas León ne comprend de toute évidence pas que la politique actuelle de la Maison Blanche est déterminée par la crise profonde du capitalisme nord-américain et *la croissance de tendances radicales dans la classe ouvrière*. Ces tendances nouvelles ont jusqu'à présent trouvé leur expression la plus claire sous la forme du C.I.O. M. Vegas León se plaint que le C.I.O.⁷ se désintéresse du sort du Pérou. Cela veut probablement dire que la trésorerie du C.I.O. a refusé de financer l'A.P.R.A. Pour notre part, nous n'avons pas la moindre inclination à nous fermer les yeux sur le fait que la conscience politique des dirigeants du C.I.O. n'est pas supérieure à celle de la gauche du parti conservateur de Roosevelt et, on peut ajouter, qu'elle est à certains égards inférieure à ce misérable niveau. Néanmoins l'existence du C.I.O. reflète un bond énorme dans les pensées et les sentiments des ouvriers nord-américains.

La fraction influente de la bourgeoisie américaine dont Roosevelt⁸ est le représentant dit (ou disait hier) : « Il est impossible de gouverner par les vieilles méthodes : il faut arriver à un accord. Il faut faire des concessions partielles pour préserver l'essentiel, à savoir la propriété privée des moyens de production. » Telle est précisément la signification du New Deal. Roosevelt étend cette politique aux relations internationales et avant tout à l'Amérique latine : céder sur les questions secondaires afin de ne pas perdre sur les questions importantes.

Ce sont précisément ces rapports politiques internationaux qui ont rendu possible l'expropriation du pétrole au Mexique sans intervention militaire ou blocus économique. En d'autres termes, un pas pacifique sur la route de l'émancipation économique a été possible grâce à une politique plus active et plus offensive de la part de vastes couches du prolétariat nord-américain. Ainsi qu'on peut s'en rendre compte, la question n'est pas de savoir si Lewis⁹ et compagnie « sympathisent » ou non avec l'A.P.R.A. et le peuple péruvien. Ces messieurs ne voient pas plus loin que le bout de leur nez et ne sympathisent avec personne sauf eux-mêmes.

7. Le C.I.O. (Congress for Industrial Organisation) était la dernière née et la plus militante des centrales ouvrières américaines.

8. Franklin D. Roosevelt (1882-1945) était président depuis 1933, déjà élu et une fois réélu. Il avait inauguré la politique du New Deal et du « bon voisinage ».

9. John L. Lewis (1880-1969), leader des mineurs (U.M.W.) était aussi le chef incontesté du C.I.O. à cette époque.

En outre, la question n'est pas de savoir dans quelle mesure les ouvriers américains comprennent aujourd'hui que leur lutte pour leur émancipation doit être liée à celle des peuples opprimés. Bien que la situation, vue sous cet angle, puisse être tout à fait lamentable, il reste indiscutable et surtout très important, que l'intensification de la lutte de classes aux Etats-Unis a extraordinairement facilité l'expropriation des entreprises pétrolières par le gouvernement mexicain. M. Vegas León, comme un typique petit bourgeois qu'il est, ne peut le moins du monde comprendre cette logique interne de la lutte de classes, la relation mutuelle des facteurs intérieur et extérieur.

Il serait radicalement faux de tirer de ce qui a été dit la conclusion que la politique des Etats-Unis va continuer à se développer à l'avenir dans la même direction, sans interruption, ouvrant ainsi des possibilités toujours plus grandes pour l'émancipation pacifique des peuples latino-américains. Au contraire, on peut prédire en toute certitude que la politique du « New Deal » et du « Bon voisinage », qui n'ont résolu aucune question ni satisfait personne, ne vont que soulever les besoins et l'esprit combatif du prolétariat nord-américain et des peuples latino-américains. L'intensification de la lutte de classes a engendré le New Deal, faisant naître et dominer dans les rangs de la bourgeoisie les tendances les plus réactionnaires, les plus agressives et fascistes. La politique de « bon voisinage » sera inévitablement remplacée, et probablement dans un avenir proche, par celle du « poing menaçant » qui pourrait bien être tendu d'abord contre le Mexique. Seuls les phraseurs du genre Lombardo Toledano ou Vegas León peuvent se fermer les yeux devant ces perspectives. Une année plus tôt ou plus tard, cette question se posera sous une forme très aiguë : qui sera maître de ce continent ? Les impérialistes des Etats-Unis ou les masses laborieuses qui peuplent toutes les nations d'Amérique ?

Cette question ne peut, par son essence même, être résolue que par un conflit de forces ouvert, c'est-à-dire par la révolution, ou, plus exactement, une série de révolutions. A ces luttes contre l'impérialisme participeront, d'un côté, le prolétariat américain, dans l'intérêt de sa propre défense et, de l'autre, les peuples latino-américains qui luttent pour leur émancipation et qui, *précisément pour cette raison*, soutiendront la lutte du prolétariat américain.

On peut nettement déduire de ce qui vient d'être dit que nous sommes loin de recommander au peuple latino-américain d'attendre passivement la révolution aux Etats-Unis ou aux

ouvriers nord-américains de se croiser les bras jusqu'au moment où arrivera le moment de la victoire. Qui attend passivement n'obtient rien. Il faut continuer à lutter sans relâche, à étendre et approfondir la lutte en harmonie avec les conditions historiques réellement existantes. Mais, en même temps, on doit comprendre les relations réciproques entre les deux principaux courants de la lutte contemporaine contre l'impérialisme. C'est leur fusion à une étape donnée qui assurera définitivement la victoire.

Naturellement, cela ne veut pas dire que Lewis et Green¹⁰ vont devenir d'éminents avocats de la fédération socialiste du continent américain. Non, ils resteront jusqu'au bout dans le camp de l'impérialisme. Cela ne veut pas dire non plus que *tout* le prolétariat va apprendre à voir que sa propre émancipation dépend de la lutte des peuples latino-américains. Ni que tout le peuple latino-américain va comprendre qu'il existe une communauté d'intérêts entre lui et la classe ouvrière américaine. Mais le fait même que se poursuive une lutte parallèle signifiera qu'il existe entre eux une alliance objective ; peut-être pas une alliance formelle, mais, en vérité, une alliance très active. Plus vite l'avant-garde prolétarienne américaine, en Amérique du Nord, du Centre et du Sud, comprendra la nécessité d'une collaboration révolutionnaire plus étroite dans la lutte contre l'ennemi commun, plus tangible et fructueuse sera cette alliance. Clarifier, illustrer, organiser cette lutte — c'est en cela que consiste l'une des tâches les plus importantes de la IV^e Internationale.

L'exemple que nous avons développé démontre suffisamment le niveau général théorique et politique de M. Vegas León. Cela vaut-il la peine, après cela de s'attarder à toutes ses affirmations ? Nous ne considérerons que deux des plus importantes.

León nous attribue l'idée que l'U.R.S.S. est un pays impérialiste. Naturellement, on ne peut rien trouver de pareil dans l'article de Rivera. Nous avons seulement dit que la bureaucratie soviétique, dans sa lutte pour garder le pouvoir, s'est transformée au cours de quelques dernières années en un agent de l'impérialisme « démocratique ». Afin de gagner les sympathies de ce dernier, elle est prête à toutes les trahisons aux

10. William Green (1873-1952) était le très réactionnaire président de l'A.F.L. (American Federation of Labor) depuis 1924.

dépens de la classe ouvrière et des peuples opprimés. L'attitude des staliniens au congrès pacifiste de Mexico en septembre 1938 a totalement révélé leur trahison des peuples coloniaux et semi-coloniaux. C'est précisément pour cette raison que les apristes *de gauche* se sont vivement opposés à la majorité stalinienne de ce congrès¹¹. Vegas León est-il, oui ou non, d'accord? Quand ce monsieur, prenant l'air important, déclare (autrement que nous?) qu'il n'est pas « un ennemi de l'U.R.S.S. », nous ne pouvons que hausser les épaules avec mépris. Que signifie l'U.R.S.S. pour León? Une notion géographique ou un phénomène social? S'il veut étudier la société « soviétique », il doit comprendre que cette société est profondément contradictoire. Il est impossible d'être un ami du *peuple* de l'U.R.S.S. sans être un ennemi de la *bureaucratie* « soviétique ». Tous les pseudo-« amis » du Kremlin, comme L. D. Trotsky l'a plus d'une fois démontré, sont *des ennemis perfides de la lutte pour l'émancipation menée par les ouvriers et les paysans de la Russie soviétique*.

Vegas León nous accuse de « diviser les forces de l'Espagne républicaine » en lutte contre le fascisme. il manifeste une fois de plus sa stupidité réactionnaire. Les marxistes révolutionnaires ont démontré depuis le début même de la révolution espagnole et, avant tout, après le début de la guerre civile, que la victoire n'est possible que sur un programme socialiste : remise immédiate de la terre aux paysans, expropriation des banques et des trusts, possibilité pour les travailleurs de se libérer de l'exploitation capitaliste. La révolution espagnole aurait été invincible dans ces conditions. Mais les avocats et les laquais des propriétaires fonciers, des banquiers, des capitalistes et du clergé répondent : « Non, vous brisez l'unité! » Tout mouvement révolutionnaire des ouvriers et des paysans a été implacablement écrasé au nom de l'« unité » des exploités avec les exploiteurs. Tous les socialistes révolutionnaires et anarchistes véritables ont été calomniés, emprisonnés, exterminés. Plus encore, le rôle principal est joué par le G.P.U. stalinien. « Non, vous brisez l'unité » — entre les victimes et les bourreaux! On voit maintenant les résultats de cette politique traître. Les ouvriers et les paysans, déçus, ont tourné le dos aux républicains et ont sombré dans le désespoir, l'apathie et l'indifférence. *C'est précisément* ce qui a assuré la victoire de Franco. Ceux qui répètent maintenant, après la chute de

11. Deux de ces délégués, José B. Goyburu et F. León de Vivero avaient pris contact avec Trotsky et ses camarades.

Barcelone, que les « trotskystes » prêchent la division de l'Espagne républicaine, démontrent par cela seul qu'ils sont des agents des propriétaires fonciers, des banquiers, des capitalistes et du clergé. Cela suffit pour nous contraindre à dire ouvertement aux travailleurs péruviens : ne croyez pas des individus du type de Vegas León ; ce sont des petits-bourgeois conservateurs qui ne comprennent pas la logique de la lutte de classes et sont par conséquent totalement incapables de vous diriger dans votre lutte pour l'émancipation nationale et sociale, ils ne peuvent vous apporter que des défaites !

Nous pensons en avoir assez dit. Les insultes et les insinuations de Vegas León ne sont pas des arguments. L'absence de vergogne n'excuse pas l'ignorance. Et l'ignorance n'est pas un instrument de la révolution.

STALINE, SKOBLINE ET COMPAGNIE¹

(30 janvier 1939)

Le 31 octobre 1931, le journal allemand *Die Rote Fahne*, organe central de feu le parti communiste, publia tout d'un coup une information selon laquelle le général garde-blanc Turkul², qui, à ce moment-là, opérait dans les Balkans, préparait un attentat terroriste contre Trotsky, Gorky et Litvinov³. De par le contenu de cette information, son ton et enfin son anonymat, il était absolument évident qu'elle provenait du cœur même du G.P.U.⁴. La presse soviétique ne souffla mot de cet avertissement, ce qui soulignait d'autant plus vigoureusement la source hautement officielle de l'information donnée par l'organe de l'Internationale communiste. L. D. Trostky se trouvait déjà à cette époque en exil, à Constantinople. Blumkine⁵ avait déjà été fusillé pour ses liens avec Trotsky. La question se posait naturellement : quel objectif le G.P.U. poursuivait-il en donnant par écrit cette information ? Le fait que les noms de Gorky et de Litvinov, qui étaient gardés par le G.P.U. et n'avaient

1. Article (T 4512) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Anton V. *Turkul* (1892-1957), officier tsariste, avait fait la guerre civile sous Wrangel. Emigré, il dirigeait une organisation terroriste et habitait, semble-t-il, en Yougoslavie. Les papiers d'Orlov nous ont appris qu'il était manipulé par le dirigeant du G.P.U. Katznelson, dont il était l'agent le plus précieux.

3. Le grand romancier Maksim M. Pechkov, dit *Gorky* (1863-1936) était revenu en U.R.S.S. en 1928 ; à cette époque, Maksim M. *Wallach* dit *Litvinov* (1876-1951) était commissaire aux affaires étrangères.

4. Trotsky ignorait le lien de Turkul avec le G.P.U. mais le soupçonnait. La presse d'information, au moment du procès Plevitskaïa, et faute, entre autres, de connaître l'affaire Turkul, opposa l'hypothèse « Turkul » à celle du G.P.U. alors qu'elles se complétaient.

5. Iakov G. *Blumkine* (1899-1929) ancien terroriste s.r., tchékiste meurtrier de l'ambassadeur allemand von Mirbach en 1918, condamné à mort par les bolcheviks, les avait rejoints et avait servi dans le secrétariat de Trotsky puis les services de renseignement. Il avait assuré la liaison avec Trotsky en exil — ce que Trotsky tenta de nier pour le protéger — et avait été pris et fusillé.

aucun besoin de cet avertissement écrit, avaient été rajoutés seulement comme couvertures, était alors évident pour tout lecteur doué de raison.

Les bolcheviks-léninistes français et allemands s'adressèrent aux ambassades d'U.R.S.S. en France et en Allemagne respectivement, avec des déclarations écrites qui se présentaient plus ou moins sous la forme suivante : « Puisque vous annoncez qu'il se prépare un attentat contre Trotsky, cela signifie que vous savez où et comment il se prépare. Nous exigeons un front unique avec vous contre les gardes-blancs. Nous vous proposons d'élaborer en commun des moyens de défense. » Il n'y eut pas de réponse. Nos camarades français et allemands, au demeurant, n'en attendaient pas. Ils voulaient seulement avoir confirmation du fait qu'en donnant cet avertissement, le G.P.U. ne cherchait qu'à s'assurer une couverture, mais nullement à empêcher l'acte terroriste. Les camarades français et allemands prirent leurs propres mesures : la garde fut considérablement renforcée à Prinkipo.

Récemment, au procès de la Plévitskaia⁶, tout cet épisode est de nouveau remonté à la surface. Le commissaire Roches⁷, de la Police judiciaire, a déclaré ce qui suit au tribunal, selon les journalistes : « Turkul a été un vaillant général [...] Il existe dans les documents des indications selon lesquelles, à une époque, il a préparé un attentat contre Trotsky [...] Le général Turkul en voulait non seulement à Trotsky, mais aussi au général Miller »⁸. Roches n'a mentionné ni Gorky ni Litvinov. Le commissaire Piguet, de la police judiciaire⁹, a déclaré :

6. Nadia N. Vinikova, dite *La Plévitskaia* (1884-1940), une cantatrice connue, avait épousé en 1920 un jeune général blanc, Skobline. Arrêtée lors de la disparition de ce dernier au lendemain de l'enlèvement du général Miller en décembre 1937, elle était la seule jugée et allait être condamnée à vingt ans de prison.

7. La déposition du commissaire André Roches (né en 1902) fit une très grosse impression : ce policier avait un grand avenir. Les journaux de l'époque l'orthographiaient correctement avec un s final, mais nous avons dû le rétablir car, dans nos traductions, retraductions et translittérations, il avait partout disparu. Chef de la « brigade spéciale », il avait reçu la Légion d'Honneur à titre exceptionnel pour son rôle dans l'enquête sur le complot dit de la « Cagoule ».

8. Evgenii K. Miller (1867-1937 ?), officier de cavalerie, puis d'état-major, dans l'armée tsariste, avait commandé les Blancs sur le front Nord. Depuis 1930, il dirigeait à Paris la principale organisation blanche d'émigrés, à la tête de laquelle il avait remplacé le général Koutiépov, victime d'un enlèvement. Il avait lui-même été enlevé le 27 novembre 1937.

9. Il s'agit plus vraisemblablement du commissaire Louis Pinget (né en 1893), car nous n'avons pas trouvé de « Piguet ».

« Larionov¹⁰ a été chargé de préparer un attentat contre Trotsky. Mais Turkul a commis des indiscrétions. De plus, il manquait d'argent. Le projet fut abandonné » (*Sensation*). Pas un mot sur Gorky ni sur Litvinov. Les deux commissaires francs-maçons et « amis de l'U.R.S.S. » témoignent en faveur du G.P.U. Ils essaient de détourner du Kremlin l'attention. D'où la remarque de Roches, tirée par les cheveux, selon laquelle Turkul en voulait à Miller (c'est-à-dire qu'il pouvait très bien l'avoir enlevé). D'où, également, la remarque de Piguet, lancée comme au passage, selon laquelle le complot de Turkul s'effondra à cause de ses indiscrétions (c'est-à-dire que Skobline¹¹ n'y participa pas) et, par-dessus le marché, faute d'argent (c'est-à-dire que Moscou ne le finançait pas). Il faut en outre ajouter que la police française, qui fut en temps opportun avisée de ce complot, n'en avertit pas le moins du monde Trotsky et qu'elle conserva une neutralité bienveillante vis-à-vis du G.P.U. et le principe de « non-intervention » dans les affaires du « brave général » Turkul.

Actuellement, cependant, les ressorts secrets de ces « affaires » internes ont été indiscrètement révélés. Skobline travaillait secrètement dans l'organisation militaire des gardes-blancs. Par là, il était lié à Turkul, terroriste blanc. Skobline effectuait un travail secret au service du G.P.U. Par là, il était lié au Kremlin par l'intermédiaire de Iagoda¹². Staline était

10. Viktor A. *Larionov* (né en 1897), jeune monarchiste réfugié à Paris, en était reparti pour l'U.R.S.S. au compte de l'organisation terroriste du « Trust », de toute évidence noyauté par les provocateurs du G.P.U. Il avait réussi en juillet 1927 à lancer une bombe dans le local du club du parti à Leningrad et avait pu quitter le pays. Il vivait alors à Berlin.

11. Nikolai V. *Skobline* (1894-1938), officier de carrière dans l'armée du tsar, était devenu général à 26 ans, dans l'armée Wrangel. Epoux de la Plévitskaïa, il avait vécu en Bulgarie, aux Etats-Unis, puis en France, où il était l'un des collaborateurs du général Miller. Il était vraisemblablement depuis longtemps au service du G.P.U. qui souhaitait l'installer au poste laissé libre par Miller. La police le soupçonna tout de suite après l'enlèvement de Miller et il disparut alors sans laisser de trace. Selon Orlov, il se serait alors réfugié à l'ambassade soviétique; ce raté aurait été très négatif pour Ejov qui était l'organisateur de cette opération. Il semble que les documents saisis au domicile des Skobline ne laissent pas de toute quant à sa liaison avec le G.P.U. Reste le problème de l'« agent double ». Plusieurs agents secrets nazis, dont Schellenberg, ont mentionné le rôle qu'aurait joué Skobline dans la provocation qui a préparé et tenté de « justifier » la décapitation de l'Armée rouge. Une opération qui servait en tout cas les desseins de Staline comme ceux de Hitler.

12. Henrikh G. *Iagoda* (1891-1938) avait dirigé le G.P.U. jusqu'en septembre 1936. Arrêté en 1937, ainsi que ses principaux collaborateurs, il avait été accusé d'avoir organisé l'assassinat de Kirov et celui de Gorky, lors du troisième procès de Moscou.

informé de l'attentat qui se préparait, parce que c'était lui qui le préparait, par l'intermédiaire de Skobline. L'entreprise était délicate. A cette époque, Staline n'avait pas encore cette réputation solidement établie de Caïn qui le dispense actuellement de prendre des mesures de prudence. Il conservait encore des restes de « préjugés » révolutionnaires. Il comprenait qu'on allait inévitablement lui attribuer l'assassinat de Trotsky. Aussi la *Rote Fahne* disait-elle également que l'objectif de Turkul était non seulement de commettre cet assassinat, mais en outre d'« en rejeter la responsabilité sur le gouvernement soviétique ». Ainsi, tout en soutenant le « brave général » Turkul par l'intermédiaire de Skobline, Staline préparait en même temps son alibi. Tel était l'objectif de l'avertissement (lequel, au fond, n'a averti de rien). Pour nous, le mécanisme de l'affaire était dès lors tout à fait clair. Dans le numéro 27 du *Biulleten Oppositsii* (mars 1932), il fut reproduit une déclaration de toutes les sections de l'Opposition de gauche internationale, dans laquelle il était dit entre autres : « *Staline est dans un véritable front unique avec le général Turkul, organisateur d'un acte terroriste contre Trotsky. Aucun « alibi » sous forme de révélations publiées dans un journal allemand, mais dissimulé à la population en U.R.S.S., ne réfute ni n'affaiblit notre accusation.* »

Pourquoi l'attentat préparé contre Trotsky n'a-t-il pas eu lieu ? Le plus vraisemblable est que les gardes blancs n'ont pas voulu tomber sous les mausers des bolcheviks-léninistes. En tout cas, c'est précisément à partir de ce moment que Staline en est venu à la conclusion qu'il n'était pas possible de réconcilier l'opinion publique avec l'assassinat de Trotsky et des autres bolcheviks autrement que par une gigantesque imposture. Il commença alors à préparer les procès de Moscou. Cet individu obtus, en dépit de toute son astuce, croyait sérieusement qu'il pouvait rouler tout le monde. En fait, il n'a roulé que ceux qui étaient disposés à se laisser rouler. Au cours du procès de la Plévitskaïa, il s'est levé un autre coin du voile qui recouvrait les procès de Moscou¹³. Il est possible que les prochaines années, voire les prochains mois, apportent la révélation d'autres

13. L'organe du P.C., *l'Humanité*, se déchaîna avec une grande violence dans ses comptes rendus, contre ce qu'elle appelait « la thèse de la Gestapo », c'est-à-dire celle d'un crime commis par le G.P.U. Mais ses efforts n'étaient guère convaincants et il lui fallait taire et laisser inexpliqués bien des éléments, publics par ailleurs.

secrets. Caïn-Djougachvili affrontera l'opinion publique mondiale et l'histoire tel que l'on crée la nature et la réaction thermidorienne. Son nom deviendra synonyme des extrêmes limites de la bassesse humaine.

POUR GRYNSZPAN¹

CONTRE LES POGROMISTES FASCISTES
ET LES BRIGANDS STALINIENS
(30 janvier 1939)

Il est clair pour toute personne, même peu familiarisée avec l'histoire, que la politique des gangsters fascistes provoque directement et quelquefois délibérément des actes terroristes. Ce qui est le plus étonnant, c'est qu'il n'y ait eu qu'un seul Grynszpan². Sans aucun doute, le nombre de ces actes augmentera.

Nous, marxistes, considérons la tactique du terrorisme individuel comme inopérante pour les tâches de la lutte libératrice du prolétariat ou des peuples opprimés. Un seul héros isolé ne peut pas remplacer les masses. Cependant nous ne comprenons que trop bien le caractère inévitable de ces actes convulsifs de désespoir et de vengeance. Toutes nos émotions, toute notre sympathie vont aux vengeurs qui se sacrifient, même s'ils n'ont pas trouvé la voie juste. Notre sympathie est d'autant plus grande que Grynszpan n'est pas un militant politique, mais un jeune, inexpérimenté, presque un enfant, dont le sentiment d'indignation a été l'unique conseiller.

Arracher Grynszpan des mains de la justice capitaliste, laquelle est capable de le décapiter pour mieux servir la diplomatie capitaliste, c'est le devoir élémentaire, immédiat de la classe ouvrière internationale.

1. Article (T 4514) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Herschl *Grynszpan* (1922-19??) était un jeune Juif polonais qui, le 7 novembre 1938, dans un geste de protestation contre le sort des Juifs en Allemagne, avait abattu à Paris le conseiller d'ambassade von Rath. Son geste servit de prétexte à la vague de pogroms connue sous le nom de « Nuit de Cristal ».

La campagne stalinienne

Ce qui est le plus révoltant dans sa stupidité policière et sa bassesse inouïe, c'est la campagne actuellement menée sur ordre du Kremlin dans la presse stalinienne internationale. On essaie de le dépeindre comme un agent des nazis ou un agent des trotskystes liés aux nazis³. Fourrant dans le même sac le provocateur et sa victime, les staliniens prêtent à Grynszpan l'intention de créer un prétexte favorable à la politique pogromiste de Hitler.

Que dire de ces journalistes vénaux qui n'ont plus le moindre vestige de honte ? Depuis le début du mouvement socialiste, la bourgeoisie a de tout temps attribué toute démonstration violente d'indignation, et particulièrement les actes terroristes, à l'influence pestilentielle du marxisme. Sur ce point comme sur d'autres, les staliniens ont hérité des traditions les plus ignobles de la réaction. La IV^e Internationale doit être à juste titre fière que les rebuts réactionnaires, staliniens compris, associent automatiquement à la IV^e Internationale toute action ou protestation courageuse, toute explosion d'indignation, tout coup porté aux bourreaux. Il en était de même pour l'Internationale au temps de Marx.

Nous sommes naturellement liés par les liens d'une solidarité morale ouverte à Grynszpan et non à ses geôliers « démocratiques » ou aux calomniateurs staliniens qui ont besoin du corps de Grynszpan pour étayer, même partiellement et indirectement, les verdicts de la justice de Moscou. La diplomatie du Kremlin, complètement dégénérée, essaie en même temps d'utiliser cet « heureux » incident pour renouer ses intrigues en vue d'un accord de réciprocité international entre les divers gouvernements, y compris ceux de Hitler et de Mussolini, pour l'extradition mutuelle des terroristes⁴. Attention, maîtres faussaires ! L'application de pareille loi nécessiterait la remise

3. On peut se reporter à ce sujet aux commentaires de *l'Humanité* des 9 et 10 novembre où il est affirmé notamment que Grynszpan était en contact avec les trotskystes.

4. C'était au lendemain de l'assassinat à Marseille du roi Alexandre de Yougoslavie que Maxime Litvinov, représentant de l'U.R.S.S. à la S.D.N. avait proposé des accords contre le terrorisme et obtenu le 10 décembre 1934 un vote du conseil pour une « aide mutuelle contre le terrorisme », ce que Trotsky avait relevé à l'époque et vigoureusement souligné à plusieurs reprises lors des procès de Moscou et des accusations de « terrorisme » lancées contre lui.

immédiate de Staline entre les mains d'une douzaine de gouvernements étrangers!

Les staliniens ont glissé dans l'oreille de la police que Grynspan fréquentait des « réunions de trotskystes ». Malheureusement, ce n'est pas vrai, car, s'il avait circulé dans le milieu de la IV^e Internationale, il aurait trouvé une issue toute différente et plus efficace à son énergie révolutionnaire. Ils deviennent rares les gens qui soient même capables de s'indigner contre l'injustice et la bestialité. Mais ceux qui, comme Grynspan, sont capables d'agir conformément à ce qu'ils pensent, prêts au sacrifice de leur vie, sont le précieux levain de l'humanité.

Trouvez une autre voie!

Du point de vue moral — et non pour ses méthodes d'action — Grynspan peut servir d'exemple à tout jeune révolutionnaire. Notre solidarité morale avec Grynspan nous donne doublement le droit de dire à tous les Grynspan possibles, à tous ceux qui sont capables de se sacrifier dans la lutte contre le despotisme et la bestialité : *Trouvez une autre voie!* Ce n'est pas un vengeur isolé qui peut libérer les opprimés, mais seulement un grand mouvement révolutionnaire des masses, qui ne laissera rien subsister du système de l'exploitation de classe, de l'oppression nationale et de la persécution raciale.

Les crimes sans précédent du fascisme créent une soif de vengeance parfaitement justifiée. Mais l'ampleur de ses crimes est si monstrueuse que cette soif ne peut être étanchée par l'assassinat de bureaucrates fascistes isolés. Pour cela, il faut mettre en mouvement des millions, des centaines de millions d'opprimés à travers le monde, en les menant à l'assaut contre les bases de la vieille société. Seul le renversement de toutes les formes d'esclavage, la complète destruction du fascisme, seul l'exercice de l'impitoyable justice du peuple contre les bandits et gangsters contemporains peuvent apporter une satisfaction réelle à l'indignation du peuple. Telle est précisément la tâche que s'est assignée la IV^e Internationale. Elle nettoiera le mouvement ouvrier de la plaie du stalinisme. Elle organisera dans ses rangs l'héroïque jeune génération. Elle fraiera le chemin vers un avenir plus précieux et plus humain.

JOUHAUX ET TOLEDANO¹

(30 janvier 1939)

L'inimitable Léon Jouhaux² a envoyé un télégramme à l'inimitable Lombardo Toledano. Sa dépêche pose une question menaçante : est-il vrai que le gouvernement du Mexique se prépare à céder des concessions pétrolières au Japon et à d'autres pays fascistes³? Ce serait un renforcement de la puissance militaire des fascistes et mènerait à des catastrophes internationales; cela signifierait des villes pacifiques en flammes, un grand nombre de victimes, etc. Sur le ton d'un écolier pris en faute, [Lombardo] Toledano a répondu : « Non, non, le Mexique ne cédera jamais de telles concessions. » Très récemment, [Lombardo] Toledano s'écriait : « Non, le Mexique ne donnera *jamais* son pétrole aux fascistes. L'Angleterre *ne peut pas* survivre sans le pétrole mexicain, etc. » Ces messieurs croient qu'ils peuvent résoudre des problèmes économiques vitaux avec des déclarations creuses ! Si [Lombardo] Toledano avait juste un petit peu, disons, pas de sentiment révolutionnaire, mais de sentiment de dignité nationale (et les citoyens d'un pays opprimé devraient avoir une certaine dignité nationale), il aurait répondu à Jouhaux par la pointe de sa botte.

1. Article (T 4516) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Léon Jouhaux (1879-1954), secrétaire général de la C.G.T. française, était venu au Mexique lors du congrès syndical latino-américain qui avait fondé la C.T.A.L. et consacré à sa tête Lombardo Toledano.

3. La nationalisation des compagnies pétrolières étrangères au Mexique avait provoqué de vives réactions des grandes puissances ainsi « lésées », particulièrement la Grande-Bretagne qui organisait le boycottage. Pour faciliter leur campagne, les grandes puissances faisaient appel aux sentiments « antifascistes » pour dresser l'opinion contre ce gouvernement qu'elles accusaient de « vendre » son pétrole à Hitler et aux gouvernements fascistes alors qu'elles organisaient son boycottage. Le télégramme de Jouhaux s'inscrivait évidemment dans cette campagne d'intimidation.

Jouhaux est un agent direct de l'impérialisme français et britannique. La France, à la suite de la Grande-Bretagne, boycotte le pétrole mexicain pour soutenir les actionnaires impérialistes contre un pays semi-colonial. La France et l'Angleterre utilisent leurs forces aériennes pour réprimer les mouvements de libération dans leurs colonies. Comment, dans ces conditions, Jouhaux ose-t-il ouvrir la bouche ?

La lutte contre les atrocités fascistes et impérialistes en général, surtout la lutte contre le bombardement de villes pacifiques, ne peut être et ne sera conduite que par des ouvriers et paysans honorables qui n'ont pris aucune part à des actes criminels, directement ou indirectement. Mais Jouhaux — un chien au bout de la laisse impérialiste — comment ose-t-il se présenter en mentor du Mexique et en gardien de la morale ? C'est parce qu'il sait à qui il a affaire. Il ne traite pas [Lombardo] Toledano en représentant des masses ouvrières d'un pays opprimé, mais en agent du « Front populaire » français (hélas, décédé), c'est-à-dire en agent à disposition de l'impérialisme « démocratique ». Et Jouhaux ne se trompe pas.

LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE¹ AU MEXIQUE

(janvier 1939)

Un certain nombre de nos lecteurs nous demandent quelle est la politique de notre revue dans la campagne présidentielle². Nous répondons : notre revue ne prend aucune part dans la lutte entre les divers candidats. Ce n'est pas bien entendu la conséquence du préjugé anarchiste en faveur de la non-participation à la politique. A quoi conduit réellement ce préjugé, nous l'avons vu une fois de plus en France, en Espagne et au Mexique même³. Nous sommes pour la participation plus active des ouvriers à la politique. Mais pour la participation *indépendante*. Au Mexique, actuellement, il n'y a aucun parti ouvrier, aucun syndicat qui développe une politique de classe indépendante et qui soit capable de lancer une candidature indépendante. Dans ces conditions tout ce que nous pouvons faire est de nous limiter à la propagande marxiste et à la préparation du futur parti indépendant du prolétariat mexicain.

1. Article pour *Clave* (T 4502) non signé, traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Le mandat du président Cárdenas venait à expiration. L'élection officielle devait avoir lieu en 1940, mais la campagne était véritablement commencée dans le parti officiel entre les candidats à la succession et à l'investiture du président. Le 20 janvier 1939, la démission du gouvernement du général Múgica avait été interprétée comme le signe de sa prochaine candidature et elle avait provoqué une explosion de haine de la droite et de la grande presse. Múgica, certainement le plus proche des conceptions de Cárdenas, était un ancien du P.C. et, par-dessus le marché, un de ceux qui s'étaient engagés pour l'asile pour Trotsky. Il semble que ce fut d'ailleurs cette campagne qui décida Cárdenas à ne pas lui donner son investiture à lui, mais au général Avila Camacho, ministre de la guerre, qui était nettement plus à droite.

3. Allusion à la destinée de la C.G.T., influencée par les anarcho-syndicalistes français et qui passa à l'union sacrée en 1914, à la politique de la C.N.T. et de la F.A.I., entrées dans le Front populaire en Espagne et envoyant les leurs dans le gouvernement, enfin au récent revirement de la C.G.T. mexicaine s'engageant dans le soutien d'un candidat bourgeois aux élections présidentielles.

[PAS LE TEMPS POUR L'INDE]¹

(1^{er} février 1939)

Cher Camarade Stanley,

J'ai déjà écrit à Shachtman pour l'informer qu'en dépit de votre insistance je suis absolument incapable d'écrire un article sur l'Inde dans la période qui vient.

Merci beaucoup pour les informations sur Chaman Lal². Cela avait beaucoup d'importance pour nous ici. Si par hasard vous receviez d'autres informations sur le même sujet, faites-le moi, s'il vous plaît, connaître tout de suite.

1. Lettre à S. Stanley (10513) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Stanley avait répondu à Trotsky que Chaman Lal était un agent japonais notoire.

[DES RENSEIGNEMENTS, S.V.P.]¹
(1^{er} février 1939)

Cher Camarade Abern²,

Je dois vous écrire à nouveau pour vous demander l'aide des camarades américains sur une question économique. Je suis en train d'écrire une introduction à une édition abrégée du premier volume du *Capital* (pour les Etats-Unis). Dans cette introduction, je voudrais caractériser brièvement le déclin du capitalisme américain. Une question concerne les fermiers. Je vous ai écrit à ce sujet. L'autre est celle des chômeurs.

A-t-on évalué la perte pour le revenu national des Etats-Unis du fait du chômage pendant la période depuis 1929? Les totaux suivants seraient utiles — si on peut les avoir : (1) Combien a-t-on perdu de journées au cours des dix dernières années? (2) Quelle valeur représente cela par rapport au revenu national? (3) Quelle valeur cela représente-t-il pour les salaires de la classe ouvrière? (4) Quelle a été la somme approximative reçue par les chômeurs sous les diverses formes du secours?

Si nos jeunes camarades qui sont familiers avec les statistiques peuvent me procurer ces informations, ce serait également très précieux pour la propagande générale du parti.

1. Lettre à M. Abern (7257) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Martin *Abern* (1898-1949), ancien secrétaire du S.P. dans le Minnesota, avait dirigé les J.C. puis s'était joint à Cannon et Shachtman dans la fondation de l'Opposition de gauche dont il était le grand « organisateur ».

[L'ATTITUDE DE JEANNE]¹

(2 février 1939)

Cher Camarade Gérard,

Je vous remercie de votre dernière lettre. Quand M^{me} Jeanne Molinier vous dit qu'elle n'a rien à répondre à mes lettres adressées à vous, elle se trompe. J'ai interrompu toute correspondance personnelle avec elle, étant donné qu'elle ne répond jamais loyalement aux questions et qu'elle cherche toujours à tromper, sans parler de son attitude indigne envers la mémoire et la volonté de Léon. Je ne corresponds maintenant avec elle que par votre intermédiaire, en tant que vous êtes mon avocat. Je lui envoie simultanément la copie de cette lettre pour qu'elle se rende bien compte de la situation créée par elle-même.

Dans le passé, elle a souvent refusé de répondre au camarade Rosmer ou à vous-même en prétextant d'attendre une réponse de ma part. Elle peut bien tenter de répéter la même manœuvre dans la question de Siéva. D'ailleurs, dans sa dernière lettre à Natalia, restée sans réponse, elle invoque la nécessité d'une très longue convalescence². La meilleure convalescence pour le petit serait le voyage en bateau, le changement de climat et le séjour ici. De toute façon, en cas de nécessité, vous pourrez choisir vous-même un médecin pour qu'il donne son opinion.

1. Lettre à G. Rosenthal (9826), dictée en français, avec la permission de la Houghton Library.

2. Le 16 janvier 1939, le tribunal avait désigné un administrateur judiciaire pour « la personne et les biens » du jeune Siéva. Mais celui-ci avait disparu : il avait été placé par Jeanne Martin dans un pensionnat religieux de Guebwiller sous le nom de Stève Martin : il était arrivé au « Rayon de Soleil » au lendemain de Noël et les récits de maladie, convalescence, etc., n'avaient servi qu'à gagner du temps avant que les amis de Trotsky se lancent à sa recherche. Trotsky ne sait pas encore ce qui se passe exactement mais, de toute évidence, il n'est pas dupe.

Les autres arguments de M^{me} Jeanne Molinier n'ont pas plus de valeur : la nécessité de continuer les études, la situation instable au Mexique, etc. Il y a ici un lycée français. Van pourrait aider Siéva dans le français, etc. En tout cas, je suis sûr qu'il ferait ici des progrès beaucoup plus rapides qu'à Paris où, comme le démontre sa dernière lettre, son éducation, même en français, reste tout à fait négligée. Quant à la stabilité ou à l'instabilité politique des divers pays, je n'ai pas besoin des conseils de M^{me} Jeanne Molinier. Je lui avais proposé de venir ici avec le garconnet, comme je ne puis pas aller en France, pour discuter toutes les questions qui concernent Siéva³. Elle a refusé. Cela démontre le degré de son attachement au garçon, car elle ne pouvait se méprendre sur le fait que son refus signifierait la séparation définitive. Par cette attitude, elle a perdu ses droits moraux ; quant aux droits formels, elle n'en a jamais eu.

Je vous prie d'agir avec la plus grande fermeté et avec toute l'urgence nécessaire.

3. Cf. *Œuvres*, 16, pp. 294-295.

[INVITATION] ¹

(2 février 1939)

Cher Camarade Glotzer ²,

Merci pour vos intéressantes coupures. Comment vont les affaires en général à Chicago ? Avez-vous du succès ? Dans quel domaine ? Quelle est la situation dans les syndicats ? Quelle est la situation dans la jeunesse ?

En avril 1937 vous aviez conçu le beau plan de venir au Mexique avec Reva ³ pour vos vacances. A cette époque, vous espériez pouvoir économiser assez d'argent pour cette entreprise, mais j'ai peur que vous n'y soyez pas arrivé et qu'en dépit de la prospérité rooseveltienne, vous ne puissiez nous donner le plaisir de vous revoir, Reva et vous, ici.

Il semble que les camarades français aient scissionné — une partie entre dans le P.S.O.P. et l'autre reste indépendante ⁴. Je ne redoute pas cette scission, je crois plutôt qu'elle peut donner des résultats positifs. La section française a connu une longue période de stagnation. Maintenant on va voir ce que valent les deux fractions.

1. Lettre à A. Glotzer (8279) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Albert M. *Glotzer* (né en 1908) était un ancien de la C.L.A. qu'il avait rejointe alors qu'il était l'un des dirigeants des Jeunesses communistes à Chicago. Il avait rendu visite à Trotsky en Turquie, puis au Mexique. Il avait été le sténographe — apprécié — de la commission Dewey.

3. Reva *Crain* était la compagne de Glotzer.

4. La crise qui couvait depuis des mois dans la section française, le P.O.I., venait d'exploser. Dès le 8 janvier, le C.E.I., organisme exécutif de la IV^e Internationale, s'était prononcé pour l'entrée dans le P.S.O.P. formé en 1938 par les militants exclus de la S.F.I.O., avec la seule opposition de la majorité française. Cannon arrivé le 12, et le Belge Lesoil avaient participé les 14 et 15 au congrès qui avait décidé par 60 % des mandats de suivre ceux qui, comme Naville, préconisaient une « fusion » et s'opposaient à l'« entrée ». La minorité dirigée par Jean Rous — 120 militants environ — avait quitté le congrès et, dès le lendemain, une réunion du C.E.I. l'avait « autorisée » à le faire, au nom de la direction internationale.

[PROTESTATION]¹

(4 février 1939)

Messieurs,

Je dois élever une protestation énergique contre l'attitude de M. Mendel² qui viole notre contrat.

Après une longue discussion, il avait été entendu que le premier paiement serait fait à la réception du texte abrégé du premier volume et le reste à celle de l'introduction.

M. Rühle³ a envoyé son manuscrit le 14 février. Il a reçu une lettre de M. Mendel l'informant qu'il avait bien lu le manuscrit, mais sans mention de la question du paiement. Plus d'une semaine s'est écoulée et le premier paiement n'est pas arrivé.

Cette attitude est condamnable. Dans le cours de notre correspondance, M. Mendel insistait pour que tout le paiement soit effectué après réception du manuscrit entier. J'insistais pour ma part pour deux paiements et ma condition a été finalement acceptée. Maintenant, pratiquement, M. Mendel applique sa proposition qui n'a pas été retenue et pas celle du contrat signé.

Je me réserve le droit, après consultation de mon avocat, de présenter des revendications concrètes de compensation. (Cette question avait la plus grande importance pour M. Rühle. Sur l'insistance de son médecin, il avait prévu d'aller dans une station climatique avec sa femme, dès réception de l'argent.)

1. Lettre à la maison d'éditions Longmans Green (8934), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Alfred O. Mendel était le directeur littéraire de la maison qui avait demandé à Trotsky deux volumes de textes de Marx présentés par lui, l'un du *Capital*, l'autre sur le matérialisme dialectique.

3. Trotsky avait suggéré et obtenu que le travail que Longmans Green lui demandait soit partagé avec le marxiste et marxologue allemand Otto Rühle (1874-1943) qui résidait à Mexico et avec qui il entretenait de bons rapports. Rühle avait préparé les textes du premier volume et Trotsky travaillait encore à l'introduction.

[UN MALENTENDU] ¹
(6 février 1939)

Monsieur,

Il y a quelques semaines, vous m'avez honoré d'une visite et avez même poussé la gentillesse jusqu'à m'apporter en présent un objet de l'art national indien².

Je regrette de dire que ce que j'ai appris ensuite dans vos livres m'a convaincu que vous êtes lié aux cercles dirigeants du Japon et que vous êtes un partisan et admirateur du régime japonais. Vous louez tout particulièrement le dévouement des Japonais à leur Mikado, le bourreau de la Chine comme des paysans et ouvriers japonais³.

Cela m'a amené à la conclusion que vos idées non seulement sont en contradiction inconciliable avec les miennes, mais aussi avec le mouvement de libération de l'Inde. Dans ces conditions, vos cadeaux sont le résultat d'un évident malentendu. Permettez-moi de vous les retourner avec mes remerciements.

Avec mes sentiments de profond dévouement à la lutte des ouvriers et paysans de l'Inde, je suis sincèrement

1. Lettre à Chaman Lal (8777), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Cf. p.46. Le Mikado était Hiro-Hito (né en 1901).

3. L'essentiel des informations concernant Chaman Lal avaient été envoyées à Trotsky par le jeune Américain Sherman Stanley.

[APPEL A LA JUSTICE FRANÇAISE]¹

(7 février 1939)

A M. le Ministre de la Justice
et Garde des Sceaux
de la République Française.

Monsieur le Ministre

Si je me permets d'occuper votre attention avec un cas personnel, ce n'est pas seulement, bien entendu, parce qu'il a une importance extrême pour moi, — ce serait bien insuffisant, — mais parce qu'il est du domaine de votre compétence. Il s'agit de mon petit-fils, Vsiévolod Volkov, garçonnet de treize ans qui vit actuellement à Paris et que je veux prendre chez moi au Mexique, où je vis actuellement.

Brièvement rapportée, l'histoire de ce garçonnet est la suivante. En 1931, il quitta Moscou avec sa mère, ma fille Zinaïda², femme Volkov par son mariage, qui, avec l'autorisation du gouvernement soviétique, partit à l'étranger pour se soigner de la tuberculose. A ce moment-là précisément, les autorités soviétiques me privèrent, ainsi que ma fille, de la nationalité soviétique. Ma fille se vit reprendre son passeport lorsqu'elle se présenta au Consulat soviétique à Berlin. Séparée des autres membres de sa famille, Zinaïda Volkov se suicida en janvier 1933. Vsiévolod resta dans la famille de mon fils Léon Sedov, qui vivait alors à Berlin avec sa compagne, M^{me} Jeanne Molinier, de nationalité française. Après l'arrivée de Hitler au pouvoir, mon fils se trouva contraint d'émigrer à Paris, avec M^{me} Jeanne Molinier et le garçonnet. Comme vous le savez peut-être, Monsieur le Ministre, mon fils décéda le 16 février

1. Lettre au ministre français de la Justice (7516-2), en français, avec la permission de la Houghton Library.

2. Zinaïda L. *Volkova* Bronstein (1901-1933), membre du P.C.U.S., enseignante, avait été exclue comme membre de l'Opposition. Elle était tuberculeuse, comme sa sœur aînée, morte en 1928 ; mais elle souffrait en outre de grave dépression.

1938 à Paris, dans des circonstances qui continuent à rester pour moi mystérieuses. Depuis lors, le garçonnet se trouve dans les mains de M^{me} Jeanne Molinier.

La situation juridique de Vsiévolod Volkov est la suivante. Sa mère, comme je l'ai indiqué, est décédée. Son père, qui vivait en U.R.S.S., est disparu depuis bientôt cinq ans sans laisser de traces³. Ayant pris dans le passé une part active au travail de l'opposition, il ne peut y avoir de doute qu'il ait péri dans une des « épurations ». Les autorités soviétiques considèrent certainement Vsiévolod Volkov comme privé de la nationalité soviétique ; attendre d'elles des certificats ou des documents quelconques serait absolument illusoire.

Je reste ainsi le seul parent par le sang de Vsiévolod, mon petit-fils légitime. S'il n'est pas facile, dans les conditions actuelles, de démontrer ce fait par des documents officiels, on peut l'établir sans peine (si quelque vérification est nécessaire) par les témoignages de dizaines de citoyens français qui connaissent parfaitement la situation de ma famille. Dans une note jointe à cette lettre, je donne la liste d'un certain nombre de ces personnes.

Vsiévolod Volkov n'a aucun lien de parenté directe ou indirecte en France ou dans quelque autre pays. M^{me} Jeanne Molinier n'a avec lui aucun lien de parenté, ni par le sang ni par alliance. J'ai proposé à M^{me} Jeanne Molinier, aux mains de qui se trouve actuellement le garçonnet, de venir avec lui au Mexique. Pour des raisons de caractère personnel, elle s'y est refusée. N'ayant pas la possibilité de me rendre moi-même en France, je me trouve dans la nécessité d'organiser le voyage de mon petit-fils par l'intermédiaire de tierces personnes. Le représentant de mes intérêts dans cette question est M^c Gérard Rosenthal, avocat à la Cour, 15 rue d'Edimbourg, à Paris.

Pour faciliter les investigations nécessaires je me permets d'indiquer que les autorités françaises ont par deux fois accordé à Vsiévolod Volkov l'autorisation de séjourner en France, la première fois à la fin de 1932 pour quitter Constantinople, la seconde en 1934 pour quitter Vienne. Les deux fois, l'autorisation fut accordée à Vsiévolod Volkov comme étant mon petit-fils. La correspondance liée à cette affaire doit se trouver dans

3. Les dernières informations sur Platon I. *Volkov*, père du petit garçon, étaient parvenues en 1935 par Ciliga et 1936 par Serge : déporté, Volkov était profondément déprimé et avait tenté de se suicider.

les archives du Ministère de l'Intérieur⁴ et peut apporter un point d'appui inébranlable pour la décision que je sollicite.

Le gouvernement mexicain a déjà transmis des instructions à son Consulat à Paris pour que Vsiévolod Volkov soit admis au Mexique sans difficulté. Le reste ne dépend que des autorités françaises.

Très simple et hors de discussion quant à sa base matérielle, l'affaire peut, vu l'ensemble des circonstances indiquées plus haut, se présenter du point de vue juridique d'une façon extrêmement compliquée, car Vsiévolod Volkov ne possède aucun papier qui confirmât les faits exposés ci-dessus. Si une affaire de ce genre est abordée de façon bureaucratique, elle peut traîner indéfiniment. L'intervention de votre autorité, Monsieur le Ministre, peut trancher le nœud en vingt-quatre heures. C'est précisément ce qui me force à occuper votre attention.

Je vous prie, Monsieur le Ministre, d'accepter l'assurance de mes sincères sentiments.

NOTE indiquant quelques-unes des personnes susceptibles d'apporter leur témoignage dans l'affaire du jeune Vsiévolod Volkov.

- M. Alfred Griot, 187 Cité-Jardins, Les Lilas, Seine.
- M^{mc} Marguerite Thévenet, 187 Cité-Jardins, Les Lilas, Seine.
- M^{mc} et M. Pierre Naville, 26 rue Pelleport, Paris, 20^e.
- M. le Dr Rosenthal, 15 rue d'Edimbourg, Paris, 8^e.
- M. Jean Rous, 3 rue Ernest-Cresson, Paris, 14^e.
- M. Alexis Bardin, 7 bis rue Soyer, Neuilly-sur-Seine, Seine.
- M. Victor Serge, Paris.
- M. Ivan Craipeau, Paris.

4. Il existe également des traces de la surveillance exercée sur l'entourage de Siéva en France dans les archives de la Préfecture de Police.

[POUR LA VENUE DE SIEVA]¹

(7 février 1939)

Monsieur,

Je me permets de vous communiquer la copie de la lettre que je fais parvenir à M. le Ministre de la Justice et Garde des Sceaux de la République française². Après avoir perdu dans les dix dernières années mes deux filles et mes deux fils, c'est-à-dire tous mes enfants, je ne désire rien de plus qu'avoir près de moi mon petit-fils Vsiévolod Volkov. J'ai tenté de régler cette question en m'entendant par correspondance avec M^{me} Jeanne Molinier qui fut la compagne de mon défunt fils Léon Sedov. Je n'ai malheureusement pas réussi. M^{me} Jeanne Molinier a un esprit très ombrageux et malheureusement très déséquilibré. Elle ne répond jamais avec exactitude, elle s'esquive et soulève les soupçons les plus inimaginables contre les personnes qui l'approchent, rendant ainsi la situation inextricable. M^{me} Jeanne Molinier n'a pas le moindre droit formel sur mon petit-fils légitime. Elle n'a avec Vsiévolod Volkof aucun lien de parenté, ni par le sang ni par alliance. Mais elle possède indubitablement des droits moraux sur le garçonnet qui, durant les dernières années, s'est trouvé à ses soins. J'ai donc proposé à M^{me} Jeanne Molinier, et cette proposition reste entièrement valable, de venir ici avec le garçonnet pour vivre dans ma famille. Je n'écarte pas la possibilité de laisser le garçonnet revenir en France avec M^{me} Jeanne Molinier, après avoir observé les relations de cette personne avec le garçonnet et avoir discuté avec elle les questions de son éducation et de son avenir. Mais je

1. Lettre à M^c Harel (8131), en français, avec la permission de la Houghton Library.

2. Cf. pp.101-104. M^c Pierre Harel avait été désigné comme administrateur judiciaire et c'est pourquoi Trotsky le tenait au courant de ses intentions.

n'ai jamais remis le garçonnet à la libre disposition de M^{me} Jeanne Molinier, laquelle n'a pu avoir de relations avec mon petit-fils qu'en tant que compagne de mon défunt fils Léon Sedov.

Au cas où M^{me} Jeanne Molinier persisterait dans son refus de venir ici au Mexique avec le garçonnet, au moins pour un certain temps (naturellement à mes frais), elle perdrait à mes yeux tous ses droits moraux et je suis décidé à faire jouer tous mes droits moraux et légaux pour faire venir Vsiévolod Volkov au Mexique le plus tôt possible. Mes intérêts dans cette question sont représentés par M^c Gérard Rosenthal. Pour régler les questions du voyage du garçonnet, je me suis adressé à mes vieux amis Alfred Griot et Marguerite Thévenet, qui connaissent la situation de ma famille et ont ma confiance absolue. Tous deux, ainsi que mon avocat, peuvent vous donner tous les renseignements que vous jugerez nécessaires et vous aider dans les décisions pratiques à prendre.

Agréez, Monsieur, l'assurance de mes respectueux sentiments.

[SUR LE BIULLETEN]¹

(7 février 1939)

Cher Ami²,

Votre proposition concernant l'article consacré à l'anniversaire du 16 février est arrivée trop tard. Mais, même indépendamment de cela, je serais bien en peine de donner aujourd'hui quelque chose sur ce thème. J'espère que vous-même, ne serait-ce que par quelques lignes, vous signalerez cet anniversaire.

Nous avons reçu hier le n^o 73. Vous avez beaucoup de mérite à sortir le *Biulleten* avec tant de soin et de ponctualité. C'est à vous qu'on le doit...

L'article sur la France a dû vous parvenir il y a déjà longtemps. Il y a quelques jours, nous vous avons envoyé plusieurs petits articles qui peuvent avantageusement remplacer l'éditorial.

J'espère pouvoir répondre aux Palestiniens³ ce mois-ci ; j'ai énormément de travail.

1. Lettre à L. Estrine et M. Zborowski (7733), traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library. Le « Cher Ami » au masculin est délibéré à titre de précaution.

2. Lilia Ia. Ginzberg, dite amicalement Lola, épouse *Estrine*, dont le pseudonyme militant était *Paulsen* (1899-1982), était une émigrée, épouse d'un avocat menchevique et collaboratrice de l'historien menchevique Nikolaievsky. Elle avait commencé à dactylographier des travaux pour Sedov et animait à Paris le groupe russe qui publiait le *Biulleten Oppositii*. Sur Zborowski, agent infiltré par le G.P.U., cf. n. 3, p. 29.

3. Il s'agit du texte intitulé « Un Pas vers le Social-Patriotisme » ; cf. pp. 215-222.

[PROBLÈMES DU TRAVAIL SUR MARX]¹

(8 février 1939)

Cher Monsieur Mendel,

Je vous retourne ci-joint un exemplaire du contrat sur *Das Kapital* que j'ai signé (en ce qui concerne l'accord sur *Matérialisme dialectique*, il me faut une discussion supplémentaire avec M. Rühle).

J'ai terminé d'étudier le condensé² et je l'ai trouvé excellent à tous égards. Maintenant M. Rühle va utiliser les 10000 mots supplémentaires pour compléter les chapitres les plus difficiles et les plus importants. M. Rühle a accompagné le texte de titres marginaux qui, à mon avis comme au sien, sont tout à fait essentiels à une bonne compréhension du texte condensé.

Le premier projet brut d'introduction est déjà rédigé. Je l'ai rendu aussi concret que possible, particulièrement pour les Etats-Unis. Cela donnera au condensé de *Das Kapital* le caractère, non d'un manuel d'économie, mais plutôt d'un instrument d'orientation dans la situation économique du monde et particulièrement des Etats-Unis aujourd'hui. J'espère que l'introduction provoquera d'importantes discussions et contribuera ainsi à la vente du livre.

Mon premier projet compte de 12 à 15000 mots. Je peux le condenser à 10000, mais guère le condenser à moins. De ce fait, nous nous sommes mis d'accord, M. Rühle et moi, pour partager en deux parts égales les 10000 mots supplémentaires.

Il y a maintenant une question très importante qui concerne *la langue* de l'introduction. Le texte pourrait être expédié d'ici

1. Lettre à A. O. Mendel (9045), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Il s'agit du condensé du texte du *Capital* effectué par Otto Rühle.

en russe, allemand ou français, mais pas en anglais. En tout cas, le texte original est en russe. Il serait mieux de vous le livrer en russe et que vous envoyiez un exemplaire de la traduction anglaise pour supervision. Outre le style général de la traduction, le plus important est *l'identité de la terminologie* économique de l'introduction et de celle du texte de Marx. En tout cas, M. Rühle et moi-même devons avoir les dernières épreuves de l'introduction et du condensé ici même pour les harmoniser définitivement.

La traduction en allemand du texte russe pourrait être faite ici par M^{me} Rühle³ (une polyglotte et excellente traductrice) en conformité totale avec le texte original de Marx. En dépit de son exactitude, le désavantage d'une traduction française réside dans le fait qu'elle est étrangère à Marx comme à l'auteur de l'introduction. Dans les deux cas, il serait mieux de trouver *un bon (pour moi) traducteur de russe en anglais*. Dans ce cas, il serait possible d'envoyer le texte russe dans une semaine environ.

Pour résumer : la biographie contiendra environ 150 mots, l'introduction environ 10 000 et le condensé environ 35 000.

Répondez-moi tout de suite et par avion, s'il vous plaît ou cablez que vous acceptez le texte russe ou, si c'est impossible, allemand.

P.-S. S'il vous plaît, écrivez mon nom dans le livre comme le font les Américains, les Britanniques et les Français, Trotsky et pas Trotzky⁴.

3. Alice Gerstel (1894-1943) avait étudié la philosophie et la littérature et épousé Otto Rühle en 1921. Elle écrivait et collaborait aux recherches de son mari.

4. Rares sont les auteurs — même quand ils se réclament de Trotsky — qui respectent ce désir nettement exprimé ici.

[LA LONGUEUR DU MANUSCRIT]¹

(8 février 1939)

Cher Camarade Rühle,

Le contrat signé de ma main est transmis en ce moment à New York. Il faut encore que je réfléchisse aux aspects techniques du second contrat. Mais j'espère aboutir à un résultat positif. Je vous joins la copie de ma lettre à M. Mendel.

Il s'avère qu'il s'est glissé, dans votre interprétation des nouvelles dispositions concernant la longueur du livre, un malentendu important. L'éditeur propose maintenant, outre les 6 000 mots de l'introduction, 40 000 mots pour le seul texte concentré. Ainsi le livre dans sa totalité ne compterait pas 35 000 mots, mais 46 000, c'est-à-dire 11 000 mots de plus qu'à l'origine.

Je vous propose donc de partager en deux les 11 000 mots supplémentaires, de sorte que mon introduction atteigne environ 11 000 mots. Cela me conviendrait parfaitement. En ce qui vous concerne, vous pourriez, avec les 5 000 mots supplémentaires, développer considérablement le premier chapitre. Outre le premier chapitre, vous pourriez aussi développer à votre gré les compléments que vous jugerez nécessaires.

P.-S. Ne croyez-vous pas qu'avec la place supplémentaire qui nous est accordée, on pourrait ajouter la lettre de Marx à Weydemeyer²? Dans ce cas, je pourrais m'y référer dans ma préface.

1. Lettre à O. Rühle (9976), traduite de l'allemand, avec la permission de la Houghton Library.

2. Il s'agit du contrat pour le livre sur Marx pour lequel Trotsky rédigeait l'introduction tandis que Rühle opérait le choix des textes.

3. Joseph *Weydemeyer* (1818-1866), lieutenant d'artillerie dans l'armée prussienne, puis journaliste à Trêves, avait rencontré Marx et Engels à Bruxelles en 1846, avait milité à la Ligue des communistes, édité un journal démocrate à Francfort, puis émigré aux Etats-Unis en 1851. Il avait servi dans l'armée du Nord comme colonel pendant la Guerre de Sécession et construit les premiers groupes de la 1^{re} Internationale aux Etats-Unis. Marx entretint avec lui une correspondance régulière.

[INFORMER LES MEXICAINS]¹

(10 février 1939)

Cher Camarade Abern,

J'ai reçu les deux livres sur l'Afrique — un par la poste et l'autre par Martha². Merci bien.

Un journaliste de Flint, nommé Rodolf, est venu hier demander à nous rendre visite³. Il apportait avec lui pas mal de journaux américains avec des attaques contre le Mexique. Je les ai montrés à quelques Mexicains influents et ils les ont beaucoup intéressés. J'ai indiqué qu'un des journaux qui ont défendu systématiquement le Mexique est le *Socialist Appeal* et qu'il était peut-être le seul à soutenir l'expulsion de Kluckhohn⁴.

Ce serait bien de faire un choix de quelques numéros de l'*Appeal* qui contiennent des articles et des notes de défense du Mexique, en signalant ces articles et notes au crayon. On pourrait envoyer ces journaux aux deux personnes indiquées sur la liste ci-jointe (Agustín Arroyo Ch. et Juan de Dios Bojorquez⁵) avec des lettres indiquant que le journal est très intéressé à la réfutation des calomnies dirigées contre le Mexique par les impérialistes américains et serait reconnaissant de tout matériel qui pourrait être utile à tous égards.

1. Lettre à Abern (7264), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Martha Barry était une jeune militante du S.W.P. qui venait d'arriver à Coyoacán. Elle était la compagne du « garde » Sol Lankin.

3. Nous ne savons que peu de chose sur Frank M. Rodolf, sauf qu'il était journaliste *free-lance* et que les militants de Flint le considéraient comme un ami.

4. Frank L. Kluckhohn (1907-1970), correspondant du *New York Times* où il était entré en 1929, avait été expulsé l'année précédente pour avoir contribué à la campagne de presse américaine et anglaise contre la nationalisation des pétroles.

5. Agustín Arroyo Ch. avait été dans les débuts de la présidence le chef de cabinet de Cárdenas et il était alors chef du département (D.A.P.P.) de la presse périodique. Juan de Dios Bojorquez (1892-1967), d'abord diplomate, avait été secrétaire au travail sous Calles, puis le premier secrétaire à l'intérieur sous Cárdenas. Il dirigeait l'agence Anta, était lié avec Múgica et avait d'excellentes relations avec Trotsky et ses collaborateurs.

[L'APPEL À LA BOURGEOISIE JUIVE]¹ (10 février 1939)

Cher Camarade Abern,

Il y a plus d'un mois, j'ai envoyé à New York un court article, ou mieux, un appel, en référence aux calomnies de Coughlin². Son objectif était de rendre possible la collecte de quelque argent dans la bourgeoisie juive. Je n'ai jamais plus rien entendu au sujet de cet appel. Cependant, je suis certain que nous pourrions avoir quelque succès en utilisant cette méthode.

Quelques semaines avant cet appel, j'en ai envoyé un autre concernant la collecte d'argent pour la section française³. Je suppose qu'il n'a pas été publié parce que, jusque-là, toute la campagne avait eu un caractère interne.

Cependant je me suis demandé pourquoi la rédaction de *Socialist Appeal* ne répond pas et ne donne aucune explication de ce qu'une chose ou une autre est publiée ou non. J'imagine que, quand on emploie la même attitude vis-à-vis de collaborateurs ou correspondants jeunes ou étrangers, cela doit avoir un effet catastrophique. Une correspondance régulière et sérieuse est un facteur très important dans le succès de toute organisation ouvrière. Je vous serais très reconnaissant si vous pouviez m'éclairer sur cette question.

1. Lettre à M. Abern (7263), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Cf. *Œuvres*, 19, pp. 272-273. Charles E. Coughlin (né en 1891), un prêtre catholique, sut utiliser la radio pour se bâtir un personnage très connu de démagogue fasciste, anti-sémite, anti-communiste, etc.

3. Cf. *Œuvres*, 19, pp. 233-235.

[DES DÉCLARATIONS MAGNIFIQUES]¹

(12 février 1939)

Chers Amis,

C'est avec la plus grande satisfaction que nous avons lu ici à Coyoacán la déclaration faite par les conseillers municipaux de Flénu membres du P.S.R.². Bravo! Dans cette période de retraite, de couardise et de confusion, vos deux³ magnifiques déclarations apportent un vrai réconfort à tout vrai révolutionnaire.

Ce pauvre Vereeken, qui ne manque jamais l'occasion de faire quelque bêtise extravagante (très « intransigeant »⁴ dans les petites choses, très opportuniste dans les grandes, comme l'Espagne et la France) avait proposé l'abstention « révolutionnaire » lors des élections municipales. Même sans autre résultat de la participation que vos deux déclarations, la politique marxiste serait déjà pleinement justifiée, si jamais elle avait besoin d'une justification nouvelle.

Les saluts les plus chaleureux de toute la maison.

1. Lettre au P.S.R. (7817), dictée en français, avec la permission de la Houghton Library.

2. Il s'agit de la déclaration des élus communaux de la section belge, le parti socialiste révolutionnaire, au conseil municipal de Flénu, où ils avaient obtenu la majorité aux élections de décembre 1938. Le 6 janvier 1939, avant de prêter le serment de fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge, les élus du P.S.R. avaient expliqué qu'ils « cédaient à la contrainte de l'Etat bourgeois... pour pouvoir siéger dans cette assemblée » afin d'y « défendre avec acharnement les intérêts des masses laborieuses ». La déclaration, qualifiant le serment de « pure formalité », rappelait ensuite les principes du parti.

3. A quelle seconde déclaration Trotsky fait-il allusion? Peut-être à la plate-forme électorale du P.S.R. sur laquelle il avait mis le P.O.B. en minorité? Ou une autre délibération adoptée en conseil à la proposition du P.S.R.? Nous l'ignorons.

4. Vereeken avait participé pour la première fois à une action d'opposition à Trotsky en animant en 1934 la fraction anti-entrisme dite des « intransigeants ».

[UNE VIEILLE POLÉMIQUE]¹

(14 février 1939)

Cher Camarade Vanzler,

Il y a dix ans, la *New Republic* a publié de moi une série d'articles sur mon expatriation d'Union soviétique. Cette série se terminait par un article sur l'effondrement inévitable des démocraties bourgeoises.

Autant que je m'en souviens, le comité de rédaction réfuta mes considérations, particulièrement sur ce point. Je crois que ce serait intéressant si vous ou quelque autre camarade écrivait un article sur le « Dixième anniversaire » de ce pronostic et de cette polémique. Vous pourriez « tordre le nez » des gens de *New Republic*.

1. Lettre à J. Vanzler (10930) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

[UN TOURNANT DÉLICAT]¹

(14 février 1939)

Chers Camarades,

La situation en France nous inquiète beaucoup ici. Lors de la conférence internationale, il fut décidé, à ce que j'ai compris, que le P.O.I. enverrait une partie importante de ses membres pour travailler dans le P.S.O.P.² On parla d'un tiers ou d'un quart. Malheureusement, rien ne fut fait. Pourquoi ? Nous ne le savons pas ici. On s'est privé de la possibilité d'accumuler une expérience importante durant les mois passés et peut-être de prévenir la scission.

Aujourd'hui, la scission est un fait³. Il s'agit d'une question qui, quoique importante, reste malgré tout purement tactique. Nos camarades ont une trempe suffisante pour ne pas se dissoudre dans le P.S.O.P. Il semble qu'il y ait un certain danger de l'autre côté. La scission est un fait déterminé par la longue stagnation (qui doit bien avoir des raisons) et par l'erreur récente indiquée ci-dessus. Il faut s'accommoder politiquement de ce fait. Il semble cependant que quelques camarades parmi vous soient enclins à considérer l'entrée dans le P.S.O.P.

1. Lettre au C.C. du P.O.I (7877), dictée en français, avec la permission de la Houghton Library.

2. Le P.O.I. (parti ouvrier internationaliste) était la section française de la IV^e Internationale. Le P.S.O.P., parti socialiste ouvrier et paysan, était né de l'exclusion de la S.F.I.O. de l'aile « pivertiste » de ce parti. La question des rapports avec le P.S.O.P. avait fait l'objet des débats de la « commission française » à la conférence internationale de septembre 1938.

3. Nous avons vu qu'une minorité — 120 militants environ, dirigés par Jean Rous — était entrée au P.S.O.P. qu'elle qualifiait de « centre essentiel du regroupement des éléments révolutionnaires », en annonçant sa détermination de lutter pour l'unification du P.S.O.P. et de la IV^e Internationale. De leur côté, les militants du P.C.I. étaient entrés individuellement dans le P.S.O.P. à partir de décembre 1938 et étaient désormais à la tête de la fédération de la Seine de ses jeunes, les J.S.O.P.

comme une trahison⁴. Ce serait une très grande faute, qui pourrait vous isoler en France et dans l'Internationale. Vous avez le journal, un instrument puissant⁵ ; vous pouvez influencer l'activité de la fraction dans le P.S.O.P. à condition que vous vous donniez pour tâche de les aider et non de les compromettre. N'oubliez pas, chers camarades, que tout le monde se demande comment et pourquoi est venue la stagnation, et même le déclin, dans des conditions exceptionnelles. Tout le monde est *a priori* enclin à approuver et à soutenir la fraction qui cherche de nouvelles voies pratiques d'action. Si vous apparaissez à l'Internationale comme de simples conservateurs et surtout comme des « saboteurs » de l'initiative de l'autre partie de la section, les résultats en seraient fatals pour le P.O.I.

Rien n'est perdu ni compromis si nos amis du P.O.I. ne se laissent pas entraîner par une intransigeance purement formelle ou par l'esprit de clan.

Les Américains ont fait un effort magnifique pour vous aider. Ils ont montré leur capacité de manœuvre dans des conditions très compliquées. Il n'y a pas eu de stagnation chez eux. Au contraire, ils ont grandi. En passant, ils ont pratiquement liquidé le parti socialiste. Ils avancent. Dans ces conditions, la section française peut bien profiter non seulement de leur argent, mais aussi de leur expérience. Cannon a un flair politique excellent. Je suis sûr qu'il peut être très utile à la section française durant la période de ce tournant délicat⁶.

Nous serions bien heureux d'apprendre de vous comment vous appréciez actuellement la situation et quels sont vos plans pour l'avenir.

4. L'aile que l'on appelait « irréductible » du P.O.I., qu'animait notamment Boitel, considérait l'entrée dans une formation centriste comme le P.S.O.P. comme une dissolution constituant une capitulation. De façon générale la majorité du P.O.I. — aux environs de 130 militants — avait peu apprécié l'appui apporté aux « scissionnistes » par Cannon et la façon dont celui-ci utilisait comme moyen de pression politique, selon eux, les fonds rassemblés aux E.U. pour l'aide à la section française.

5. Le P.O.I. avait toujours son hebdomadaire, *La Lutte ouvrière*.

6. Trotsky, longtemps hésitant, avait tranché en faveur de l'entrée dans le P.S.O.P. et avait mandaté Cannon en ce sens.

[ENTRETIEN AVEC UN SIONISTE]¹

(14 février 1939)

Cher Camarade Glotzer,

Merci pour l'information au sujet de Ruskin². Votre lettre est arrivée à temps, c'est-à-dire avant sa visite. Toute cette affaire n'a pas la moindre importance. Ruskin s'intéresse à la question juive et je suppose qu'il a quelque fonction officielle en rapport avec la Palestine.

Il m'a interrogé sur ce que je pensais de la Palestine et une possible intervention de l'U.R.S.S. en faveur de la création d'un Etat juif, etc. Il y a 400 000 Juifs en Palestine, mais Ruskin et ses associés espèrent en installer 500 000 de plus (Comment ? Quand ?). Je lui ai répondu qu'ils étaient en train de préparer aux Juifs un beau piège en Palestine. Avant d'installer 500 000 personnes, vous aurez une question de Palestine interne avec les 2 500 000 Juifs des Etats-Unis. Avec le déclin du capitalisme américain, l'anti-sémitisme va devenir de plus en plus terrible aux Etats-Unis — en tout cas plus important qu'en Allemagne. Si la guerre arrive et elle arrivera, bon nombre de Juifs en seront les premières victimes et seront pratiquement éliminés.

« Mais », répondit-il, « il faut faire quelque chose. »

Oui, mais quelque chose d'efficace. La Révolution française, puis la Révolution d'Octobre ont accompli un petit peu plus pour les Juifs que ne l'ont fait le sionisme et les autres « solutions » spécifiques à une question qui n'a pas de solution sous le régime du capitalisme déclinant. Seule une révolution internationale peut sauver les Juifs.

1. Lettre à A. Glotzer (8280), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Harry R. *Ruskin* (né en 1894), brillant juriste, avocat, était installé à Chicago et cherchait à intéresser Trotsky au sionisme. C'était Glotzer qui avait facilité la rencontre.

Il a trouvé ces arguments inacceptables. Il est très loin de sympathiser avec nos idées... un petit-bourgeois conservateur et borné — peut-être un petit-bourgeois désespéré, mais rien de plus.

[ET LE PARTI STALINIEN ?]¹

(14 février 1939)

Cher Joe,

J'ai reçu votre lettre du 7 février et nous nous sommes réjouis que vous et Reba² soyez déjà « installés » et au travail.

Nous suivons ici le développement de l'*Appeal* bi-hebdomadaire avec le plus grand intérêt. Personnellement, j'attends avec une certaine impatience une campagne systématique contre le parti stalinien.

Ce perfide parti ne peut que scissionner. Mais quand ? Comment ? Ce peut être une bonne scission ou une mauvaise. Un arbre abattu peut tomber dans n'importe quelle direction — même sur nous. Nous ne ferons d'acquis à partir du parti stalinien qu'en proportion de nos efforts systématiques pour pénétrer les esprits des éléments progressistes dès maintenant, avant la scission.

Un autre point. Quelques sceptiques peuvent trouver fantastique un plan ou un autre³, mais les sceptiques sont dans certains cas de mauvais conseillers. « N'est-ce pas, Joe ? »

1. Lettre à J. Hansen (8434), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Reba *Aubrey* (née en 1909) était la compagne de Joseph Hansen ; elle était entrée dans la C.L.A. en 1934.

3. C'est la première allusion dans une lettre que nous possédons au plan conçu par Trotsky de vendre au G.P.U. — par l'intermédiaire de Joe Hansen — un exemplaire censé être unique du manuscrit du *Staline*.

[LES MEILLEURS CENTRISTES...]¹

(14 février 1939)

Cher Camarade Milton²,

Merci pour les informations et les intéressantes lettres de Kopp³. Il montre, comme cela avait déjà été fait, qu'il est possible d'être physiquement courageux mais pas courageux politiquement.

Ce qu'il dit sur le « trotskysme » indique que même les meilleurs éléments du P.O.U.M. sont des centristes incorrigibles. Bien — nous construirons notre parti sans eux.

1. Lettre à H. Milton (9130), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Harry *Milton* était le pseudonyme de Wolf Kupinsky (né en 1903) militant du P.C. passé à la C.L.A. qui exerçait des responsabilités dans l'I.G.L.W.U. Il s'était engagé en février 1937 dans la Brigade Eugene Debs en Espagne et avait combattu avec les Britanniques de l'I.L.P — dont Orwell — sur le front d'Aragon dans les milices du P.O.U.M. Blessé, évacué à l'arrière, il avait participé aux journées de mai 1937 et avait été arrêté peu après. Il avait fait la grève de la faim pour sa libération, intervenue finalement en août 1937. Il avait fait une tournée de conférences et avait été un instant envisagé pour le poste de secrétaire-garde de Trotsky avec lequel il avait déjà correspondu.

3. Georges *Kopp* (1902-1951) était un ingénieur belge, socialiste de gauche, qui avait organisé en 1936 une fabrique clandestine d'armes pour l'Espagne. Découvert, il s'était enfui en Espagne et avait été condamné par contumace à 15 ans de travaux forcés. Commandant dans la colonne Lénine, cinq fois blessé, personnage légendaire par sa bravoure, il avait été arrêté et fut, lui aussi, finalement libéré. On trouva sur lui un portrait et des informations dans les écrits de George Orwell, qui servit sous ses ordres et dont il devint le beau-frère.

[LA QUESTION DU LOYER]¹

(14 février 1939)

Cher Camarade Curtiss,

Je dois demander votre intervention dans une affaire qui peut sembler personnelle, mais qui a une importance politique générale.

Vous connaissez, comme les autres camarades, la générosité avec laquelle Diego Rivera et sa famille nous ont aidés au cours de notre installation et au début de notre séjour au Mexique. J'ai accepté cette aide, particulièrement le logement, parce qu'elle venait d'un homme que je considérais non seulement comme un militant dévoué de la IV^e Internationale, mais aussi comme un ami personnel. Comme vous le savez, la situation a profondément changé maintenant. J'ai fait tout ce que j'ai pu pour régler la crise provoquée par les tentatives de Diego Rivera pour faire des miracles politiques à l'extérieur de la IV^e Internationale et contre elle. Je n'ai pas réussi. L'intervention du bureau pan-américain semble n'avoir pas non plus obtenu de résultats. Diego Rivera a même refusé de corriger des allégations complètement fausses contre moi, faites dans mon dos. Il n'est pas nécessaire d'entrer ici de nouveau dans les détails, mais il m'est moralement et politiquement impossible d'accepter l'hospitalité d'une personne qui se conduit avec moi, non en ami, mais en adversaire venimeux.

Nous sommes en train de chercher une autre maison. Malheureusement, les expériences des deux dernières années nous ont démontré qu'il est très difficile, sinon impossible, de

1. Lettre à C. Curtiss (7635), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Le couple Rivera avait prêté aux Trotsky la « Maison bleue » qui était la propriété de Frida et dans laquelle ces derniers avaient habité depuis leur arrivée au Mexique.

trouver une maison qui convienne plus ou moins du point de vue de la sécurité. En tout cas, nous sommes obligés de vivre dans cette maison tant que nous n'en avons pas trouvé une autre. Par l'intermédiaire du camarade Van, j'ai proposé de payer à Diego Rivera un loyer mensuel, mais il a catégoriquement refusé. Il a refusé de collaborer avec moi. Il a refusé de corriger ses affirmations erronées et hostiles. Il souhaite pourtant m'imposer sa « générosité » en utilisant les conditions particulières qui m'empêchent de m'en aller librement d'une maison à une autre. Je refuse de qualifier cette attitude.

J'inclus deux cents *pesos* (un loyer mensuel modeste) et je vous demande de rendre visite à Diego Rivera et de lui expliquer de nouveau qu'il me met dans une position de plus en plus fautive et que, dans les conditions données, il ne peut pas refuser d'accepter que je le paie. Si, en dépit de tout cela, il refuse, je vous prie de verser cette somme à la trésorerie de *Clave* en l'enregistrant comme le loyer que Diego Rivera n'a pas accepté. Dans ce cas, je considérerai l'attitude de Rivera comme une pression morale pour m'obliger à quitter immédiatement cette maison, indépendamment du fait que j'en aie ou non trouvé une autre.

P.-S. L'allégation que la maison appartient à Frida Rivera et pas à Diego Rivera est dénuée de sens et de valeur. Diego Rivera a disposé librement de cette maison, y a fait de nouveaux achats, des réparations etc. Cette allégation n'est qu'un subterfuge pour compliquer une question très simple.

[OÙ VA LE P.S.O.P. ?]¹

(14 février 1939)

Cher Ami,

Je me hâte de répondre à votre lettre du 24 janvier, qui m'a fourni des informations importantes sur la situation du P.S.O.P. Je pense nécessaire de m'expliquer sur les réflexions que Marceau Pivert² a développées dans sa conversation avec vous.

Il a exprimé « son entière solidarité » avec mon appréciation de la situation générale en France. Inutile de dire que j'apprécie hautement une telle déclaration. Mais elle est cependant insuffisante. Pour que soit possible une action en commun, il faut non seulement une unité d'*appréciation*, mais il faut parvenir aux *mêmes conclusions pratiques*, sur les points essentiels tout au moins. Marceau Pivert écrit au sujet des journées de juin 1936 : « Maintenant, tout est possible ! »³ C'était une formule magnifique. Elle voulait dire : avec le prolétariat, on peut aller jusqu'au bout, prendre la route directe vers la conquête du pouvoir. A peu près dans les mêmes jours,

1. Lettre à A. Rosmer (T 4518), traduction du russe revue, avec la permission de la Houghton Library.

2. Marceau Pivert (1895-1958), professeur, ancien combattant, militant de la S.F.I.O., était devenu en 1930 l'un des dirigeants de la fédération de la Seine et de la tendance « unitaire » et « de gauche » de la *Bataille socialiste*. Il s'était beaucoup rapproché des trotskystes en 1934, luttant avec eux pour le front des partis ouvriers et avait été plus proche encore pendant la période de leur séjour à la S.F.I.O. Il avait rencontré Trotsky à Domène. Il avait vivement reproché aux trotskystes leur attitude et les avait rendus responsables de leur exclusion de la S.F.I.O. La fondation par lui de la tendance de la Gauche révolutionnaire de la S.F.I.O. avait été ressentie par les trotskystes comme un acte d'hostilité. Après le congrès de Royan en 1938, Pivert et la fédération de la Seine, ainsi que les ex-membres de la G.R. dissoute, avaient fondé le P.S.O.P. C'était à la demande de Trotsky que Rosmer avait rencontré Pivert, à qui Trotsky avait écrit le 22 décembre 1938 (*Œuvres*, 19, pp. 275-278).

3. « Tout est possible ! » est le titre de la « tribune libre » de Marceau Pivert publiée dans *Le Populaire*, quotidien de la S.F.I.O., le 27 mai 1936.

j'écrivais : « La révolution française a commencé. »⁴ Nous avons donc un point commun. Mais c'est ce qui m'empêche de comprendre comment Marceau Pivert a pu donner à Blum sa confiance, si conditionnelle et limitée soit-elle⁵, même une demi-confiance, quand il était clair que ce bourgeois conservateur et peureux, déserteur de la tête aux pieds, n'était capable de mener le prolétariat qu'à la défaite et l'humiliation.

Mais ne revenons pas sur le passé. Prenons la situation actuelle. La question de la *franc-maçonnerie* revêt à mes yeux une signification politique et symptomatique énorme. A l'époque où la France traverse une crise révolutionnaire très grave qui pose au prolétariat la question de la lutte pour le pouvoir, la tâche élémentaire et indispensable des dirigeants révolutionnaires est de rompre leurs liens politiques et moraux avec les dirigeants traîtres du radicalisme et du « socialisme » officiel qui, tous, se dresseront contre les ouvriers.

J'ignore si Daladier⁶ est franc-maçon. Mais Chautemps⁷ et, à coup sûr, plusieurs autres ministres le sont. Comment peut-on sérieusement se révolter contre la politique de lâcheté du « Front populaire », c'est-à-dire contre la soumission du prolétariat à la bourgeoisie radicale, alors qu'on demeure, dans le même temps, dans un bloc avec les dirigeants de la bourgeoisie radicale, avec ces oustricards et ces staviskards⁸ qui, en leur qualité de francs-maçons, se fixent pour tâche le redressement « moral » de l'humanité ? Devant une contradiction aussi criante, tout travailleur est en droit de dire : « Ces socialistes ne croient pas eux-mêmes dans la révolution socialiste ; sinon, ils ne pourraient pas conserver leur amitié avec les chefs de la classe contre laquelle ils devaient préparer la révolution ! »

Par un hasard heureux (ou malheureux, je ne sais pas), il m'est arrivé, lors de mon séjour dans l'Isère, d'observer de près

4. Voir cet article, daté du 9 juin 1936 dans *Œuvres*, 10, pp. 78-84.

5. Léon Blum (1872-1950), maître à penser de la S.F.I.O. après le congrès de Tours, était devenu en juin 1936 le premier président du conseil d'un gouvernement déchaîné la répression contre les grévistes du 30 novembre 1938. Il avait eu la responsabilité de l'information.

6. Edouard Daladier (1884-1970), professeur d'histoire et dirigeant radical, dirigeait un gouvernement qui ne reposait plus sur le Front populaire et avait notamment déchaîné la répression contre les grévistes du 30 novembre 1938.

7. Camille Chautemps (1885-1963) était un dirigeant radical et un haut dignitaire de la franc-maçonnerie.

8. Allusion à deux scandales de la III^e République dans les années 30. La faillite d'Albert Oustric (né en 1887) et le scandale de l'escroc Alexandre Stavisky (1886-1934) compromirent tous deux d'importantes personnalités radicales.

quelques francs-maçons. Je vivais dans la maison d'un franc-maçon⁹; ses amis appartenaient pour la plupart à la franc-maçonnerie. Je peux ainsi partir non seulement de réflexions générales, qui sont en elles-mêmes indiscutables, mais aussi d'observations vivantes sur le rôle de la franc-maçonnerie dans la vie politique de la province en France.

La couche supérieure de la franc-maçonnerie est composée de radicaux ou de « socialistes », avocats, députés, carriéristes, cyniques pour qui les loges ne sont qu'un appareil électoral. Dans les loges maçonniques de Grenoble, il n'y a pas, ou presque pas, d'ouvriers; en revanche, les contremaîtres et le petit personnel administratif occupent une large place. Je connaissais l'un des contremaîtres et j'avais avec un autre d'intéressantes rencontres. Leur souci principal était de se détacher des ouvriers, d'entrer dans la « bonne société », d'écouter les gens instruits. Ils avaient une sincère vénération pour les professeurs et les avocats qui leur servaient des banalités humanitaires et pacifistes. Les chefs des loges, qui jouaient un rôle dans la vie politique et municipale de Grenoble, se soumettaient la clientèle petite-bourgeoise et un groupe peu important de l'aristocratie ouvrière ou semi-ouvrière, à travers le rituel maçonnique. Certains de ces messieurs n'entrent pas eux-mêmes dans la franc-maçonnerie et tirent les ficelles en coulisses. Dans la franc-maçonnerie se trouvent concentrés tous les traits de parasitisme qui donnent un tel caractère de repoussoir à la II^e Internationale comme à la III^e. Peut-on rompre avec la social-démocratie et l'I.C. tout en restant lié à la pire caricature des deux, la franc-maçonnerie¹⁰?

La révolution exige que l'homme se donne entièrement et pleinement. Les révolutionnaires qui ne trouvent pas la satisfaction de leurs aspirations politiques et morales dans le parti révolutionnaire prolétarien et cherchent quelque chose de « mieux », de « plus élevé », dans la société des bourgeois radicaux — ces révolutionnaires sont extrêmement suspects. Que cherchent-ils au juste? Qu'ils l'expliquent ouvertement aux travailleurs! Le plus difficile et le plus important, à l'époque que vit la France, est de se libérer de l'emprise de l'opinion publique bourgeoise, de rompre intérieurement avec elle, de ne pas

9. Il s'agit de l'hôte de Trotsky à Domène, l'instituteur Laurent *Beau* (1888-1943).

10. Marceau Pivert défendait son droit d'être à la fois membre du P.S.O.P. et de la franc-maçonnerie.

craindre son poison, ses mensonges, ses calomnies, comme de mépriser ses louanges et son obséquiosité. Ce n'est que dans ces conditions que l'on peut s'assurer la liberté d'action nécessaire, entendre la voix révolutionnaire des masses et se mettre à leur tête pour l'assaut décisif. Mais la franc-maçonnerie, de par son existence même, est la soupape de sûreté des tendances révolutionnaires. Le pourcentage (très faible) d'idéalistes honnêtes qui fréquentent les loges augmente le danger de la franc-maçonnerie.

C'est pourquoi je dois conclure que Marceau Pivert ne tire pas les conclusions indispensables de ses prémisses révolutionnaires. C'est plus dangereux que tout à l'époque révolutionnaire. C'est précisément par son incapacité à tirer les conclusions pratiques indispensables que le P.O.U.M. s'est fracassé la tête¹¹. Le malheur est que Marceau Pivert semble se satisfaire de son analyse radicale de la situation, mais qu'il s'en tient à l'indécision face aux tâches révolutionnaires qui découlent de cette analyse.

Aussi m'inquiète-je des reproches et accusations lancés par Marceau Pivert contre certains membres du P.O.I. qui sont actuellement dans le P.S.O.P. Selon lui, ils se permettent des « attaques grossières », emploient un ton « qui n'est pas juste », repoussent par leur « violence verbale », etc. Je n'ai pas l'intention d'examiner des exemples précis, que je ne connais pas et ne peux pas connaître d'ici. Mais cela peut-il avoir une signification politique sérieuse pour un révolutionnaire ? Depuis que le mouvement ouvrier existe, ses représentants (Marx, Engels, Lénine, R. Luxemburg, K. Liebknecht¹²) ont toujours été accusés de violence verbale et de manque de tact, d'employer un ton incorrect. Cela s'explique par le fait que les socialistes français n'ont pas tout à fait rompu avec les préjugés de l'opinion bourgeoise, ressentent toute l'ambiguïté de leur situation et prennent très mal toute critique. Telle est la loi psychologique ! D'autre part, ceux qui, au cours d'un combat désespéré contre les partis dominants, se sont assimilés les idées

11. Pivert considérait que les critiques de Trotsky à l'égard du P.O.U.M. (Partido Obrero de Unificación Marxista) étaient injustes et excessives.

12. Karl *Liebknecht* (1871-1919), fils d'un des animateurs de la social-démocratie allemande à ses débuts, dirigeant des jeunesses, anti-militariste et avocat des pauvres, et la Polonaise Rosa *Luxemburg* (1871-1919), théoricienne de la lutte contre le « révisionnisme » et cerveau de la gauche social-démocrate allemande avaient été assassinés peu après avoir participé à la fondation du P.C. allemand.

révolutionnaires irréconciliables, sont enclins, surtout dans les moments critiques comme aujourd'hui, à manifester de l'impatience, une extrême exigence, de l'irritation contre les éléments centristes qui hésitent, temporisent, font des détours et perdent du temps. La polémique entre ces deux types a traversé toute l'histoire du mouvement révolutionnaire.

Insister sur la démocratie dans le parti et en même temps se plaindre du « ton » sur lequel on parle ne me semble pas très conséquent. La *démocratie* a sa limite dans le centralisme, dans la nécessité d'agir ensemble. Mais il n'est pas juste de déclarer : « *puisque* nous sommes démocratiques, n'ouvrez pas vos bouches trop grand et n'employez pas un ton qui me déplaît ! ». Le ton de l'imprécision, de l'adaptation et des exhortations à Blum plaît encore moins aux révolutionnaires. Dans les deux cas, le ton est directement lié au contenu même de la politique. C'est de ce *contenu* qu'il faut parler.

Si l'un des anciens membres du P.O.I. avait enfreint la discipline du P.S.O.P., je comprendrais qu'on l'accuse, et même qu'on l'exclue du parti. Chaque organisation est en droit de préserver sa discipline propre. Mais lorsque l'on accuse X ou Y de défendre trop brutalement son point de vue, et d'avoir ainsi poussé « deux camarades très précieux » à quitter le parti, je ne comprends pas. ● Que vaut un révolutionnaire qui quitte son parti pour l'unique raison qu'on a critiqué trop vivement son point de vue ? Les petits-bourgeois sensibles qui considèrent le parti comme un salon, un club d'amis ou une loge maçonnique, ne sont pas bons pour cette époque révolutionnaire. En ne supportant pas la critique, ils ne font que révéler leur inconsistance interne : de tels individus quittent la barricade au moindre prétexte.

Le P.S.O.P. n'a rien à craindre des révolutionnaires qui donnent leur avis ouvertement, bien que brutalement. Ce sont les intrigants sans principes, les gens capables de dissimuler, de masquer n'importe quelle idée, qui en défendent une aujourd'hui, une autre demain, des aventuristes comme Raymond Molinier qui essaient d'influer sur la lutte des idées par des intrigues de coulisses. Ce sont ceux-là qui représentent un danger pour le P.S.O.P. !

Je ne m'arrêterai pas ici sur la question du P.O.U.M. : qui prend l'affaire au sérieux doit donner une réponse à notre critique du P.O.U.M. Les événements l'ont pleinement confirmée. ● Quant à l'I.L.P., il ne vaut pas la peine d'en parler :

comparé à Maxton¹³ et Cie, feu le chef menchevique Martov¹⁴ était un véritable révolutionnaire. Mais c'est de Lénine que nous voulons apprendre, pas de Martov. N'est-ce pas, Marceau Pivert ?

Le P.S.O.P. s'est détaché du parti socialiste à gauche, à un moment, en outre, critique et très grave. On m'écrit que le P.S.O.P. comprend des ouvriers. Ces deux éléments permettent de penser que ce parti *peut* avoir un développement révolutionnaire. Pour que cette possibilité se réalise, le P.S.O.P. doit passer par une phase de discussions très larges, courageuses, indépendantes de toutes considérations extérieures ou secondaires. Il ne s'agit pas du *ton* de la critique, mais du *contenu*. Il ne s'agit pas d'amour-propre personnel, mais du destin du prolétariat français. Les mois et même les semaines qui viennent montreront si le P.S.O.P. est résolu et capable de prendre la voie du marxisme, c'est-à-dire du bolchevisme ; ces deux courants concordent totalement à notre époque.

13. James Maxton (1885-1946) était député de Glasgow et le principal dirigeant de l'I.L.P. (Independent Labour Party), membre du « bureau de Londres » comme le P.O.U.M. et le P.S.O.P.

14. Iouli O. Cederbaum, dit Martov (1873-1923), compagnon de Lénine à l'Iskra, puis de Trotsky à *Naché Slovo*, avait été le chef de file des mencheviks de gauche.

[DES IMPROVISATIONS DANGEREUSES] ¹

(15 février 1939)

Cher Camarade,

Je suis de nouveau ahuri de l'attitude de Diego Rivera. Il a proclamé souvent, et aussi dans des conversations avec moi, qu'il voulait démissionner de l'activité politique et, du coup, de la IV^e Internationale — qu'il souhaitait consacrer son temps exclusivement à la peinture, et ainsi de suite. Il semble maintenant qu'il ait transformé la Casa del Pueblo en Partido Revolucionario Obrero y Campesino² avec l'objectif de prendre une part active à la campagne présidentielle en faveur de l'un des candidats³. Bien entendu, c'est son affaire et il a tout à fait le droit de faire une erreur politique de plus au lieu d'une bonne peinture. Je dois avouer cependant que la nouvelle activité politique de Rivera crée pour moi personnellement une situation très délicate. Beaucoup de gens vont croire que Rivera agit en solidarité avec moi et qu'à travers lui j'interviens dans la campagne présidentielle. Au moins les idiots peuvent le croire et ils sont nombreux.

Que faire ? Je crois qu'il devient tout à fait nécessaire de me séparer politiquement en public de Diego Rivera. L'affaire est très désagréable à tous égards mais, d'un autre côté, il devient de plus en plus impossible pour la IV^e Internationale en général

1. Lettre à C. Curtiss (7636) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. La Casa del Pueblo était le local du syndicat des boulangers qui offrait en réalité asile à nombre de petits syndicats anarchisants d'inspiration. Nombre des militants de la Casa del Pueblo avaient suivi en 1936 ceux du Syndicat unique de la construction qui, avec Diego Rivera avaient rejoint la L.C.I., et les avaient maintenant suivis dans la création d'un nouveau parti, le P.R.O.C.

3. Il semble bien que Diego Rivera s'était engagé dans le soutien du général Múgica, qui incarnait la « gauche » du P.R.M., contre le général Ávila Camacho qui représentait sa « droite » et qui se disputaient l'investiture.

LÉON TROTSKY

et pour moi personnellement — pour une double raison — de porter quelque responsabilité que ce soit pour les improvisations politiques de Rivera, qui deviennent de plus en plus dangereuses. J'espère vous voir dans les prochains jours et discuter de cette affaire avec vous.

Envoyez, s'il vous plaît, avec discrétion, cette lettre au comité pan-américain et au secrétariat international.

[TOUJOURS LE VISA]¹

(16 février 1939)

Cher Camarade Kopp²,

Je m'étonne que, dans vos lettres, à l'instar de Salus³, vous vous « excusiez » de devoir vous adresser à moi pour une affaire de nature personnelle. Cela va tellement de soi, qu'il est inutile de s'y attarder. Nous avons fait ici tout ce qui est humainement possible, sans toutefois être parvenus jusqu'à présent à un résultat positif. Hier nous avons reçu, après une longue attente, votre télégramme collectif concernant les moyens matériels⁴. Cela nous donne la possibilité d'intervenir à nouveau aujourd'hui, car ici on attendait précisément chez qui de droit les informations que vous nous avez transmises. Comme je l'ai écrit à Scholze⁵, je ne peux encore rien vous dire de positif. Il vous faut donc aussi vous adresser à d'autres. Soyez assuré qu'ici nous faisons et continuerons à faire tout notre possible. Veuillez transmettre mes propos également à Salus.

1. Lettre à J. Kopp (8713), traduit de l'allemand, avec la permission de la Houghton Library.

2. Jiří Kopp (né en 1907), parfois appelé Georg et qu'il ne faut pas confondre avec le Belge Georges Kopp, était tchécoslovaque, avait passé plusieurs mois à Prinkipo en 1930 et avait été l'un des fondateurs du groupe *Jiskra*. Il avait été l'un des artisans de l'unification des groupes de Tchécoslovaquie. Il multipliait les démarches pour les visas, car il avait été arrêté dans la région des Sudètes par les Allemands, avait été interné à Koenigstein d'où il s'était évadé. Il était encore en territoire tchécoslovaque et venait d'organiser le départ de Guttman, et préparait les autres, dont le sien.

3. Wolfgang V. Salus (1909-1953), dirigeant des J.C. tchèques, avait été gagné à Moscou en 1927 aux idées de l'Opposition de gauche. Il était allé de son chef à Prinkipo et avait été secrétaire de Trotsky pendant plusieurs mois. Depuis il dirigeait le groupe *Jiskra* qui avait fusionné avec les autres en 1938.

4. Le gouvernement mexicain accueillait volontiers les réfugiés détenteurs de capitaux. Parmi les candidats au visa signalés par Kopp, plusieurs, qui appartenaient au « Groupe Rops », qui finançait le mouvement, étaient des hommes d'affaire aisés.

5. Scholze désigne *Neurath* (cf. n. 5 p. 47) mais est ici orthographié à l'allemande.

[NOUS FERONS LE POSSIBLE]¹

(16 février 1939)

Cher Ami,

Je reçois presque en même temps votre lettre du 18 janvier et le télégramme concernant les moyens financiers. Comment pouvez-vous douter qu'on mettra en œuvre tout ce qui est humainement possible? Les communications sont très mauvaises. Je ne voulais pas écrire directement, non pas parce que cela aurait pu me nuire de quelque façon, mais au contraire parce que je ne voulais pas éveiller bêtement les soupçons, eu égard à nos amis de là-bas. Mais lorsqu'on correspond à de si énormes distances par personne interposée, on perd nécessairement beaucoup de temps et même parfois les lettres elles-mêmes².

Avec nos amis Julik et Otto³, tout a été facile et rapide, car j'ai pu les présenter comme mes secrétaires en m'engageant à ce qu'ils habitent dans ma maison. Votre initiative n'est venue que plus tard. Il était absolument impossible de continuer à procéder de la même façon car, dans le second cas déjà, celui d'Otto, j'ai déclaré qu'il s'agissait du dernier secrétaire allemand. Il a donc fallu régler l'affaire sur une base générale, c'est-à-dire bureaucratiquement. J'ai écrit immédiatement une lettre personnelle au ministre de l'Intérieur, et j'ai bien sûr demandé très chaudement que l'affaire soit réglée. C'est votre nom que j'ai mis le premier sur la liste, en vous recommandant tout particu-

1. Lettre à A. Neurath (9401), traduite de l'allemand, avec la permission de la Houghton Library.

2. Trotsky avait fait passer sa correspondance par Frankel qui était à New York irrégulièrement.

3. Il s'agit d'Otto Schüssler et de Wenzel Kozlecki dont l'admission au Mexique sur recommandation de Trotsky avait éveillé bien des espoirs chez les candidats à l'émigration.

lièrement à l'attention du ministre. J'ai reçu une réponse très aimable mais qui me renvoyait aux règles générales en vigueur et me demandait des informations plus précises concernant les professions et situations matérielles des personnes dont les noms figurent sur la liste. Il fallait en même temps télégraphier au consulat mexicain de Prague. Mais il semble qu'entre-temps on ait fermé le consulat. En tout cas, votre télégramme montre que, si vous n'avez pas eu de nouvelles du consulat mexicain, vous avez au moins reçu notre lettre. Van s'adresse aujourd'hui par télégramme à qui de droit. Pour ma part, je suivrai cette affaire de façon aussi urgente que possible.

Malheureusement je ne peux émettre de jugement définitif sur les chances de succès de cette affaire. Des milliers de demandes proviennent de toutes parts. Le gouvernement doit s'en remettre aux consulats locaux, les enquêtes sont longues, etc. C'est pourquoi vous devriez faire tout votre possible dans d'autres directions. Pour notre part, je le répète, nous ferons ce qui est en notre pouvoir. Quoi qu'il en soit, le télégramme reçu aujourd'hui va faciliter nos démarches⁴.

4. Ces démarches n'aboutiront pas. Neurath réussira à gagner la Norvège, ses amis du « groupe Rops » en partie les E.U., Kopp sera pris par la Gestapo et s'évadera, etc.

[QUESTIONS DU TRAVAIL RUSSE]¹

(17 février 1939)

Cher Camarade,

J'ai reçu votre lettre n° 3 du 26 janvier et les notes et extraits joints. Sur le fond des questions que vous soulevez :

1. En ce qui concerne le concept de « Vieux-Bolchevik », je crois qu'il faut se garder de tout pédantisme. Bien entendu, il faut poser d'abord le critère chronologique. Mais il faut le compléter par un critère politique. On ne peut parler de beaucoup de personnalités qu'en élargissant le concept de « Vieux Bolchevik » jusqu'à celui de « vieux révolutionnaire » ou même de « révolutionnaire » tout simplement.

La question qui nous occupe, c'est l'*extermination de deux ou trois générations de révolutionnaires* par la bureaucratie bonapartiste. Le critère politique doit avoir la prépondérance sur le simple critère chronologique et sur le critère formel d'appartenance au parti. Je crois qu'en combinant critère formel et critère politique, vous aboutirez au résultat nécessaire. Ce travail est extrêmement précieux et aura sans doute un écho international.

2. Au sujet d'Aleksandrova² : je ne crois pas que le problème de la définition de l'U.R.S.S., « Etat ouvrier » ou non, puisse constituer en soi un obstacle insurmontable pour un rapprochement politique. Dans les rangs même de la IV^e Internationale, nombre de camarades s'insurgent contre la définition

1. Lettre (7734) à L. Estrine et M. Zborowski, traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Vera Aleksandrova était le pseudonyme littéraire de Vera Aleksandrovna Mordvinova (1895-1972), la femme du dirigeant menchevique Solomon Schwartz Monosson. Elle était spécialiste de la littérature soviétique qu'elle étudiait dans ses rapports avec la société et se trouvait souvent très proche des points de vue trotskystes.

de l'U.R.S.S. comme « Etat ouvrier ». A la source de ce refus, il y a à mon avis dans la plupart des cas une absence de dialectique dans la façon d'aborder le problème. Pour l'essentiel, ces camarades portent sur l'U.R.S.S. la même appréciation que nous. Mais ils ont tendance à employer le concept d'Etat ouvrier comme une catégorie logique et même quelque peu éthique et non comme une catégorie historique parvenue au bord de sa propre négation. Il faudrait un événement historique de grande importance, un renversement de situation en U.R.S.S., l'effondrement de la clique stalinienne pour que ces camarades se disent : « Oui, jusqu'à présent, nous avons un Etat ouvrier dégénéré. »

Plus grave est la position d'Aleksandrova sur la guerre³. Est-elle d'accord, par exemple, avec le point de vue développé dans l'article « Leçon d'actualité »? Je considère qu'un accord sur cette question ainsi que sur celle du programme des revendications de transition est infiniment plus important qu'une divergence (peut-être seulement terminologique) sur l'U.R.S.S. La décomposition du vieux noyau menchevique est évidente à la lecture du *Sotsialistitcheski Vestnik* : il existe des divergences d'appréciation sur les questions fondamentales liées à l'impérialisme et à la guerre⁴. Ce n'est pas surprenant : la guerre approche !

Si vous parvenez à gagner Aleksandrova, qui est à coup sûr une personne capable et réfléchie, nous vous donnerons une médaille — par exemple celle d'Alexandre Nevsky⁵ (il est à la mode en ce moment).

3. En ce qui concerne Grasset, j'écris à Denise⁶ [Naville]; j'espère qu'elle sera d'accord.

4. A New York, on a trouvé la brochure de Choumiatsky⁷, *Touroukhanka*.

5. Le problème le plus difficile et de loin le plus important,

3. Il semble qu'Aleksandrova était dans la guerre pour une position « défaitiste » y compris en U.R.S.S.

4. L'organe en exil du parti menchevique était le reflet de la crise profonde qui secouait les exilés ; F. Dan était devenu très proche des thèses staliniennes.

5. Le prince Alexandre Nevsky est un héros du vieux passé russe et une décoration portant son nom venait d'être rétablie.

6. Denise Kahn, épouse *Naville* (1896-1969) habitait Paris et apportait son aide à Trotsky dans ses recherches ; il souhaitait la solliciter pour l'édition française du *Staline*.

7. L'ouvrier tailleur Iakov B. *Choumiatsky* (1887-19??) ancien membre du Bund, devenu bolchevik en 1908, avait été déporté à Touroukhanka et Trotsky cherchait un exemplaire de ses souvenirs de déportation pour sa biographie de *Staline*.

c'est « l'avènement de Thermidor »⁸, le changement d'état d'esprit dans les masses profondes, dans le parti et l'appareil soviétique. C'est ce chapitre qui est le plus ardu. J'ai parlé de cela dans mon autobiographie. Mais je m'appuyais alors sur des impressions personnelles et des considérations d'ordre général. Dans mon *Histoire de la Révolution russe*, je me suis efforcé de caractériser les différentes étapes de l'entrée des masses dans le processus révolutionnaire. Il faudrait maintenant dérouler le film dans l'autre sens, c'est-à-dire montrer le déclin, la décadence de l'esprit révolutionnaire, la chute des masses dans l'indifférence, le réveil des vieilles idéologies, qui n'ont pas changé d'un iota et, d'autre part, l'émergence de courants conservateurs, thermidoriens, dans les couches dirigeantes. Il n'existe aucun — ou presque aucun — livre ou article là-dessus. Mais on trouve ça et là dans différentes publications, des données isolées, des indications, des remarques, des faits, des épisodes. Avez-vous une idée de ce qu'on peut réunir là-dessus à Paris ? Même des détails isolés peuvent nous être ici d'une très grande utilité pour nous permettre d'arriver à caractériser cette période dans son ensemble.

8. Par analogie avec la Révolution française, Trotsky a appelé « Thermidor » la réaction stalinienne.

[PAS DE CONFIANCE A JEANNE]¹

(17 février 1939)

Chers Camarades,

Je suis complètement d'accord avec votre décision de ne pas répondre à l'invitation de M^{me} Jeanne Molinier concernant vos dépositions devant le juge d'instruction².

Nous avons proposé en son temps à M^{me} Jeanne Molinier d'agir en commun avec notre commission. Elle a refusé. Elle a créé sa propre commission, composée d'ennemis de Léon. Cette commission n'a naturellement rien fait. Ce n'était qu'une démonstration vide contre l'organisation de Léon et sa mémoire.

M^{me} Jeanne Molinier a fait la tentative de transmettre mes documents à un calomniateur de Léon, dans l'intérêt politique de la clique de Raymond Molinier³.

Elle a cherché, avec une mauvaise foi évidente, à compromettre la mémoire de Rudolf Klement — l'ami et le collaborateur de Léon, dans l'intérêt politique de la clique de Raymond Molinier.

J'ai perdu toute confiance dans cette personne. Elle essaie d'exploiter l'« investigation » sur la mort de Léon dans l'intérêt de la clique de Raymond Molinier.

Si M^{me} Jeanne Molinier veut honnêtement collaborer à l'enquête, elle doit s'adresser au camarade Rosmer et au

1. Lettre à L. Estrine et M. Zborowski (7735), dictée en français, avec la permission de la Houghton Library.

2. Zborowski était très opposé à l'idée de comparaître en justice, fût-ce comme témoin ; il arguait d'une situation irrégulière. Notons que nous n'en avons pas trouvé trace sous cette identité à Grenoble où il était censé avoir été recruté par le G.P.U.

3. Allusion à la demande de Jeanne d'inclure Vereeken dans la commission *ad hoc*.

camarade Gérard, mon avocat. Si ceux-ci trouvent que votre déposition est nécessaire, naturellement, vous la donnerez, mais en aucun autre cas. S'il vous est nécessaire de communiquer avec M^{me} Jeanne Molinier, je vous prie de ne pas le faire autrement que par l'intermédiaire du camarade Gérard en tant qu'il est mon avocat.

[ET LES ARTICLES ?]¹

(20 février 1939)

Chère Camarade Rose,

Nous avons demandé des nouvelles des deux petits articles² envoyés au bureau. L'un concerne la collecte d'argent pour le parti français. Comme l'argent a été collecté sans articles, il est possible que le comité de rédaction ait trouvé qu'il n'était pas nécessaire de publier l'appel.

L'autre concernait la question de lever de l'argent chez les bourgeois libéraux juifs. Ce n'est pas le sort de l'article qui m'intéresse, mais la question elle-même. Les camarades ont-ils discuté la possibilité pour une organisation révolutionnaire d'obtenir de l'argent de libéraux et radicaux juifs ? Je crois que ce serait possible. Il faut cependant développer une campagne systématique à une échelle individuelle avec une approche « diplomatique ». C'est sous cet angle que l'appel que je propose — ou que n'importe qui propose — pourrait être utile, pas simplement en tant qu'article.

1. Lettre à R. Karsner (8622) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Ces deux articles sont dans *Œuvres*, 19, pp. 233-235 et 272-273, etc. Pour les rappels, cf. p. 112.

[POUR LA VENTE DU B.O.]¹
(22 février 1939)

Chère Rae²,

J'ai appris que vous avez vendu une collection reliée du *Biulleten*³ à une université pour 50 dollars. Beau travail !

Ne croyez-vous pas qu'il serait possible d'organiser cette opération à une échelle plus vaste ? Par exemple, quelque chose de l'ordre de la lettre suivante pourrait être adressé aux diverses bibliothèques publiques, universités et sociétés scientifiques :

Agence américaine du Bulletin russe

Monsieur,

De tous côtés, on nous demande si nous sommes en mesure de fournir une collection complète du « Bulletin russe de l'Opposition » publié depuis 1929 par Léon Trotsky et son fils, Léon Sedov. A cette date, 74 (ou 75) numéros ont été publiés. Tous ne sont pas disponibles mais nous sommes prêts à les reproduire par photostats ou tout autre méthode si nous recevons suffisamment de commandes. Le prix de la collection sera aussi déterminé sur la même base.

Vous pouvez ajouter quelques phrases rhétoriques sur la valeur historique, etc.

De cette façon il pourrait être possible d'avoir un peu

1. Archives Dunayevskaia, Detroit, avec la permission de Raya Dunayevskaia, lettre traduite de l'anglais.

2. Rae *Spiegel* (née en 1910), militante de la section américaine à New York avait appris la sténographie en russe pour pouvoir aider Trotsky dans son travail à Coyoacán. Elle était repartie en 1938. Voir ses souvenirs : Raya Dunayevskaia « Trotsky, l'homme », *Cahiers Léon Trotsky* n° 2.

3. Il s'agit du *Biulleten Oppositsii*.

d'argent et en même temps de reproduire les numéros manquants du *Biulleten*. Vous pouvez écrire à Paris à ce sujet et eux, de leur côté, peuvent s'adresser aux bibliothèques françaises et anglaises au moins.

[DES ARTICLES POUR LA REVUE]¹

(22 février 1939)

Cher Camarade Shachtman,

Il y a quelques jours, la camarade Lillian vous a envoyé l'article « Derrière les Murs du Kremlin », conformément à votre demande. Je ne suis pas du tout certain que cet article convienne pour *New International*. On pourrait le diviser en deux parties et l'utiliser comme une partie littéraire de *Socialist Appeal*, s'il est utilisable.

D'un autre côté, je suis un peu curieux de savoir pourquoi vous n'avez pas accepté le discours sur Mendeleiev, qui avait été traduit par Rae². J'espère que ce n'est pas pour la raison que ce discours essayait de défendre la méthode dialectique³. En tout cas, il faudrait réviser et corriger avec soin la traduction parce que je n'ai pas eu le temps de la superviser avec Rae.

1. Lettre à M. Shachtman (10338), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Il s'agit de Rae Spiegel. Au temps où elle était secrétaire de Trotsky à Coyoacán, elle avait traduit un discours de Trotsky posant les problèmes de la science et de la dialectique, à l'époque où il était responsable du département des concessions à Moscou, à propos d'une commémoration de Mendeleiev. Cf. p. 231.

3. Plaisanterie qui fait allusion à la déclaration que Trotsky avait reprochée à Shachtman lors de l'article qu'il avait publié avec Burnham : Shachtman s'inquiétera cependant.

[LES NOUVELLES DE CHINE]¹

(23 février 1939)

Cher Camarade²,

C'est avec la plus grande satisfaction que j'ai lu votre communication à Sol³ sur la participation active de nos camarades au combat contre les voleurs impérialistes japonais. Nous attendrons avec le plus grand intérêt votre rapport plus complet sur la situation générale.

Les succès militaires des Japonais résultent du fait fondamental que la révolution agraire chinoise a été arrêtée par le Guomindang avec le soutien des staliniens. L'intervention du Kremlin en Chine, comme en Espagne, a un caractère social réactionnaire et elle sape ainsi la possibilité d'un succès militaire.

Où en est la situation avec Chen Duxiu⁴ maintenant ? Que fait-il ? Que pense-t-il ?

1. Lettre à C. Frank Glass (8254), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. C. Frank Glass (né en 1901), militant du P.C. et organisateur du mouvement syndical en Afrique du Sud y avait rejoint l'Opposition de gauche au début des années trente. Puis il était parti en Chine où il était devenu journaliste. Il avait réussi à reprendre le lien avec les militants trotskystes chinois et contribué à leur réorganisation.

3. Sol Lankin, qui avait été un dirigeant des J.C. avait été exclu en 1928 et était devenu tapissier. Adhérent de la C.L.A. de la première heure, il était garde du corps et secrétaire auprès de Trotsky.

4. Chen Duxiu (1879-1942), professeur d'Université, inspirateur du grand mouvement d'idées qui avait abouti au mouvement du 4 mai 1919, avait fondé le P.C. chinois dont il avait été le premier secrétaire général. Staline avait tenté d'en faire le bouc émissaire de la défaite en le rendant responsable de la politique qui lui avait été dictée. En 1929, Chen s'était rallié à l'Opposition de gauche et avait joué un rôle décisif dans l'unification, en 1931, des différents groupes chinois. Arrêté en 1932, il avait été condamné par un tribunal du gouvernement du Guomindang à une lourde peine de prison. Il avait été libéré en août 1937 et s'opposait assez vivement à la section chinoise qu'il jugeait « sectaire », cette dernière l'accusant d'« opportunisme ». Trotsky était anxieux de le conserver dans le mouvement et avait conçu le projet de lui faire quitter la Chine (cf. Pierre Broué « Chen Duxiu et la IV^e Internationale 1937-1942 », *Cahiers Léon Trotsky* n° 15).

[LA TRADUCTION]¹ (26 février 1939)

Cher Monsieur Mendel,

En même temps que la présente, je vous fais parvenir par le courrier habituel le manuscrit de l'introduction en langue russe. Comme vous le savez, ce travail représente environ 10 000 mots.

La question de la traduction me préoccupe au plus haut point. Je ne peux, hélas, vous recommander personne comme traducteur. Auparavant, c'est M. Max Eastman qui se chargeait, fort bien d'ailleurs, de la traduction de mes travaux. Je doute qu'il accepte ce travail. Si toutefois vous parveniez à le convaincre, vous seriez en tout cas assuré de disposer de la meilleure traduction possible.

Mon traducteur actuel est M. Malamuth². Je ne peux, hélas, vous dire s'il dispose du temps nécessaire, ni s'il connaît suffisamment bien la terminologie anglaise du *Capital*.

Quoi qu'il en soit, je vous prie de m'adresser en temps utile une copie de la traduction.

1. Lettre à A. O. Mendel (9046), traduite de l'allemand, avec la permission de la Houghton Library.

2. Charles *Malamuth* (1900-1965) était un journaliste d'origine russe qui avait été recommandé à Trotsky par les trotskystes américains avec lesquels il était en bons rapports.

[DEMANDE DE MÉDIATION]¹

(27 février 1939)

Cher camarade Walker²,

Je vous envoie maintenant une introduction au premier volume abrégé du *Capital* de Marx. Le travail a été fait par M. Rühle. Je vous le dis non seulement dans le dessein de répéter mes remerciements pour votre initiative en la matière, mais aussi pour mobiliser votre soutien afin d'apaiser M. Collins si c'était nécessaire³.

Il pourrait être un peu inquiet que l'affaire ait été arrangée sans son intermédiaire. Vous pouvez lui expliquer que la conversation avec Longmans, Green & Co a eu lieu avant la conversation avec M. Collins lui-même — et que ce fut la seule exception. Par exemple, M. Collins se rappellera que mon article sur « L'Armée rouge », écrit pour *Liberty* et dont je suis certain qu'il sera publié a été envoyé d'abord à M. Collins.

Travaillez-vous bien à votre livre⁴? Votre famille est-elle en bonne santé? Natalia et moi envoyons nos salutations chaleureuses à vous tous.

1. Lettre à Charles R. Walker (10784), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Charles Rumford Walker (1893-1974), critique et romancier, avait écrit *American City*, avec de très belles pages sur les grèves de Minneapolis de 1934 qui avaient impressionné Trotsky. Il avait séjourné à Mexico à l'époque de la commission d'enquête et, s'étant lié à Trotsky, lui avait proposé de mettre un peu d'ordre dans ses affaires littéraires. Après lui avoir servi lui-même quelque temps d'agent littéraire, il l'avait mis en contact avec l'agence Curtis Brown.

3. L'affaire du livre de Marx avait été traitée directement avec Longmans, Green & Co, alors que Trotsky était lié à Curtis Brown, une agence littéraire qui était dirigée par Alan Copeland Collins (1902-1968). Trotsky redoutait d'autant plus le mécontentement de Collins qu'il avait lui-même pris un gros retard pour le *Staline* et le *Lénine*, négociés précisément pour Harpers par cette agence.

4. Walker avait conçu le projet — chaudement approuvé par Trotsky — d'un livre sur le P.C. américain.

[LES CITATIONS]¹

(28 février 1939)

Cher M. Mendel.

Il y a dans l'introduction quelques citations de journaux américains. J'inclus donc les coupures du *New York Times* qui contient les données nécessaires. Une des citations, empruntée à une courte lettre de Henry Wallace², est dactylographiée sur une feuille de papier à part, comme aussi deux citations d'*America's Sixty Families* de Lundberg³.

L'introduction cite également le premier volume du *Capital* à plusieurs reprises. Malheureusement je n'ai pas noté les pages et il serait maintenant assez difficile de les retrouver une seconde fois. Votre collaborateur, qui devra « ajuster » le texte anglais au texte allemand, peut trouver toutes les citations s'il a une traduction approximative du traducteur de russe en anglais.

J'espère que toutes les citations seront traitées avec soin.

P.-S. Nous apprécierions beaucoup si vous pouviez vous arranger pour que les coupures de presse nous soient renvoyées quand le traducteur en aura fini avec elles.

1. Lettre à A. O. Mendel (9047), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Henry Agard Wallace (1888-1965), agronome de formation, était alors secrétaire d'Etat à l'agriculture, nommé à ce poste par Roosevelt en 1933.

3. Ferdinand Lundberg (né en 1904) avait publié en 1937 ce livre sur la concentration économique aux Etats-Unis que Trotsky jugeait capital.

LE MARXISME ET NOTRE ÉPOQUE¹

(26 février 1939)

Ce livre d'Otto Rühle constitue un exposé très dense des doctrines économiques fondamentales de Marx. En somme, personne n'a encore pu exposer la théorie de la valeur mieux que Marx lui-même.

Certaines argumentations de Marx, particulièrement dans le premier chapitre, le plus difficile, peuvent paraître au lecteur non initié beaucoup trop discursives, oiseuses ou « métaphysiques ». En réalité, cette impression est la conséquence du fait que l'on n'a pas l'habitude de considérer scientifiquement des phénomènes très familiers. La marchandise est devenue un élément si universellement répandu, si familier de notre existence quotidienne, que nous n'essayons même pas de nous demander pourquoi les hommes se séparent d'objets de première importance, nécessaires à l'entretien de la vie, pour les échanger contre de petits disques d'or ou d'argent qui n'ont pas eux-mêmes d'utilité sur aucun continent. La marchandise n'est pas le seul exemple. Toutes les catégories de l'économie marchande semblent être acceptées sans analyse, comme allant de soi, comme si elles constituaient la base naturelle des rapports entre les hommes. Cependant, tandis que les réalités du processus économique sont le travail humain, les matières premières, les outils, les machines, la division du travail, la nécessité de distribuer les produits manufacturés entre tous ceux qui participent au processus de production etc., des catégories telles que la marchandise, la monnaie, les salaires, le capital, le profit, l'impôt, etc. ne sont que les reflets à moitié mystiques, dans la tête de l'homme, des différents aspects d'un processus

1. Ce texte constitue l'introduction (T 4521), traduite du russe, du volume de Marx sur *Le Capital*, condensé par Otto Rühle, dont il a été beaucoup question dans les pages précédentes.

économique qu'ils ne comprennent pas et qui échappe à leur contrôle. Pour les déchiffrer, une analyse scientifique est indispensable.

Aux Etats-Unis, où un homme qui possède un million est considéré comme valant un million, les concepts de l'économie du marché sont tombés plus bas que n'importe où. Tout récemment, les Américains n'accordaient que très peu d'attention à la nature des rapports économiques. Dans le pays du système économique le plus puissant, la science économique restait extrêmement pauvre. Il a fallu la profonde crise actuelle de l'économie américaine pour mettre brutalement l'opinion publique en face des problèmes fondamentaux de la société capitaliste. Quoiqu'il en soit, celui qui ne s'est pas déshabitué à accepter passivement, sans esprit critique, les reflets idéologiques du développement économique, celui qui n'a pas pénétré, à la suite de Marx, la nature essentielle de la marchandise en tant que cellule fondamentale de l'organisme capitaliste, se trouvera toujours incapable de comprendre scientifiquement les plus importants phénomènes de notre époque.

La méthode de Marx

Ayant défini la science en tant que connaissance des phénomènes objectifs de la nature, l'homme s'est efforcé opiniâtrement et obstinément de se soustraire lui-même à la science, se réservant des privilèges spéciaux sous forme de prétendus rapports avec des forces supra-sensibles (religion) ou avec des préceptes moraux éternels (idéalisme). Marx a définitivement privé l'homme de ces odieux privilèges, en le considérant comme un anneau naturel dans le processus de l'évolution de la nature matérielle, en considérant la société humaine comme l'organisation de la production et de la distribution, en considérant le capitalisme comme un stade du développement de la société humaine.

Il n'était pas dans l'intention de Marx de découvrir les « lois éternelles » de l'économie. Il nia l'existence de telles lois. L'histoire du développement de la société humaine est l'histoire de la succession de différents systèmes économiques, qui ont chacun leurs lois propres. Le passage d'un système à un autre a toujours été déterminé par la croissance des forces productives, c'est-à-dire de la technique et de l'organisation du travail. Jusqu'à un certain degré, les changements sociaux ont un

caractère quantitatif et n'altèrent pas les fondements de la société, c'est-à-dire les formes dominantes de la propriété. Mais il arrive un moment où les forces productives accrues ne peuvent plus rester enfermées dans les vieilles formes de propriété ; alors survient dans l'ordre social un changement, accompagné de secousses. A la commune primitive succéda ou s'ajouta l'esclavage ; l'esclavage fut remplacé par le servage avec sa superstructure féodale ; au *xvi^e* siècle, le développement commercial des villes en Europe entraîna l'avènement du régime capitaliste, qui passa ensuite par plusieurs stades. Dans son *Capital*, Marx n'étudie pas l'économie en général, mais l'économie *capitaliste*, avec ses lois spécifiques. Des autres systèmes économiques, il ne parle qu'incidemment et seulement pour en dégager les caractères du capitalisme.

L'économie de la famille paysanne primitive, qui se suffisait à elle-même, n'a pas besoin d'une économie politique, car elle est dominée d'un côté par les forces de la nature, de l'autre par les forces de la tradition. L'économie naturelle des Grecs et des Romains — complète en elle-même — reposant sur le travail des esclaves, dépendait de la volonté du propriétaire d'esclaves, dont le « plan » était directement déterminé par les lois de la nature et de la routine. On pourrait dire la même chose aussi du régime médiéval avec ses paysans serfs. Dans tous ces exemples, les rapports économiques étaient clairs et transparents, à l'état brut pour ainsi dire. Mais le cas de la société contemporaine est tout à fait différent. Elle a détruit les vieux rapports de l'économie fermée et les modes de travail du passé. Les nouveaux rapports économiques ont lié les villes et les villages, les provinces et les nations. La division du travail a embrassé toute la planète. Après avoir brisé la tradition et la routine, ces liens ne se sont pas formés selon un plan déterminé, mais plutôt indépendamment de la conscience et de la prévoyance de l'homme. L'interdépendance des hommes, des groupements, des classes, des nations, qui résulte de la division du travail, n'est dirigée par personne. Les hommes travaillent les uns pour les autres sans se connaître, sans s'enquérir des besoins les uns des autres, avec l'espoir et même la certitude que leurs rapports se régleront d'eux-mêmes, d'une manière ou d'une autre. Et, en somme, c'est ce qui se produit, ou plutôt c'est ce qui se produisait habituellement autrefois.

Il est absolument impossible de chercher les causes des phénomènes de la société capitaliste dans la conscience subjective, dans les intentions ou les plans de ses membres. Les

phénomènes objectifs du capitalisme ont été reconnus avant que la science ne se soit appliquée à les étudier sérieusement. Jusqu'à ce jour, la grande majorité des hommes ne connaissent rien des lois qui régissent la société capitaliste. La grande force de la méthode de Marx fut d'aborder les phénomènes économiques, non du point de vue subjectif de certaines personnes, mais du point de vue objectif du développement de la société prise en bloc, exactement comme un naturaliste aborde une ruche ou une fourmilière.

Pour la science économique, ce qui a une importance décisive, c'est ce que les gens font et la manière dont ils le font, et non ce qu'ils pensent eux-mêmes de leurs actions. La base de la société, ce n'est pas la religion et la morale, mais les ressources naturelles et le travail. La méthode de Marx est matérialiste, parce qu'elle va de l'existence à la conscience, et non inversement. La méthode de Marx est dialectique, parce qu'elle considère la nature et la société dans leur évolution, et l'évolution elle-même comme la lutte constante de forces antagonistes.

Le marxisme et la science officielle

Marx a eu ses précurseurs. L'économie politique classique — Adam Smith, David Ricardo² — atteignit son apogée avant que le capitalisme ne fût parvenu à sa maturité, avant qu'il ne commençât à craindre le lendemain. Marx a payé à ces deux grands classiques son tribut de profonde gratitude. Néanmoins l'erreur fondamentale de l'économie classique était de considérer le capitalisme comme la forme d'existence de l'humanité à toutes les époques, alors qu'il n'est qu'une étape historique dans le développement de la société. Marx commença par critiquer cette économie politique, il expliqua ses erreurs en même temps

2. Adam Smith (1723-1790), professeur de logique et de morale, auteur célèbre de la *Théorie des Sentiments moraux* (1759), se mit à étudier les phénomènes économiques en 1767, élaborant une théorie de la division du travail, de la monnaie, des prix, des salaires, etc. Son ouvrage fondamental, *Enquête sur la Nature et les Causes de la Richesse des Nations* (1776) a constitué le premier fondement de l'économie politique mais aussi du libéralisme. David Ricardo (1772-1823), agent de change londonien d'origine hollandaise, se lança dans l'étude de la science économique après avoir lu l'ouvrage d'Adam Smith. Il présenta ses théories sur la rente, le profit, les salaires et son interprétation quantitative de la monnaie dans *Principes de l'Economie politique et de la Taxation* (1817).

que les contradictions du capitalisme lui-même et il démontra l'inéluctabilité de l'effondrement de ce régime. La science ne peut trouver son accomplissement dans le cabinet hermétiquement clos du savant, mais dans la société des hommes « en chair et en os ». Tous les intérêts, toutes les passions qui déchirent la société, exercent leur influence sur le développement de la science, surtout de l'économie politique qui est la science de la richesse et de la pauvreté. La lutte des ouvriers contre la bourgeoisie a obligé les théoriciens bourgeois à tourner le dos à l'analyse scientifique du système d'exploitation et à se borner à la simple description des faits économiques, à l'étude du passé économique et, ce qui est infiniment pire, à une véritable falsification de la réalité dans le but de justifier le régime capitaliste. La doctrine économique qui est enseignée aujourd'hui dans les institutions d'enseignement officielles et prêchée dans la presse bourgeoise nous offre une importante documentation sur le travail, mais elle est complètement incapable de saisir le processus économique dans son ensemble et de découvrir ses lois et ses perspectives, ce qu'elle n'a d'ailleurs pas envie de faire. L'économie politique officielle est morte.

La loi de la valeur-travail

Dans la société contemporaine, le lien cardinal entre les hommes est l'échange. Tout produit du travail, qui entre dans le processus de l'échange, devient une marchandise. Marx a commencé ses recherches par la marchandise et a déduit de cette cellule fondamentale de la société capitaliste les rapports sociaux qui se sont formés objectivement comme la base de l'échange, indépendamment de la volonté de l'homme. C'est là la seule méthode qui permette de résoudre cette énigme fondamentale : comment, dans la société capitaliste, où chacun pense pour soi-même et où personne ne pense pour tous, se sont créés les rapports entre les différentes branches de l'économie indispensables à la vie ?

Le travailleur vend sa force de travail, le fermier porte son produit au marché, le prêteur d'argent ou le banquier accorde des prêts, le commerçant offre son assortiment de marchandises, l'industriel bâtit une usine, le spéculateur achète et vend des stocks et des actions, chacun d'entre eux ayant ses propres considérations, son propre plan, ses propres intérêts concernant les salaires ou le profit. Néanmoins, de tout ce chaos d'efforts et

d'actions individuelles, résulte un ensemble économique qui, tout en n'étant pas harmonieux, permet cependant à la société, non seulement d'exister, mais encore de se développer. Cela signifie qu'au fond ce chaos n'est d'aucune façon un chaos, que, dans une certaine mesure, il est réglé automatiquement et inconsciemment. Comprendre le mécanisme qui donne aux différents aspects de l'économie un équilibre relatif, c'est découvrir les lois objectives du capitalisme.

Manifestement, les lois qui gouvernent les différentes sphères de l'économie capitaliste, les salaires, les prix, la rente foncière, le profit, l'intérêt, le crédit, la Bourse, sont nombreuses et complexes. Mais, en dernier lieu, elles se ramènent à une loi unique découverte par Marx et qu'il a explorée à fond : c'est la loi de la valeur-travail qui est certainement le régulateur fondamental de l'économie capitaliste. L'essence de cette loi est simple. La société dispose d'une certaine réserve de force de travail vivante. Appliquée à la nature, cette force produit les objets nécessaires à la satisfaction des besoins de l'humanité. Par suite de la division du travail entre les producteurs indépendants, ces objets prennent la forme de marchandises. Les marchandises s'échangent à un taux donné, d'abord directement, plus tard au moyen d'un intermédiaire : l'or ou la monnaie. La propriété essentielle des marchandises, propriété qui les rend, suivant un certain rapport, égales entre elles, est le travail humain dépensé pour les produire, — le travail abstrait, le travail en général, — la base et la mesure de la valeur. La division du travail entre des millions de producteurs n'entraîne pas la désagrégation de la société parce que les marchandises sont échangées d'après le temps de travail socialement nécessaire exigé par leur production. En acceptant ou en rejetant les marchandises, le marché, l'arène de l'échange, décide si elles contiennent ou ne contiennent pas le travail socialement nécessaire et, par là, détermine les quantités des différentes espèces de marchandises nécessaires à la société et, par conséquent aussi, la distribution de la force de travail entre les différentes branches de la production.

Les processus réels du marché sont infiniment plus complexes que nous ne l'avons exposé en quelques lignes. Ainsi, les prix, en oscillant autour de la valeur du travail, sont tantôt en dessous, tantôt au-dessus de leur valeur. Les causes de ces variations sont expliquées en long et en large dans le troisième volume du *Capital* où Marx décrit « le procès de la production capitaliste considérée dans son ensemble ». Néanmoins, quel-

que considérables que puissent être les écarts entre le prix et la valeur des marchandises dans des cas particuliers, la somme de tous les prix est égale à la somme de toutes les valeurs qui ont été créées par le travail humain et figurent sur le marché, et les prix ne peuvent pas franchir cette limite, même si l'on tient compte du « monopole des prix » ou « trust » ; là où le travail n'a pas créé de nouvelle valeur, Rockefeller³ lui-même ne peut rien tirer.

L'inégalité et l'exploitation

Mais si les marchandises sont échangées d'après la quantité de travail qu'elles contiennent, comment l'inégalité peut-elle résulter de l'égalité ? Marx a résolu cette énigme en exposant la nature particulière d'une des marchandises qui est à la base de toutes les autres marchandises : la force de travail. Le propriétaire des moyens de production, le capitaliste, achète la force de travail. Comme toutes les autres marchandises, celle-ci est évaluée d'après la quantité de travail qu'elle renferme, c'est-à-dire d'après les moyens de subsistance qui sont nécessaires à l'entretien et à la reproduction de la force de travail. Mais la consommation de cette marchandise — la force de travail — c'est le travail, c'est-à-dire la création de nouvelles valeurs. La quantité de ces valeurs est plus grande que celle des valeurs que le travailleur reçoit et dont il a besoin pour son entretien. Le capitaliste achète la force de travail pour l'exploiter. C'est cette exploitation qui est la source de l'inégalité. Cette partie du produit du travail qui sert à assurer la subsistance du travailleur, Marx l'appelle le produit nécessaire ; la partie que le travail produit en plus, c'est la plus-value. La plus-value a été produite par l'esclave, sinon le propriétaire d'esclaves n'aurait pas entretenu d'esclaves. La plus-value a été produite par le serf, sinon le servage n'aurait été d'aucune utilité pour la noblesse terrienne. La plus-value est produite de même — mais dans une proportion infiniment plus grande — par le travailleur salarié, sinon le capitaliste n'aurait aucun intérêt d'acheter la force de travail. La lutte de classes n'est rien d'autre que la lutte pour la

3. Il s'agit ici d'un symbole et Rockefeller est synonyme de la puissance financière. Le fondateur de la dynastie, John D. Rockefeller (1839-1937) avait fait sa fortune dans le pétrole, organisant la Standard Oil en 1870. Sa fortune était passée aux mains des siens qui avaient d'ailleurs toujours collaboré avec lui.

plus-value. Celui qui possède la plus-value est le maître de l'Etat, il a la clé de l'Eglise, des tribunaux, des sciences et des arts.

La concurrence et le monopole

Les rapports entre les capitalistes qui exploitent les travailleurs sont déterminés par la concurrence, qui agit comme le ressort principal du progrès capitaliste. Les grandes entreprises ont, par rapport aux petites, les plus grands avantages techniques, financiers, organisationnels, économiques et, « last but not least⁴ », politiques. Une plus grande quantité de capitaux, permettant d'exploiter un plus grand nombre de travailleurs, donne inévitablement à celui qui les possède la victoire dans une compétition. Telle est la base de la concentration et de la centralisation du capital.

Tout en stimulant le progrès et le développement de la technique, la concurrence détruit non seulement les couches de producteurs intermédiaires, mais elle se détruit elle-même. Sur les cadavres ou semi-cadavres des petits et moyens capitalistes émerge un nombre toujours plus petit de seigneurs capitalistes toujours plus puissants. Ainsi de la concurrence *honnête*, *démocratique* et *progressiste*, surgit irrévocablement le monopole *malfaisant*, *parasitaire* et *réactionnaire*. Sa domination commença à s'affirmer à partir de 1880 et prit sa forme définitive au tournant du siècle. Maintenant la victoire du monopole est ouvertement reconnue par les représentants officiels de la société bourgeoise⁵.

Et pourtant, lorsque Marx, cherchant à prévoir par l'analyse l'avenir du système capitaliste, démontra pour la première fois que le monopole est une conséquence des tendances inhérentes au capitalisme, le monde bourgeois continua à regarder la concurrence comme une loi éternelle de la nature.

L'élimination de la concurrence par le monopole marque le commencement de la désagrégation de la société capitaliste. La concurrence était le ressort créateur principal du capitalisme et la justification historique du capitaliste. Par là même, l'élimina-

4. En anglais dans le texte : « le dernier, mais pas le moindre ».

5. L'influence modératrice de la concurrence — déplore le ministre de la justice des Etats-Unis, M. Homer S. Cummings (cf. n. 16) — est à peu près évincée et, dans l'ensemble, elle ne subsiste que comme « un souvenir très vague des conditions d'autrefois ». (Note de Trotsky.)

tion de la concurrence signifie la transformation des actionnaires en parasites sociaux. La concurrence avait besoin de certaines libertés, d'une atmosphère libérale, d'un régime démocratique, d'un cosmopolitisme commercial. Le monopole réclame un gouvernement aussi autoritaire que possible, des murailles douanières, ses « propres » sources de matières premières et ses propres marchés (colonies). Le dernier mot dans la désagrégation du capitalisme de monopole, c'est le *fascisme*.

La concentration de la richesse et la croissance des contradictions de classe

Les capitalistes et leurs avocats s'efforcent par tous les moyens de cacher, aux yeux du peuple comme aux yeux du fisc, le degré réel de la concentration de la richesse. La presse bourgeoise, au mépris de l'évidence, s'efforce toujours de maintenir l'illusion d'une distribution « démocratique » des capitaux investis. Le *New York Times*, voulant réfuter les marxistes, signale qu'il y a de trois à cinq millions d'employeurs individuels. Il est certain que les sociétés anonymes représentent une plus grande concentration de capital que les trois à cinq millions de patrons individuels, quoique les Etats-Unis comptent « un demi-million de sociétés ».

Ces jongleries avec des sommes globales et des moyennes ont pour but non d'éclairer, mais de cacher la réalité. Du commencement de la guerre jusqu'en 1923, le nombre des usines et des fabriques des Etats-Unis est tombé de l'indice 100 à 98,7 tandis que la masse de la production industrielle montait de l'indice 100 à 156,3. Pendant les années de grande prospérité (1923-1929), alors qu'il semblait que tout le monde était en train de devenir riche, l'indice du nombre des établissements est tombé de 100 à 93,8 tandis que la production montait de 100 à 113. Cependant, la concentration des établissements industriels, limitée par leur corps matériel encombrant, est loin derrière la concentration de leurs âmes, c'est-à-dire de leur avoir. En 1929, les Etats-Unis comptaient réellement plus de 300 000 sociétés, comme le *New York Times* le signale correctement. Il faut seulement ajouter que 200 de ces sociétés, c'est-à-dire 0,07 du nombre total, contrôlaient directement 49,2 % des fonds de toutes les sociétés. Quatre ans plus tard, cette proportion était déjà montée à 56 % et, pendant les années de l'administration de Roosevelt, elle a certainement monté encore. Et parmi ces

200 sociétés anonymes dirigeantes, la domination réelle appartient à une petite minorité⁶.

Les mêmes processus peuvent être observés dans le système des banques et des assurances. Cinq des plus grandes sociétés d'assurances des Etats-Unis ont absorbé non seulement les autres compagnies d'assurances, mais aussi plusieurs banques. Le nombre total des banques se réduit par absorption, principalement sous la forme de ce que l'on appelle les « mergers »⁷ (fusions). Ce processus s'accélère rapidement. Au-dessus des banques s'élève l'oligarchie des super-banques. Le capital bancaire fusionne avec le capital industriel sous la forme de super-capital financier. En supposant que la concentration de l'industrie et des banques doive continuer au même rythme que pendant le dernier quart de siècle — en fait ce rythme est en croissance — au cours du prochain quart de siècle, les hommes des trusts auront accaparé toute l'économie du pays.

Nous nous reportons ici aux statistiques des Etats-Unis pour la seule raison qu'elles sont plus exactes et plus saisissantes. Dans son essence, le processus de concentration revêt un caractère international. A travers les différents stades du capitalisme, à travers toutes les phases des cycles conjoncturels, à travers tous les régimes politiques, à travers les périodes pacifiques comme à travers les périodes de conflits armés, le processus de la concentration de toutes les grandes fortunes dans un nombre de mains toujours plus réduit s'est poursuivi et se poursuivra jusqu'à la fin. Pendant les années de la grande guerre, alors que les nations étaient saignées à mort, alors que les systèmes fiscaux roulaient à l'abîme, entraînant avec eux les classes moyennes, les hommes des trusts ramassaient des bénéfices sans précédent dans le sang et la boue. Les puissantes compagnies des Etats-Unis, pendant les années de guerre, ont doublé, triplé, quadruplé, décuplé leur capital et gonflé leurs dividendes jusqu'à 300, 400, 900 % et même davantage. En 1840, huit ans avant la publication par Marx et Engels du *Manifeste du Parti Communiste*, l'écrivain français bien connu

6. Un comité du Sénat des Etats-Unis a constaté, en février 1937, que, pendant les vingt années écoulées, les décisions des plus grandes sociétés équivalaient à des ordres pour la plus grande partie de l'industrie américaine. Le nombre des présidents des conseils d'administration de ces compagnies est à peu près le même que le nombre des membres du cabinet du Président des Etats-Unis, le pouvoir exécutif du gouvernement républicain. Mais les membres qui président ces conseils sont infiniment plus puissants que les membres du cabinet. (Note de Trotsky.)

7. En anglais dans le texte.

Alexis de Tocqueville⁸ écrivait dans un livre intitulé *La Démocratie en Amérique* : « La grande fortune tend à disparaître, les petites fortunes tendent à se multiplier. » Cette pensée a été répétée d'innombrables fois, d'abord à propos des Etats-Unis, ensuite à propos des autres jeunes démocraties, comme l'Australie et la Nouvelle-Zélande. L'idée de Tocqueville était certes déjà fautive de son temps. Cependant la véritable concentration de la richesse ne commença qu'après la guerre civile américaine⁹, à la veille de laquelle Tocqueville mourut. Au commencement du siècle présent, 2 % de la population des Etats-Unis possédaient déjà plus de la moitié de la fortune totale du pays ; en 1929, ces 2 % possédaient 3/5 de la fortune nationale. A la même époque, 36 000 familles riches possédaient un revenu aussi grand que 11 millions de familles moyennes ou pauvres. Pendant la crise de 1929-1933, les trusts n'avaient pas besoin de faire appel à la charité publique ; au contraire, ils s'élevaient toujours plus haut au-dessus du dépérissement général de l'économie nationale. Pendant le précaire renouveau industriel qui suivit, produit par la levure du New Deal, les hommes des trusts prélevèrent de nouveaux bénéfices. Le nombre des chômeurs tomba, dans le meilleur des cas, de 20 à 10 millions ; pendant le même laps de temps, le gratin de la société capitaliste, 6 000 personnes au maximum, recueillait des bénéfices fantastiques. C'est ce que le Procureur général Robert H. Jackson révéla¹⁰, chiffres à l'appui.

Mais le concept abstrait de « capital monopoliste » se revêt pour nous de chair et de sang. Ce qu'il signifie, c'est qu'une poignée de familles¹¹, groupées par les liens de la parenté et de

8. Alexis de Tocqueville (1805-1859) avait été envoyé aux Etats-Unis en 1831 pour y étudier le système pénitentiaire. Son ouvrage sur *La Démocratie en Amérique* parut en deux volumes, 1835 et 1840. Il fut député à la Constituante en 1848, à la Législative en 1849 et ministre des affaires étrangères. Il ne publia que le premier volume de son *L'Ancien Régime et la Révolution* (1856).

9. Ce qu'on appelle en France la Guerre de Sécession (1861-1865).

10. Robert Houghwout Jackson (1892-1954), un juriste, avait été nommé « Solicitor General » récemment.

11. L'écrivain américain Ferdinand Lundberg, qui est plutôt en dépit de toute son honnêteté scientifique, un économiste conservateur, a écrit dans un livre qui a suscité un grand émoi : « Les Etats-Unis sont aujourd'hui accaparés et dominés par une hiérarchie de soixante des plus riches familles, appuyées par tout au plus quatre-vingt-dix familles de richesse moindre. A ces deux groupes il faudrait ajouter un troisième échelon d'environ trois cents autres familles dont le revenu dépasse 100 millions de dollars par an. La position dominante appartient au premier groupe de soixante familles qui domine non seulement le marché, mais aussi les leviers du gouvernement. » Elles constituent le vrai gouvernement, « le gouvernement de l'argent dans une démocratie du dollar ». (Note de Trotsky.)

l'intérêt commun en une oligarchie capitaliste fermée, dispose du destin économique et politique d'une grande nation. Il faut reconnaître que la loi marxiste de la concentration s'est toujours révélée conforme aux faits.

L'enseignement de Marx est-il périmé ?

Les questions de la concurrence, de la concentration de la richesse et du monopole conduisent naturellement à la question de savoir si, à notre époque, la théorie économique de Marx n'a plus qu'un intérêt historique — comme par exemple la théorie d'Adam Smith — ou si elle est toujours d'actualité. Le critère qui permet de répondre à cette question est simple ; si la théorie permet d'apprécier correctement le cours du développement social et de prévoir l'avenir mieux que les autres théories, alors elle reste la théorie la plus avancée de notre temps, même si elle date de plusieurs vingtaines d'années.

L'économiste allemand bien connu Werner Sombart¹², qui était virtuellement un marxiste au début de sa carrière, mais qui plus tard révisa tous les aspects les plus révolutionnaires de l'enseignement de Marx, opposa au *Capital* de Marx son propre *Capitalisme* qui est probablement l'exposé apologétique le plus connu de l'économie bourgeoise de ces derniers temps. Sombart écrivait : « Karl Marx a prédit : *primo*, la misère croissante des travailleurs salariés ; *secundo*, la « concentration » générale, avec la disparition de la classe des artisans et des paysans ; *tertio*, l'effondrement catastrophique du capitalisme. Rien de tout cela n'est arrivé. »

A ce pronostic erroné, Sombart oppose son propre diagnostic, « strictement scientifique ». Le capitalisme continuera, selon lui, à se transformer intérieurement dans la direction où il a déjà commencé à se transformer à l'époque de son apogée ; en vieillissant, il deviendra de plus en plus calme, tranquille, raisonnable. Essayons de voir, ne fût-ce que dans les grandes lignes, lequel des deux a raison : ou Marx avec sa prédiction de la catastrophe, ou Sombart qui, au nom de toute l'économie bourgeoise, a promis que les choses s'arrangeraient « calme-

12. Werner Sombart (1863-1941) fut l'avocat de réformes sociales dans l'intérêt des classes laborieuses mais le cadre d'un régime libéral. Son grand ouvrage est *Le Capitalisme Moderne* en trois volumes, I et II en 1902 et III en 1928.

ment, tranquillement, raisonnablement ». Le lecteur reconnaîtra que cette question mérite d'être examinée.

a) La théorie de la paupérisation

« L'accumulation de la richesse à un pôle, écrivait Marx soixante ans avant Sombart, signifie par conséquent l'accumulation de la misère, de la souffrance, de l'esclavage, de l'ignorance, de la brutalité, de la dégradation mentale au pôle opposé, c'est-à-dire du côté de la classe dont le produit prend la forme de capital. » Cette thèse de Marx, connue sous le nom de « théorie de la paupérisation », a été l'objet d'attaques constantes de la part des réformistes démocrates et social-démocrates, particulièrement pendant la période 1896-1914, lorsque le capitalisme se développait rapidement et accordait certaines concessions aux travailleurs, surtout à leur couche supérieure. Après la guerre mondiale, quand la bourgeoisie, effrayée de ses propres crimes et épouvantée par la Révolution d'Octobre, s'engagea dans la voie des réformes sociales préconisées, réformes dont l'effet fut immédiatement annihilé par l'inflation et le chômage, la théorie de la transformation progressive de la société capitaliste parut aux réformistes et aux professeurs bourgeois pleinement garantie. « La puissance d'achat du travail salarié, nous assurait Sombart en 1928, a augmenté en raison directe de l'expansion de la production capitaliste. »

En fait, la contradiction économique entre le prolétariat et la bourgeoisie s'aggrava pendant les périodes les plus prospères du développement capitaliste, lorsque l'élévation du niveau de vie de certaines couches de travailleurs, assez larges par moments, masquait la diminution de la part du prolétariat dans le revenu national. Ainsi, juste avant de tomber dans le marasme, la production industrielle des Etats-Unis augmenta de 50 % entre 1920 et 1930, alors que la somme payée en salaires ne s'élevait que de 30 %, ce qui signifie une formidable diminution de la part des travailleurs dans le revenu national. En 1930 commença un accroissement du chômage qui était de mauvais augure et, en 1933, une aide plus ou moins systématique aux chômeurs, qui reçurent, sous forme de secours, à peine plus de la moitié de ce qu'ils avaient perdu en salaires.

L'illusion du « progrès » ininterrompu de toutes les classes s'était évanouie sans laisser de traces. Le déclin relatif du niveau de vie des masses a fait place à un déclin absolu. Les travailleurs

commencent par économiser sur leurs maigres plaisirs, ensuite sur leurs vêtements et finalement sur leur nourriture. Les articles et les produits de qualité moyenne sont remplacés par de la camelote et la camelote par des rebus. Les syndicats commencent à ressembler à l'homme qui s'accroche désespérément à la rampe, tandis qu'il dégingole un escalier à pente rapide.

Avec 6 % de la population mondiale, les Etats-Unis détiennent 40 % de la richesse mondiale. Néanmoins, un tiers de la nation, comme Roosevelt lui-même le reconnaît, est sous-alimenté, mal vêtu et vit dans des conditions indignes de l'homme. Que dire alors des pays beaucoup moins privilégiés ? L'histoire du monde capitaliste depuis la dernière guerre a irrémédiablement confirmé la théorie dite « de la paupérisation ».

Le régime fasciste, qui ne fait que reculer jusqu'à l'extrême les limites du déclin et de la réaction inhérente à tout capitalisme impérialiste, devint indispensable lorsque la dégénérescence du capitalisme anéantit les possibilités de maintenir les illusions sur l'élévation du niveau de vie du prolétariat. La dictature fasciste signifie la reconnaissance ouverte de la tendance à l'appauvrissement que les plus riches démocraties impérialistes s'efforcent encore de cacher. Si Mussolini et Hitler persécutent le marxisme avec une telle haine, c'est précisément parce que leur propre régime est la plus effrayante confirmation de la prédiction marxiste. Le monde civilisé s'indigna ou feignit de s'indigner lorsque Göring¹³, sur le ton de bourreau et de bouffon qui le caractérise, déclara que les canons étaient plus nécessaires que le beurre, ou lorsque Cagliostro-Casanova-Mussolini¹⁴ avertit les travailleurs d'Italie qu'ils devaient apprendre à serrer la ceinture sur leur chemise noire¹⁵. Mais au fond la même chose

13. Hermann Göring (1893-1946), pilote de chasse et « as » de l'aviation allemande pendant la guerre, fut l'un des premiers lieutenants de Hitler dans le parti nazi. Il était maréchal et le véritable dictateur de l'économie du Reich : on connaît sa célèbre formule selon laquelle l'Allemagne avait plus besoin de canons que de beurre.

14. Giuseppe Balsamo dit Alessandro di Cagliostro (1743-1795) est un des plus célèbres imposteurs de l'histoire, médecin, alchimiste, romancier, etc. compromis dans « l'affaire du collier de la Reine » : Giovanni Giacomo Casanova de Seingalt (1725-1798), aventurier italien, abbé, alchimiste, violoniste, joueur et séducteur, exerça ses talents dans toutes les cours d'Europe. Les raisons pour lesquelles Trotsky accole ces deux noms à celui du *Duce* italien, Benito Mussolini (1883-1945), cet ancien socialiste devenu chef fasciste, n'ont évidemment pas besoin d'être explicitées.

15. La « chemise noire » était partie intégrante de l'uniforme des groupes d'assaut fascistes italiens.

ne se passe-t-elle pas dans les démocraties impérialistes ? Partout le beurre sert à graisser les canons. Les travailleurs de France, d'Angleterre, des Etats-Unis apprennent à serrer leur ceinture sans chemise noire.

b) L'armée de réserve

et la nouvelle sous-classe des chômeurs

L'armée de réserve industrielle forme une partie indispensable de la mécanique sociale du capitalisme, exactement comme des machines de secours et des matières premières dans une usine, ou comme un stock de produits manufacturés dans les magasins. Ni l'expansion générale de la production, ni l'adaptation aux flux et reflux périodiques du cycle industriel ne seraient possible sans une réserve de force de travail. De la tendance générale du développement du capitalisme — accroissement du capital constant (machines et matières premières) au détriment du capital variable (force de travail) — Marx tire la conclusion suivante : « Plus grande est la richesse sociale, plus grande est la masse de la sur-population stable[...] et plus grande est l'armée de réserve industrielle[...] et plus grand est le paupérisme officiel. *Telle est la loi générale absolue de l'accumulation capitaliste.* » Cette thèse, indissolublement liée à la « théorie de la paupérisation » et dénoncée pendant des dizaines d'années comme « exagérée, tendancieuse et démagogique », est devenue maintenant l'image théorique irréprochable de la réalité. La présente armée des chômeurs ne peut plus être regardée comme une « armée de réserve », parce que sa masse fondamentale ne peut plus espérer trouver du travail ; au contraire, elle est destinée à se gonfler d'un flot constant de nouveaux chômeurs. La désagrégation du capitalisme a engendré toute une génération de jeunes gens qui n'ont jamais eu de métier et qui n'ont pas d'espoir d'en trouver un. Cette nouvelle sous-classe entre le prolétariat et le semi-prolétariat est forcée de vivre aux dépens de la société. On a calculé que pendant neuf ans (1930-1938) le chômage a coûté à l'économie plus de 43 millions d'années de travail humain. Si l'on considère qu'en 1929, au sommet de la prospérité, il y avait 2 millions de chômeurs aux Etats-Unis et que, pendant ces neuf dernières années, le nombre virtuel des travailleurs s'est accru de 5 millions, le nombre total d'années de travail perdues a dû se multiplier. Un régime social qui est ravagé par un tel fléau est mortellement malade. Le diagnostic

exact de cette maladie a été donné il y a presque quatre-vingts ans, alors que la maladie elle-même n'était encore qu'un simple germe.

c) Le déclin des classes moyennes

Les chiffres qui montrent la concentration du capital indiquent en même temps le poids spécifique de la classe moyenne dans la production et sa participation au revenu national n'ont cessé de diminuer, en même temps que les petites entreprises étaient ou bien absorbées complètement, ou bien rabaissées et privées de leur indépendance, devenant un pur symbole de souffrance insupportable et de détresse sans espoir. Au même moment il est vrai, le développement du capitalisme a stimulé considérablement l'accroissement de l'armée des techniciens, gérants, employés, médecins, en un mot de ce que l'on appelle « la nouvelle classe moyenne ». Mais cette couche, dont la croissance n'était déjà pas un mystère pour Marx lui-même, ressemble peu à la vieille classe moyenne qui trouvait dans la propriété de ses propres moyens de production une garantie tangible d'indépendance économique. La nouvelle « classe moyenne » dépend plus directement des capitalistes que les ouvriers. En effet, ceux-ci sont dans une large mesure sous la domination de cette classe ; en outre, parmi cette nouvelle classe moyenne, on a remarqué une surproduction considérable avec pour conséquence : la dégradation sociale.

« Des statistiques d'information dignes de foi », déclare un homme aussi éloigné du marxisme que le ministre de la Justice des Etats-Unis, Homer S. Cummings¹⁶, que nous avons déjà cité, « montrent que de très nombreuses entreprises industrielles ont complètement disparu et qu'il s'est produit une élimination progressive du petit entrepreneur en tant que facteur de la vie américaine ». Mais, objecte Sombart, « la concentration générale, malgré la disparition de la classe des artisans et des paysans », ne s'est pas encore produite. Comme tout théoricien, Marx commença par isoler les tendances fondamentales sous leur forme la plus pure ; autrement, il eût été entièrement impossible de comprendre la destinée de la société capitaliste. Marx était cependant capable de considérer les phénomènes de

16. Homer S. *Cummings* (1870-1956) avait fait des études de droit à Yale, exercé à Stamford (Conn), puis New York. Il était démocrate et avait été nommé *attorney general* (ministre de la justice) en 1933.

la vie à la lumière de l'analyse concrète, comme un produit de l'enchaînement de divers facteurs historiques. Les lois de Newton¹⁷ ne sont pas infirmées par le fait que la vitesse de la chute des corps varie lorsque les conditions diffèrent ou que les orbites des planètes sont sujettes à des variations.

Pour comprendre ce que l'on appelle la « ténacité » des classes moyennes, il est bon de ne pas perdre de vue que les deux tendances — la ruine des classes moyennes et la prolétarianisation de ces classes ruinées — ne se développent ni à une allure égale ni dans les mêmes limites. Il résulte de la prépondérance croissante de la machine sur la force de travail que plus la ruine des classes moyennes est avancée, plus elle devance le processus de leur prolétarianisation ; en effet, à un certain moment, celle-ci peut cesser complètement et même reculer.

De même que l'action des lois physiologiques produit des résultats différents dans un organisme en pleine croissance ou dans un organisme en voie de dépérissement, de même les lois économiques de l'économie marxiste s'affirment différemment dans un capitalisme qui se développe ou dans un capitalisme qui se désagrège. Cette différence apparaît avec une clarté particulière dans les relations réciproques de la ville et de la campagne. La population rurale des Etats-Unis, qui s'accroît à un rythme relativement plus lent que la population totale, a continué à augmenter en chiffres absolus jusqu'en 1910, l'année où elle dépassa les 32 millions. Pendant les vingt années suivantes, malgré la rapide croissance de la population totale du pays, elle tomba à 30,4 millions, c'est-à-dire qu'elle diminua de 1,6 million. Mais en 1935, elle monta de nouveau à 32,8 millions, augmentant de 2,4 millions par rapport à 1930. Ce renversement de la tendance, si elle surprend à première vue, ne réfute pas le moins du monde ni la tendance de la population urbaine à augmenter aux dépens de la population rurale ni la tendance des classes moyennes à s'atomiser, mais en même temps elle démontre très pertinemment la désagrégation du système capitaliste dans son ensemble. L'accroissement de la population rurale pendant la période de crise aiguë de 1930-1935 s'explique simplement par le fait qu'environ 2 millions de citoyens ou, plus exactement, 2 millions de chômeurs affamés se réfugièrent à la campagne, sur des lopins de terre abandonnés des fermiers ou dans les fermes de leurs parents et amis, afin d'employer leur

17. Sir Isaac *Newton* (1642-1727), mathématicien et physicien, découvrit notamment la loi de la gravitation universelle.

force de travail rejetée par la société à des travaux productifs d'économie naturelle et de mener une existence à moitié misérable au lieu d'une existence entièrement misérable.

Il ne s'agit donc pas, dans ce cas, de la stabilité des petits fermiers, artisans et commerçants, mais plutôt de l'affreuse misère de leur situation. Loin d'être une garantie d'avenir, la classe moyenne est un vestige malheureux et tragique du passé. Incapable de la faire disparaître complètement, le capitalisme l'a réduite au dernier degré de la dégradation et de la détresse. Le fermier se voit privé non seulement de la vente de son lopin de terre et du profit de son capital investi, mais aussi d'une bonne partie de son salaire. De même les petites gens de la ville ont grignoté peu à peu leurs réserves et sombré dans une existence qui ne vaut guère mieux que la mort. La classe moyenne n'est pas prolétarisée pour la seule raison qu'elle est paupérisée. Il est aussi difficile de trouver dans ce fait un argument contre Marx qu'en faveur du capitalisme.

d) La crise industrielle

La fin du siècle dernier et le commencement du siècle présent furent marqués par des progrès du capitalisme tellement gigantesques que les crises cycliques semblaient n'être plus que des ennuis « accidentels ». Pendant les années d'optimisme capitaliste presque universel, les critiques de Marx nous assuraient que le développement national et international des trusts, syndicats et cartels introduisait dans le marché un contrôle planifié et annonçait la victoire finale sur les crises. D'après Sombart, les crises ont déjà été « abolies » avant la guerre par le mécanisme du capitalisme lui-même, de sorte que le « problème des crises nous laisse aujourd'hui à peu près indifférents ». Maintenant, à peine dix ans plus tard, ces mots résonnent comme une plaisanterie creuse, car ce n'est que de nos jours que la prédiction de Marx se réalise dans toute sa force tragique.

Il est remarquable que la presse capitaliste, qui s'efforce de nier comme elle peut l'existence même des monopoles, a recours à ces mêmes monopoles pour nier aussi, comme elle peut, l'anarchie capitaliste. Si les soixante familles contrôlaient la vie économique des Etats-Unis, observe ironiquement le *New York Times*, « cela prouverait que le capitalisme américain, loin d'être anarchique et de manquer de plan... est organisé avec grand soin ». Cet argument manque son but. Le capitalisme a

été incapable de développer jusqu'au bout une seule de ses tendances. De même que la concentration de la richesse n'abolit pas la classe moyenne, de même le monopole n'abolit pas la concurrence, mais il ne fait que l'étouffer et la comprimer. Autant que le plan de chacune des soixante familles, les diverses variantes de ces plans ne se soucient pas le moins du monde de coordonner les diverses branches de l'économie, mais plutôt d'accroître les profits de leur clique monopoliste aux dépens des autres cliques de la nation entière. Le choc de tous ces plans dans le compte final ne fait qu'approfondir l'anarchie dans l'économie nationale.

La crise de 1929 éclata aux Etats-Unis un an après que Sombart eût proclamé l'entière indifférence de sa « science » au problème même des crises. Du sommet d'une prospérité sans précédent, l'économie des Etats-Unis a été précipitée dans l'abîme d'un marasme effrayant. Personne, du temps de Marx, n'aurait pu concevoir des convulsions d'une telle ampleur. Le revenu national des Etats-Unis s'était élevé en 1920 pour la première fois à 69 milliards de dollars, pour tomber l'année suivante à 50 milliards de dollars (27 % de baisse). A la suite de la prospérité des années qui suivirent, le revenu national monta de nouveau en 1929 à son plus haut point, c'est-à-dire 81 milliards de dollars, pour tomber en 1932 à 40 milliards de dollars, c'est-à-dire plus de la moitié ! Pendant les neuf années 1930-1938, furent perdus environ 43 millions d'années de travail d'homme et 133 milliards de dollars du revenu national, en calculant le travail et le revenu sur la base des chiffres de 1939. Si tout cela n'est pas de l'anarchie, quelle peut bien être la signification de ce mot ?

e) La théorie de l'effondrement

Les esprits et les cœurs des intellectuels de la classe moyenne et des bureaucrates syndicaux furent presque complètement hypnotisés par les réalisations du capitalisme entre l'époque de la mort de Marx et l'explosion de la guerre mondiale. L'idée du processus graduel (évolution) semblait avoir été assurée pour toujours, tandis que l'idée de révolution était considérée comme un pur vestige de la barbarie. A la prédiction de Marx on opposait la prédiction contraire d'une distribution mieux équilibrée du revenu national par l'adoucissement des contradictions de classe et par une réforme graduelle

de la société capitaliste. Jean Jaurès¹⁸, le plus doué des social-démocrates de cette époque classique, espérait remplir graduellement la démocratie politique d'un contenu social. C'est en cela que consiste l'essence du réformisme. Telle était la prédiction opposée à celle de Marx. Qu'en reste-t-il ?

La vie du capitalisme de monopole de notre époque est une chaîne de crises. Chaque crise est une catastrophe. Le besoin d'échapper à ces catastrophes partielles au moyen de murailles douanières, inflation, accroissement des dépenses gouvernementales, dettes, etc., prépare le terrain pour de nouvelles crises, plus profondes et plus larges. La lutte pour les marchés, les matières premières, pour les colonies, rend les catastrophes militaires inévitables. Celles-ci préparent inéluctablement des catastrophes révolutionnaires. Vraiment il n'est pas facile d'admettre avec Sombart que le capitalisme devient avec le temps de plus en plus « calme, tranquille, raisonnable ». Il serait plus juste de dire qu'il est en train de perdre ses derniers vestiges de raison. En tout cas, il n'y a pas de doute que la « théorie de l'effondrement » a triomphé de la théorie du développement pacifique.

Le déclin du capitalisme

Si le contrôle de la production par le marché a coûté cher à la société, il n'en est pas moins vrai que l'humanité, jusqu'à une certaine étape, approximativement jusqu'à la guerre mondiale, s'est élevée, s'est enrichie, s'est développée à travers des crises partielles et générales. La propriété privée des moyens de production était toujours à cette époque un facteur relativement progressif. Mais aujourd'hui, le contrôle aveugle par la loi de la valeur se refuse à servir encore. Le progrès humain est bloqué dans une impasse. En dépit des derniers triomphes de la pensée technique, les forces productives naturelles ne croissent plus. Le symptôme le plus clair de ce déclin est la stagnation mondiale qui règne dans l'industrie du bâtiment, par suite de l'arrêt des investissements dans les branches fondamentales de l'économie. Les capitalistes ne sont plus capables de croire à l'avenir de leur propre système. La stimulation des constructions par le gouver-

18. Jean Jaurès (1859-1914), professeur de philosophie, passé au socialisme alors qu'il était député modéré, fut le grand orateur et inspirateur du socialisme avant 1914 en France et fut assassiné à la veille de la guerre.

nement signifie une augmentation des impôts et la diminution du revenu national spontanées, surtout depuis que la plus grande partie des investissements gouvernementaux est destinée directement à des fins de guerre.

Le marasme a pris un caractère particulièrement dégradant dans la sphère la plus ancienne de l'activité humaine, celle qui est le plus étroitement liée aux besoins vitaux fondamentaux de l'homme : dans l'agriculture. Non contents des obstacles que la propriété privée sous la forme la plus réactionnaire, celle de la petite propriété rurale, place devant le développement de l'agriculture, les gouvernements capitalistes se voient fréquemment appelés à limiter la production artificiellement au moyen de mesures statutaires et administratives qui eussent effrayé les artisans des corporations à l'époque de leur déclin.

L'histoire rapportera que le gouvernement du pays capitaliste le plus puissant a donné des primes aux fermiers pour réduire leurs plantations, c'est-à-dire pour diminuer artificiellement le revenu national déjà en baisse. Les résultats parlent d'eux-mêmes : en dépit de grandioses possibilités de production, fruit de l'expérience et de la science, l'économie agraire ne sort pas d'une crise de putréfaction, tandis que le nombre des affamés, la plus grande partie de l'humanité, continue à croître plus vite que la population de notre planète. Les conservateurs considèrent comme une politique sensible, humanitaire, la défense d'un ordre social qui est tombé jusqu'à un tel degré de folie destructrice et ils condamnent la lutte socialiste contre une telle folie comme de l'utopisme destructeur.

Fascisme et New Deal

Deux méthodes rivalisent sur l'arène mondiale pour sauver le capitalisme historiquement condamné : le Fascisme et le New Deal. Le fascisme base son programme sur la dissolution des organisations ouvrières, sur la destruction des réformes sociales et sur l'anéantissement complet des droits démocratiques, afin de prévenir une renaissance de la lutte de classe prolétarienne. L'État fasciste légalise officiellement la dégradation des travailleurs et la paupérisation des classes moyennes au nom du salut de la « nation » et de la « race », mots présomptueux sous lesquels se cache le capitalisme décadent.

La politique de New Deal, qui s'efforce de sauver la démocratie impérialiste en accordant des primes à l'aristocratie

ouvrière et paysanne, n'est accessible, dans sa plus large extension, qu'aux nations très riches et, dans ce sens, c'est une politique américaine par excellence. Le gouvernement américain a essayé de rejeter une partie des frais de cette politique sur les épaules des hommes des trusts, en les exhortant à élever les salaires et diminuer la journée de travail, pour accroître ainsi le pouvoir d'achat de la population et développer la production. Léon Blum¹⁹ essaya de transposer ce sermon à l'école primaire française. En vain ! Le capitaliste français, comme le capitaliste américain, ne produit pas pour l'amour de la production ; mais pour le profit. Il est toujours prêt à limiter la production, même à détruire des produits manufacturés, si sa propre part du revenu national doit être accrue.

Où le programme du New Deal est le plus inconsistant, c'est en ceci : d'une part, il fait des sermons aux magnats du capital sur les avantages de la disette, d'autre part, le gouvernement dispense des primes pour abaisser la production. Peut-on imaginer une plus grande confusion ? Le gouvernement confond ses critiques en leur lançant ce défi : pouvez-vous faire mieux ? Le sens de tout cela, c'est que sur la base du capitalisme, la situation est désespérée.

A partir de 1933, c'est-à-dire pendant les six dernières années, le gouvernement fédéral, les Etats fédérés et les municipalités ont distribué aux chômeurs près de 15 milliards de dollars en secours — somme tout à fait insuffisante en elle-même et qui ne représente pas la moitié des salaires perdus, mais en même temps somme colossale si l'on considère la diminution du revenu national. Pendant l'année 1938, qui fut une année de renaissance économique relative, la dette nationale des Etats-Unis augmenta de 2 milliards de dollars (elle était de 38 milliards), c'est-à-dire qu'elle a dépassé de 12 milliards de dollars le plus haut point atteint à la fin de la guerre mondiale.

Au début de 1939, elle dépassa les 40 milliards. Et après ? L'accroissement de la dette nationale est évidemment un fardeau pour les générations futures. Mais le New Deal lui-même ne fut possible qu'en raison des richesses colossales accumulées par les générations précédentes. Seule une nation très riche pouvait se permettre une politique aussi extravagante. Bien plus, une telle nation ne peut pas continuer indéfiniment à

19. La politique économique de Léon Blum à la tête du gouvernement français de Front populaire en 1936-1937 s'inspirait ouvertement de celle de New Deal.

vivre aux dépens des générations passées. La politique du New Deal, avec ses résultats fictifs et son accroissement réel de la dette nationale, doit inévitablement aboutir à une féroce réaction capitaliste et à une explosion dévastatrice d'impérialisme. En d'autres termes, elle conduit aux mêmes résultats que la politique du fascisme.

Anomalie ou norme ?

Le secrétaire de l'Intérieur des Etats-Unis, Harold L. Ickes²⁰, considère comme une des plus étranges anomalies de l'histoire le fait que l'Amérique, démocratique dans la forme, soit autocratique dans son contenu : « L'Amérique, le pays où la majorité gouverne, a été contrôlée, du moins jusqu'en 1933 (!) par des monopoles qui, à leur tour, sont contrôlés par un nombre infime d'actionnaires. » Le jugement est correct, excepté cette insinuation qu'avec l'arrivée de Roosevelt, le règne du monopole a cessé ou s'est affaibli. Cependant, ce que Ickes appelle « une des plus étranges anomalies de l'histoire » est, en fait, la norme incontestable du capitalisme. La domination du faible par le fort, du plus grand nombre par quelques-uns, des travailleurs par les exploités, est une loi fondamentale de la démocratie bourgeoise. Ce qui distingue les Etats-Unis des autres pays, c'est uniquement la plus grande étendue et la plus grande monstruosité des contradictions capitalistes. Pas de passé féodal, d'immenses ressources naturelles, un peuple énergique et entreprenant, en un mot toutes les conditions qui annonçaient un développement démocratique ininterrompu, ont engendré en fait une fantastique concentration de la richesse.

Nous promettant cette fois de mener jusqu'à la victoire la lutte contre les monopoles, Ickes prend à témoin, bien imprudemment, Thomas Jefferson, Andrew Jackson, Abraham Lincoln, Roosevelt et Woodrow Wilson²¹ comme les précurseurs de

20. Harold LeClair Ickes (1874-1952), journaliste en 1897, avocat à Chicago en 1907, fut longtemps républicain « progressiste », puis se rallia en 1932 à la candidature Roosevelt sur la ligne du New Deal. Roosevelt en fit son sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur en 1933.

21. Trotsky évoque ici les grandes figures de présidents des Etats-Unis. Thomas Jefferson (1743-1826), avocat, co-rédacteur de la Déclaration d'Indépendance, vice-président de 1797 à 1801, fut, de 1801 à 1809, le troisième président. Andrew Jackson (1765-1845), avocat, juge, puis général, sénateur, fut le septième président, élu en 1828 et réélu en 1832. Abraham Lincoln (1809-1865), autodidacte, était devenu avocat ; chef du parti républicain en 1856, il fut

Franklin D. Roosevelt. Pratiquement, toutes nos grandes figures historiques, disait-il le 30 décembre 1937, sont « illustres à cause de leur lutte opiniâtre et courageuse pour prévenir le contrôle et la super-concentration de la richesse et du pouvoir dans quelques mains ». Mais il résulte de ses propres mots que le résultat de cette « lutte opiniâtre et courageuse » est la domination complète de la démocratie par la ploutocratie.

Pour une raison inexplicable, Ickes pense que, cette fois, la victoire est assurée, pourvu que le peuple comprenne que la « lutte ne se déroule pas entre le New Deal et la moyenne des hommes d'affaires avertis, mais entre le New Deal et les « Bourbons » des 60 familles qui ont imposé la terreur de leur domination au reste des hommes d'affaires avertis », en dépit de la démocratie et des efforts des « plus grandes figures historiques ». Les Rockefeller, les Morgan, les Mellon, les Vanderbilt, les Guggenheim, les Ford²² et Cie n'ont pas envahi les Etats-Unis de l'extérieur comme Cortez²³ envahit le Mexique ; ils sont sortis organiquement du « peuple » ou, plus précisément, de la classe des « industriels et des hommes d'affaires avertis », et représentent aujourd'hui, selon la prédiction de Marx, l'apogée naturelle du capitalisme. Si une jeune et forte démocratie n'a pas été capable, dans ses beaux jours, de faire échec à la concentration de la richesse lorsque ce processus était encore à

le seizième président, élu en 1860, réélu en 1864, assassiné à la fin de la Guerre de Sécession. Theodore Roosevelt (1858-1919) avait commandé un régiment de cavalerie dans la guerre de Cuba en 1898. Gouverneur républicain de l'Etat de New York en 1899, vice-président en 1901, il fut élu président en 1904, le vingt-sixième, et réélu en 1908. Thomas Woodrow Wilson (1856-1924), professeur d'université, démocrate, devint le vingt-huitième président des Etats-Unis en 1913 et fut réélu en 1917 ; c'est lui qui fit entrer les E.U. dans la guerre.

22. Trotsky fait ici une double allusion. D'abord à des hommes qui étaient parmi les maîtres de l'économie des Etats-Unis en 1938 : John D. Rockefeller Jr. (1874-1960), président de la Standard Oil et de la banque et ses fils, John Davison (1906-1978) et Nelson Aldrich (1908-1979) ; John Pierpont Morgan (1867-1943), président de la banque Morgan ; Richard King Mellon (1899-1970), président de la Mellon National Bank of Pittsburgh ; Cornelius III Vanderbilt (1873-1942), magnat des chemins de fer, de même que ses cousins William Kissam Vanderbilt (1878-1944) et Harold Stirling (1884-1970) et son fils Cornelius Vanderbilt Jr. (1898-1974), président de la Vanderbilt Newspapers ; Simon G. Guggenheim (1867-1941), sénateur et président de l'American Smelting & Refining Cy, son frère William G. (1868-1941) de la Fondation ; Edsel Bryant Ford (1898-1943) président depuis 1919 de la Ford Motor Cy. Tous ces hommes puissants avaient hérité leur fortune d'un ancêtre légendaire : John D. Rockefeller (cf. n. 3), Junius Spencer Morgan (1813-1900), Andrew William Mellon (1855-1937), Cornelius Vanderbilt (1794-1877), « le commodore », Simon Meyer Guggenheim (1828-1905) et Henry Ford (1863-1947).

23. Hernando Cortez (1485-1547), officier espagnol, « conquistador » avait conquis le Mexique pour le compte des rois d'Espagne.

son début, est-il possible de croire, même une minute, qu'une démocratie décadente soit capable d'affaiblir les antagonismes de classe qui ont atteint leur limite extrême ? Ce qui est certain, c'est que l'expérience du New Deal n'a donné aucune raison pour un tel optimisme. Réfutant les accusations de l'industrie lourde contre le gouvernement, Robert H. Jackson, un homme haut placé dans les sphères administratives, a prouvé, chiffres à l'appui, que, sous la présidence de Roosevelt, les profits des magnats du capital ont atteint des hauteurs auxquelles ils avaient cessé de rêver pendant la dernière période de la présidence de Hoover²⁴, d'où il résulte en tout cas que la lutte de Roosevelt contre les monopoles n'a pas été couronnée d'un plus grand succès que celle de ses prédécesseurs.

Le retour au passé

On ne peut qu'être d'accord avec le professeur Lewis W. Douglas²⁵, l'ancien directeur du budget dans l'administration de Roosevelt, lorsqu'il condamne le gouvernement parce qu'il « attaque » les monopoles dans un domaine et les encourage dans beaucoup d'autres²⁶. Cependant, dans la réalité, il ne peut en être autrement. Selon Marx, le gouvernement est le comité exécutif de la classe dirigeante. Aucun gouvernement n'est en mesure de lutter contre les monopoles en général, c'est-à-dire contre la classe par la volonté de laquelle il règne.

Tandis qu'il attaque certains monopoles, il est obligé de chercher un allié dans d'autres monopoles. En alliance avec les banques et l'industrie légère, il peut occasionnellement porter un coup aux trusts de l'industrie lourde qui ne cessent pas pour cela de ramasser en passant des bénéfices fantastiques.

Lewis Douglas n'oppose pas au charlatanisme officiel la

24. Herbert Clark Hoover (1874-1964), ingénieur, secrétaire au Commerce de 1921 à 1928, avait été de 1929 à 1933 le trente-troisième président.

25. Lewis Williams Douglas (1894-1974), fils de propriétaire de mines, diplômé du M.I.T., avait travaillé deux ans comme mineur puis dirigé un ranch (production de citrons). Il s'était lancé dans la politique, devenant député de l'Arizona en 1927. Il était le chef de file des démocrates conservateurs et c'est pour rassurer le Big Business que Roosevelt en fit le 4 mars 1933 son directeur du budget. Il avait démissionné le 31 août 1934 pour protester contre les « crédits excessifs » aux travaux publics. Il était président de l'American Cyanamid Cy, avant de devenir cette même année le chancelier de l'Université McGill.

26. Il avait fait un procès en règle de l'administration Roosevelt et du New Deal dans huit numéros successifs de l'*Atlantic Monthly*.

science, mais simplement une autre espèce de charlatanisme. Il voit la source du monopole non dans le capitalisme, mais dans le protectionnisme et, en conclusion, il découvre le salut de la société, non pas dans l'abolition de la propriété privée des moyens de production, mais dans l'abaissement des tarifs douaniers. « A moins que la liberté des marchés ne soit restaurée — prédit-il — il est douteux que la liberté de toutes les institutions, entreprises, liberté de parole, d'éducation, de religion, puisse survivre. » En d'autres termes, si l'on ne rétablit pas la liberté du commerce international, la démocratie, partout et dans la mesure où elle a survécu, doit céder la place à une dictature révolutionnaire ou à une dictature fasciste. Mais la liberté du commerce international est inconcevable sans la domination du monopole. Malheureusement, M. Douglas, exactement comme M. Ickes, comme M. Jackson, comme M. Cummings et comme Roosevelt lui-même, ne s'est pas donné la peine de nous indiquer ses propres remèdes contre le capitalisme de monopole et, par suite, contre une révolution ou un régime totalitaire.

La liberté de commerce, comme la liberté de la concurrence, comme la prospérité des classes moyennes, appartient irrévocablement au passé. Nous ramener au passé, c'est aujourd'hui le seul remède des réformateurs démocratiques du capitalisme : rendre plus de « liberté » aux petits et moyens industriels et hommes d'affaires, changer la monnaie et le système de crédit en leur faveur, libérer le marché de la domination des trusts, éliminer de la Bourse les spéculateurs professionnels, rétablir la liberté du commerce international et ainsi de suite à l'infini. Les réformateurs rêvent même de limiter l'usage des machines et de jeter l'interdit sur la technique qui trouble l'équilibre social et cause des perturbations sans nombre.

Les savants et le marxisme

Dans un discours pour la défense de la science prononcé le 7 décembre 1937, le docteur Robert. A. Millikan²⁷, un des meilleurs physiciens d'Amérique, fit cette remarque : « Les statistiques des Etats-Unis montrent que le pourcentage de la

27. Robert Andrews *Millikan* (1868-1953), professeur à Chicago, prix Nobel en 1923 avait été à partir de cette année-là le représentant des Etats-Unis au comité pour la coopération économique de la Société des Nations.

population qui « travaille lucrativement » n'a cessé d'augmenter pendant les cinquante dernières années, pendant lesquelles la science a été la plus appliquée ». Cette défense du capitalisme sous la forme d'une défense de la science ne peut pas être considérée comme très heureuse. C'est précisément pendant le dernier demi-siècle que la corrélation entre l'économie et la technique s'est gravement altérée. La période dont parle Millikan comprend le commencement du déclin capitaliste aussi bien que le haut point de la prospérité capitaliste. Voiler le commencement de ce déclin, qui est mondial, c'est se faire l'apologiste du capitalisme. Rejetant le socialisme d'une manière désinvolte, avec des arguments à peine dignes de Henry Ford lui-même, le docteur Millikan nous dit qu'aucun système de distribution ne peut satisfaire les besoins de l'homme sans élever le niveau de la production. C'est indiscutable. Mais il est regrettable que le célèbre physicien n'ait pas expliqué aux millions de chômeurs américains comment en fait ils pourraient participer à l'augmentation du revenu national. Les sermons sur la grâce miraculeuse de l'initiative individuelle et sur la haute production du travail ne procureront certainement pas du travail aux chômeurs, ne combleront pas davantage le déficit du budget et ne sortiront pas l'économie nationale de l'impasse.

Ce qui distingue Marx, c'est l'universalité de son génie, son aptitude à comprendre les phénomènes et les processus appartenant à des domaines différents, dans leur inhérente connexion. Sans être un spécialiste des sciences naturelles, il fut un des premiers à apprécier la signification des grandes découvertes dans ce domaine ; par exemple, la théorie du darwinisme. Ce qui assurait à Marx cette prééminence, ce n'était pas tant la puissance de son esprit que celle de sa méthode. Les savants imprégnés d'idées bourgeoises peuvent se croire au-dessus du socialisme, mais le cas de Robert Millikan n'est qu'une confirmation de plus du fait que, dans le domaine de la sociologie, ils ne sont que des charlatans sans espoir.

Les possibilités de production et la propriété privée

Dans son message au Congrès du début de 1937, le Président Roosevelt exprima son désir d'élever le revenu national à 90 ou 100 milliards de dollars sans pourtant indiquer comment il y parviendrait. En lui-même, ce programme est

extrêmement modeste. En 1929, lorsqu'il y avait environ 2 millions de chômeurs, le revenu national atteignait 81 milliards de dollars. La mise en action des forces productives actuelles suffirait, non seulement pour réaliser le programme de Roosevelt, mais même pour le dépasser considérablement. Machines, matières premières, main-d'œuvres, rien ne manque, — pas même les besoins de la population. Si, malgré tout cela, le plan est irréalisable — et il l'est — la seule raison est l'antagonisme insupportable qui s'est développé entre la propriété capitaliste et le besoin social d'une production croissante. Le fameux Contrôle National de la capacité de production que patronnait le gouvernement arriva à la conclusion que le coût total de la production et des transports s'élevait en 1929 à presque 94 milliards de dollars, en calculant sur la base des prix de détail. Cependant, si toutes les possibilités de production réelles avaient été utilisées, ce chiffre se serait élevé à 135 milliards de dollars, ce qui aurait donné une moyenne de 4370 dollars par an par famille, somme suffisante pour assurer une vie décente et confortable. Il faut ajouter que les calculs du Contrôle National sont basés sur l'organisation de la production actuelle des Etats-Unis, telle que l'histoire anarchique du capitalisme l'a faite. Si cette organisation était réorganisée sur la base d'un plan socialiste unifié, les chiffres de production pourraient être considérablement dépassés et un haut niveau de vie et de confort, sur la base d'une journée de travail extrêmement courte, pourrait être assuré à tout le monde.

Ainsi, pour sauver la société, il n'est pas nécessaire d'arrêter le développement de la technique, de fermer les usines, d'accorder des primes aux fermiers pour saboter l'agriculture, de transformer le tiers des travailleurs en mendiants, ni de faire appel à des fous comme dictateurs. Toutes ces mesures, dérisions choquantes des intérêts de la société, sont inutiles. Ce qui est indispensable et urgent, c'est de séparer les moyens de production de leurs propriétaires parasites actuels et d'organiser la société d'après un plan rationnel. Alors il serait enfin possible de guérir réellement la société de ses maux. Tous ceux qui savent travailler trouveraient du travail. La longueur de la journée de travail diminuerait graduellement. Les besoins de tous les membres de la société trouveraient des possibilités de satisfaction de plus en plus grandes. Les mots « pauvreté », « crise », « exploitation » disparaîtraient de la circulation. Le genre humain franchirait enfin le seuil de la véritable humanité.

L'inéluctabilité du socialisme

« Parallèlement à la diminution constante du nombre des magnats du capital, dit Marx, grandit le poids de misère, d'oppression, d'esclavage, de dégradation, d'exploitation : mais en même temps grandit aussi la révolte de la classe ouvrière, classe toujours croissante en nombre, disciplinée, unifiée, organisée par le mécanisme même du processus de la production capitaliste... La centralisation des moyens de production et la socialisation du travail atteignent enfin un point où elles deviennent incompatibles avec leur enveloppe capitaliste. Cette enveloppe éclate. Le glas de la propriété privée sonne, les expropriateurs sont expropriés. » C'est la révolution socialiste. Pour Marx, le problème de la reconstruction de la société ne surgissait pas de quelque prescription motivée par ses préférences personnelles ; il résultait, comme une nécessité historique inexorable, d'une part de la croissance des forces productives jusqu'à leur pleine maturité, d'autre part de l'impossibilité de développer davantage ces forces productives sous l'empire de la loi de la valeur.

Les élucubrations de certains intellectuels, selon lesquelles, en dépit de l'enseignement de Marx, le socialisme ne serait pas *inéluçable*, mais seulement *possible*, sont absolument vides de sens. Il est évident que Marx n'a jamais voulu dire que le socialisme se réaliserait sans l'intervention de la volonté et de l'action de l'homme ; une telle idée est simplement absurde.

Marx a prédit que, pour sortir de la catastrophe économique où doit conduire inévitablement le développement du capitalisme — et cette catastrophe est devant nos yeux —, il ne peut y avoir d'autre issue que la socialisation des moyens de production. Les forces productives ont besoin d'un nouvel organisateur et d'un nouveau maître et, l'existence déterminant la conscience, Marx ne doutait pas que la classe ouvrière, au prix d'erreurs et de défaites, parviendrait à se rendre compte de la situation, et, tôt ou tard, tirerait les conclusions pratiques qui s'imposent.

Que la socialisation des moyens de production créés par les capitalistes offre un avantage économique énorme, c'est ce que l'on peut démontrer aujourd'hui, non seulement en théorie, mais aussi par l'expérience de l'U.R.S.S., en dépit des limites de cette expérience. Il est vrai que les réactionnaires capitalistes, non sans artifice, se servent du régime de Staline comme d'un

épouvantail contre les idées du socialisme. En fait, Marx n'a jamais dit que le socialisme pouvait se réaliser dans un seul pays et, de plus, dans un pays arriéré. Les privations que les masses subissent toujours en U.R.S.S., l'omnipotence de la caste privilégiée qui s'est élevée au-dessus de la nation et de sa misère, l'arbitraire insolent des bureaucrates ne sont pas les conséquences des méthodes économiques du socialisme, mais de l'isolement et du retard historique de l'U.R.S.S., prise dans l'étau de l'encerclement capitaliste. L'étonnant, c'est que, dans ces conditions aussi exceptionnellement défavorables, l'économie planifiée ait réussi à démontrer ses indiscutables avantages.

Tous les sauveurs du capitalisme, ceux de l'espèce démocratique aussi bien que ceux de l'espèce fasciste, s'efforcent de limiter ou, tout au moins, de camoufler la puissance des magnats du capital, afin de prévenir « l'expropriation des expropriateurs ». Tous reconnaissent et même certains d'entre eux ouvertement, que l'échec de leurs tentatives de réformes doit inévitablement conduire à la révolution socialiste. Ils ont tous réussi à démontrer que leurs méthodes pour sauver le capitalisme ne sont que charlatanisme réactionnaire et impuissant. La prédiction de Marx sur l'inéluctabilité du socialisme est ainsi confirmée par l'absurde.

La propagande de la « technocratie », qui a fleuri pendant la période de la grande crise de 1929-1932, était fondée sur la prémisse correcte que l'économie ne peut être rationalisée que par l'union de la technique élevée à la hauteur de la science et du gouvernement mis au service de la société.

C'est là que commence la grande tâche révolutionnaire. Pour libérer la technique de la cabale des intérêts privés et mettre le gouvernement au service de la société, il faut « exproprier les expropriateurs ». Seule une classe puissante, intéressée à sa propre libération et opposée aux expropriateurs capitalistes, est capable d'accomplir cette tâche. Ce n'est que par l'alliance avec un gouvernement prolétarien que la couche qualifiée des techniciens peut construire une économie réellement scientifique et réellement rationnelle, c'est-à-dire socialiste.

Le mieux serait évidemment d'arriver à ce but par une voie pacifique, graduelle, démocratique. Mais l'ordre social qui s'est survécu à lui-même ne cède jamais la place à son successeur sans résistance. Si la jeune et puissante démocratie s'est révélée en son temps incapable de prévenir l'accaparement de la richesse et

du pouvoir par la ploutocratie, est-il possible d'espérer qu'une démocratie sénile et ravagée se révélera capable de transformer un ordre social basé sur la domination illimitée des 60 familles ? La théorie et l'histoire enseignent que la substitution d'un régime social à un autre présuppose la forme la plus élevée de la lutte de classe, c'est-à-dire la révolution. Même l'esclavage n'a pas pu être aboli aux Etats-Unis sans une guerre civile. « La force est l'accoucheuse de toute vieille société grosse d'une nouvelle. » Personne n'a encore été capable de réfuter Marx sur ce principe fondamental de la sociologie de la société de classes. Seule une révolution socialiste peut déblayer la voie vers le socialisme.

Le marxisme aux États-Unis

La république nord-américaine a été plus loin que les autres dans le domaine de la technique et de l'organisation de la production. Ce n'est pas seulement l'Amérique, c'est toute l'humanité qui bâtira sur ces fondations. Cependant, les différentes phases du processus social dans une seule et même nation suivent des rythmes différents, qui dépendent des conditions historiques spéciales. Tandis que les Etats-Unis possèdent une supériorité formidable dans le domaine de la technologie, la pensée économique de ce pays reste extrêmement arriérée, aussi bien à droite qu'à gauche. John L. Lewis a à peu près les mêmes buts que Franklin D. Roosevelt. Si l'on tient compte de la nature de sa fonction, celle de Lewis est incomparablement plus conservatrice, pour ne pas dire réactionnaire, que celle de Roosevelt. Dans certains cercles américains, il y a une tendance à répudier telle ou telle théorie révolutionnaire sans la moindre critique scientifique, parce que simplement « non américaine ». Mais où trouver le critère qui permette de distinguer ce qui est américain et ce qui ne l'est pas ? Le christianisme fut importé aux Etats-Unis en même temps que les logarithmes, la poésie de Shakespeare, les notions sur les droits de l'homme et du citoyen, et certaines autres productions de la pensée humaine non dépourvues d'importance. Aujourd'hui, la marxisme se trouve dans la même catégorie.

Le secrétaire américain de l'Agriculture, Henry A. Wallace²⁸ a imputé à l'auteur de ces lignes « une étroitesse

28. Henry Agard Wallace (cf. n. 2 p.146) édita à la suite de son père la revue *Wallace's Farmer*, puis le *Iowa Homestead & Wallace's Farmer*, de 1929 à

dogmatique qui est au plus haut point non américaine » et il opposa au dogmatisme russe l'esprit opportuniste de Jefferson qui savait composer avec ses adversaires. Apparemment, l'idée n'est jamais venue à l'esprit de H. Wallace qu'une politique de compromis n'est pas fonction de quelque esprit national immatériel, mais un produit des conditions matérielles. Une nation dont la richesse croît rapidement a des réserves suffisantes pour concilier les classes et les partis hostiles. Lorsque, au contraire, les contradictions sociales s'exacerbent, la base de politique de compromis disparaît. Si l'Amérique n'a pas connu « l'étroitesse dogmatique », c'est parce qu'elle disposa d'une grande abondance de terres vierges, de ressources inépuisables en richesses naturelles et aussi, semble-t-il, de possibilités d'enrichissement illimitées. Cependant, même dans ces conditions, l'esprit de compromis n'empêcha pas la guerre civile lorsque son heure sonna. De toute façon, les conditions matérielles qui formèrent la base de « l'américanisme » sont aujourd'hui de plus en plus du domaine du passé. De là, la crise profonde de l'idéologie traditionnelle américaine.

La pensée empirique, limitée à la solution des tâches immédiates, sembla suffisante, aussi bien dans les cercles d'ouvriers que dans les cercles bourgeois, aussi longtemps que la loi de la valeur de Marx suppléa à la pensée de chacun. Mais aujourd'hui cette loi même produit des effets opposés. Au lieu de promouvoir l'économie, elle mine ses fondations. La pensée éclectique conciliatrice, avec son attitude hostile et méprisante envers le marxisme considéré comme un « dogme » et avec son apogée philosophique, le pragmatisme, devient absolument inadéquate, de plus en plus inconsistante, réactionnaire et ridicule.

Au contraire, ce sont les idées traditionnelles de l'américanisme qui sont devenues un dogme sans vie, pétrifié, qui n'engendre plus qu'erreurs et confusions. En même temps, l'enseignement économique de Marx a trouvé un terrain favorable et acquis une pertinence particulière aux Etats-Unis. Quoique *Le Capital* repose sur un matériel international, surtout anglais, dans ses fondements théoriques, c'est une analyse du capitalisme pur, du capitalisme comme tel. Indubitablement le capitalisme qui a poussé sur le sol vierge et sans histoire de l'Amérique est très proche de ce type idéal du capitalisme.

1933; secrétaire d'Etat à l'agriculture, il avait édité *New Frontiers* en 1934 et *Technology, Corporations and the General Welfare* en 1937.

En dépit de la présence de M. Wallace, l'Amérique s'est développée économiquement non d'après les principes de Jefferson, mais d'après les lois de Marx. Il n'est pas plus offensant pour l'orgueil national de reconnaître cela que de reconnaître que l'Amérique tourne autour du soleil selon les lois de Copernic²⁹. *Le Capital* donne un diagnostic juste de la maladie et un pronostic irremplaçable. En ce sens, l'enseignement de Marx est beaucoup plus pénétré du nouvel « américanisme » que les idées de Hoover et Roosevelt, ou de Green et de Lewis.

Il est vrai qu'il y a aux Etats-Unis une littérature originale très répandue, consacrée aux crises de l'économie américaine. Dans la mesure où les économistes consciencieux donnent un tableau objectif des tendances destructrices du capitalisme américain, leurs recherches, abstraction faite de leurs prémisses théoriques, semblent des illustrations directes de la théorie de Marx. Cependant, la tradition conservatrice de ces auteurs, apparaît lorsque, avec obstination, ils se refusent à des conclusions nettes, se bornant à des prédictions nébuleuses ou à des banalités moralisatrices comme : « Le pays doit comprendre que... », « L'opinion publique doit considérer sérieusement... », etc. Ces livres ressemblent à des couteaux sans lame.

Les Etats-Unis ont eu des marxistes dans le passé, il est vrai, mais c'était des marxistes d'un type étrange, ou plutôt de trois types étranges. En premier lieu, c'était des émigrés chassés d'Europe qui faisaient ce qu'ils pouvaient, mais ne parvenaient pas à trouver d'écho ; en second lieu, il y eut des groupes américains isolés comme les DeLeonistes³⁰ qui, au cours des événements et par suite de leurs propres fautes, se transformèrent en sectes ; en troisième lieu, il y eut des dilettantes, attirés par la révolution d'Octobre et sympathisants avec le marxisme en tant qu'enseignement exotique qui n'avait rien de commun avec les Etats-Unis. Cette époque est passée. Aujourd'hui commence une nouvelle époque d'un mouvement de classe

29. Mikolaj Kopernik dit en français *Copernic* (1473-1543), chanoine et physicien établit notamment dans son traité *De Revolutionibus Orbium Caelestium* que la terre tournait sur elle-même autour de son axe tout en gravitant en orbite autour du soleil.

30. Daniel *DeLeon* (1852-1914), né à Curaçao, était venu aux Etats-Unis dans ses vingt ans et enseigna le droit international à Columbia. Il fut l'animateur du Socialist Labor Party, des Knights of Labor, puis des I.W.W. et combattit avec acharnement, d'un point de vue marxiste et révolutionnaire, le réformisme des syndicalistes américains. Mais les « DeLéonistes » furent brisés par crises et scissions ininterrompues.

indépendant à la charge du prolétariat, en même temps, du vrai marxisme. Dans ce domaine aussi, l'Amérique rattrapera l'Europe en quelques bonds et la dépassera. Sa technique progressiste et sa structure sociale progressiste se fraieront un chemin dans le domaine de la doctrine. Les meilleurs théoriciens du marxisme apparaîtront sur le sol américain. Marx deviendra le guide des travailleurs américains d'avant-garde. Pour eux, cet exposé abrégé du premier volume du *Capital* ne sera que le premier pas vers l'étude complète de Marx.

Le miroir idéal du capitalisme

A l'époque où le premier volume du *Capital* fut publié, la domination mondiale de la bourgeoisie était encore incontestée. Les lois abstraites de l'économie marchande trouvaient naturellement leur incarnation la plus parfaite, c'est-à-dire la moins soumise aux influences du passé, dans le pays où le capitalisme avait atteint son plus haut développement. Bien qu'il se soit appuyé principalement sur l'Angleterre pour son analyse, Marx n'avait pas seulement en vue l'Angleterre, mais le monde capitaliste tout entier. Il a pris l'Angleterre de son temps comme le meilleur miroir du capitalisme de cette époque.

Aujourd'hui, il ne reste qu'un souvenir de l'hégémonie britannique. Les avantages de l'aïnesse capitaliste se sont transformés en désavantages. La structure technique et économique de l'Angleterre est devenue désuète. Le pays continue à dépendre, pour sa position mondiale, de son empire colonial ; héritage du passé, plutôt que d'un potentiel économique actif. Cela explique, incidemment, la charité chrétienne de Chamberlain³¹ envers le gangstérisme international des fascismes, charité qui a tellement étonné le monde. La bourgeoisie anglaise ne peut pas ne pas se rendre compte que son déclin économique est devenu entièrement incompatible avec sa position dans le monde et qu'une nouvelle guerre menace d'entraîner la chute de l'Empire britannique. La base économique du « pacifisme » de la France est essentiellement de la même nature.

L'Allemagne, au contraire, a utilisé pour son ascension

31. Neville Chamberlain (1869-1940), d'une célèbre famille d'industriels conservateurs de Birmingham, était devenu Premier Ministre britannique le 28 mai 1937 et avait mené une politique systématique de concessions à Hitler, dont l'accord de Munich n'avait été que le résultat le plus spectaculaire.

capitaliste rapide les avantages de son retard historique en s'équipant selon la technique la plus parfaite en Europe. Ne disposant que d'une base nationale étroite et de peu de ressources naturelles, le dynamisme capitaliste de l'Allemagne se transforma par nécessité en un facteur explosif extrêmement puissant dans ce qu'on appelle l'équilibre des puissances mondiales. L'idéologie épileptique de Hitler n'est que le reflet de l'épilepsie du capitalisme allemand.

Outre de nombreux avantages inappréciables d'un caractère historique, le développement des Etats-Unis a eu l'avantage exceptionnel de posséder un territoire incommensurablement plus vaste et des richesses naturelles incomparablement plus grandes que l'Allemagne. Ayant devancé considérablement la Grande-Bretagne, la république nord-américaine est devenue, au commencement de ce siècle, la principale forteresse de la bourgeoisie mondiale. Toutes les possibilités que le capitalisme contient trouvèrent dans ce pays leur expression la plus haute. Nulle part ailleurs sur notre planète, la bourgeoisie ne peut en aucune façon dépasser ses réalisations de la république du dollar, qui est devenue le plus parfait miroir du capitalisme au xx^e siècle.

Pour les mêmes raisons qui portèrent Marx à baser son exposé sur les statistiques anglaises, nous avons eu recours dans notre modeste introduction principalement aux témoignages empruntés à l'expérience économique et politique des Etats-Unis. Inutile d'ajouter qu'il ne serait pas difficile de citer des faits et chiffres analogues empruntés à la vie de n'importe quel autre pays capitaliste. Mais cela n'ajouterait rien d'essentiel. Les conclusions seraient les mêmes et seuls les exemples seraient moins frappants.

La politique du Front populaire en France a été, comme l'a signalé un de ses financiers, une adaptation du New Deal « pour des lilliputiens ». Il est parfaitement évident que, dans une analyse théorique, il est bien plus convenant de traiter avec des grandeurs cyclopéennes qu'avec des grandeurs lilliputiennes. L'immensité même de l'expérience de Roosevelt nous démontre que seul un miracle peut sauver le régime capitaliste mondial. Mais il résulte que le développement de la production capitaliste a mis fin à la production des miracles. Cependant il est évident que si le miracle du rajeunissement du capitalisme pouvait se produire, ce miracle pouvait se produire seulement aux Etats-Unis. Mais ce rajeunissement ne s'est pas produit. Ce qui n'est pas accessible aux Cyclopes l'est encore moins aux Lilliputiens.

Etablir les fondements de cette simple conclusion est l'objet de notre excursion dans le champ de l'économie nord-américaine.

Métropoles et colonies

« Le pays le plus développé industriellement », écrivait Marx dans la préface à la première édition de son *Capital*, « montre seulement aux pays les moins développés l'image de leur propre avenir ». Cette idée ne peut être prise à la lettre en aucune circonstance. La croissance des forces productives et l'approfondissement des incompatibilités sociales sont indubitablement le sort de tout pays qui s'est engagé dans la voie de l'évolution bourgeoise. Cependant, la disproportion entre les « rythmes » et mesures qui se produit dans l'évolution de l'humanité ne devint pas seulement particulièrement aiguë sous le capitalisme, mais elle a donné naissance à la complète interdépendance, faite de soumission, d'exploitation et d'oppression, entre les pays de type économique différent. Seule une minorité de pays a passé par tout ce développement systématique et logique qui part de l'artisanat et aboutit à la fabrique, en passant par la manufacture, développement que Marx a soumis à une analyse si détaillée. Le capital commercial, industriel, financier a envahi de l'extérieur les pays arriérés, détruisant en partie les formes primitives de l'économie naturelle et les soumettant en partie au système industriel et bancaire mondial de l'Occident. Sous le fouet de l'impérialisme, les colonies se sont vues obligées de négliger les stades intermédiaires, tout en restant cependant artificiellement accrochées à un niveau ou à un autre. Le développement de l'Inde n'a pas reproduit le développement de l'Angleterre ; il l'a complété. Cependant, pour comprendre le type de développement combiné des pays arriérés et soumis comme l'Inde, il faut toujours avoir dans l'esprit le schéma classique que Marx a tiré du développement de l'Angleterre. La théorie ouvrière de la valeur guide également les calculs des spéculateurs de la City de Londres et les opérations des changeurs de monnaie dans les coins les plus reculés de Haïderabad, à cette seule différence près que, dans le dernier cas, elle prend des formes plus simples et moins astucieuses.

L'inégalité du développement a procuré d'énormes bénéfices aux pays avancés qui, quoique à des degrés divers, ont continué à se développer aux dépens des pays arriérés, en les

exploitant, en se les soumettant comme colonies, ou tout au moins en les empêchant de s'élever jusqu'à l'aristocratie capitaliste. Les fortunes de l'Espagne, de la Hollande, de l'Angleterre, de la France ont été acquises non seulement par la plus-value prélevée sur leur propre prolétariat, non seulement par le pillage de leur propre petite bourgeoisie, mais aussi par le pillage systématique de leurs possessions d'outre-mer. L'exploitation des classes fut complétée et sa puissance accrue par l'exploitation des nations. La bourgeoisie des métropoles a été capable d'assurer une position privilégiée à son propre prolétariat, surtout à ses couches supérieures, au moyen d'une partie des surprofits amassés dans les colonies. Sans cela, toute espèce de régime démocratique stable eût été impossible. Sous sa forme la plus large, la démocratie bourgeoise est devenue et reste toujours une forme de gouvernement qui n'est accessible qu'aux nations les plus aristocratiques et les plus exploiteuses. La démocratie antique reposait sur l'esclavage, la démocratie impérialiste repose sur le pillage des colonies.

Les Etats-Unis qui, formellement, n'ont presque pas de colonies, sont néanmoins la plus privilégiée de toutes les nations de l'histoire. Des immigrants actifs venus d'Europe prirent possession d'un continent extrêmement riche, exterminèrent la population indigène, s'emparèrent de la meilleure partie du Mexique et accaparèrent la part du lion de la richesse mondiale. Les réserves de graisse ainsi accumulées continuent à être utiles même maintenant, à l'époque du déclin pour graisser les engrenages et les roues de la démocratie.

L'expérience historique récente, aussi bien que l'analyse théorique, témoigne que le niveau du développement de la démocratie et sa stabilité sont en raison inverse de la tension des contradictions de classe. Dans les pays capitalistes les moins privilégiés (d'un côté la Russie, de l'autre l'Allemagne, l'Italie, etc.) qui étaient incapables d'engendrer une aristocratie ouvrière, la démocratie ne s'est jamais largement développée et elle a succombé devant la dictature avec une facilité relative. Cependant, la paralysie progressive continue du capitalisme est en train de préparer le même sort aux démocraties des nations les plus privilégiées et les plus riches. La seule différence réside dans les dates. La baisse irrésistible des conditions de vie des travailleurs permet de moins en moins à la bourgeoisie d'accorder aux masses le droit de participer à la vie politique, même dans les cadres limités du parlementarisme bourgeois. Toute autre explication du processus évident du détronement de

la démocratie par le fascisme n'est qu'une falsification idéaliste de la réalité, une tromperie ou une auto-tromperie.

Tandis qu'il détruit la démocratie dans les vieilles métropoles du capital, l'impérialisme entrave en même temps le développement de la démocratie dans les pays arriérés. Le fait que, à l'époque récente, pas une des colonies ou des semi-colonies n'a fait sa révolution démocratique, particulièrement dans les rapports agraires, est entièrement dû à l'impérialisme qui est devenu le principal frein du progrès économique et politique. Tout en pillant la richesse naturelle des pays arriérés et en freinant délibérément leur développement industriel autonome, les magnats des trusts et leurs gouvernements accordent un soutien financier, politique et militaire aux groupes semi-féodaux des exploiters indigènes les plus réactionnaires, les plus parasites. La barbarie agraire entretenue artificiellement est aujourd'hui le fléau le plus sinistre de l'économie mondiale contemporaine. La lutte des peuples coloniaux pour leur libération, en sautant les étapes intermédiaires, se transforme par nécessité en une lutte contre l'impérialisme et, par là, donne la main à la lutte du prolétariat dans les métropoles. Les soulèvements coloniaux et les guerres sapent les fondations du monde capitaliste et rendent le miracle de sa régénérescence moins que jamais possible.

L'économie mondiale planifiée

Le capitalisme a le double mérite historique d'avoir porté la technique à un niveau élevé et d'avoir lié toutes les parties du monde par des liens économiques. Ainsi il a créé les conditions matérielles requises pour l'utilisation systématique de toutes les ressources naturelles de notre planète. Cependant, le capitalisme n'est pas en état d'accomplir cette tâche urgente. La base de son expansion est toujours l'Etat national, avec ses frontières, ses douanes et ses armées. Cependant, les forces productives ont depuis longtemps dépassé les frontières de l'Etat national, transformant ainsi ce qui fut autrefois un facteur historique progressiste en une contrainte insupportable. Les guerres impérialistes ne sont rien d'autre que les explosions des forces productives contre les frontières de l'Etat devenues trop étroites pour elles. Le programme de ce qu'on appelle l'« autarcie » n'a rien à voir avec le retour à une économie qui se suffit à elle-même à l'intérieur de ses frontières. Il signifie que l'on prépare la base nationale pour une nouvelle guerre.

Après la signature du traité de Versailles, on croyait généralement que le globe terrestre avait été très bien partagé. Mais des événements plus récents nous ont remémoré que notre planète contient toujours des territoires qui n'ont pas encore été pillés ou qui ne l'ont pas été suffisamment. La lutte pour des colonies reste toujours une partie de la politique du capitalisme impérialiste. Bien que le monde soit entièrement partagé, le processus ne cesse jamais, mais il remet toujours à l'ordre du jour la question d'un nouveau repartage en conformité avec les changements survenus dans le rapport des forces impérialistes. Telle est aujourd'hui la véritable raison des réarmements, des crises diplomatiques et des préparatifs de guerre.

Tous les efforts pour présenter la guerre imminente comme un choc entre les idées du fascisme et de la démocratie appartiennent au domaine du charlatanisme ou de la stupidité. Les formes politiques changent, les appétits capitalistes demeurent. Si un régime fasciste devait s'établir demain des deux côtés de la Manche — et on oserait difficilement nier cette possibilité — les dictateurs de Paris et de Londres seraient aussi incapables d'abandonner leurs possessions coloniales que Mussolini et Hitler leurs revendications nationales. La lutte furieuse et sans espoir pour un nouveau repartage du monde surgit irrésistiblement de la crise mortelle du système capitaliste.

Les réformes partielles et les rafistolages ne serviront à rien. Le développement historique est arrivé à l'une de ces étapes décisives où seule l'intervention directe des masses est capable de balayer les obstacles réactionnaires et de poser les fondements d'un nouveau régime. L'abolition du régime de la propriété privée des moyens de production est la condition première d'une ère planifiée, c'est-à-dire de l'intervention de la raison dans le domaine des relations humaines, d'abord à l'échelle nationale et ensuite à l'échelle mondiale. Une fois qu'elle commencera, la révolution socialiste se répandra d'un pays à l'autre avec une force infiniment plus grande que ne se répand le fascisme aujourd'hui. Par l'exemple et avec l'aide des nations avancées, les nations arriérées seront emportées aussi dans le grand courant du socialisme. Les barrières douanières entièrement pourries tomberont. Les contradictions qui divisent l'Europe et le monde entier trouveront leur solution naturelle et pacifique dans le cadre des Etats-Unis Socialistes, en Europe comme dans les autres parties du monde. L'humanité délivrée marchera vers ses plus hautes cimes.

LES RITUELS DE L'IMPÉRIALISME¹

(4 mars 1939)

Le socialiste Léon Blum et le conservateur Chamberlain, tous deux également « amis de la paix », étaient en faveur de la non-intervention dans l'affaire espagnole. La main dans la main avec eux marchait Staline, l'ex-bolchevik, par l'intermédiaire de son ambassadeur Maisky², l'ex-menchevik. Les nuances entre leurs programmes respectifs ne les ont pas empêchés de collaborer amicalement au nom d'un seul et même objectif élevé.

Aujourd'hui, pourtant, Chamberlain déclare que, si, après la reconnaissance de Franco, l'Italie et l'Allemagne ne retirent pas leurs prétendus « volontaires » d'Espagne, l'Angleterre est prête à prendre les mesures les plus rigoureuses, guerre y compris. Le radical-socialiste Daladier, un autre partisan bien connu de la politique de « non-intervention », soutient Chamberlain sans réserves sur cette question³. Par amour de la paix,

1. Article (T 4536), dans une nouvelle traduction du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Ivan M. Liakhovetsky dit *Maisky* (1884-1975) était alors ambassadeur à Londres. Il avait autrefois été exclu du parti menchevik pour avoir accepté un portefeuille dans un gouvernement blanc pendant la guerre civile à la fin de laquelle il avait rallié les vainqueurs. C'était le 1^{er} août 1936 que le gouvernement de Léon Blum avait proposé « l'adoption rapide et la mise en pratique immédiate d'un accord visant à la non-intervention en Espagne ». U.R.S.S., Allemagne et Italie notamment acceptèrent ce principe. Blum proposa alors l'embargo sur les armes de guerre, au sujet duquel l'Allemagne fit des réserves, cependant que la Grande-Bretagne l'appliquait. C'est le 9 septembre que fut constituée la commission internationale de non-intervention. C'est le 23 octobre que Maisky l'informa que l'U.R.S.S. ne pouvait se considérer comme liée par la non-intervention si cette dernière n'était pas appliquée par les autres membres du comité, Allemagne et Italie, dont l'aide aux forces franquistes avait une ampleur exceptionnelle. La « non-intervention » eut comme seul résultat de désarmer totalement l'Espagne républicaine pendant de longs mois, puis de la faire dépendre de la seule aide de l'U.R.S.S.

3. C'est en juillet 1938 que la commission de non-intervention avait proposé pour la première fois un retrait massif des « volontaires étrangers » qui

ces messieurs ont refusé de défendre la démocratie par les armes. Mais il y a une limite à tout, même à l'amour de la paix de ces amis éprouvés de l'humanité. Chamberlain le dit ouvertement : « L'arrivée de soldats italiens et allemands dans la péninsule ibérique détruirait l'équilibre » en Méditerranée. C'est insupportable ! L'Angleterre et la France n'étaient pas du tout enclines à soutenir la démocratie espagnole mais, maintenant qu'elles ont aidé Franco à l'étrangler, elles sont tout à fait prêtes à défendre les armes à la main « l'équilibre » en Méditerranée, ce mystérieux terme technique devant être compris comme signifiant la défense par les esclavagistes de leurs possessions coloniales et des voies maritimes d'accès.

Nous demandons humblement à ces messieurs de la II^e et de la III^e Internationales quelles sont exactement les conditions historiques, politiques et autres exigées pour l'établissement de la grande alliance promise de défense de la démocratie dans le monde entier ? Le gouvernement de la France s'appuyait sur le Front populaire. La lutte du Front populaire en Espagne était menée au nom de la démocratie. Quel autre exemple peut-on inventer dans lequel le devoir de la démocratie apparaîtrait sous une forme plus impérative ? Si un gouvernement « socialiste » soutenu par un « front populaire » refuse de défendre une démocratie également dirigée par des « socialistes », alors se pose la question de savoir où et quand ce type de gouvernement va s'occuper de défendre la démocratie ? Peut-être les augures de la social-démocratie et de l'I.C. peuvent-ils néanmoins parvenir à nous l'expliquer ?

En fait, les deux démocraties impérialistes, en la personne de leurs classes dirigeantes, étaient depuis le tout début entièrement du côté de Franco ; simplement, au début, elles n'ont pas cru sa victoire possible et ont eu peur de se compromettre en révélant prématurément leurs sympathies. Au fur et à mesure que s'améliorent les chances de Franco, les visages véritables de ces classes dirigeantes des « grandes démocraties » se révélaient de plus en plus clairement, de plus en plus ouvertement, avec de moins en moins de vergogne. La Grande-Bretagne comme la France savent parfaitement qu'il est infiniment plus facile de contrôler des colonies, des semi-colonies et simplement des

fut refusé par Franco. Franco était assuré de la victoire à partir du moment où il gardait les troupes étrangères et où la non-intervention était maintenue. Il fut reconnu par Londres et Paris le 27 février. Immédiatement les deux gouvernements exigèrent le départ des « volontaires », troupes italiennes et spécialistes allemands.

nations faibles au moyen d'une dictature militaire qu'à travers un régime démocratique ou même à moitié démocratique.

L'alliance avec le gouvernement conservateur de Grande-Bretagne est pour le petit-bourgeois « socialiste » Blum un impératif tout aussi catégorique que pour les réactionnaires les plus extrémistes de la Chambre des députés française⁴. Cet impératif est déterminé par la Bourse française. Le plan anglais pour l'Espagne était fixé dès le début. Les laisser se battre car, quelque soit le vainqueur, il aura besoin d'argent pour restaurer l'économie du pays. Ni l'Allemagne ni l'Italie ne pourront le fournir et le vainqueur sera par conséquent obligé de se tourner vers Londres et en partie vers Paris. On pourra ainsi lui dicter ses conditions.

Blum a été initié dès le début au plan britannique. Il ne pouvait avoir de plan à lui, puisque son gouvernement demisocialiste dépendait entièrement de la bourgeoisie française, et la bourgeoisie française de la Grande-Bretagne. Blum clamait que le maintien de la paix était une tâche plus sacrée encore que le salut de la démocratie. Mais en fait il gardait secret le plan du capital britannique. Quand il eût fait sa part de ce sale travail, il fut rejeté dans l'opposition par la bourgeoisie française et regagna le droit de clamer le droit sacré d'aider l'Espagne républicaine. Sans phrases gauches à bon marché, il n'aurait plus eu la possibilité de rendre de nouveau à la bourgeoisie française les mêmes services à un autre moment critique.

Les diplomates de Moscou, eux aussi prononcent en grinçant des dents quelques mots en faveur de la démocratie espagnole, celle-là même qu'ils ont détruite par leur politique. Mais à Moscou, maintenant, on s'exprime avec une grande prudence parce qu'on cherche en tâtonnant une route vers Berlin⁵. Les bonapartistes de Moscou sont prêts à trahir toutes les démocraties du monde, sans parler du prolétariat international, juste pour prolonger leur règne, ne serait-ce que d'une semaine. Il est possible que Staline et Hitler aient tous deux commencé par bluffer : chacun d'eux veut faire peur à Cham-

4. Un traité franco-espagnol prévoyait l'éventuelle livraison d'armes de la France à l'Espagne. Mais la campagne de la presse française contre l'aide aux « Rouges », les pressions des ministres radicaux comme du président Herriot avaient conduit dans un premier temps Léon Blum à solliciter l'opinion de Londres qui avait été totalement hostile à l'envoi d'armes à l'Espagne (mission Darlan).

5. Trotsky est sans doute l'observateur mondial qui a le premier indiqué l'orientation soviétique vers le pacte avec Hitler.

berlain, Daladier, et même à Roosevelt. Mais si les impérialismes « démocratiques » n'ont pas peur, le bluff peut aller considérablement plus loin qu'on ne le supposait d'abord à Moscou et à Berlin. Pour dissimuler ses manœuvres, la clique du Kremlin a besoin de l'aide des dirigeants de la II^e et de la III^e Internationales, d'autant plus qu'elle ne lui coûte pas trop cher.

Pour parler crûment, ces messieurs les social-patriotes peuvent être divisés en canailles conscientes et imbéciles à moitié sincères. Il existe cependant un nombre considérable de types intermédiaires et combinés. En leur temps, ces messieurs ont joué la répugnante comédie de la « non-intervention », aidant Staline à massacrer l'Espagne prolétarienne. Quand il s'est avéré que l'Espagne républicaine avait été massacrée avec elle, ils ont commencé à agiter leurs mains en signe de protestation, sans cependant rejeter le moins du monde le Front populaire ou l'« alliance des démocraties ». Dans les rituels de l'impérialisme, ces gens jouent invariablement les rôles les plus honteux et les plus humiliants.

Il coule encore dans les veines du peuple espagnol un sang qui n'a pas été répandu. La question de savoir qui va en disposer, de Hitler et Mussolini ou Chamberlain avec ses complices français, est une question qui sera tranchée par le rapport de forces entre impérialistes dans un avenir proche. La lutte pour la paix, pour la démocratie, pour la race, pour l'autorité, pour l'ordre, pour l'équilibre et pour des dizaines d'autres choses importantes et impondérables signifie une lutte pour le nouveau partage du monde. La tragédie espagnole passera à l'histoire comme un épisode sur le chemin de la préparation de la nouvelle guerre mondiale⁶. Les classes dirigeantes de toutes nuances en ont peur et en même temps s'y préparent de toutes leurs forces. Le charlatanisme des Fronts populaires sert à une partie des impérialistes à dissimuler leurs plans aux masses populaires comme l'autre bande se sert de phrases sur le sang, l'honneur et la race dans le même objectif. Les moulins à paroles et les phraseurs petits-bourgeois ne font que rendre plus facile aux impérialistes la préparation de la guerre, en empêchant les ouvriers de voir la vérité sans sa nudité.

6. A l'époque de ce qu'il appelait « la nouvelle montée révolutionnaire », Trotsky avait pensé que la révolution espagnole pouvait renverser le cours de l'histoire ; mais la défaite de la révolution ouvrait la voie à la guerre.

Ainsi, avec des objectifs divers et des méthodes variées, un nouveau carnage des peuples se prépare. L'humanité ne peut être sauvée de la ruine et de la destruction qu'en arrachant l'avant-garde du prolétariat à l'impérialisme et à ses laquais, par l'indépendance complète de la politique prolétarienne, la défiance totale à l'égard des rituels de l'impérialisme, fasciste et démocratique, la lutte sans merci contre la II^e et la III^e Internationales, par une préparation tenace, systématique, inlassable à la révolution prolétarienne internationale !

KROUPSKAIA EST MORTE ¹

(4 mars 1939)

Kroupskaia ² n'a pas été seulement l'épouse de Lénine — ce ne fut, bien entendu, pas un hasard —, elle a été aussi un être doué personnellement de grandes qualités : son dévouement à la cause, son énergie, la pureté de sa nature. Elle était incontestablement une personne de grande intelligence. Mais il n'est pas étonnant que, vivant aux côtés de Lénine, elle n'ait pas développé son sens politique de façon indépendante. Elle s'était trop souvent convaincue qu'il avait raison et elle avait pris l'habitude de faire confiance à son grand compagnon et guide. Après la mort de Lénine, la vie de Kroupskaia devint une terrible tragédie, et l'on pourrait dire qu'elle eut à payer pour la part de bonheur qui lui était échue. La maladie et la mort de Lénine — ce ne fut non plus un hasard — ont coïncidé avec la crise de la révolution, avec le début de Thermidor. Kroupskaia fut décontenancée. Son sens révolutionnaire entra en conflit avec son esprit de discipline. Elle essaya de s'opposer à la clique stalinienne et fut, pendant quelque temps, en 1926, dans les rangs de l'Opposition. Mais, effrayée par la scission, elle recula. Ayant perdu toute confiance en soi, elle ne put trouver d'issue et la clique dirigeante a tout fait pour la briser moralement.

1. Article (T 4541) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Nadejda N. *Kroupskaia* (1869-1939) fut militante à partir de 1890, rencontra Lénine en 1894 et fonda avec lui en 1895 la Ligue pour l'émancipation du travail; arrêtée en 1896, exilée en 1898 elle épousa Lénine en exil; elle administra l'*Iskra* et assume la correspondance clandestine et collabore de près à toute l'activité de dirigeant de Lénine. Après la révolution, elle travaille au commissariat à l'instruction publique, soutient en 1925 la Nouvelle Opposition de Zinoviev et Kamenev, rejoint à ses débuts l'Opposition unifiée qu'elle quitte à l'automne 1926. A partir de 1934, elle avait été publiquement accusée d'« erreurs » dans l'histoire du parti et la description de Lénine et de « déviations » dans son travail professionnel. Elle était morte le 27 février.

Extérieurement, il est vrai, on lui manifesta des marques d'estime, plus exactement, de demi-respect. Mais, à l'intérieur de l'appareil, on la discrédita totalement, on la noircit, on l'abassa et, dans les rangs de la Jeunesse communiste, on répandit sur elle les bruits les plus absurdes et les plus grossiers. Staline vivait toujours dans la peur d'une protestation de sa part. Elle en savait beaucoup trop. Elle connaissait l'histoire du parti. Elle savait quelle place Staline avait occupée dans cette histoire. Toute l'historiographie moderne, qui mettait Staline de pair avec Lénine, ne pouvait manquer de lui être répugnante et outrageante. Staline craignait Kroupskaïa comme il craignait Gorky. Le G.P.U. entourait Kroupskaïa de son anneau ; ceux qui avaient tardé à mourir avaient été assassinés, ouvertement ou en secret. Chacun de ses pas était contrôlé. Ses articles n'étaient reproduits qu'après de longs, douloureux et humiliants pourparlers entre la censure et l'auteur. On exigeait d'elle les corrections nécessaires à la glorification de Staline ou à la réhabilitation du G.P.U. Il semble bien que les plus ignobles de ces modifications ont été faites contre la volonté de Kroupskaïa et à son insu. Que pouvait faire la malheureuse femme, brisée ? Totalement isolée, une lourde pierre sur le cœur, trop indécise pour agir, aux prises avec la maladie, elle menait une vie accablante.

Il semble que Staline ait un peu perdu l'envie de mettre en scène des procès à sensation, qui n'ont fait que le présenter à la face du monde entier comme le personnage le plus grossier, le plus criminel et le plus répugnant. Malgré tout, il n'est pas exclu que survienne quelque nouveau procès où les nouveaux accusés relateront comment les médecins du Kremlin, sous la direction de Iagoda et de Beria, avaient pris une série de mesures pour accélérer la mort de Kroupskaïa³. Mais, avec ou sans médecins, le régime que Staline lui avait imposé a indubitablement abrégé sa vie.

Loin de nous la pensée d'accuser Nadejda Kroupskaïa de n'avoir pas trouvé en elle la force de décision suffisante pour rompre avec la bureaucratie bonapartiste. Des esprits politiques plus indépendants ont chancelé, essayé de jouer à cache-cache

3. Allusion au fait que, lors du troisième procès de Moscou, un an auparavant, les médecins du Kremlin avaient avoué avoir assassiné Gorky et d'autres sur ordre de Iagoda. En fait, un nouveau procès de médecins du Kremlin fut engagé en 1952 et les accusés auraient sans doute avoué avoir agi à l'instigation de Beria, mais le procès n'eut pas lieu du fait de la mort de Staline et Kroupskaïa ne pouvait plus guère être mentionnée...

avec l'histoire, et ont péri. Kroupskaïa avait au plus haut degré le sens de la responsabilité. Elle avait un courage personnel suffisant, mais il lui manquait le courage de la pensée. Nous l'accompagnons à sa tombe avec un profond chagrin, comme la fidèle compagne de Lénine, comme une révolutionnaire irréprochable et comme l'une des figures les plus tragiques de l'histoire contemporaine.

CEUX QUI TRAHISSENT L'INDE¹

(4 mars 1939)

Nous publions dans ce numéro un article de Stanley sur la situation politique en Inde². Cet article dévoile de façon très convaincante la politique d'oppression poursuivie par la « démocratie » britannique pour barrer la route à la démocratie aux Indes. La population de l'Angleterre est de 40 millions, la population de l'Inde de 370 millions. Pour maintenir la démocratie dans une nation impérialiste de 40 millions, il faut étouffer une nation de 370 millions. Telle est l'essence de la démocratie impérialiste.

Seule une révolution victorieuse peut libérer l'Inde. La bourgeoisie indienne, étroitement liée au capital britannique, redoute la révolution. L'intelligentsia bourgeoise indienne a peur de sa propre bourgeoisie. A lieu de préparer une révolution populaire, ces messieurs défendent constamment le même vieux « Front populaire », c'est-à-dire une union des libéraux effrayés avec les démocrates effrayés de diverses variétés³. Dans ce travail, les staliniens sont, bien entendu, au premier rang⁴. Pour freiner le mouvement révolutionnaire des masses contre l'ennemi direct et immédiat, *l'impérialisme britannique*, ces messieurs font de l'agitation contre... le danger japonais. Avec

1. Article (T 4538) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. L'article de S. Stanley, « L'Inde acceptera-t-elle de se fédérer ? » parut dans le n° 3 de *Clave* en mars 1940.

3. L'article de Stanley citait des déclarations de Nehru, disposé à soutenir la Grande-Bretagne en échange de réformes ou de promesses de réformes ainsi que l'attitude plus réservée du président du parti du Congrès, Subhas Chandra Bose (1897-1945) et l'alignement d'un des dirigeants du C.S.P., Minoor R. Masani (né en 1905) sur les perspectives de la guerre aux côtés de la Grande-Bretagne.

4. Les militants du P.C. avaient pratiqué l'entrisme dans le parti nationaliste du Congrès, où ils bénéficiaient de la protection de Nehru mais aussi dans le parti socialiste du congrès (C.S.P.) dont ils dominaient l'appareil.

de telles méthodes, ils espèrent gagner la sympathie des esclavagistes britanniques pour la démocratie en Inde et, en même temps, pour... Staline, lequel rêve d'une alliance avec la bourgeoisie britannique. Les peuples coloniaux constituent de la menue monnaie dans les comptes de l'oligarchie bonapartiste avec les pays impérialistes.

L'ESPAGNE, STALINE ET EJOV¹

(4 mars 1939)

Ejov², l'ancien chef du G.P.U., est tombé en disgrâce pour plusieurs raisons. Mais il ne fait aucun doute que les événements d'Espagne sont liés à sa chute. La déroute des armées du gouvernement républicain, qui a été amenée avec la participation directe et très active du G.P.U., constitue un danger très grave tant pour le G.P.U. lui-même que pour ses maîtres du Kremlin.

Les crimes innombrables commis dans la péninsule ibérique par les crapules internationales au service de Staline doivent inévitablement être portés maintenant au grand jour. Des centaines et des milliers de témoins, victimes, participants sont maintenant en train de partir et de fuir l'Espagne dans toutes les parties du monde. Ils emporteront partout avec eux leur témoignage sur les crimes du G.P.U. en Espagne. La vérité sera à la portée de larges cercles de la population dans tous les pays³.

Si les républicains l'avaient emporté, nombreux auraient

1. Article (T 4534) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Nikolai I. *Ejov* (1895-1939), membre du parti en 1917, avait été commissaire politique dans l'Armée rouge, puis apparatchik jusqu'à son affectation à l'appareil central du C.C. en 1927. En 1930, il avait été nommé à la tête du département des « affectations ». Au 17^e congrès, il entra au C.C. et à la commission de contrôle, ainsi qu'au bureau d'organisation ; en mars 1935, en pleine purge, il devenait secrétaire du C.C. et président de la commission de contrôle. En septembre 1936, il avait remplacé Iagoda et dirigé personnellement la purge qu'il avait eu en fait mission de préparer depuis 1934. Le *New York Times* avait annoncé son limogeage le 9 décembre 1938 et son remplacement par Beria. Les versions sur son sort personnel variaient : il avait disparu, exécuté selon les uns, interné en hôpital psychiatrique selon d'autres. Son pouvoir était terminé, sa vie aussi.

3. Il n'en fut rien. La guerre détruisit les souvenirs avec des milliers d'hommes, empêcha ou étouffa les révélations : combien de rescapés d'Espagne disparurent pendant la guerre ou ne furent plus jamais en état de témoigner ? Et d'autres crimes avaient remplacé ces crimes.

été ceux qui auraient eu tendance à pardonner les crimes de Staline : « On ne traduit pas les vainqueurs en jugement ». Mais il est devenu tout à fait clair maintenant que les meurtres infâmes de révolutionnaires n'ont servi qu'à faciliter la victoire de Franco. Les bandeaux vont tomber des yeux de plus d'un aveugle.

Poursuivant sa méthode traditionnelle, Staline, en révoquant Ejov à temps, a voulu dire : « C'est Ejov qui est coupable de tout cela, pas moi ! » Mais, après tout cela, qui croira cette astuce poltronne qui ressemble de plus en plus à de la stupidité ? Pour ses crimes en Espagne, Staline personnellement doit des comptes à la classe ouvrière mondiale — tant pour la perfide politique de l'I.C. que pour la politique d'assassinats du G.P.U.

Presque dans chaque pays du monde il y a aujourd'hui des hommes qui sont passés, d'une façon ou d'une autre, entre les mains du G.P.U. Après le massacre d'Espagne, leur nombre s'est considérablement accru. Quand ils sont obligés de libérer leur victime de ses menottes, les agents du G.P.U. leur disent d'habitude : « Souviens-toi que nous avons le bras long ! » La peur qu'inspire cette menace scelle bien des bouches.

Nous devons maintenant faire tout notre possible pour que les gens terrifiés prennent la parole. Nos camarades, dans tous les pays, doivent expliquer à toutes les anciennes victimes et demi-victimes du G.P.U. que c'est leur devoir immédiat de dire tout ce qu'ils savent. Leurs parents en U.R.S.S. n'auront pas à en souffrir si les révélations ont un caractère massif. Les organisations de la IV^e Internationale peuvent et doivent leur donner ce caractère massif. A présent, il s'agit là d'une tâche extrêmement urgente dans la lutte contre la mafia stalinienne internationale.

ENCORE UNE FOIS SUR LES CAUSES DE LA DÉFAITE EN ESPAGNE¹

(4 mars 1939)

Les inventeurs du parapluie

Un humoriste français d'autrefois, Alphonse Allais², racontait un jour comment un petit bourgeois était arrivé à inventer le parapluie. Marchant dans la rue sous la pluie, il commença à se dire que ce serait bien si les rues étaient recouvertes de toits... Mais cela gênerait la libre circulation de l'air... Il faudrait qu'il soit déplacé par les piétons avec une sorte de levier dans les mains, etc. Finalement, notre inventeur s'exclama : « Mais, quoi ! C'est un parapluie ! » On peut aujourd'hui rencontrer à chaque pas des inventeurs de parapluie parmi les « gauchistes ».

En son temps, le bolchevisme a discrédité la politique réformiste pour pas mal d'années. Mais, avec la venue de la réaction, les staliniens et leurs sous-fifres ont recommencé à inventer le parapluie du réformisme : « le Front populaire » (coalition avec la bourgeoisie), le devoir pour le prolétariat de défendre la patrie démocratique (social-patriotisme) et ainsi de suite. Et ils le font avec toute la vigueur de l'ignorance.

Un autre parapluie de nouveau inventé

Dans le journal mexicain *El Popular*³, qui a mérité une réputation presque internationale pour la profondeur de son érudition, l'honnêteté de sa pensée et le caractère révolution-

1. Article (T 4354) traduit du russe avec la permission de la Houghton Library.

2. Alphonse Allais (1855-1905) est un humoriste français dont nous ignorons quand Trotsky le lut.

3. *El Popular* était le quotidien récemment fondé par la C.T.M. que dirigeait Lombardo Toledano.

naire de sa politique, Guillermo Vegas León⁴, qui n'est pas tout à fait inconnu de nos lecteurs, vient à la défense de la politique du Front populaire avec un parapluie fraîchement inventé. La guerre d'Espagne, voyez-vous, n'est pas une guerre pour le socialisme, mais plutôt une guerre contre le fascisme, il n'est pas permis de s'engager dans des aventures comme la prise des usines ou des terres. Seuls des amis du fascisme peuvent proposer de tels plans. Et ainsi de suite. Les événements historiques n'ont de toute évidence aucune influence sur les gens qui vivent au royaume du papier journal à bon marché.

M. León ne sait pas que ce même parapluie a été utilisé pour leurs opérations par les mencheviks et les social-révolutionnaires russes (le parti de Kerensky⁵). Ils ne se lassaient pas de répéter que la révolution russe était « démocratique » et pas socialiste, que, dans la guerre avec l'Allemagne, qui menaçait la jeune république démocratique, toute tentative de s'engager dans des aventures comme l'expropriation des moyens de production revenait à aider les Hohenzollern. Et comme il ne manquait pas parmi eux de canailles, ils assuraient également que les bolcheviks faisaient tout cela pour quelque raison secrète...

Le caractère de classe de la révolution

Le fait qu'une révolution soit « antifasciste » ou prolétarienne, bourgeoise ou socialiste, est déterminé, non par des étiquettes politiques mais par la structure de classe d'une nation donnée. Quant à [Vegas] León, le développement de la société depuis environ la moitié du XIX^e siècle, lui a totalement échappé. Pourtant le développement dans les pays capitalistes a balayé la bourgeoisie petite et moyenne, les rejetant à l'arrière-plan, les dégradant et les abaissant. Les principales classes dans la société moderne — y compris en Espagne — sont la bourgeoisie et le prolétariat. La petite bourgeoisie ne peut pas, en tout cas pour une longue période au moins — exercer le pouvoir ; il doit être

4. Guillermo Vegas León avait déjà lancé plusieurs attaques contre Trotsky et Rivera, dans *Trinchera Aprista*. S'agissait-il d'un agent ou seulement d'un journaliste carriériste et ignorant ? Trotsky hésitait. La carrière ultérieure de Vegas León suggère la seconde hypothèse.

5. Aleksandr P. Kerensky (1882-1970), ministre de la justice, puis de la défense, chef enfin du gouvernement provisoire de Russie en 1917 avait à cette époque rompu avec les s.r. et dirigeait une petite formation dite « travailliste ».

soit aux mains de la bourgeoisie soit dans celles du prolétariat. En Espagne, la bourgeoisie, inspirée par la crainte pour sa propriété et passée tout entière dans le camp du fascisme. L'unique classe capable de mener une lutte sérieuse contre le fascisme est le prolétariat. Lui seul aurait pu rallier les masses opprimées, avant tout la paysannerie espagnole. Mais le pouvoir ouvrier ne pouvait être qu'un pouvoir socialiste.

L'exemple de la Chine et de la Russie

Mais, objecte M. [Vegas] León, l'objectif immédiat est la lutte contre le fascisme. Toutes nos forces doivent être centrées sur ce but immédiat, etc. Bien sûr, bien sûr ! Mais dites-nous, s'il vous plaît, pourquoi, dans le cours d'une lutte contre le fascisme, la terre doit appartenir aux grands propriétaires, les usines et les fabriques aux capitalistes, qui sont tous dans le camp de Franco ? C'est peut-être parce que les paysans et les ouvriers « ne sont pas encore assez mûrs » pour la prise des terres et des usines ? Mais ils ont prouvé leur maturité en s'emparant, de leur propre initiative, des terres et des usines. Les réactionnaires qui s'intitulent républicains, sous la direction des staliniens, ont pu écraser ce puissant mouvement prétendument au nom de l'antifascisme, mais en réalité dans l'intérêt des propriétaires bourgeois.

Prenons un autre exemple. La Chine est actuellement engagée dans une guerre contre le Japon, une guerre défensive, juste, contre des pillards et des oppresseurs. Sous le prétexte de cette guerre, le gouvernement de Tchiang Kai-chek⁶, avec l'aide du gouvernement de Staline, a écrasé toute lutte révolutionnaire et surtout toute la lutte des paysans pour la terre. « Ce n'est pas le moment de résoudre la question agraire, disent les exploiters et les staliniens. Il s'agit maintenant de la lutte en commun contre le Mikado. » Il va pourtant de soi que si aujourd'hui précisément les paysans chinois étaient en possession de la terre, ils la défendraient bec et ongles contre les impérialistes japonais. Il nous faut encore rappeler que, si la révolution d'Octobre a pu vaincre dans une guerre de trois années d'innombrables enne-

6. Jiang Jie-shi, que l'on translittère en français *Tchiang Kai-chek* (1887-1975), le bourreau de la seconde révolution chinoise, ne s'engagea jamais dans la lutte contre le Japon et garda toujours un œil sur l'ennemi intérieur qu'il redoutait plus que l'envahisseur.

mis, y compris les corps expéditionnaires des pays impérialistes les plus puissants, c'est seulement parce que cette victoire fut avant tout assurée par le fait que, *pendant la guerre*, les paysans s'étaient emparés des terres alors que les ouvriers tenaient les fabriques et les usines. Seule la fusion du bouleversement socialiste et de la guerre civile a rendu invincible la révolution russe.

Des hommes comme M. [Vegas] León déterminent le caractère d'une révolution selon le nom que lui donnent les bourgeois libéraux et non la manière dont il s'exprime dans la lutte de classes authentique ni par ce que ressentent — même si elles ne le comprennent pas toujours clairement — les masses révolutionnaires. Mais nous ne considérons pas la révolution espagnole avec les yeux du philistin Azaña⁷, mais avec les yeux des ouvriers de Barcelone et des Asturies, et des paysans de Séville qui combattaient pour les fabriques et les usines, pour la terre, pour un avenir meilleur et pas du tout pour le vieux parapluie parlementaire du Front populaire.

L'abstraction vide de l' « antifascisme »

Les concepts même d' « antifascisme » et d' « antifascistes » ne sont que fiction et mensonge. Le marxisme aborde tous les phénomènes d'un point de vue de classe. Azaña est « antifasciste » seulement dans la mesure où le fascisme empêche les intellectuels bourgeois de faire une carrière parlementaire ou autre. Confronté à la nécessité de choisir entre le fascisme et la révolution prolétarienne, Azaña démontrera toujours qu'il est du côté des fascistes. Toute sa politique dans les sept années de la révolution le prouve.

D'un autre côté, le mot d'ordre « Contre le fascisme, pour la démocratie ! » ne peut attirer des millions et des dizaines de millions de gens ne serait-ce que parce que, pendant la guerre, il n'y a pas eu et il n'y a pas de démocratie dans le camp des républicains. Aussi bien avec Franco qu'avec Azaña, il y a dictature militaire, censure, mobilisation forcée, faim, sang et mort. Le mot d'ordre abstrait « Pour la démocratie ! » suffit pour des journalistes libéraux, mais pas pour les ouvriers et

7. Azaña était le chef de file des républicains bourgeois ; il avait été élu Président de la République au lendemain de la victoire électorale du Frente popular en 1936.

LÉON TROTSKY

paysans opprimés. Ils n'ont rien à défendre que leur asservissement et leur pauvreté. Ils ne banderont toutes leurs forces pour abattre le fascisme que si, en même temps, ils peuvent obtenir des conditions de vie nouvelles et meilleures. En conséquence, la lutte du prolétariat et des paysans les plus pauvres contre le fascisme ne peut être défensive au sens social, elle ne peut être qu'offensive. C'est pourquoi [Vegas] León dépasse les bornes quand, à la suite des philistins qui font le plus autorité, il nous enseigne que le marxisme rejette les utopies et que l'idée d'une révolution socialiste dans le cours de la lutte contre le fascisme est une utopie. En fait, *la forme la pire et la plus réactionnaire de l'utopisme est l'idée qu'il est possible de lutter contre le fascisme sans renverser le capitalisme.*

La victoire était possible

La totale ignorance de ces gens est véritablement stupéfiante. Ils n'ont aucune idée qu'il existe, à commencer par Marx et Engels, une littérature mondiale dans laquelle le concept même de la révolution démocratique et de son mécanisme interne de classe ont été analysés. Il est clair qu'ils n'ont jamais lu les documents fondamentaux des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste ni les recherches théoriques de la IV^e Internationale qui prouvent, expliquent et permettent, même à un enfant, de comprendre que la lutte contre le fascisme est impensable dans les conditions modernes autrement que par les méthodes de la lutte de classe prolétarienne pour le pouvoir.

Ces messieurs dépeignent l'histoire en train de préparer laborieusement les conditions pour la révolution socialiste, répartissant les rôles, inscrivant en grosses lettres sur un arc de triomphe : « ENTRÉE DANS LA RÉVOLUTION SOCIALISTE », garantissant la victoire et invitant poliment Messieurs les dirigeants à prendre les postes éminents d'ambassadeurs, ministres, etc. Non. La question se pose quelque peu différemment ; elle est bien plus complexe, difficile et dangereuse. Les opportunistes, les entêtés réactionnaires et les poltrons petits-bourgeois n'ont jamais reconnu et ne reconnaîtront jamais la situation qui met à l'ordre du jour la révolution socialiste. Pour le faire, il faut être un marxiste révolutionnaire, un bolchevik : pour le faire, il faut être capable de mépriser l'opinion publique de la petite bourgeoisie « éduquée », qui ne fait que refléter les craintes égoïstes de classe du capitalisme.

Le prolétariat était assez fort

Les dirigeants de la C.N.T. et de la F.A.I.⁸ ont déclaré eux-mêmes après l'insurrection de mai 1937 : « Si nous l'avions voulu, nous pouvions prendre le pouvoir à n'importe quel moment, parce que toutes les forces étaient de notre côté, mais nous ne voulions d'aucune dictature », etc. Ce que les laquais anarchistes de la bourgeoisie voulaient ou ne voulaient pas n'est à long terme qu'une question secondaire. Mais ils ont reconnu que le prolétariat insurgé était assez fort pour s'emparer du pouvoir. S'il avait eu une direction révolutionnaire et non une direction traître, il aurait épuré l'appareil d'Etat de tous les Azaña, érigé le pouvoir des soviets, donné la terre aux paysans, les fabriques et les usines aux ouvriers — et la révolution espagnole serait devenue socialiste et invincible.

Mais comme il n'y avait pas en Espagne de parti prolétarien révolutionnaire, mais, en revanche, beaucoup de réactionnaires se présentant comme socialistes ou anarchistes, ces derniers ont réussi, sous couleur de « Front populaire », à étouffer la révolution socialiste et à assurer la victoire de Franco.

Il est simplement ridicule d'expliquer la défaite par des références à l'intervention militaire des fascistes italiens et des nazis allemands, et par la conduite perfide des « démocraties » française et britannique. Les ennemis resteront toujours des ennemis. La réaction interviendra toujours dès qu'elle pourra. La « démocratie » impérialiste trahira toujours. Cela signifie que la victoire du prolétariat est impossible en général ! Mais que dire de la victoire du fascisme en Italie et en Allemagne ? Là, pas d'intervention. Au lieu de cela, il y avait un prolétariat puissant et dans le premier cas un parti socialiste, dans le second un parti communiste, particulièrement forts. Pourquoi donc n'a-t-on pas battu le fascisme ? Précisément parce que les partis dirigeants de ces deux pays ont essayé de ramener la question à une lutte « contre le fascisme », alors que seule une révolution socialiste peut battre le fascisme.

La révolution espagnole a été l'école suprême. Il n'est pas

8. En Espagne, la C.N.T. (Confederación Nacional del Trabajo) était si profondément marquée et tenue par la conspirative Federación Anarquista Ibérica (F.A.I.) que l'on parlait couramment de « la C.N.T.-F.A.I. ».

permis de permettre la plus légère frivolité à l'égard de ses leçons si cher payées. A bas le charlatanisme, le bla-bla-bla, l'ignorance crasse et le parasitisme intellectuel! Il nous faut étudier sérieusement et honnêtement, et préparer l'avenir.

HITLER ET STALINE¹

(6 mars 1939)

Ces derniers mois, les journaux ont imprimé beaucoup de choses sur des négociations secrètes entre Berlin et Moscou. On a fait courir le bruit qu'un accord politique et même militaire, sous le couvert d'un traité économique, était en préparation. Il est encore difficile d'évaluer exactement la part de vérité dans ces informations. Il existe en tout cas des symptômes assez évidents que des négociations ont été ou sont en cours. De toute façon, le résultat de ces négociations secrètes ne dépend à l'étape actuelle ni de la loyauté de Staline à l'égard des principes démocratiques ni de la fidélité de Hitler à l'étendard de l'« antimarxisme », mais plutôt de la conjoncture internationale. Un accord entre Staline et Hitler, s'il se réalisait — et il n'y a là rien d'impossible —, ne pourrait surprendre que les nigauds les plus désespérés de toutes les variétés de « fronts » démocratiques et de « ligues » pacifistes. Nous n'allons pas ici tenter d'apprécier si, dans l'avenir *immédiat*, Hitler va conclure un accord avec Staline. Cette question exigerait une analyse détaillée de la situation internationale dans toutes ses variantes possibles. Mais, même si on la faisait, la réponse devrait être très réservée dans la mesure où les partenaires eux-mêmes pourraient difficilement dire aujourd'hui avec une entière certitude où leur jeu va les conduire. Et pourtant, avant même que ce rapprochement entre Moscou et Berlin ait été effectué dans la réalité, il est devenu un facteur nouveau dans la politique internationale, car tous les centres diplomatiques de l'Europe et du monde prennent maintenant en compte cette *possibilité*. Examinons-là, nous aussi, brièvement.

1. Article (T 4543) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library. Nous avons mis entre [] les passages qui ont été supprimés dans l'édition du Seuil intitulée *Sur la deuxième Guerre Mondiale*.

Un accord avec une nation impérialiste — indépendamment du fait qu'elle soit fasciste ou démocratique — est un accord avec des esclavagistes et des exploités. Un accord temporaire de cette nature peut bien entendu être rendu obligatoire par les circonstances. Il est impossible de déclarer une fois pour toutes que des accords avec des impérialistes sont interdits dans toutes les conditions, comme il est impossible de dire à un syndicat ouvrier qu'il n'a pas le droit, dans aucune condition, de conclure un compromis avec le patron. Une telle « intransigeance » serait pur verbalisme.

Tant que l'Etat ouvrier demeure isolé, des accords épisodiques de telle ou telle ampleur, avec les impérialistes, sont inévitables. Mais nous devons comprendre clairement que la question se réduit au profit éventuel à tirer des antagonismes entre deux gangs de puissances impérialistes et rien de plus. Il ne peut même pas être question de déguiser de tels accords sur des mots d'ordre idéalistes généraux, comme, par exemple, « défense de la démocratie en commun » — mots d'ordre qui ne recouvrent rien d'autre que la tromperie la plus infâme à l'égard des travailleurs. Il est essentiel que les travailleurs, dans les pays capitalistes, ne soient pas liés, dans leur lutte de classe contre leur propre bourgeoisie, par les accords empiriques conclus par l'Etat ouvrier. Cette règle fondamentale a été observée rigoureusement pendant la première période de l'existence de la République des soviets.

Cependant, la question de savoir si des accords entre un Etat ouvrier et un Etat impérialiste, fasciste de surcroît, sont en général licites et dans quelles circonstances exactement, cette question — dans sa forme abstraite — a perdu aujourd'hui tout sens. Il ne s'agit pas aujourd'hui de l'Etat ouvrier en général, mais d'un Etat ouvrier dégénéré et en putréfaction. La nature d'un accord, ses objectifs et ses limites, dépendent directement de *ceux qui les concluent*. Le gouvernement de Lénine a été obligé, à Brest-Litovsk, de conclure un accord temporaire avec le Hohenzollern — afin de sauver la révolution². Le gouverne-

2. Trotsky fait ici allusion à ce qu'il désigne ailleurs comme le « diktat », la signature de la paix imposée par l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, au traité de Brest-Litovsk le 3 mars 1918. On sait que les conditions dictées par l'Etat-major allemand avaient provoqué l'opposition des « communistes de gauche » (qui préconisaient la « guerre révolutionnaire ») à Lénine, partisan de signer « le couteau sur la gorge ». Trotsky, défendant d'abord la thèse « Ni paix ni guerre », convaincu par la débâcle russe devant l'offensive allemande, se rallia à Lénine et assura sa victoire politique au C.C. Rappelons que l'empereur d'Allemagne appartenait à la dynastie de Hohenzollern qui avait régné sur la Prusse.

ment de Staline n'est susceptible de signer des accords que dans l'intérêt de la clique dirigeante du Kremlin et seulement au détriment des intérêts du prolétariat international.

[Les accords entre le Kremlin et les « démocraties » signifiaient pour les sections respectives de l'Internationale communiste la renonciation à la lutte de classes, l'étranglement des organisations révolutionnaires, le soutien du social-patriotisme et par conséquent la destruction de la révolution espagnole et le sabotage de la lutte de classe du prolétariat français.

L'accord avec Tchiang Kai-chek signifiait la liquidation immédiate du mouvement paysan révolutionnaire, le renoncement du parti communiste aux derniers vestiges de son indépendance et la substitution officielle du sunyatsénisme au marxisme³. Le demi-accord avec la Pologne signifiait la destruction du P.C. polonais et l'anéantissement de sa direction⁴. Tout accord de la clique du Kremlin avec une bourgeoisie étrangère est immédiatement dirigé contre le prolétariat du pays avec lequel il est conclu, ainsi que contre le prolétariat de l'U.R.S.S. Le gang bonapartiste du Kremlin ne peut survivre qu'en affaiblissant, en démoralisant et en écrasant le prolétariat partout où c'est à sa portée.

En Grande-Bretagne, l'Internationale communiste mène aujourd'hui une agitation en faveur de la création d'un « Front populaire » avec la participation des libéraux. Au premier abord, une telle politique paraît absolument incompréhensible. Le Labour Party représente une puissante organisation. On pourrait facilement comprendre un effort de l'I.C. social-patriote pour se rapprocher de lui. Mais les libéraux représentent une force profondément discréditée et politiquement de second ordre. Ils sont en outre divisés en plusieurs groupes. Dans leur lutte pour conserver leur influence, les travaillistes repoussent naturellement toute idée d'un bloc avec les libéraux

3. Sun Zhongshan, orthographié par usage *Sun Yat-sen* en France (1866-1925), médecin, « Chinois de l'extérieur », fut le père du nationalisme chinois. Sa doctrine, mélange de libéralisme et de socialisme, reposait sur les « Trois Principes du Peuple » (démocratie, nationalisme, socialisme). En 1927, Tchiang Kai-chek avait interdit aux militants du P.C. membres du Guomindang de critiquer les « trois principes ».

4. C'est en 1938, à une date précise non encore connue (!) que le P.C. polonais, officiellement qualifié de « nid d'espions », avait été dissous par l'I.C. Tous ses fondateurs, douze membres du C.C. et plusieurs centaines sans doute de ses militants réfugiés en U.R.S.S. furent exécutés dans ces circonstances. On peut également se demander si ce n'est pas en réalité la perspective du rapprochement, qu'il préparait avec Hitler, qui décida Staline en 1938 à balayer un P.C. qui, de toute façon, constituait un obstacle à ce rapprochement.

pour ne pas s'infecter de ce poison gangrené⁵. Ils se défendent avec pas mal d'énergie — par des exclusions⁶ — contre l'idée d'un « Front populaire ».

Pourquoi l'I.C. ne se borne-t-elle pas à lutter pour une collaboration avec les travaillistes ? Pourquoi au contraire exige-t-elle avec insistance l'inclusion des ombres libérales du passé dans le front uni ? Le nœud de la question réside en ce que la politique du Labour Party est beaucoup trop avancée pour le Kremlin. Une alliance entre les communistes et les travaillistes pourrait avoir une légère teinte d'anti-impérialisme et rendrait ainsi plus difficile un rapprochement entre Moscou et Londres. La présence des libéraux dans le « Front populaire » signifie une censure directe et immédiate de l'impérialisme sur les actes du Labour Party. Sous le couvert d'une telle censure, Staline pourrait rendre à l'impérialisme britannique tous les services voulus.

Le trait fondamental de la politique internationale de Staline ces dernières années a été celui-ci : il *monnaie* le mouvement ouvrier, comme il monnaie son pétrole, son manganeuse et d'autres marchandises. Il n'y a pas là un iota d'exagération. Staline considère les sections de l'I.C. dans les différents pays et la lutte de libération des nations opprimées comme une menue monnaie d'échange dans les marchés qu'il passe avec les puissances impérialistes.

Quand il a besoin de l'aide de la France, il soumet le prolétariat français à la bourgeoisie radicale. Quand il doit soutenir la Chine contre le Japon, il soumet le prolétariat chinois au Guomindang.]

Que ferait Staline dans l'éventualité d'un accord avec Hitler ? Hitler, à coup sûr, n'a pas particulièrement besoin de l'assistance de Staline pour étrangler le parti communiste allemand. L'extrême faiblesse de ce dernier est en outre le résultat de toute sa politique antérieure. Mais il est tout à fait vraisemblable que Staline accepterait de couper tous les subsides destinés au travail illégal en Allemagne. C'est là une des

5. A la réunion de l'exécutif national du Labor Party à laquelle le leader des partisans du Front populaire, Sir Stafford Cripps, présenta sa proposition en ce sens, il n'y eut que quatre voix en faveur du Front populaire : Cripps lui-même, Ellen Wilkinson, le professeur Laski et le célèbre avocat du G.P.U. dans les procès de Moscou, D. N. Pritt.

6. Parmi les exclus, citons l'ancien dirigeant de la Socialist League, sir Stafford Cripps (1889-1952) et le jeune député des mineurs gallois, Aneurin Bevan (1897-1960).

concessions les plus mineures qu'il aurait à faire et il serait tout disposé à la faire.

[On peut également prévoir que la campagne bruyante, hystérique et creuse contre le fascisme menée par l'I.C. au cours de ces dernières années, va être mise en sourdine. Il est à noter que, le 20 février, quand notre section américaine a mobilisé des masses considérables de travailleurs pour combattre contre les partisans américains de Hitler⁷, les staliniens ont froidement refusé de participer à cette contre-manifestation qui avait des répercussions nationales et ont tout fait pour minimiser son importance, apportant ainsi leur aide aux partisans américains de Hitler. Qu'y a-t-il derrière cette véritable politique de trahison? Seulement la stupidité conservatrice et la haine de la IV^e Internationale? Ou bien quelque chose de nouveau, par exemple les dernières instructions de Moscou recommandant à MM. les « antifascistes » de se mettre un bâillon pour ne pas gêner les négociations entre les diplomates de Moscou et de Berlin? Cette hypothèse n'est nullement invraisemblable. Les semaines qui viennent permettront de le vérifier.]

Nous pouvons dire avec certitude ceci. L'accord entre Hitler et Staline ne modifierait rien d'essentiel dans la fonction contre-révolutionnaire de l'oligarchie du Kremlin. Il permettrait seulement de mettre à nu cette fonction, de la faire apparaître avec plus d'éclat, de hâter ainsi l'effondrement des illusions et des falsifications. Notre tâche politique ne consiste pas à « sauver » Staline des embrassades de Hitler, mais à les renverser l'un et l'autre.

7. Trotsky fait ici allusion à la contre-manifestation organisée par le S.W.P. contre le meeting des fascistes américains à Madison Square Garden, qui rassembla 40 000 personnes et que le P.C. dénonça.

[POUR LE TRAVAIL DANS LE P.C.]¹

(8 mars 1939)

Cher Joe,

Je constate de nouveau, à partir de votre lettre comme de ma discussion avec deux camarades femmes qui sont venues de New York², que les choses sont bien médiocres en ce qui concerne le travail de notre parti à l'intérieur du parti communiste. Il n'existe pas du tout de liaisons et à cet égard un certain fatalisme. « Nous sommes trop faibles. Nous n'avons pas assez de main d'œuvre pour commencer une action systématique, etc. »

Je trouve cela tout à fait faux, dangereux et je dirais presque criminel. Selon moi, nous devons dresser la liste de tous les camarades qui sont venus du Communist Party dans les deux ou trois dernières années, de ceux qui ont des liens personnels avec des staliniens, etc. Organiser avec eux de petites discussions, pas de caractère général, mais pratique, même individuel. Elaborer quelques plans très concrets et rediscuter toute l'affaire après une semaine ou deux. Sur la base d'un tel travail préparatoire on pourrait cristalliser une commission sur cet objectif.

La fin de la tragédie espagnole, la vérité sur les activités des staliniens en Espagne et des articles comme l'excellente correspondance de Paris de Terence Phelan³, vont inévitablement créer une certaine désintégration dans les rangs des staliniens.

1. Lettre à J. Hansen (8435) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Il s'agissait de deux militantes du S.W.P., Martha Barry et Beatrice Guyer.

3. Terence Phelan était le pseudonyme de Sherry Mangan (1904-1961), un fils de grande famille, diplômé de Harvard, poète et qui était correspondant de la chaîne Luce (*Time*, *Life*, *Fortune*) en France depuis 1938.

Nous devons être présents pour observer ces procès et utiliser les occasions qui se présentent. C'est la plus importante tâche du parti dans cette période.

Comme vous pouvez l'imaginer, c'est avec la plus grande impatience que j'attends votre dernière information sur le manuscrit⁴. Je ne comprends pas bien comment vous procédez, mais j'ai tendance à supposer que c'est bien. Nous verrons les résultats.

Nous sommes heureux de savoir que votre situation personnelle et celle de Reba sont plus ou moins O.K. et que vous avez l'entière possibilité de vous consacrer entièrement au *Socialist Appeal*.

Nous avons appris par *Socialist Appeal* que notre ami Andrews⁵ avait été arrêté. Nous avons vu les photos dans lesquelles il participait aux « courses de taureau » de l'espèce non mexicaine, mais américaine⁶. Nous serions heureux d'avoir quelques lignes personnelles de Chris lui-même.

P.-S. Je ne vois pas de raison d'écrire à Malamuth. Il s'est révélé médiocre traducteur. J'ai fait tout mon possible pour arranger les choses et ne pas l'offenser. Il m'a envoyé une lettre très élogieuse. Puis, malgré toutes mes mises en garde, il s'est permis une regrettable indiscretion avec mon manuscrit⁷. J'ai protesté. Son devoir élémentaire eût été de s'excuser de son erreur et tout aurait été dans l'ordre de nouveau. Je trouve également que les camarades Burnham et Shachtman ont commis une erreur en s'engageant dans une discussion avec lui sur la qualité de sa traduction sans lui demander s'il avait ou non

4. Il s'agit toujours du manuscrit de *Staline* dont Hansen avait reçu mission de tenter de le vendre au G.P.U. en faisant croire que l'exemplaire dactylographié qu'il avait emporté était unique. En réalité, Joseph Hansen avait écrit à ce sujet, comme prévu, à l'encre sympathique entre les lignes d'une précédente lettre, mais les secrétaires avaient oublié de vérifier et personne, par conséquent, n'avait lu cette lettre dans laquelle il demandait des instructions en fixant une date limite pour la réponse qu'il devait donner.

5. Andrews était le pseudonyme de Christy Moustakis (né en 1911), un diplômé d'histoire sans travail, qui avait par hasard rencontré au Mexique Hansen et Frankel et avait été gagné au S.W.P. Il était resté comme chauffeur-garde. Il s'occupait du service d'ordre du S.W.P. à New York.

6. Il s'agit des photos de heurts avec la police à l'occasion de la manifestation du 20 février 1939.

7. Malamuth avait confié le manuscrit en cours du *Staline* à Burnham et Shachtman qui voulaient en évaluer le style dans sa traduction anglaise. Mais cette fâcheuse initiative était de nature à compromettre le bluff de Hansen avec le G.P.U...

mon autorisation pour leur remettre le manuscrit. La meilleure chose serait que, de leur propre initiative, Burnham et Shachtman expliquent qu'avec Malamuth ils ont commis quelque chose qui est près d'une indiscretion et qu'il était mieux de le reconnaître pour ce que c'était et de s'en tenir là.

Malamuth semble avoir au moins trois qualités : il ne sait pas le russe, il ne sait pas l'anglais et il est prodigieusement prétentieux. Je doute qu'il soit le meilleur des traducteurs...

[SUR LE FRONT « INTELLECTUEL »]¹
(8 mars 1939)

Cher Camarade Macdonald²,

Je suis très heureux d'apprendre que l'état de l'organisation intellectuelle est assez favorable. Nous sommes maintenant en train de perdre les vieux « demi-amis » qui ont été usés par le temps et sont maintenant effrayés par l'immensité de la tâche qu'il nous faut recommencer. Par ailleurs, des éléments nouveaux, parmi les intellectuels, gravitent dans notre direction. La fin de la tragédie espagnole poussera nombre de bons éléments vers le véritable camp de la révolution.

Malheureusement, je ne peux pas passer du temps sur le livre de Daniel Guérin³, car je suis trop absorbé par mon travail et je ne suis pas en bonne santé.

1. Lettre à D. Macdonald (8958), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Dwight Macdonald (1906-1982), d'une famille riche, avait étudié à Yale et collaboré à *Fortune*. Devenu compagnon de route du P.C. il s'en était détaché en 1936 à cause du premier procès de Moscou et avait pris contact avec Trotsky au nom de l'équipe qui relançait en 1937 *Partisan Review*. Il n'appartenait pas au S.W.P.

3. Daniel Guérin (né en 1904) était à l'époque un des dirigeants du P.S.O.P. et de son aile gauche. Il venait d'écrire son ouvrage *Fascisme et Grand Capital*.

[PAS LE TEMPS]¹

(8 mars 1939)

Cher Camarade Palley²,

Je serais très heureux d'écrire une introduction pour le livre du camarade Emmett³, mais c'est *matériellement impossible* pour moi de le faire. Pour faire une telle introduction, je devrais étudier quelques-uns des travaux de la nouvelle littérature économique théorique. Me contenter de rédiger quelques phrases générales serait indigne du travail de Marx autant que de celui du camarade Emmett.

Je viens de passer environ deux mois sur une introduction à un abrégé du premier volume du *Capital* et je suis tout à fait mécontent du résultat. Maintenant il me faut terminer mes livres et aussi, depuis deux mois, ma santé a été assez mauvaise. Je regrette beaucoup de devoir donner cette réponse négative, mais je ne puis faire autrement.

1. Lettre à B. Palley (9450), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Bernard Palley, un ancien du C.P. of Australia où il était entré en 1925 et était devenu membre du comité central, était secrétaire de syndicat à Sydney. Il avait rejoint l'organisation trotskyste en 1934.

3. William Henry Emmett (1865- ?) était l'auteur d'un ouvrage très estimé, *The Marxian economic Handbook and Glossary*, dont la première édition avait paru en 1925 chez Gollancz à Londres.

UN PAS VERS LE SOCIAL-PATRIOTISME ¹

LA POSITION DE LA IV^e INTERNATIONALE
CONTRE LA GUERRE ET LE FASCISME
(7 mars 1939)

Nos amis palestiniens viennent de toute évidence de faire une concession très dangereuse aux social-patriotes, alors que leur point de départ est à l'opposé de celui du social-patriotisme. Nous nous contenterons d'indiquer les points qui sont, à notre avis, les plus erronés, dans le document intitulé « N'est-ce pas une erreur ? »².

Nous continuons à affirmer que, dans le quart de siècle qui s'est écoulé depuis l'éclatement de la dernière guerre, l'impérialisme en est venu à régner sur le monde de façon plus despotique encore, que sa main pèse de plus en plus lourd sur les événements en temps de paix comme en temps de guerre, et, finalement, que, sous ses divers masques politiques, il a revêtu un caractère encore plus réactionnaire. Par conséquent, toutes les règles fondamentales de la politique prolétarienne de « défaitisme » par rapport à la guerre impérialiste conservent aujourd'hui toute leur vigueur. C'est de là que nous partons et c'est ce qui détermine toutes les conséquences qui en découlent.

Les auteurs de ce document partent d'une position différente. Ils établissent une différence quantitative entre la guerre qui vient et la dernière guerre et cela à deux égards. On peut

1. Article (T 4547) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Bien que Trotsky parle de « Nos amis palestiniens », la correspondance de Harvard et celle d'Avignon sur le mouvement palestinien suggèrent une formule plus exacte : « Certains de nos amis palestiniens ». Le groupe qui avait rédigé ce texte était né autour du journal *Haor* (La Lumière), un organe fondé en 1930 par des militants du P.C. et qui s'adressait notamment aux travailleurs palestiniens. Son animateur, Mordechai *Stein* (1894-1969), un avocat, était né en Russie et avait été exclu du P.C. pour « trotskysme » au début des années trente. Un correspondant de Trotsky et de Johre, qui signe Jack Wald pour le premier et Moser pour le second, qualifie ce groupe de « centriste ». Même critique de la part de l'auteur d'un long texte envoyé de Palestine à cette époque, signé L. Rock, qui émanait d'Y. Gluckstein, le futur « Tony Cliff ».

tenir pour vrai que seuls des pays impérialistes ont pris part à la dernière guerre : le rôle de la Serbie, disent-ils, était trop insignifiant pour donner son empreinte à la guerre (ils oublient les colonies et la Chine). Dans la guerre qui vient, écrivent-ils, l'un des protagonistes sera sans doute l'U.R.S.S., qui constitue un facteur bien plus considérable que la Serbie. A la lecture de ces lignes, le lecteur tend à conclure que le raisonnement ultérieur des auteurs va précisément tourner autour de la participation de l'U.R.S.S. à la guerre. Mais ils abandonnent rapidement cette idée ou, plus précisément, elle est reléguée à l'arrière-plan par une autre, à savoir la menace mondiale du fascisme. La réaction monarchiste, pendant la dernière guerre, affirment-ils, n'avait pas un caractère historique offensif et constituait plutôt un vestige, tandis que le fascisme, aujourd'hui constitue une menace directe et immédiate pour l'ensemble du monde civilisé. La tâche du prolétariat international tout entier est donc de le combattre en temps de paix comme en temps de guerre. Nous sommes sur nos gardes et c'est bien naturel, pleins de soupçons : une telle façon de rétrécir les tâches révolutionnaires — substituer à l'impérialisme un de ses masques politiques, le fascisme — constitue une évidente concession à l'I.C., une concession manifeste aux social-patriotes des pays « démocratiques ».

Pour commencer, on avance l'hypothèse que les deux facteurs historiques nouveaux qui, probablement, dictent un changement de politique en temps de guerre — à savoir l'U.R.S.S. et le fascisme — ne joueront pas forcément dans le même sens. Il n'est pas exclu que Staline et Hitler — ou Staline et Mussolini — puissent se retrouver dans un seul et même camp au cours de la guerre ou, en tout état de cause, que Staline puisse acheter une neutralité éphémère et fragile au prix d'un accord avec les gouvernements fascistes ou un d'entre eux³. Or, pour une raison inconnue, cette variante disparaît de l'horizon de nos auteurs. Ils disent pourtant, très justement, que notre position de principe doit nous armer en vue de toute variante possible.

Ainsi que nous l'avons cependant déjà dit, la question de l'U.R.S.S. ne joue véritablement aucun rôle dans l'ensemble de la façon dont raisonnent nos camarades palestiniens. Ils concentrent en effet toute leur attention sur le *fascisme*, en tant que menace immédiate contre la classe ouvrière mondiale et les

3. Trotsky prédit et caractérise ici avec précision ce que sera quelques mois plus tard le pacte germano-soviétique.

nationalités opprimées. Ils soutiennent qu'une politique « défaitiste » ne saurait être appliquée dans ceux des pays qui seront en guerre contre des pays fascistes. Une telle façon de raisonner simplifie de nouveau à l'extrême le problème, car elle décrit la situation comme si on devait trouver nécessairement tous les pays fascistes d'un côté des tranchées, et tous les pays démocratiques ou semi-démocratiques de l'autre. En fait, il n'existe aucune garantie qu'il s'agira d'un regroupement aussi « commode ». L'Italie et l'Allemagne peuvent très bien se retrouver au cours de la prochaine guerre, comme au cours de la première, dans des camps opposés. Ce n'est pas du tout exclu. Que faudra-t-il faire dans ce cas ? En réalité, il devient de plus en plus difficile de classer les pays en fonction de traits purement politiques : où placerons-nous la Pologne, la Roumanie, l'actuelle Tchécoslovaquie⁴ et un certain nombre d'autres puissances de second et de troisième ordre ?

La tendance principale des auteurs du document est apparemment la suivante : soutenir que le « défaitisme » est une obligation pour les pays fascistes dirigeants (Allemagne, Italie), alors qu'il faut y renoncer dans les pays, même de vertu démocratique douteuse, qui sont en guerre avec eux. C'est à peu près ainsi qu'on pourrait formuler l'idée centrale de ce document. Sous cette forme aussi, il demeure faux et constitue de toute évidence une chute dans le social-patriotisme.

Rappelons que tous les dirigeants de la social-démocratie allemande en émigration sont « défaitistes » à leur manière. Hitler les a privés de leurs sources d'influence et de revenu. La nature progressiste de ce défaitisme « démocratique », « antifasciste », est égale à zéro. Car il n'est pas lié à la lutte révolutionnaire, mais à l'espoir du rôle « libérateur » de l'impérialisme, français ou autre. Les auteurs de notre document, de toute évidence sans l'avoir voulu, ont malheureusement fait un pas précisément dans cette même direction.

En premier lieu, ils ont, à notre avis, donné une définition beaucoup trop nébuleuse et surtout trop équivoque du « défaitisme » comme un système spécial et indépendant d'actions visant à provoquer la défaite. Ce n'est pas ça. Le défaitisme,

4. Il était difficile de dénier la possibilité de qualifier le régime de ces Etats sinon de « fascistes », du moins de « fascisants » : ni le régime des « colonels » qui avaient succédé en Pologne à Pilsudski, ni celui de Carol de Roumanie qui avait aboli le régime parlementaire un an auparavant et venait d'instituer un « parti unique », le front de la renaissance nationale, ni le régime de Syrový en Tchécoslovaquie, ne ressemblaient, même de loin, à une « démocratie ».

c'est la politique de classe du prolétariat qui considère, y compris en temps de guerre, que son ennemi principal est dans son propre pays impérialiste. Le patriotisme, en revanche, est une politique qui situe l'ennemi principal hors de son propre pays. L'idée du défaitisme est en réalité la suivante : mener une lutte révolutionnaire intransigeante contre sa propre bourgeoisie en tant qu'ennemi principal, sans se préoccuper que cette lutte puisse aboutir à la défaite de son propre gouvernement. Dans le cas où elle résulte d'un *mouvement révolutionnaire*, la défaite de son propre gouvernement constitue un *moindre mal*. Lénine n'a jamais dit et n'a jamais voulu dire autre chose. Il n'est même pas possible de parler d'une autre espèce de « contribution » à la défaite. Faut-il renoncer au défaitisme révolutionnaire dans les pays non fascistes ? C'est là le nœud de la question ; c'est là-dessus que l'internationalisme révolutionnaire tient bon, ou s'effondre.

Par exemple, les 360 millions d'Indiens doivent-ils renoncer à toute tentative d'utiliser la guerre pour leur propre libération ? Leur insurrection, en pleine guerre, contribuerait sans doute à la défaite de la Grande-Bretagne. Mieux, dans le cas d'une insurrection aux Indes — contrairement à toutes les « thèses » —, les ouvriers britanniques devraient-ils la soutenir ? Ou seraient-ils, au contraire, tenus de pacifier les Indiens, de les bercer afin de les endormir, et ce, pour la cause de la lutte de l'impérialisme britannique « contre le fascisme » ? Quelle route suivre ?

« La victoire de l'Allemagne et l'Italie aujourd'hui (demain, il en ira peut-être autrement) équivaut à la chute du fascisme. » L'attention est surtout attirée par cette expression : « aujourd'hui (demain il en ira peut-être autrement) ». Les auteurs n'élucident pas ce qu'ils entendent exactement par là. Mais, en tout cas, ils indiquent bien que — même de leur propre point de vue — leur position a un caractère circonstanciel, instable et incertain, qu'elle peut se révéler inutile demain. Ils ne tiennent pas suffisamment compte du fait qu'à l'époque du capitalisme pourrissant, des changements ou des demi-changements dans les régimes politiques se produisent très brusquement et souvent sans altérer les bases sociales, sans porter atteinte au mouvement de déclin du capitalisme. Sur lequel de ces deux processus notre politique doit-elle reposer, dans une question aussi fondamentale que celle de la guerre ? Sur les changements de direction des régimes politiques, ou sur la base sociale de l'impérialisme commune à tous les régimes politiques,

et qui ne peut que les unir contre le prolétariat révolutionnaire ? La question stratégique fondamentale est celle de notre attitude vis-à-vis de la guerre, qu'il n'est pas permis de subordonner à des considérations et des spéculations tactiques épisodiques.

Pourtant, même du point de vue purement conjoncturel, l'idée centrale mentionnée ci-dessus dans ce document est fautive. Une victoire sur les armées de Hitler et Mussolini n'implique en elle-même que la défaite militaire de l'Allemagne et de l'Italie, mais absolument pas l'effondrement du fascisme. Nos auteurs admettent que le fascisme est le produit inévitable du capitalisme décadent, dans la mesure où le prolétariat n'a pas pris à temps la place de la bourgeoisie. Mais comment, au juste, une victoire militaire des démocraties en déclin sur l'Allemagne et l'Italie pourrait-elle liquider le fascisme, même pour une brève période ? S'il existait une quelconque raison de croire qu'une nouvelle victoire de cette familière et un peu sénile Entente (moins l'Italie)⁵ procurerait d'aussi merveilleux résultats, tout à fait contraires aux lois socio-historiques, alors, il faudrait non seulement la « désirer », mais faire tout notre possible pour y contribuer. Et dans ce cas, les social-patriotes anglais et français auraient raison. En réalité, ils sont plus loin aujourd'hui d'avoir raison qu'il y a vingt-cinq ans, ou, pour être plus précis, ils jouent aujourd'hui un rôle infiniment plus réactionnaire et plus infâme.

S'il existe des chances — et incontestablement il en existe — que la défaite de l'Allemagne et de l'Italie — à la condition qu'il y ait un mouvement révolutionnaire — puisse conduire à la chute du fascisme, alors, inversement, il existe des chances plus proches et plus immédiates que la victoire de la France puisse porter un coup final à la démocratie corrodée, surtout si elle est obtenue avec l'aide politique du prolétariat français. Le renforcement des impérialismes français et britannique, la victoire de la réaction militaire fasciste en France, le renforcement de la domination britannique sur l'Inde, et sur les autres colonies, fournirait à son tour un soutien à la réaction la plus noire en Allemagne et en Italie. Dans l'éventualité de leur propre victoire, France et Italie feront tout pour sauver Hitler et Mussolini et éviter le chaos. La révolution prolétarienne peut évidemment tout corriger. Mais il faut l'y aider et non l'en empêcher. On ne peut aider la révolution en Allemagne

5. Les Alliés de 1914-1918 étaient appelés l'Entente, qui comptait alors également l'Italie.

autrement qu'en appliquant dans l'action les principes de l'internationalisme révolutionnaire dans les pays qui sont en guerre contre elle.

Les auteurs du document prennent nettement position contre le pacifisme abstrait, et, en cela, ils ont bien entendu raison. Mais ils ont tout à fait tort de croire que le prolétariat puisse résoudre ses grandes tâches historiques par des guerres qu'il ne conduirait pas, mais qui seraient menées par ses ennemis mortels, les gouvernements impérialistes. On peut tirer du document l'analyse suivante : pendant la crise tchécoslovaque⁶, nos camarades français ou anglais auraient dû exiger l'intervention militaire de leur propre bourgeoisie et assumer ainsi la responsabilité de la guerre en général, et pas, bien entendu, d'une guerre révolutionnaire, mais de cette guerre impérialiste. Le document cite les paroles de Trotsky disant que Moscou aurait dû prendre l'initiative d'écraser Hitler dès 1933, avant qu'il ne soit devenu un terrible danger (*Biulleten Oppositsii*, 21 mars 1933)⁷. Mais ces paroles signifient simplement que tel aurait dû être le comportement d'un véritable gouvernement révolutionnaire d'un Etat ouvrier. Mais est-il possible d'adresser la même exigence au gouvernement d'un Etat impérialiste ?

Nous ne prenons certes aucune responsabilité pour le régime qu'ils appellent le régime de paix. Le mot d'ordre « Tout pour la Paix » n'est pas le nôtre, et aucune de nos sections ne le lance. Mais nous ne pouvons pas plus assumer la responsabilité de *leur* guerre que nous ne l'assumons pour *leur* paix. Plus notre position là-dessus sera résolue, ferme et intransigeante, mieux les masses nous comprendront, sinon au commencement, du moins au cours de la guerre.

« Le prolétariat de Tchécoslovaquie aurait-il pu lutter contre son gouvernement et sa politique de capitulation au moyen de mots d'ordre de paix et de défaitisme ? ». C'est une question très concrète qui est posée ici sous une forme très abstraite. Il n'y avait pas de place pour le défaitisme parce qu'il n'y avait pas la guerre (et ce n'est pas un accident si elle n'a pas eu lieu). Dans les vingt-quatre heures critiques de la confusion et de l'indignation universelles, le prolétariat tchécoslovaque avait l'occasion de renverser le gouvernement « capitulaire » et

6. Trotsky fait allusion à la crise de septembre 1938 qui s'était terminée par l'accord de Munich, partout ressenti comme la rupture des démocraties avec l'alliance russe et le « feu vert » donné à l'expansion allemande à l'Est.

7. Il s'agit de l'article « Hitler et l'Armée rouge » daté effectivement du 23 mars 1933, mais paru dans *Biulleten Oppositsii* n° 34 de mai 1933.

de prendre le pouvoir. Pour cela, il fallait seulement une direction révolutionnaire. Naturellement, après la prise du pouvoir, le prolétariat aurait opposé à Hitler une résistance farouche, ce qui aurait certainement provoqué une réaction puissante au sein des masses laborieuses en France et ailleurs. Mais ne spéculons pas sur ce qui aurait pu être le cours ultérieur des événements. De toute façon, la situation serait aujourd'hui infiniment plus favorable pour la classe ouvrière mondiale. Non, nous ne sommes pas des pacifistes ; nous sommes pour la guerre révolutionnaire. Mais la classe ouvrière tchèque n'avait pas le moindre droit de confier la direction d'une guerre « contre le fascisme » à MM. les capitalistes, lesquels, en quelques jours, ont pu, en toute tranquillité, changer de couleur pour devenir fascistes ou tout comme. De telles transformations et de tels changements de couleur de la part des classes dirigeantes seront à l'ordre du jour, pendant la guerre, dans toutes les « démocraties ». C'est pourquoi le prolétariat irait à sa propre ruine s'il devait déterminer la ligne principale de sa politique à partir des étiquettes formelles et instables de « pour » et « contre le fascisme ».

Nous considérons comme radicalement fausse l'idée de ce document selon laquelle, des trois conditions d'une politique « défaitiste » énumérées par Lénine, la troisième manque aujourd'hui, à savoir « la possibilité de solidarité des mouvements révolutionnaires de tous les pays belligérants ». Ici les auteurs sont de toute évidence hypnotisés par ce qu'on dit de l'omnipotence du régime totalitaire. En fait, l'immobilité des ouvriers allemands et italiens n'est pas du tout déterminée par l'omnipotence de la police fasciste, mais par l'absence de programme, la perte de sa foi dans les vieux programmes et les vieux mots d'ordre, et par la prostitution de la II^e et de la III^e Internationales. C'est seulement dans une atmosphère politique de désillusion et de déclin que l'appareil policier peut opérer des « miracles » qui — c'est triste à dire — ont produit trop d'impression sur certains de nos camarades aussi.

Naturellement, il est plus facile de commencer la lutte dans ceux des pays où les organisations ouvrières n'ont pas encore été détruites. Mais il faut commencer la lutte contre l'ennemi principal qui reste jusqu'à maintenant dans notre propre pays. Est-il concevable que les ouvriers avancés de France disent aux ouvriers allemands : « Puisque vous êtes dans les souffrances du fascisme et ne pouvez vous libérer vous-mêmes, nous aiderons notre gouvernement à écraser votre Hitler, c'est-à-dire à étran-

gler l'Allemagne avec le nœud coulant d'un nouveau Versailles, et alors... alors nous construirons le socialisme avec vous. » A cela, les Allemands pourraient bien répondre : « Excusez-nous, mais nous avons déjà entendu cette chanson dans la bouche des social-patriotes pendant la guerre et nous savons très bien comment tout a fini. » Non, ce n'est pas ainsi que nous aiderons les ouvriers allemands à sortir de leur stupeur. Il nous faut leur montrer dans l'action que la politique révolutionnaire consiste en une lutte simultanée contre les différents gouvernements impérialistes, dans tous les pays belligérants. Il ne faut certes pas concevoir cette « simultanété » de façon mécanique. Les succès révolutionnaires, en quelque endroit qu'ils puissent initialement exploser, élèveront l'esprit de protestation et les soulèvements dans tous les pays. Le militarisme des Hohenzollern a été complètement jeté bas par la révolution d'Octobre. Pour Hitler et Mussolini, le succès d'une révolution socialiste dans l'un quelconque des pays avancés serait infiniment plus terrible que les armements combinés de toutes les « démocraties » impérialistes.

La politique qui cherche à confier au prolétariat la tâche insoluble de parer aux dangers engendrés par la bourgeoisie et sa politique de guerre est vaine, fautive, mortellement dangereuse. « Mais le fascisme peut vaincre ! » « Mais l'U.R.S.S. est menacée ! » « Mais l'invasion hitlérienne signifierait le massacre des ouvriers ! » Et ainsi de suite, sans fin. Bien sûr les dangers sont infinis, infinis. Il est impossible non seulement d'y parer, mais même de tous les prévoir. Si le prolétariat, aux dépens de la clarté et de l'intransigeance des fondements de sa politique, essayait de courir après chaque danger circonstanciel séparément, il provoquerait inéluctablement sa propre faillite. En temps de guerre, les frontières seront modifiées, victoires militaires et défaites alterneront, les régimes politiques changeront. Les travailleurs ne pourront profiter à fond de ce monstrueux chaos que s'ils se consacrent non à jouer les surveillants du processus historique, mais à s'engager dans la lutte de classe. C'est seulement le développement de leur offensive internationale qui mettra fin, non seulement aux « dangers » circonstanciels, mais aussi à leur source essentielle, la société de classes.

[LETTRE D'ENVOI]¹

(7 mars 1939)

Cher Ami,

Je vous envoie à nouveau quelques articles et des notes, entre autres une réponse aux Palestiniens (j'espère que vous avez conservé leur lettre).

Avec les deux articles que je vous ai envoyés la semaine dernière, vous avez peut-être de quoi faire un numéro double. Surtout si Iakovlev², ou si d'autres collaborateurs ont écrit quelque chose.

Ainsi, vous venez aux E.U.³. J'espère que vous viendrez nous voir. Sans être tout près, il est vrai, nous serons tout de même « voisins ». Il serait bien qu'on puisse se rencontrer, n'est-ce pas ? Vous n'en dites rien. En ce qui concerne Ranc, je n'ai pas d'objections, bien que je ne connaisse pas ses qualités de style. Denise possède le sens de la langue. Mais décidez vous-même sur place : je ne suis pas opposé à Ranc⁴.

J'arriverai peut-être à envoyer encore quelque chose pour le numéro double, mais pour le moment je ne peux le promettre à coup sûr.

1. Lettre à L. Estrine (7737), traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library. On sait que ces lettres-là s'adressaient au « groupe russe », autant à Lola Estrine qu'à Zborowski.

2. Iakovlev était le pseudonyme utilisé dans le *B.O.* par Lola Estrine.

3. C'était Lola qui devait se rendre aux Etats-Unis.

4. Robert Ranc (né en 1905), ancien militant du P.C., puis de l'Opposition, avait été secrétaire de Trotsky pendant quelques mois à Prinkipo. Il faisait partie du noyau de *La Révolution prolétarienne* et avait cependant conservé des relations étroites avec Sedov. C'est pourquoi Lola avait pensé à lui pour veiller à la qualité de la traduction française du *Staline*.

UNE FOIS DE PLUS SUR LA « CRISE DU MARXISME »¹ (7 mars 1939)

Au bon vieux temps, quand des gens parlaient de la crise du marxisme, ils avaient en tête quelque proposition spécifique de Marx qui n'avait pas, selon eux, tenu à l'épreuve des faits : à savoir la théorie de l'aggravation de la lutte de classes, la prétendue théorie de « la paupérisation » et la prétendue théorie de « l'effondrement catastrophique du capitalisme ». Ces trois points principaux servaient de cibles aux critiques bourgeois et réformistes. Aujourd'hui il est simplement impossible d'engager une controverse sur ces points. Qui va entreprendre de démontrer que les contradictions sociales ne vont pas en s'aggravant mais en s'atténuant ? Aux Etats-Unis, M. Ickes, le secrétaire à l'Intérieur, et d'autres hauts responsables sont obligés de parler ouvertement dans leurs discours du fait que « soixante familles » contrôlent la vie économique de la nation ; d'un autre côté, le nombre de chômeurs oscille entre dix millions dans les années de « prospérité » et vingt millions dans les années de crise. Les lignes du *Capital* dans lesquelles Marx parle de la polarisation de la société capitaliste, de l'accumulation de richesse à un pôle et de pauvreté à l'autre — ces lignes, qu'on avait accusées d'être « démagogiques », montrent simplement maintenant qu'elles sont une image de la réalité.

La vieille conception libérale démocratique d'une montée universelle de la prospérité, de la culture, de la paix et de la liberté a fait naufrage de façon décisive et irréversible. Dans son sillage a fait faillite la conception social-réformiste qui ne constituait en essence qu'une adaptation des idées du libéralisme aux conditions existantes de la classe ouvrière. Toutes ces théories et méthodes ont leurs racines dans l'époque du capita-

1. Article (T 4545) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

lisme industriel, l'époque du libre commerce et de la libre concurrence, c'est-à-dire dans ce qui est passé sans retour, l'époque où le capitalisme était encore un système relativement progressiste. Le capitalisme aujourd'hui est réactionnaire. Il ne peut être soigné. Il doit être balayé.

Il n'existe pas un entêté qui croie sérieusement — tous les Blum ne croient pas, ils mentent — que la monstrueuse aggravation des contradictions sociales puisse être surmontée par les moyens d'une législation parlementaire. Marx s'est révélé avoir raison — dans chacun — oui, chacun — des éléments de son analyse, comme dans son pronostic « catastrophique ». En quoi consiste donc la « crise » du marxisme ? Les critiques d'aujourd'hui ne cherchent même pas à poser avec précision cette question même.

On se souviendra dans les annales de l'histoire que le capitalisme, avant de plonger dans sa tombe, a fait un terrible effort d'auto-préservation sur une période historique prolongée. La bourgeoisie ne veut pas mourir. Elle a transformé toute l'énergie qu'elle a hérité du passé en une violente réaction convulsive. C'est précisément la période que nous sommes en train de vivre.

La force ne fait pas que vaincre, à sa manière, elle « convainc ». L'assaut de la réaction ne se contente pas de détruire physiquement des partis, il décompose les hommes moralement. Nombre de ces messieurs radicaux ont le cœur dans leurs chaussures. Leur peur face à la réaction, ils la traduisent dans le langage de la critique immatérielle et universelle « Il doit y avoir quelque chose de faux dans les anciennes théories et les anciennes méthodes. », « Marx s'est trompé. », « Lénine n'a pas prévu ». Quelques-uns vont même plus loin : « La méthode révolutionnaire a fait faillite. » « La révolution d'Octobre a conduit à la dictature la plus corrompue de la bureaucratie. » Mais la grande Révolution française s'est terminée, elle aussi, par la restauration de la monarchie. De façon générale, l'univers est mal bâti : la jeunesse conduit à l'âge, la naissance à la mort : « Tout ce qui est né doit périr ».

Ces messieurs oublient avec une remarquable facilité que l'homme s'est ouvert un chemin, d'une condition de demi-singe à une société harmonieuse, sans aucun guide ; que cette tâche est difficile ; qu'à chaque pas en avant ou deux correspond un demi-pas, un pas et parfois deux en arrière. Ils oublient que le chemin est semé d'obstacles très grands et que personne n'a inventé ni ne pouvait inventer une méthode secrète grâce à

laquelle on aurait garanti une ascension ininterrompue sur l'escalier mécanique de l'histoire... Triste à dire, messieurs les raisonneurs n'ont pas été invités à une consultation où l'homme était en cours de création et où les conditions du développement humain commençaient à prendre forme. Mais, de façon générale, ce n'est pas réparable...

Bien ; toute l'histoire révolutionnaire antérieure et, ma foi, toute l'Histoire d'une manière générale n'ont été qu'une chaîne d'erreurs. Mais comment s'accommoder de la réalité actuelle ? Comment s'accommoder d'une gigantesque armée de chômeurs chroniques, de la ruine des agriculteurs, de la baisse générale de la production, de la guerre qui approche ? De sages sceptiques promettent qu'un jour ils referont le compte de toutes les peaux d'orange sur lesquelles ont trébuché les grands mouvements révolutionnaires du passé. Mais ces messieurs vont peut-être nous dire ce qu'il faut faire ensuite, aujourd'hui, tout de suite ?

Nous attendrions en vain leur réponse. Les philosophailleurs affolés se désarment eux-mêmes face à la réaction en rejetant la pensée sociale scientifique, en abandonnant leurs positions non seulement matérielles, mais aussi morales, et en se privant, pour l'avenir, de tout droit de revanche révolutionnaire. Cependant les conditions qui ont permis la vague de réaction que nous connaissons aujourd'hui sont extrêmement instables, contradictoires, éphémères, et préparent une nouvelle avancée du mouvement du prolétariat. La direction de ce mouvement appartiendra de droit à ceux que les raisonneurs appellent « dogmatiques et sectaires ». Car les « dogmatiques » et les « sectaires » n'ont nulle envie de rejeter la méthode scientifique puisque personne, vraiment personne jusqu'à présent, n'a rien proposé de meilleur en échange.

**« IL FAUT APPRENDRE
A TRAVAILLER
A LA STALINIENNE »¹**
(8 mars 1939)

Aujourd'hui, tous les citoyens de l'U.R.S.S. étudient, comme c'est l'usage, le manuel stalinien *Histoire du P.C.U.S.*, une compilation, unique en son genre, de mensonges et de falsifications. On pourrait, bien entendu, trouver parmi les étudiants des milliers de ces jeunes têtes pensantes qui savent interpréter les faits et vérifier l'histoire dans les documents. Nombre d'entre eux demandent certainement aux officiels qu'ils ont le moins de raisons de craindre : « Mais pourquoi trouve-t-on dans cette *Histoire* des affirmations qui sont réfutées à chaque pas dans les journaux et les périodiques de l'époque en question ? » Le moniteur répond de façon significative, un doigt sur les lèvres : « Il faut apprendre à travailler à la stalinienne ! » Ce qui veut dire qu' « il faut apprendre à mentir de façon rationnelle ou, tout au moins, qu'il faut fermer les yeux sur le mensonge totalitaire ».

On est frappé d'un étonnement particulier à la lecture des révélations de Vychinsky et autres super-seigneurs staliniens au sujet des persécutions illégales, des instructions falsifiées, des aveux arrachés de force. La presse soviétique, surtout la *Pravda*, propre fille presque chaste de Staline, s'indigne : c'est inouï que, dans notre patrie, des secrétaires, des juges d'instruction, des procureurs et des juges aient pu être inspirés par de viles considérations en persécutant d'honnêtes citoyens, en les chargeant d'accusations fausses, en leur extorquant de faux témoignages ! Et tout cela sur la route du socialisme et du communisme ! Inconcevable² !

1. Article (T 4549) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Après la chute d'Ejov, la presse soviétique s'efforça de donner le sentiment qu'il était responsable de tous les « abus » et on commença à parler de l'époque des procès comme de celle de la *Ejovitchina*.

« Travaillons à la stalinienne », répète tous les jours la presque virginale *Pravda* et, après elle, l'ensemble de la presse jour après jour. « C'est cela ! C'est cela », répètent en écho tous les grands et petits satrapes locaux qui, marchant sur les traces de Staline, liquident aussitôt quiconque ose les critiquer ou se mettre en travers de leur chemin, voire, simplement, leur jeter le regard de reproche de l'honnête homme. Les mesures de la clique du Kremlin deviennent inévitablement celles des cliques locales. « Nous devons, nous aussi, travailler à la stalinienne », disent, pour se justifier, les petites canailles qui rencontrent le même genre de difficultés que leur sublime patron.

Et c'est là que Vychinsky³ entre en scène. Dans une circulaire très sévère, il écrit : « Vous n'oserez pas attenter aux prérogatives de Staline. Le droit aux impostures politiques est son privilège et son monopole, car il est le chef et le père des peuples. » La circulaire est très éloquente mais sans doute peu efficace. Le régime bonapartiste, peut-être le plus bonapartiste de tous les régimes bonapartistes de l'histoire, a besoin d'une nombreuse hiérarchie de maîtres en escroqueries et en falsifications. La sphère judiciaire, les « sciences » militaires et historiques, tous les domaines qui touchent, directement ou indirectement, aux intérêts de l'oligarchie au pouvoir — et y en a-t-il qui n'y touchent pas ? —, chacun de ces domaines a besoin de son propre Iagoda, de son propre Vychinsky, de son propre Beria, avec tout un détachement de troupes de choc à leur disposition⁴. Sans doute y a-t-il partout des gens honnêtes et dévoués, dans les domaines de la science, de la technologie, dans les institutions économiques, dans l'armée et même à l'intérieur de l'appareil bureaucratique. Mais ils sont dangereux. Pour les combattre, il faut sélectionner des hommes habiles, spécialisés, cent pour cent staliniens, une hiérarchie d'asociaux et de déchets. Ces gens sont entraînés au mensonge, à la falsification, à la fraude. Ils n'ont aucun idéal au-dessus de leurs propres intérêts personnels. Comment peut-on attendre et exiger de ces gens, dont la fraude est la justification légale et technique de leur travail officiel, qu'ils ne l'utilisent pas pour des objectifs personnels ? Ce serait contre toutes les lois de la nature.

C'est là que se révèle un léger « manque de coordination »

3. Andréi E. Vychinsky (1883-1954), ancien menchevik devenu professeur de droit, recteur de l'Université de Moscou, avait été le procureur général de l'U.R.S.S. et en cette qualité procureur dans les procès de Moscou contre les vieux-bolcheviks.

4. Il en était de même pour toutes les sciences.

dans le système bonapartiste. Le pouvoir d'Etat a été centralisé, mais la falsification a été décentralisée. Pourtant, cette décentralisation comporte de graves dangers. Le plus petit secrétaire du procureur de province montre en actes qu'il a bien pénétré les secrets d'Etat de Staline et qu'il sait comment on fabrique des « ennemis du peuple » et comment on extorque les aveux. La démocratisation de l'imposture signifie ici que Staline est directement démasqué. « Ah, voilà comme ils font », devine à la fin le moins perspicace des citoyens moyens.

Il faut dire que Vychinsky-Kretchinsky⁵ est magnifique lorsqu'il prend la parole en tant que porte-drapeau de la morale de l'Etat : qui d'autre serait qualifié, mieux que lui ? Malgré cela, tous ses efforts sont vains. Le bonapartisme est un régime entièrement personnalisé. Chaque fonctionnaire aspire à arborer la même coupe de cheveux que Staline et à « travailler à la stalinienne ». C'est pourquoi les impostures sont devenues un élément qui imprègne toute la vie officielle. Pour finir, Staline tombera, victime de sa propre imposture.

5. Trotsky accole ici deux noms dont le rapprochement n'est frappant que pour un russe. Vychinsky est, comme on sait, le procureur. Quant à Kretchinsky, héros d'une pièce du dramaturge Aleksandr V. Soukhovo-Skobyline (1817-1903), il est l'incarnation de la canaille et de l'escroc.

[SUR LA REVUE]¹ (9 mars 1939)

Cher Camarade Shachtman,

Je ne nie pas du tout l'utilité de l'article que vous et Burnham avez écrit sur les « intellectuels ». J'ai simplement nié qu'il soit juste d'offrir à ces messieurs, qui ont la possibilité de nous attaquer dans la presse bourgeoise, une invitation spéciale pour barbouiller les pages de notre petite publication avec leurs critiques². Cependant la question est maintenant liquidée par leur louable refus.

En liaison avec le désaccord sur la dialectique — je n'ai pas le moins du monde rejeté la possibilité de collaborer avec des adversaires de la dialectique, mais seulement qu'il soit avisé d'écrire un article ensemble quand la question de la dialectique joue, ou devrait jouer, un rôle très important.

La polémique se développe sur deux plans, politique et théorique. Votre critique politique est O.K. Votre critique théorique est insuffisante et s'arrête à l'endroit où elle devrait juste commencer à être agressive. Plus précisément, la tâche consiste à montrer que leurs erreurs (dans la mesure où ce sont des erreurs *théoriques*) sont des produits de leur incapacité ou de leur refus de penser dialectiquement les choses. Cette tâche pourrait être menée à bien et avoir un sérieux succès pédagogique. Au lieu de cela, vous déclarez que la dialectique est une affaire privée et qu'on peut être un bon gars sans avoir une pensée dialectique. Je vous assure que cela a produit une

1. Lettre à M. Shachtman (10339), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. *New International*, la revue du S.W.P., en même temps que l'article de Burnham et Shachtman sur les intellectuels en retraite, avait offert aux personnalités critiquées le droit de répondre dans ses colonnes.

mauvaise impression sur tous ceux qui pensent de façon dialectique.

Bien entendu, je ne pense pas sérieusement que la défense que j'ai faite au passage de la dialectique dans mon discours sur Mendeleiev³ ait réellement gêné sa publication dans *New International*. Ce n'était qu'une remarque ironique en rapport avec tout votre article sur les intellectuels — pas plus. En tout cas, la traduction devrait être travaillée *très soigneusement*, parce que je n'ai pas eu le temps de faire cela avec Rae, et, comme vous le savez, mon anglais n'est pas suffisant pour une préparation du point de vue du style.

Sur « Les Archives de la Révolution »⁴, je crois qu'il est temps maintenant de publier ou de republier les documents les plus importants, lettres, etc., concernant la révolution espagnole. Est-ce que les extraits de ma correspondance avec Andrés Nin ont été publiés en anglais ? Si nous étions riches, ce serait le bon moment pour publier un gros volume de tous les documents sur les événements d'Espagne, à commencer par 1931. Cependant je suppose que Pioneer Publishers est trop pauvre pour faire pour la révolution espagnole ce qu'elle a pu faire pour la révolution chinoise. En tout cas, ce serait bien de republier quelques-unes de ces choses dans *New International*. Nous devons essayer maintenant d'avoir au moins un avantage théorique de la tragédie espagnole. C'est très important pour notre combat contre les staliniens et pour l'éducation de nos propres camarades.

P.-S. Nous venons d'envoyer par Vanzler une série d'articles écrits pour le *Biulleten* russe. Vous pouvez juger par vous-mêmes si on peut les utiliser tous ou une partie d'entre eux seulement en anglais. Un de ces articles, signé « Redaktsia » est une réponse à un article qui nous a été envoyé en russe par un camarade de Palestine⁵. Si vous décidez de publier la réponse, à

3. Trotsky avait été amené à prononcer en 1925 une allocution sur Dimitri I. Mendeleiev (1834-1907), ce chimiste persécuté pour sa conception matérialiste du monde. Rae Spiegel, pendant son séjour à Coyoacán, s'était exercée à traduire ce texte qu'elle avait ensuite vainement proposé à *New International*.

4. La rubrique « Archives de la Révolution », dans *New International*, avait pour mission de publier des textes d'histoire ou des documents historiques, lesquels étaient le plus souvent fournis par Trotsky.

5. Cf. pp. 215-222. Rappelons que le texte avait été envoyé par le groupe *Hoar* : plusieurs correspondants de Palestine écrivirent pour protester, disant que ce texte n'émanait pas de trotskystes palestiniens.

mon avis, il serait souhaitable de publier l'article de Palestine également. Je crois que ce serait d'une certaine utilité pour les lecteurs de *New International*. Rae nous dit que l'article original a été remis au bureau national.

CENTRISME ET QUATRIÈME INTERNATIONALE¹

(10 mars 1939)

Cher Camarade Guérin,

J'ai reçu votre lettre, en même temps que la lettre officielle de Marceau Pivert. Je vous suis fort reconnaissant de l'exposé de votre point de vue personnel, quoique, — ce que, d'ailleurs, vous prévoyiez — je ne puisse le partager.

Vous pensez, à la différence de Pivert, qu'il n'y a pas de « divergences sérieuses » entre nous. J'admets pleinement qu'il existe à l'intérieur de votre parti diverses nuances et que certaines d'entre elles soient fort proches des conceptions de la Quatrième Internationale. Mais la tendance qui domine, semble-t-il, dans la direction et que Pivert exprime n'est guère moins séparée de nous que par un abîme. Je m'en suis convaincu par la dernière lettre de Pivert.

Pour déterminer la physionomie politique d'une organisation, il est d'une importance décisive d'examiner la continuation internationale de sa politique nationale. C'est par là que je commencerai. Dans ma lettre à Pivert j'avais exprimé ma surprise de voir que votre parti pouvait encore, après l'expérience des dernières années, se trouver en alliance politique avec l'Independent Labour Party (I.L.P.) d'Angleterre, avec le P.O.U.M. et autres semblables organisations — contre nous — et cela en dépit d'une expérience toute récente : hier encore Pivert se trouvait en alliance politique avec Walcher² — contre

1. Lettre à Daniel Guérin (T 4551-1), traduction française de Coyoacán, avec la permission de la Houghton Library.

2. Jakob *Walcher* (1887-1970), militant social-démocrate, puis spartakiste avait été l'un des dirigeants ouvriers du K.P.D. Lié à Brandler, exclu en même temps que lui, il avait rejoint en 1932 le parti socialiste de gauche, le S.A.P., dont il avait pris la tête en 1933. Cette même année, il avait signé la déclaration des Quatre pour une nouvelle Internationale et fait un bout de chemin avec les trotskystes. Mais il avait rejoint ensuite la majorité des partis du bureau de Londres et le Front populaire allemand.

nous. Votre parti est un parti nouveau. Il en est encore à prendre forme, il n'a pas encore (en un certain sens, heureusement !) de physionomie définitive. Mais l'I.L.P. existe depuis des dizaines d'années, son évolution s'est effectuée sous nos yeux, tout fut en son temps établi, analysé, et, en grande part, prédit. Le P.O.U.M. a traversé une grandiose révolution et a pu y révéler sa véritable figure. Dans ces deux cas nous ne raisonnons pas sur les possibilités futures d'un parti qui ne fait que prendre forme, mais nous avons affaire à de vieilles organisations éprouvées par l'expérience.

L'I.L.P.

De l'I.L.P. ce n'est pas la peine de parler longuement. Je rappellerai seulement un fait tout récent. Le chef de ce parti, Maxton, remercia au Parlement Chamberlain après l'accord de Munich et déclara à l'humanité étonnée que par sa politique Chamberlain avait sauvé la paix, — oui, oui, avait sauvé la paix ! — que lui, Maxton, connaissait bien Chamberlain et qu'il assurait que Chamberlain avait « sincèrement » combattu la guerre et « sincèrement » sauvé la paix, etc.³. Ce seul exemple donne une caractéristique définitive et en outre bien écrasante de Maxton et de son parti. Le prolétariat révolutionnaire rejette aussi bien la « paix » de Chamberlain que sa guerre. La « paix » de Chamberlain, c'est la continuation des violences contre l'Inde et autres colonies et la préparation de la guerre dans des conditions plus favorables pour les esclavagistes britanniques. Prendre sur soi la moindre ombre de responsabilité pour la politique de « paix » de Chamberlain, ce n'est pas possible pour un socialiste, pour un révolutionnaire, mais uniquement pour un laquais pacifiste de l'impérialisme. Le parti qui tolère un chef tel que Maxton et des actes tels que sa solidarisation publique avec l'esclavagiste Chamberlain n'est pas un parti socialiste, mais une misérable clique pacifiste.

3. Selon le *New York Times* du 5 octobre 1938, Maxton, au cours du débat, déclara notamment : « Dans ce bref laps de temps, le Premier Ministre a fait quelque chose que la masse des gens ordinaires dans le monde voulaient qu'elle soit faite. »

Le P.O.U.M.

Quelle est la situation avec le P.O.U.M. ? Selon les termes de Pivert, tout votre parti est « unanimement » prêt à défendre le P.O.U.M. contre notre critique. Je laisse de côté la question de l'« unanimité » ; je ne suis pas sûr que les membres de votre organisation connaissent de près l'histoire de la révolution espagnole, celle de la lutte des différentes tendances en son sein, en particulier le travail critique des représentants de la IV^e Internationale dans les questions de la révolution espagnole. Mais il est en tout cas clair que la *direction* de votre parti n'a absolument pas compris les erreurs fatales du P.O.U.M., lesquelles découlent de son caractère *centriste, non révolutionnaire, non marxiste*.

Dès le début de la révolution espagnole, je me suis trouvé en liaison très étroite avec un certain nombre de militants, en particulier Andrés Nin⁴. Nous avons échangé des centaines de lettres. Ce n'est qu'après une expérience de nombreux mois que je suis arrivé à la conclusion que Nin, honnête et dévoué à la cause, n'était pas un marxiste, mais un centriste, dans le meilleur des cas un Martov espagnol, c'est-à-dire un menchevik de gauche. Pivert ne fait pas la distinction entre la politique du menchevisme et celle du bolchevisme dans la révolution.

Pas un seul jour les chefs du P.O.U.M. n'ont essayé de jouer un rôle indépendant ; ils ont tout fait pour garder le rôle de bons amis « de gauche » et de conseillers des chefs des organisations de masse. De même que, pendant longtemps, trop longtemps, Marceau Pivert a tout fait pour rester l'ami de gauche et le conseiller de Blum et C^{ie}. Je crains bien qu'actuellement encore Marceau Pivert et ses plus proches compagnons d'idées n'aient pas compris que Blum ne représente pas un adversaire d'idées, mais un ennemi de classe déclaré et en outre malhonnête. Cette politique, qui découlait du manque de confiance en soi et en ses idées, a voué le P.O.U.M. à la duplicité, à un ton faux, des oscillations continuelles en contra-

4. Andrés Nin Pérez (1892-1937) avait été l'un des pionniers du communisme en Espagne, puis, secrétaire de l'I.S.R. à Moscou, il avait rejoint l'Opposition de gauche en U.R.S.S. Expulsé en 1930, il était revenu en Espagne et avait entretenu avec Trotsky une correspondance étroite de 1930 à 1933. Il avait fondé le P.O.U.M. en 1935 et mené une politique que Trotsky qualifiait de « centriste ». En 1937, arrêté par la police de la Généralité de Catalogne, il avait « disparu », selon toute vraisemblance assassiné par les agents de Staline en Espagne. Il avait été membre du Gouvernement de la Généralité de Catalogne en 1936.

diction aiguë avec l'ampleur de la lutte des classes. La mobilisation de l'avant-garde contre la réaction et ses abjects laquais, y compris les anarcho-bureaucrates, les chefs du P.O.U.M. l'ont remplacée par des homélies quasi révolutionnaires à l'adresse des chefs traîtres, invoquant pour leur justification que les « masses » ne comprendraient pas une autre politique plus résolue. Le centrisme de gauche, surtout dans des conditions révolutionnaires, est toujours prêt à adopter en paroles le programme de la révolution socialiste et n'est pas avare de phrases ronflantes. Mais la maladie fatale du centrisme est de n'être pas capable de tirer de ces conceptions générales de courageuses conclusions tactiques et organisationnelles. Elle lui semblent toujours « prématurées » ; « il faut préparer l'opinion des masses » (au moyen de l'équivoque, de la fausseté, de la diplomatie, etc.) ; il craint en outre de rompre les habituelles relations amicales avec les amis de droite, il « respecte » les opinions personnelles, c'est pourquoi il porte tous ses coups... *contre la gauche*, s'efforçant d'élever ainsi son prestige aux yeux de l'opinion publique sérieuse.

Telle est aussi la psychologie politique de Marceau Pivert. Il ne comprend absolument pas qu'une manière impitoyable de poser les questions fondamentales et une polémique farouche contre les vacillations ne sont que le reflet idéologique et pédagogique nécessaire du caractère implacable et cruel de la lutte des classes à notre époque. Il lui semble qu'il s'agit là de « sectarisme », de manque de respect pour la personnalité d'autrui, etc., c'est-à-dire qu'il reste entièrement sur le plan de la moralisation petite-bourgeoise. Sont-ce là des « divergences sérieuses » ? Oui, je ne puis pas me représenter de divergences plus sérieuses à l'intérieur du mouvement ouvrier. Avec Blum et compagnie nous n'avons pas de « divergences » : nous nous trouvons simplement sur des côtés différents de la barricade.

La cause de la défaite en Espagne

Marceau Pivert, à la suite de tous les opportunistes et centristes, explique la défaite du prolétariat espagnol par la mauvaise conduite de l'impérialisme français et britannique et de la clique bonapartiste du Kremlin. C'est dire tout simplement qu'une révolution victorieuse est toujours et partout impossible. On ne peut ni attendre ni réclamer un mouvement de plus grande ampleur, plus d'endurance, plus d'héroïsme de la part

des ouvriers que ce que nous avons pu observer en Espagne. Les « démocrates » impérialistes et les canailles mercenaires de la II^e et de la III^e Internationales se conduiront toujours comme ils se sont conduits envers la révolution espagnole. Que peut-on donc espérer ? Criminel est celui qui, au lieu d'analyser la politique de faillite des partis révolutionnaires ou quasi-révolutionnaires, invoque l'ignominie de la bourgeoisie et de ses laquais. C'est précisément contre ceux-ci qu'il faut une politique juste !

Une énorme responsabilité pour la tragédie espagnole retombe sur le P.O.U.M. J'ai d'autant plus le droit de le dire que, dans mes lettres à Andrés Nin, dès 1931, j'ai prédit les inévitables conséquences de la funeste politique du centrisme. Par leurs formules générales « gauches », les chefs du P.O.U.M. ont créé l'illusion qu'il existait en Espagne un parti révolutionnaire et empêché que se fassent jour des tendances intransigeantes véritablement prolétariennes. En même temps, par leur politique d'adaptation à toutes les formes de réformisme, ils ont été les meilleurs auxiliaires des traîtres anarchistes, socialistes et communistes. L'honnêteté et l'héroïsme personnels de nombreux ouvriers du P.O.U.M. provoquent naturellement notre sympathie ; contre la réaction et les canailles du stalinisme, nous sommes prêts à les défendre jusqu'au bout. Mais il ne vaut pas grand-chose le révolutionnaire qui, sous l'influence de considérations d'ordre sentimental, est incapable de considérer objectivement l'essence réelle d'un parti donné. Le P.O.U.M. a toujours recherché la ligne de moindre résistance, a temporisé, s'est esquivé, a joué à cache-cache avec la révolution. Il a commencé par tenter de se retrancher en Catalogne, fermant les yeux sur le rapport des forces en Espagne. En Catalogne, les positions dirigeantes dans la classe ouvrière étaient occupées par les anarchistes ; le P.O.U.M. commença par ignorer le danger stalinien (en dépit de tous les avertissements !) et à se mettre au ton de la bureaucratie anarchiste. Pour ne pas se créer de difficultés « superflues », les chefs du P.O.U.M. fermèrent les yeux sur le fait que les anarcho-bureaucrates ne valaient nullement mieux que tous les autres réformistes, qu'ils ne faisaient que se couvrir d'une phraséologie différente. Le P.O.U.M. s'abstint de pénétrer à l'intérieur de la Confédération du Travail⁵ pour ne pas troubler les relations avec les sommets

5. Le P.●.U.M. dirigeait avant la révolution de 1936 une organisation syndicale, la F.O.U.S., dont il négocia la fusion avec l'U.G.T. Mais ses militants se tinrent effectivement à l'écart de la C.N.T.

de cette organisation et pour se garder la possibilité de rester envers elle dans un rôle de conseiller. C'est la position de Martov. Mais Martov, à son honneur, savait éviter des erreurs aussi grossières et aussi honteuses que la participation au gouvernement catalan. Passer ouvertement et solennellement du camp du prolétariat au camp de la bourgeoisie ! Marceau Pivert ferme les yeux sur de semblables « détails ». Pour les ouvriers qui dirigent vers la bourgeoisie, durant la révolution, toute la force de leur haine de classe, la participation d'un chef « révolutionnaire » à un gouvernement bourgeois est un fait d'une énorme importance : il les désoriente et les démoralise. Et ce fait n'est pas tombé du ciel. Il fut un anneau nécessaire de la politique du P.O.U.M. Les chefs du P.O.U.M. parlaient avec grande éloquence des avantages de la révolution socialiste sur la révolution bourgeoise ; mais ils ne firent rien de sérieux pour préparer cette révolution socialiste parce que la préparation ne pouvait consister qu'en une mobilisation impitoyable, audacieuse, implacable, des ouvriers anarchistes, socialistes et communistes contre les chefs traîtres. Il fallait ne pas craindre de se séparer de ces chefs, se changer les premiers temps en « secte », fût-elle persécutée par tout le monde, il fallait donner des mots d'ordre exacts et clairs, prédire le lendemain et, prenant appui sur les événements, discréditer les chefs officiels et les chasser de leurs postes. Les bolcheviks, en huit mois, devinrent, du petit groupe qu'ils étaient, une force décisive. L'énergie et l'héroïsme du prolétariat espagnol donnèrent au P.O.U.M. plusieurs années pour se préparer. Le P.O.U.M. avait deux ou trois fois le temps de sortir du maillot et de devenir adulte. S'il ne l'a pas fait, ce n'est nullement la faute des impérialistes « démocratiques » et des bureaucrates de Moscou, mais par suite d'une cause interne : sa propre direction n'a pas su où aller ni quelles voies prendre.

Une énorme responsabilité historique retombe sur le P.O.U.M. Si le P.O.U.M. n'avait pas marché sur les talons des anarchistes et n'avait pas fraternisé avec le « Front populaire », s'il avait mené une politique révolutionnaire intransigeante, alors, au moment de l'insurrection de mai 1937, et fort vraisemblablement beaucoup plus tôt, il se serait naturellement trouvé porté à la tête des masses et aurait assuré la victoire. Or, le P.O.U.M. n'était pas un parti révolutionnaire, mais un parti centriste soulevé par la vague de la révolution. Ce n'est nullement la même chose. Marceau Pivert même aujourd'hui ne

le comprend pas, car il est lui-même un centriste jusqu'à la moelle des os.

Le jeu de cache-cache

Il semble à Marceau Pivert qu'il a compris les conditions et les leçons de juin 1936. Non, il ne les a pas comprises, et son incompréhension se manifeste de la façon la plus claire dans la question du P.O.U.M. Martov traversa la révolution de 1905 et ne s'en appropriâ nulle ment les leçons : il le montra dans la révolution de 1917. Andrés Nin écrivit des dizaines de fois — et tout à fait sincèrement — qu'il était « en principe » d'accord avec nous, mais en désaccord quant à la « tactique » et au « rythme » et lui-même mentionne en outre une divergence analogue en 1935. Mais précisément quelques mois plus tard, en juin 1936, se sont déroulés de grandioses événements qui révèlent complètement quelle était l'erreur de Pivert dans la question du rythme. Pivert se trouva pris à l'improviste par ces événements, car en dépit de tout il continuait à rester un ami de « gauche » auprès de Léon Blum, c'est-à-dire auprès du pire agent de l'ennemi de classe. Le rythme des événements ne s'adapte pas au rythme de l'indécision centriste. D'autre part, les centristes couvrent toujours leur désaccord avec la politique révolutionnaire en invoquant le « rythme », la « forme » ou le « ton ». Vous pouvez retrouver cette manière centriste de jouer à cache-cache avec les faits et les idées dans toute l'histoire du mouvement révolutionnaire.

Concernant le problème de la révolution espagnole — le problème le plus important de ces dernières années — la IV^e Internationale a donné à chaque étape une analyse marxiste de la situation, une critique de la politique des organisations ouvrières, (surtout le P.O.U.M.) et un pronostic. Pivert a-t-il fait une seule tentative de soumettre à sa critique notre appréciation, d'opposer son analyse à la nôtre ? Jamais ! C'est une chose que les centristes ne font jamais. Ils craignent d'instinct toute analyse scientifique. Ils vivent d'impressions générales et de corrections imprécises aux conceptions d'autrui. Craignant de s'engager eux-mêmes, ils jouent à cache-cache avec le processus historique.

Je n'ai pas la moindre intention de présenter à votre parti des exigences extraordinaires : il vient seulement de se séparer de la social-démocratie ; il n'a connu aucune autre école. Mais il

s'est séparé *sur la gauche* dans une période de profonde crise, et cela lui ouvre de sérieuses possibilités de développement révolutionnaire. C'est de là que je pars : sinon je n'aurais pas eu la moindre raison de m'adresser à Marceau Pivert avec une lettre à laquelle il a, hélas !, répondu en continuant de jouer à cache-cache. Marceau Pivert ne se rend pas compte de la véritable situation de votre parti. Il écrit qu'en septembre, lors de la crise internationale, le parti s'est trouvé à la hauteur. Je souhaite de tout cœur que cette appréciation soit exacte. Mais aujourd'hui elle me semble trop précipitée. Il n'y a pas eu la guerre. Les masses ne se sont pas trouvées placées devant le fait accompli. La peur de la guerre dominait dans la classe ouvrière et parmi la petite bourgeoisie. C'est à ces tendances d'avant-guerre que votre parti a donné une expression dans les mots d'ordre abstraits de l'internationalisme. Mais n'oubliez pas qu'en 1914 la social-démocratie allemande et le parti socialiste français se maintinrent très « internationalistes », très « intransigeants », — jusqu'au moment où éclata le premier coup de canon. Le *Vorwärts*⁶ changea si brusquement de position le 4 août que Lénine se demanda si ce numéro n'était pas un faux de l'Etat-major allemand. Bien entendu, on ne peut que saluer le fait que votre parti en septembre ne soit pas entré dans la voie du chauvinisme. Mais ce n'est encore qu'un mérite négatif. Affirmer que votre parti ait passé un examen d'internationalisme révolutionnaire, c'est se contenter de trop peu, c'est ne pas prévoir l'offensive enragée qui surviendra, en cas de guerre, de la part de l'opinion publique bourgeoise, y compris son agence social-patriote et communo-chauvine. Pour préparer le parti à une telle épreuve il faut dès maintenant polir et repolir sa conscience, tremper son intransigeance, aller jusqu'au bout de toutes les idées, ne pas faire grâce aux amis perfides. En premier lieu, il faut rompre avec les francs-maçons (qui sont tous des patriotes) et les pacifistes, du genre de Maxton, et tourner la face vers la IV^e Internationale — non pour se mettre dès maintenant sous son drapeau — personne ne le demande —, mais pour s'expliquer honnêtement avec elle sur les problèmes fondamentaux de la révolution prolétarienne.

C'est précisément vu l'approche de la guerre que toute la réaction mondiale et surtout son agence staliniste font provenir tous les maux du « trotskysme » et dirigent contre lui leurs principaux coups. D'autres reçoivent quelques coups en passant,

6. Le *Vorwärts* était le quotidien social-démocrate de Berlin.

se faisant aussi traiter de « trotskystes ». Ce n'est pas par hasard. Les groupements politiques se polarisent. Le « trotskysme », c'est, pour la réaction et ses agents, la menace internationale de la révolution socialiste. Dans ces conditions, les centristes de diverses nuances, effrayés par la pression croissante de la réaction « démocratique »-staliniste, jurent à chaque pas : « Nous ne sommes pas trotskystes », « Nous sommes contre la IV^e Internationale », « Nous ne sommes pas si mauvais que vous le croyez ». C'est jouer à cache-cache. Mon cher Guérin, il faut en finir avec ce jeu indigne !

Sensibilité personnelle et intransigeance idéologique

Pivert déclare d'un ton assez hautain que lui et ses amis — évidemment, à la différence de nous, les pécheurs — sont étrangers aux considérations de caractère personnel ou de tendance. Ces paroles ne sont-elles pas étonnantes ? Comment peut-on placer sur le même plan des considérations de caractère personnel et principiel (« de tendance ») ? Les préoccupations et les griefs personnels jouent un très grand rôle chez les semi-révolutionnaires petits-bourgeois, chez les francs-maçons, en général chez tous les centristes orgueilleux et ombrageux, parce que manquant d'assurance en eux-mêmes. Mais les considérations « de tendance », c'est le souci du programme politique, de la méthode, du drapeau. Comment peut-on dire que l'intransigeance idéologique est « indigne » de notre époque, alors que celle-ci, plus qu'aucune autre, exige de la clarté, de l'audace et de l'intransigeance ?

Dans la franc-maçonnerie se réunissent des gens de différentes classes, de différents partis, avec des intérêts différents et avec des fins *personnelles* différentes. Tout l'art de la direction de la franc-maçonnerie consiste à neutraliser les tendances divergentes et à aplanir les contradictions entre les groupes et les cliques (dans l'intérêt de la « démocratie » et de l'« humanité », c'est-à-dire de la classe dominante). On s'habitue ainsi à parler à haute voix de tout, sauf de l'essentiel. Cette morale fautive, hypocrite, frelatée, imprègne en France, directement ou indirectement, la majorité des chefs ouvriers officiels. Marceau Pivert lui-même est pénétré de l'influence de cette morale. Il lui semble que nommer à haute voix est un fait désagréable, c'est une inconvenance. Nous, nous jugeons criminel de taire les faits

qui ont une importance pour la lutte de classe du prolétariat. C'est là la différence fondamentale de notre morale.

Pouvez-vous, Guérin, répondre clairement et franchement aux ouvriers : qu'est-ce qui lie Pivert à la maçonnerie ? Je vous le dis : c'est ce qui le sépare de la IV^e Internationale, c'est-à-dire l'indécision sentimentale petite-bourgeoise, la dépendance envers l'opinion publique officielle. Si quelqu'un déclare qu'il est matérialiste et qu'en même temps il se rend à la messe le dimanche, je dis que son matérialisme est faux. Il peut bien crier que je suis intolérant, que je manque de tact, que j'attente à sa « personnalité », etc. Cela ne m'émeut pas. Combiner le socialisme révolutionnaire à la franc-maçonnerie est aussi inconcevable que combiner le matérialisme au catholicisme. Le révolutionnaire ne peut avoir politiquement deux domiciles : l'un avec la bourgeoisie (pour l'âme), l'autre avec les ouvriers (pour la politique courante). La duplicité est incompatible avec la révolution prolétarienne. Privant de stabilité interne, la duplicité engendre la sensibilité, la susceptibilité, la timidité intellectuelle. A bas la duplicité, Guérin !

Le sectarisme

Quand Marceau Pivert parle de notre « sectarisme » (nous ne nions pas la présence de tendances sectaires dans nos rangs et nous luttons contre elles) et de notre isolement des masses, il démontre de nouveau son incompréhension de l'époque présente et de son propre rôle dans celle-ci. Oui, nous sommes encore isolés des masses. Par qui ou par quoi ? Par les organisations du réformisme, du stalinisme, du patriotisme, du pacifisme et par les groupements centristes intermédiaires de tout genre, dans lesquels s'exprime, — parfois sous une forme extrêmement indirecte et complexe —, le réflexe d'auto-défense du capitalisme expirant, Marceau Pivert, tout en *empêchant* un groupe déterminé d'ouvriers de pousser leurs idées jusqu'au bout et tout en *isolant* ainsi ces ouvriers du marxisme, nous reproche d'être isolés des masses. L'un de ces isolateurs, c'est le centrisme ; un élément actif de cet isolateur, c'est Pivert. Notre tâche consiste précisément à écarter ces « isolateurs » : convaincre les uns et les conquérir à la cause de la révolution, démasquer et anéantir les autres. Pivert s'effraie tout simplement du fait de l'isolement des révolutionnaires pour rester tout près des pacifistes, des confusionnistes et des francs-maçons,

remettre à un avenir indéterminé les questions sérieuses, invoquer le « rythme » incorrect et le mauvais « ton » — en un mot, faire obstacle à la conjonction du mouvement ouvrier et du marxisme révolutionnaire.

Marceau Pivert apprécie peu nos cadres parce qu'il n'a pas compris le fond des questions qui se trouvent actuellement à l'ordre du jour. Il lui semble que nous nous occupons de couper des cheveux en quatre. Il se trompe profondément. De même que le chirurgien doit apprendre à distinguer chaque tissu, chaque nerf, pour manier correctement le bistouri, de même le militant révolutionnaire doit examiner rigoureusement et minutieusement toutes les questions et en tirer les dernières conclusions. Marceau Pivert voit le sectarisme là où il n'est pas.

Il est remarquable que tous les véritables sectaires, du genre de Sneevliet⁷, de Vereeken, etc., gravitent autour du Bureau de Londres, du P.O.U.M., de Marceau Pivert. L'énigme est simple : le sectaire est un opportuniste qui craint son propre opportunisme. D'autre part, l'amplitude des oscillations du centriste va du sectarisme à l'opportunisme. De là leur attraction réciproque. Le sectaire ne peut avoir les masses derrière lui. Le centriste ne peut être à leur tête que pour un bref moment passager. Seul le marxiste révolutionnaire est capable de frayer un chemin aux masses.

La Quatrième Internationale

Vous répétez les vieilles phrases selon lesquelles il faut d'abord « convaincre les masses » de la nécessité de la Quatrième Internationale, et qu'ensuite seulement il faut la proclamer. Cette opposition n'a absolument rien de réel, rien de sérieux, n'a aucun véritable contenu. Les révolutionnaires qui sont pour un programme déterminé et pour un drapeau déterminé se rassemblent à l'échelle internationale pour lutter pour la conquête des masses. C'est précisément ce que nous avons fait. Nous éduquerons les masses par les expériences du mouvement. Vous voulez les éduquer « préalablement ». Comment ? Par

7. Henk Sneevliet (1883-1942), vétéran de la social-démocratie puis du communisme en Asie et aux Pays-Bas, avait dirigé un parti qui avait rejoint en 1933 l'organisation de Trotsky, la L.C.I. Il s'en était ensuite éloigné graduellement jusqu'à la rupture ouverte en 1938. Le R.S.A.P. de Sneevliet était, comme le P.S.O.P. de Pivert et le S.A.P. de Walcher, membre du « Bureau de Londres ».

l'alliance avec le laquais impérialiste Maxton ou avec le prêtre centriste Fenner Brockway ou avec les amis francs-maçons ? Pensez-vous sérieusement que ce public-là éduquera les masses pour la IV^e Internationale ? Je ne puis que rire amèrement. Le bien connu Jakob Walcher, vulgaire démocrate, enseigna longtemps à Marceau Pivert que, pour la IV^e Internationale, « il n'était pas encore temps », et maintenant il s'apprête à passer dans la Deuxième Internationale, où il a d'ailleurs sa place. Quand les opportunistes invoquent le fait que la masse ne serait pas mûre, ce n'est d'ordinaire que pour masquer leur propre immaturité. *Toute* la masse ne sera jamais mûre sous le capitalisme. Les différentes couches de la masse mûrissent à différents moments. La lutte pour la « maturation » de la masse commence avec une minorité, avec une « secte », avec une avant-garde. Il n'y a et ne peut y avoir d'autre voie dans l'histoire.

Sans avoir encore de doctrine, de tradition révolutionnaire, de programme clair, de masses, vous n'avez pas craint de proclamer un nouveau parti. De quel droit ? Evidemment, vous croyez que vos idées vous donnent le droit à la conquête des masses, n'est-ce pas ? Pourquoi donc refusez-vous à appliquer le même critère à l'Internationale ? Uniquement parce que vous ne savez pas vous élever jusqu'au point de vue international. Un parti national (même si c'est sous la forme d'une organisation initiatrice) est pour vous une nécessité vitale, mais un parti international, cela ressemble à un luxe, et cela peut attendre. C'est mal, Guérin, fort mal !

Pour une fusion honnête

Marceau Pivert propose, au lieu de la fusion des organisations, un « front unique ». Cela a un air solennel, mais ne contient pas grand-chose. Un « front unique » a un sens quand il s'agit d'organisations de masse. Mais ce n'est pas le cas. Avec l'existence séparée des organisations, des accords épisodiques en telles ou telles occasions sont assurément inévitables. Mais ce qui nous intéresse, ce ne sont pas des cas isolés, mais toute la politique. La tâche centrale est le travail à l'intérieur des syndicats, la pénétration dans les partis socialiste et communiste. Cette tâche ne peut se résoudre par un « front unique », c'est-à-dire par le jeu diplomatique de deux faibles organisations. Il faut une concentration des forces sur un programme

déterminé pour pénétrer avec des forces unies dans les masses. Sinon, on perd tous les « rythmes ». Il reste très, très peu de temps.

A la différence de Pivert, vous estimez personnellement que la fusion est possible et nécessaire, mais, ajoutez-vous, à la condition que ce soit une fusion loyale, honnête. Qu'entendez-vous par là? Le renoncement à la critique? La rémission réciproque des péchés? Notre section française mène avec un programme déterminé et avec des méthodes déterminées la lutte pour ses conceptions. Elle est prête à lutter en commun avec vous pour ces conceptions; elle est prête à lutter dans vos rangs pour ses idées — par les méthodes qu'assure toute organisation prolétarienne saine. C'est cela que nous considérons comme une unité honnête.

Qu'est-ce que Pivert entend par unité honnête? « Ne touchez pas à ma franc-maçonnerie, c'est mon affaire personnelle. » « Ne touchez pas à mon amitié avec Maxton ou avec Fenner Brockway »⁸. Permettez : la franc-maçonnerie est une organisation de l'ennemi de classe, Maxton est un laquais pacifiste de l'impérialisme. Comment peut-on ne pas expliquer à tous les membres du parti que l'amitié politique avec ces messieurs, c'est une porte ouverte à la trahison? Cependant, notre critique de Maxton semble à Pivert déloyale ou... « secondaire ». Pourquoi des soucis superflus? Il faut vivre et laisser vivre les autres. Dans la question de la loyauté politique, nous avons des critères différents, pour ne pas dire opposés, de ceux de Marceau Pivert. Il faut le reconnaître ouvertement.

Quand j'ai écrit à Pivert, je ne me faisais pas de grandes illusions, mais je ne renonçais pas à l'espoir d'un rapprochement avec lui. La réponse de Pivert m'a montré que nous avons affaire avec lui à un centriste organique qui, sous l'influence des événements révolutionnaires, se déplacera plutôt vers la droite que vers la gauche. Je serais heureux de me tromper. Mais, à l'étape présente, je ne puis me permettre un jugement optimiste.

Quelle est la conclusion, me demanderez-vous? Je n'identifie pas Pivert à votre jeune organisation. La fusion avec elle me semble possible. La technique de la fusion ne dépend pas de moi : c'est l'affaire des camarades qui travaillent sur place. Je

8. Archibald Fenner Brockway (né en 1888), secrétaire général de l'Independent Labour Party britannique, était aussi l'animateur du bureau de Londres.

suis pour une fusion honnête dans le sens indiqué plus haut : poser clairement et franchement, devant tous les membres des deux organisations, toutes les questions de la politique révolutionnaire. Personne n'a le droit de faire le serment de sa sincérité et de se plaindre de l'esprit chicanier de l'adversaire. Il s'agit du sort du prolétariat. On ne peut s'appuyer sur les bons sentiments d'individus isolés, mais sur la politique conséquente d'un parti. Si on allait jusqu'à la fusion, ce que je veux espérer, et si la fusion ouvrait une discussion sérieuse, je vous prierais de considérer ma lettre comme une contribution, venue de loin, à cette discussion.

Avec mon sincère salut,

P.S. — Je dois mentionner ici même, ne fût-ce qu'en passant, que le nom de votre parti produit, du point de vue marxiste, une étrange impression. Un parti ne peut être ouvrier *et* paysan. La classe paysanne entre, au sens sociologique, dans la petite bourgeoisie. Un parti du prolétariat *et* de la petite-bourgeoisie est un parti petit-bourgeois. Un parti socialiste révolutionnaire ne peut être que prolétarien. Il englobe en son sein des paysans et en général des individus qui proviennent d'autres classes *dans la mesure où ils adoptent le point de vue du prolétariat*. Dans un gouvernement révolutionnaire nous pouvons, assurément conclure un bloc avec une organisation paysanne et créer un gouvernement ouvrier et paysan (à condition que la direction soit assurée au prolétariat). Mais un parti n'est pas un bloc, un parti ne peut être ouvrier *et* paysan. Le titre du parti, c'est le drapeau. Une erreur dans le titre est toujours grosse de dangers. En complète rupture avec le marxisme, Staline prêcha, il y a quelques années, en faveur de « partis ouvriers et paysans pour les pays d'Orient ». L'Opposition de gauche s'éleva vigoureusement contre cet opportunisme. Actuellement encore, nous ne voyons aucune raison d'enfreindre le point de vue de classe, ni pour les pays d'Orient, ni pour les pays d'Occident.

[CRAINTE D'UN MALENTENDU]¹

(11 mars 1939)

Cher Camarade Dobbs²,

Avant son départ en Europe, le camarade Cannon m'a écrit que vous viendriez au Mexique avec votre femme pour quelques semaines et que, bien entendu, vous nous rendriez visite. Nous tous ici, et moi particulièrement, étions très heureux à la perspective de vous rencontrer et de passer un peu de temps avec vous en discussions et excursions. Mais vous n'êtes pas venus.

La nuit dernière, une appréhension m'est venue à l'esprit, que vous attendiez un mot de moi avant de décider définitivement de votre voyage au Mexique. Je n'ai pas eu du tout cette impression auparavant, car Cannon m'écrivait que le voyage avait été décidé et il m'informait simplement que vous alliez venir. Cependant il m'est venu à l'idée qu'il pouvait y avoir eu quelque malentendu et que vous n'étiez pas venus parce que je n'avais pas réagi à l'information de Cannon. Est-ce cela ? Dites-moi, s'il vous plaît, pourquoi votre plan a été abandonné. Ou peut-être seulement repoussé ? Quant à moi, ayez, je vous prie, conscience que toute la maison, en commençant par moi, serait très heureuse de faire votre connaissance.

J'espère que vous m'apprendrez beaucoup surtout sur l'état du mouvement syndical. Notre parti progresse-t-il dans ce

1. Lettre à F. Dobbs (7689), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Farrell Dobbs (1907-1983) avait exercé diverses professions avant 1933 où il s'était retrouvé chauffeur à Minneapolis, syndiqué au Local 574 qui dirigeaient les trotskystes. Il avait adhéré à la C.L.A. le 1^{er} mars 1934 et avait été l'un des dirigeants des grandes grèves de Minneapolis en 1934, devenant secrétaire-trésorier du Local A.F.L. 574, puis, après la réorganisation, Local 544. C'était l'un des jeunes dirigeants ouvriers du S.W.P. et Trotsky s'intéressait énormément à lui.

domaine décisif? Les camarades de New York sont très optimistes à la suite de la manifestation de Madison Square³. Avez-vous relevé des résultats favorables à Minneapolis ou ailleurs?

3. La manifestation du 20 février, contre le meeting fasciste.

[LES NOUVELLES DE CHEN DUXIU]¹

(11 mars 1939)

Cher Ami,

C'est avec le plus grand intérêt que j'ai lu votre lettre de Shanghai du 19 janvier et la déclaration du Sichuan². Nous avons enfin l'information qui nous manquait jusqu'à présent. Je suis très heureux que notre vieil ami reste un ami politiquement en dépit de quelques divergences *possibles* que je ne puis apprécier maintenant avec la précision nécessaire.

Bien entendu, il m'est très difficile de me former une opinion précise sur la politique de nos camarades, le degré de leur ultra-gauchisme et donc sur la justesse de leur sévère condamnation par notre vieil ami³. Cependant l'essence de cette déclaration me paraît correcte et j'espère que sur cette base une collaboration permanente sera possible⁴.

Je continue à croire que la meilleure chose pour lui serait de séjourner quelque temps aux Etats. Ne croyez-vous pas que ce serait faisable même sans l'approbation des hautes autorités ?

Je ne peux partager votre idée optimiste qu'aucun danger ne le menace à présent. Oui, pour une période, nos camarades chinois sont protégés dans une faible mesure par leur propre faiblesse. Cependant nous devenons de plus en plus forts

1. Lettre à F. Glass (8255), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Afin d'éclairer la question de la position politique de Chen Duxiu et de son attitude à l'égard de la section de la IV^e Internationale, le comité central chinois lui avait envoyé son vieux camarade Chen Qizhang. Au terme d'un long voyage, ce dernier avait rapporté une déclaration signée « quelque part dans le Sichuan » et datée du 3 novembre 1938, que Frank Glass venait de transmettre à Trotsky. (Cf. *Cahiers Léon Trotsky* n° 15).

3. Chen Duxiu qualifiait la section chinoise de « groupe ultra-gauchiste ».

4. Sur Chen Duxiu dans cette période voir P. Broué « Chen Duxiu et la IV^e Internationale de 1937 à 1942 », *Cahiers Léon Trotsky* n° 15.

internationalement. Notre parti a commencé à jouer un rôle sérieux aux Etats. C'est un terrible avertissement aux staliniens et ils essaieront d'empêcher dans les autres pays semblable danger. Ils vont commencer par les figures les plus éminentes de notre mouvement.

LA CAPITULATION DE STALINE¹

(11 mars 1939)

Les premières informations sur le discours de Staline au congrès qui se tient actuellement à Moscou du soi-disant parti « communiste » de l'Union soviétique², montrent que Staline s'est empressé de tirer pour sa part les leçons des événements espagnols dans le sens d'un nouveau tournant vers la réaction.

[En Espagne, Staline a subi une défaite moins directe, mais non moins profonde que celle d'Azaña ou Negrín³. Il s'agit en outre d'infiniment plus que d'une défaite purement militaire, voire d'une guerre perdue. Toute la politique des « républicains » était déterminée par Moscou. Les rapports que le gouvernement républicain a établis avec les ouvriers et les paysans n'étaient rien d'autre que la traduction dans le langage du temps de guerre des rapports entre l'oligarchie du Kremlin et les peuples d'Union soviétique. Les méthodes du gouvernement Azaña-Negrín n'étaient rien d'autre qu'un concentré des méthodes du G.P.U. de Moscou. La tendance fondamentale de cette politique consistait à substituer la bureaucratie au peuple et la police politique à la bureaucratie.

Du fait des conditions de guerre, les tendances du bonapartisme de Moscou ont non seulement revêtu leur expression suprême en Espagne, mais elles y ont vite été mises à l'épreuve. D'où l'importance des événements d'Espagne du point de vue international et particulièrement du point de vue des Soviétiques. Staline est incapable de conduire une guerre et, quand il

1. Article (T 4553) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library. Les passages entre [...] sont ceux qui ont été coupés dans l'édition du Seuil.

2. Le XVIII^e congrès du P.C.U.S. s'était ouvert à Moscou le 10 mars.

3. Le Dr Juan *Negrín* López (1889-1956), socialiste de droite, avait succédé en 1937 à Largo Caballero à la tête du gouvernement républicain espagnol. Azaña était président de la République.

est obligé de le faire, il n'est pas capable d'aboutir à autre chose que des défaites.]

Dans son discours au congrès, Staline rompt ouvertement avec l'idée de « l'alliance des démocraties pour résister aux agresseurs fascistes ». Ceux qui cherchent une guerre internationale, ce ne sont maintenant ni Mussolini ni Hitler, mais les deux principales démocraties d'Europe, la Grande-Bretagne et la France qui, selon les termes de l'orateur, veulent entraîner l'Allemagne et l'U.R.S.S. dans un conflit armé sous le prétexte d'une attaque de l'Allemagne contre l'Ukraine. Le fascisme ? Il n'y est pour rien. Il ne peut être question, selon Staline, d'une attaque de Hitler contre l'Ukraine, et il n'existe pas le moindre fondement pour un conflit militaire avec Hitler. L'abandon de la politique de l'« alliance des démocraties » est complété immédiatement : on rampe de façon humiliante devant Hitler et on lui cire ses bottes. Voilà Staline !

En Tchécoslovaquie, la capitulation des « démocraties » devant le fascisme a trouvé son expression dans le changement de gouvernement. En U.R.S.S., grâce aux multiples avantages du régime totalitaire, Staline est son propre Beneš et son propre général Syrový⁴. Il change les « principes » de sa politique précisément afin de n'être pas lui-même remplacé. La clique bonapartiste veut vivre et gouverner. Tout le reste est pour elle question de « technique ».

En réalité, les méthodes politiques de Staline ne se distinguent en rien des méthodes de Hitler. Mais, dans la sphère de la politique internationale, la différence des résultats saute aux yeux. En un bref laps de temps, Hitler a récupéré le territoire de la Sarre, culbuté le traité de Versailles, fait main basse sur l'Autriche et le pays des Sudètes, soumis à sa domination la Tchécoslovaquie et à son influence un certain nombre d'autres Etats de second ou de troisième rang.

Au cours des mêmes années, Staline n'a connu sur l'arène internationale que défaites et humiliations (Chine, Tchécoslovaquie, Espagne). Chercher l'explication de cette différence dans les qualités personnelles de Hitler et de Staline serait trop

4. Eduard Beneš (1884-1948), professeur d'université, disciple de Masaryk, avait été l'un des artisans de la naissance de la Tchécoslovaquie dont il était devenu président en 1935. Il avait démissionné après Munich. Jan Syrový (1888-1957), qui avait pris la tête du gouvernement au moment de la crise, était un ancien officier de l'armée du tsar et un des anciens chefs de la fameuse Légion tchèque qui avait lancé la guerre civile en Russie. Le P.C. avait soutenu sa candidature et il était surnommé alors « le général rouge ». Depuis, cependant, il s'engageait dans la collaboration avec les nazis.

superficiel. Hitler est indubitablement plus perspicace et plus audacieux que Staline ; cependant, cela n'est pas décisif. Ce qui compte, ce sont les conditions sociales générales des deux pays.

[Il est de mode maintenant dans les cercles superficiellement avancés de mettre dans le même sac les régimes de l'Allemagne et de l'U.R.S.S. C'est dénué de sens. En Allemagne, en dépit de toutes les « réglementations » de l'Etat, il existe un régime de propriété privée des moyens de production. En Union soviétique, l'industrie est nationalisée et l'agriculture collectivisée. Nous connaissons toutes les monstruosité sociales que la bureaucratie a fait naître sur la terre de la révolution d'Octobre. Il reste le fait d'une économie planifiée sur la base de la propriété d'Etat et de la collectivisation des moyens de production. Cette économie étatisée a ses propres lois lesquelles s'accommodent de moins en moins du despotisme, de l'ignorance et des vols de la bureaucratie stalinienne.]

Le capitalisme de monopole, dans le monde entier et particulièrement en Allemagne, se trouve dans une crise sans issue. Le fascisme lui-même est l'expression de cette crise. Mais, dans le cadre du capitalisme de monopole, le régime de Hitler est pour l'Allemagne le seul possible. L'énigme des succès de Hitler s'explique par le fait que, par son régime policier, il donne leur expression suprême aux tendances de l'impérialisme. Au contraire, le régime de Staline est entré en contradiction irréductible avec les tendances de la société soviétique à l'agonie. Bien sûr, les succès de Hitler sont fragiles, instables, limités par les capacités de la société bourgeoise à l'agonie.

Hitler approchera bientôt de son apogée, s'il n'y est pas déjà, pour rouler ensuite à l'abîme. Mais ce moment n'est pas encore arrivé. Hitler continue à exploiter la force dynamique de l'impérialisme en lutte pour son existence. Au contraire, les contradictions entre le régime bonapartiste de Staline et les nécessités de l'économie et de la culture ont atteint une tension intolérable. La lutte du Kremlin pour son autoconservation n'a fait qu'approfondir et exacerber les contradictions, aboutissant à une guerre civile incessante à l'intérieur et, sur l'arène internationale, aux défaites qui en sont la conséquence.

Que représente le discours de Staline ? C'est un anneau dans la chaîne d'une nouvelle politique en voie de formation, s'appuyant sur des accords préliminaires déjà conclus avec Hitler ? Ou est-il seulement un ballon d'essai, une offre unilatérale de la main et du cœur ? Le plus vraisemblablement, la réalité est plus proche de la seconde variante que de la première.

Vainqueur, Hitler n'est pas encore pressé de fixer une fois pour toutes ses amitiés ou ses inimitiés. Au contraire, il a grand intérêt à ce que l'Union soviétique et les démocraties occidentales s'accusent l'une l'autre de « provoquer la guerre ». Par son offensive, Hitler a en tout cas déjà obtenu quelque chose : Staline qui, hier encore, était l'« Alexandre Nevsky »⁵ des démocraties occidentales, tourne aujourd'hui ses regards vers Berlin et confesse humblement les fautes qu'il a commises.

Quelle leçon ! Au cours des trois dernières années, Staline a dénoncé tous les compagnons de Lénine comme des agents de Hitler. Il a exterminé la fleur de l'état-major, fusillé, destitué, déporté environ trente mille officiers, tous sous la même accusation d'être agents de Hitler ou de ses alliés. Après avoir démantelé le parti et décapité l'armée, Staline pose maintenant sa candidature au rôle de... principal agent de Hitler. Laissons les filous de l'Internationale communiste mentir et s'en tirer comme ils peuvent. Les faits sont si clairs et si convaincants que personne ne réussira plus à tromper l'opinion publique de la classe ouvrière internationale avec des phrases charlatanesques. Avant la chute de Staline, l'I.C. sera en pièces. Et pour que les deux arrivent, il ne faudra pas attendre des années.

[P.-S. Après l'entrée de Hitler à Prague⁶, des rumeurs ont circulé du retour de Staline dans le cercle des démocraties. Il est impossible de considérer cela comme exclu. Mais il n'est pas non plus exclu que Hitler soit entré à Prague avec, en mains, la preuve que Staline s'était séparé des « démocraties ». Le fait que Hitler ait abandonné à la Hongrie l'Ukraine subcarpathique⁷, qui ne lui appartient pas, constitue une renonciation très démonstrative à ses plans d'une Grande Ukraine. La question de savoir si cela durera longtemps est une autre question.

En tout cas, on doit considérer comme vraisemblable que Staline connaissait d'avance le sort de l'Ukraine subcarpathique et que c'est pourquoi il a démenti avec tant d'assurance l'existence d'un danger pour l'Ukraine soviétique. La création

5. *Alexandre Nevsky* (1220?-1263), prince de Novgorod, vainqueur des Suédois en 1240 sur les bords de la Neva, fut un saint et un sauveur des premiers Russes.

6. L'armée allemande était entrée en Tchécoslovaquie le 15 mars.

7. La Tchécoslovaquie avait été dépecée (protectorat de Bohême-Moravie, Slovaquie indépendante) et ses régions frontières avaient parfois changé de main, ses régions ukrainiennes étant par exemple annexées par la Hongrie.

d'une frontière commune entre la Pologne et la Hongrie peut aussi être interprétée comme un geste de « bonne volonté » vis-à-vis de l'U.R.S.S.⁸. Que cela doive durer, c'est encore une autre question.

Au rythme actuel de développement des antagonismes mondiaux, la situation peut changer demain de façon radicale. Mais il semble bien aujourd'hui que Staline se prépare à jouer avec Hitler.]

8. L'Ukraine subcarpathique « indépendante » avait été jusqu'alors, depuis le lendemain de Munich, le centre des activités des partisans de la « Grande Ukraine » dirigées contre l'U.R.S.S.

QUELQUES NOTES HÂTIVES SUR LES « BASES GÉNÉRALES PARA EL SEGUNDO PLAN SEXENAL »¹

(14 mars 1939)

Programme et non plan

Il ne s'agit pas d'un « plan », au vrai sens du mot. Dans une société où domine la propriété privée, le gouvernement n'a pas la possibilité de diriger la vie économique selon un « plan ». Le document contient des formules algébriques, mais non des données arithmétiques ; autrement dit, c'est un programme général de l'activité gouvernementale, et non pas un plan, au sens strict du mot.

Malheureusement les auteurs du plan ne se rendent pas compte des limites de l'activité gouvernementale dans une société où les moyens de production, y compris la terre, ne sont pas nationalisés. Ils ont évidemment pris pour modèle les plans quinquennaux de l'U.R.S.S. et usent souvent de la même phraséologie, sans se rendre compte des différences fondamentales des structures sociales. C'est pourquoi, comme nous le verrons plus loin, les formules algébriques servent souvent à sauter au-dessus des questions les plus brûlantes de la vie du Mexique, en se consolant avec des perspectives empruntées aux rapports et discours officiels de l'U.R.S.S.

1. Notes (4554) dictées en français, avec la permission de la Houghton Library. Nous ignorons à qui elles étaient destinées et de qui émanait le texte critiqué. On peut seulement à la lecture supposer que le texte émanait d'économistes membres du P.C. ou collaborateurs de la C.T.M. membres d'un organisme d'Etat proposant ce qu'ils concevaient comme un « plan » inspiré par le modèle soviétique. On peut supposer également qu'à travers l'ami Antonio Hidalgo, les « notes » de Trotsky étaient destinées au général Múgica, ministre de l'industrie. Elles n'étaient certainement pas en tout cas adressées à un « camarade d'idées ».

Réforme du mécanisme étatique

Le document commence, en son paragraphe 2, par la proposition de créer « un organisme técnico dependiente del Presidente » pour diriger la réalisation du plan sexennal. Ce projet d'ordre administratif et plutôt secondaire apparaît néanmoins fondamentalement faux. L'activité gouvernementale pour la réalisation du plan ne peut pas se dérouler en marge de l'activité gouvernementale tout court. Superposer à l'organisme gouvernemental un « organismo técnico » dont le but n'est ni plus ni moins que de transformer toute l'économie nationale, ce serait créer, à côté du gouvernement, un « sur-gouvernement », c'est-à-dire un chaos administratif.

Une proposition plus réaliste, basée sur l'expérience de différents pays durant la guerre ainsi que sur celle de l'U.R.S.S., consisterait plutôt à créer un comité restreint de gouvernement, composé de chefs des ministères que le plan concerne le plus directement, sous la direction du Président ou de son représentant immédiat. En ce cas-ci l'activité générale, ainsi que l'activité concernant le plan seraient concentrées dans les mêmes mains et le double emploi — ce fléau bureaucratique — serait évité autant que possible.

Le paragraphe 3 propose la « participation funcional de los sectores populares organizados del país » aux divers organes du gouvernement. Cette formule est extrêmement vague et permet toutes les interprétations possibles. Nous tenons à indiquer immédiatement que ce projet menace d'incorporer dans la hiérarchie bureaucratique de l'Etat une hiérarchie bureaucratique des syndicats, etc., sans délimitation précise (laquelle, en l'occurrence, est quasi impossible), freinant ainsi l'activité régulière des organes de l'Etat en créant une confusion quasi insurmontable.

Politique extérieure du Mexique

Dans ce domaine si important le projet se contente de généralités, sans nommer un seul pays, et, dans le cadre de ces généralités, il indique une ligne de conduite qui doit être considérée comme fondamentalement erronée.

Le projet propose au nom « de la democracia y de la libertad » d'améliorer encore les relations que le Mexique a

actuellement « con las naciones ibero-americanas y con las de todos los continentes que sustentan el régimen democrático de gobierno ». Nous nous heurtons immédiatement à une contradiction évidente. Pour les Amériques, on recommande d'entretenir des relations amicales avec toutes les nations, quel qu'en soit le régime intérieur, tandis que, pour les autres continents, on propose les mêmes relations exclusivement envers les pays dits « démocratiques ». Le projet n'indique pas comment développer des relations toujours amicales avec l'Angleterre « démocratique », laquelle traite le Mexique comme un fief de ses pétroliers. Faut-il s'excuser devant Londres et rétablir immédiatement des relations diplomatiques au nom « de la démocratie et de la liberté » ? D'autre part, dans la lutte qui se développe actuellement entre la métropole « démocratique » de 45 millions d'habitants et les Indes, privées de démocratie, mais comptant 370 millions d'êtres humains, de quel côté doit être l'amitié effective du Mexique pour renforcer solidement sa position mondiale ? Le vice organique de la conception du projet est de dissoudre dans la notion abstraite de démocratie l'opposition entre pays oppresseurs et nations opprimées laquelle est une division beaucoup plus profonde et bien plus grosse de conséquences que la démarcation entre démocratie et fascisme dans le camp des esclavagistes.

L'expropriation des compagnies pétrolières et l'attitude résolue du gouvernement mexicain envers l'Angleterre ont beaucoup diminué les « sympathies » envers le Mexique dans cette « démocratie » du capital, mais en même temps énormément élevé le prestige du Mexique aux Indes et dans toutes les colonies et pays opprimés. La seule conclusion, c'est qu'un pays semi-colonial ne doit pas se laisser bernier par la forme démocratique de ses oppresseurs, réels ou possibles.

Le Mexique ne peut sauvegarder et développer son indépendance et assurer son avenir autrement qu'en se servant des antagonismes et des conflits entre les esclavagistes impérialistes, sans s'identifier ni aux uns ni aux autres, et en s'assurant l'estime et l'appui des nations enchaînées et des masses opprimées en général.

La réforme agraire

Cette partie du programme, la plus importante pour la vie du Mexique, est basée non pas sur l'analyse des nécessités du

pays, mais sur quelque formule générale empruntée au vocabulaire de l'U.R.S.S. et absolument mal adaptée à la réalité nationale.

Le paragraphe 8 déclare : « Se proseguiran las restituciones, las dotaciones y las ampliaciones de tierras a las comunidades campesinas, con un ritmo no inferior al periodo 1935-1938 ». En même temps le point c) du paragraphe 13 dit : « Organizacion de la explotacion colectiva de todos los ejidos » pour les dix prochaines années. Ces deux axes du programme ne sont pas le moins coordonnés. Ils sont seulement superposés l'un à l'autre.

De quoi s'agit-il en premier lieu dans le Mexique d'aujourd'hui ? De la réforme ou de la *révolution agraire démocratique*, c'est-à-dire que dans la vie des paysans sont encore accumulés des restes massifs de la propriété féodale et des relations et traditions d'esclavage. Il faut liquider courageusement et définitivement, avec l'aide des paysans eux-mêmes, ces survivances de la barbarie médiévale. Les grandes propriétés foncières, parasitaires ou semi-parasitaires, la domination économique et politique du propriétaire sur les paysans, le travail agricole forcé, le métayage quasi patriarcal mais au fond équivalant à l'esclavage — voilà ce qu'il faut liquider définitivement dans le plus bref délai possible. Or, le programme ne demande même pas que ce travail essentiel de la révolution démocratique soit achevé dans les six prochaines années et en même temps il demande la collectivisation complète des ejidos dans le même délai. C'est une incohérence totale qui peut mener aux pires conséquences du point de vue économique, social et politique.

La « collectivisation complète »

a) La collectivisation signifie le remplacement de la petite économie rurale par la grande économie. Ce remplacement n'est avantageux qu'à la condition qu'existe une technique élevée, adéquate à la grande entreprise agricole. Cela signifie, en premier lieu que le rythme éventuel de la collectivisation doit être adapté au développement de l'industrie, de la production de machines agricoles, d'engrais, etc.

b) Mais la technique elle seule ne suffit pas. Il faut que le paysan lui-même accepte la collectivisation, c'est-à-dire qu'il en comprenne les avantages par sa propre expérience ou celle des autres.

c) Enfin, le matériel humain, doit être, au moins en grande partie, éduqué et préparé pour la direction technique et économique des ejidos collectifs.

Le projet lui-même dit dans le paragraphe 15 qu'il faut compter « con campesinos debidamente preparados » et réclame la création d'un nombre suffisant d'écoles, spécialement d'écoles agricoles. Si l'on admet que durant les six prochaines années ces écoles soient créées en nombre suffisant, il est évident que le personnel nécessaire ne serait prêt que beaucoup plus tard. Collectiviser par la pression de l'Etat l'ignorance et la misère ne signifierait pas faire avancer l'agriculture, mais conduirait inévitablement à repousser le paysan dans le camp de la réaction.

Il faut achever la révolution agraire dans le délai de six ans, pour pouvoir, sur cette base, avancer très prudemment, de façon très amicale envers le paysan, sans contrainte, vers le but collectiviste.

L'exemple de l'U.R.S.S.

L'U.R.S.S. a traversé non seulement une révolution démocratique bourgeoise, mais encore une révolution prolétarienne. Les paysans russes, bien pauvres, l'étaient malgré tout moins que les paysans mexicains. L'industrie soviétique était beaucoup plus développée. Néanmoins, après la nationalisation de la terre, c'est-à-dire la révolution agraire démocratique complète, les économies collectives formèrent pendant de longues années un pourcentage infime par rapport aux économies paysannes individuelles. Il est exact que douze ans après l'abolition des latifundia, etc., la bureaucratie dirigeante a passé, pour des raisons que nous n'avons pas à examiner ici, à la « collectivisation complète ». Le résultat est bien connu : l'agriculture a baissé de moitié, les paysans se sont révoltés, des famines terribles ont emporté des dizaines de millions d'individus. La bureaucratie dut rétablir en partie les économies individuelles ; l'industrie nationalisée dut fournir des centaines de milliers de tracteurs et de machines agricoles pour que les kolkhozes commençassent à faire des progrès. Imiter ces méthodes au Mexique, ce serait aller au désastre. Il faut achever la *révolution démocratique* en donnant la terre, toute la terre aux paysans. Sur cette terre conquise, il faut lui donner un délai illimité pour réfléchir, comparer, expérimenter les différentes méthodes

d'économie rurale. Il faut l'aider techniquement et financièrement, mais non pas le contraindre. En somme, il faut achever l'œuvre d'Emiliano Zapata², et non lui superposer les méthodes de Joseph Staline.

Le crédit agricole

Toute la partie agraire du programme est déformée par une perspective fautive, où l'on exige de faire le troisième ou le quatrième pas avant que le premier soit terminé. Cette déformation de la perspective prend un aspect particulièrement flagrant dans la question du crédit. Le paragraphe 16, en son point d), exige que tout le crédit agricole soit accordé aux ejidos, « abandonando el proposito de mantener la economia de la pequeña propiedad agricola ». Que l'Etat doive accorder des privilèges financiers aux collectivités volontaires, c'est hors de discussion. Mais il faut garder les proportions. Il faut que les entreprises collectives se maintiennent viables et il faut que les petites économies individuelles continuent à vivre et à s'améliorer pendant le délai historique nécessaire à la « collectivisation complète », et ce délai peut bien se mesurer par quelques dizaines d'années.

Si l'on procède avec des méthodes de contrainte, on ne pourra créer des collectivités subsistant aux frais de l'Etat, en abaissant le niveau général de l'agriculture, en appauvrissant le pays.

L'industrialisation du pays

Dans ce domaine le programme devient extrêmement abstrait et vague. Pour collectiviser les ejidos en six ans, il faudrait des dépenses énormes pour la production de machines agricoles, d'engrais, pour les chemins de fer et pour l'industrie en général. Et tout cela immédiatement, parce qu'une certaine amélioration technique, au moins élémentaire, devrait précéder la collectivisation et non la suivre. Où prendra-t-on les moyens nécessaires? Là-dessus le projet se tait, sauf quelques phrases sur l'avantage des emprunts intérieurs sur les emprunts exté-

2. Emiliano Zapata (1877-1919) chef des paysans armés incarne l'apparition de ces derniers dans le cours de la révolution mexicaine.

rieurs. Mais le pays est pauvre. Il a besoin de capitaux étrangers. Sur ce thème épineux, le programme se contente de ne pas insister pour l'annulation de la dette extérieure. Et c'est tout.

Il est exact que l'achèvement de la révolution agraire démocratique, c'est-à-dire la remise de toute la terre cultivable à la classe paysanne, augmenterait dans un délai relativement court la capacité du marché intérieur; mais, malgré tout, le rythme de l'industrialisation serait bien lent. Beaucoup de capitaux internationaux cherchent actuellement un domaine d'application, même avec des profits modestes, mais sûrs. Tourner le dos au capital étranger et parler de collectivisation et d'industrialisation, ce serait se saouler de phrases.

Les réactionnaires ont tort de dire que l'expropriation des compagnies pétrolières a rendu impossible l'afflux de nouveaux capitaux. Le gouvernement défend les ressources vitales du pays, mais en même temps il peut accorder des concessions industrielles, surtout sous la forme de sociétés mixtes, c'est-à-dire d'entreprises où le gouvernement entre comme participant (avec 10 %, 25 %, 51 %, selon les circonstances et les capitaux disponibles), en s'assurant dans le contrat le droit de racheter l'entreprise après un certain délai. Cette participation du gouvernement aurait l'avantage d'éduquer un personnel technique et administratif national en collaboration avec les meilleurs ingénieurs et organisateurs d'autres pays. Le délai fixé dans le contrat pour le rachat facultatif de l'entreprise créerait chez les capitalistes étrangers la confiance nécessaire à l'investissement des capitaux. Le rythme de l'industrialisation serait accéléré.

Le capitalisme d'Etat

Les auteurs du programme veulent créer de toutes pièces en six années un capitalisme d'Etat. Mais nationaliser des entreprises existantes, c'est une chose — et les créer, avec des moyens limités, sur un sol vierge, c'en est une autre.

L'histoire connaît un seul exemple où l'industrie fut créée par les soins de l'Etat, c'est l'U.R.S.S. Mais,

- a) il a fallu une révolution socialiste,
- b) l'héritage industriel reçu du passé était important,
- c) la dette publique fut annulée (un milliard et demi de pesos par an).

En dépit de tous ces avantages, on a commencé la reconstruction industrielle du pays avec l'octroi de concessions,

auxquelles Lénine accordait une très grande importance pour le développement économique du pays et pour l'éducation technique et administrative du personnel soviétique. Il n'y a pas eu au Mexique de révolution socialiste. La situation internationale ne permet pas même l'annulation de la dette publique. Le pays, nous le répétons, est pauvre. Dans de telles conditions, ce serait presque un suicide de fermer la porte aux capitaux étrangers.

Pour faire du capitalisme d'Etat, il faut des capitaux.

Les syndicats

Le paragraphe 96 parle avec raison de la nécessité de « protéger con mayor eficacia que hoy a la clase trabajadora ». Il faudrait seulement ajouter : « Il faut protéger la classe ouvrière non seulement contre les excès de l'exploitation capitaliste, mais aussi contre les abus de la bureaucratie syndicale. »

Le programme parle beaucoup de la démocratie et des organisations ouvrières qui sont la base essentielle de cette démocratie. Ce serait absolument juste à la condition que les syndicats eux-mêmes soient démocratiques et non totalitaires. Un régime démocratique des syndicats doit assurer aux ouvriers le contrôle de leur propre bureaucratie et éliminer ainsi les abus les plus flagrants. La comptabilité la plus stricte des syndicats doit devenir chose publique.

Ces notes peuvent paraître pénétrées d'un esprit très modéré, presque conservateur, en comparaison des formules ronflantes, mais hélas ! vides du programme. Nous croyons néanmoins que notre point de vue est plus réaliste et en même temps plus révolutionnaire. Le point central du programme est la question agraire. Il est mille fois plus facile de prêcher la collectivisation complète dans le vide que de réaliser, avec un balai de fer, l'élimination totale des survivances féodales à la campagne. Pour les six prochaines années ce nettoyage serait vraiment un programme excellent et la masse paysanne comprendrait un programme pareil, exprimé en dix langues, bien mieux, et l'accepterait bien plus chaleureusement, que cette traduction vague et verbeuse des textes officiels du Kremlin.

[UNE OFFRE INACCEPTABLE]¹

(15 mars 1939)

Cher Camarade Goldman,

Il est clair que les conditions de l'Université de Stanford sont totalement inacceptables — on peut dire ridicules². Le représentant de l'Université de Chicago ne voulait que la documentation russe, il a pourtant dit à Van qu'il pourrait faire « plusieurs paiements de mille dollars ».

Si la bibliothèque de l'Université de Stanford est si pauvre, alors elle ne doit acheter que la partie russe des archives touchant à l'histoire de la révolution russe et ne pas les payer moins de 5 000 dollars. Le paiement pour la correspondance avec Lénine devrait, bien entendu, être à part.

Pour l'ensemble des archives, je suis d'accord avec votre proposition comme minimum, ceci n'incluant pas le paiement à Amsterdam.

1. Lettre à A. Goldman (8306) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. La proposition de Nathan van Patten, de Stanford, était de 3 000 dollars en paiement échelonnés, dont 1 000 à la livraison. C'était effectivement ridicule, si l'on songe que l'offre de 1 000 dollars à Trotsky pour un seul article était normale.

[UNE LETTRE TÉLÉCOMMANDÉE]¹

(17 mars 1939)

Mon cher Ami,

Vous pouvez comprendre dans quel état d'esprit j'ai reçu hier votre communication sur l'impossibilité jusqu'à présent de trouver une sténographe digne de confiance. Je suis presque désespéré et je me demande si les instructions que j'ai élaborées pour ce cas ne sont pas trop sévères. Ne serait-il pas possible de trouver une sténographe, même si elle n'est pas totalement digne de confiance et de la placer sous votre surveillance pendant son travail ? Je comprends que vous êtes très occupé et que cette façon de procéder n'est guère réalisable... mais que faire ? En tout cas le manuscrit ne doit pas tomber entre les mains des crapules...

La sténographe russe est de nouveau à l'hôpital pour une durée indéterminée. Je doute qu'elle puisse jamais reprendre le travail. Nous avons envisagé toutes les mesures nécessaires pour en trouver une autre, mais c'est tout à fait sans espoir. Le dernier chapitre, je l'écris à la main et je vous l'enverrai tout de suite après avoir reçu de vous une copie du manuscrit.

1. Lettre à J. Hansen (8436) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library. Cette lettre était écrite en réponse à une lettre de Hansen du 10 mars (1808) qui disait notamment : « 1) Ecrivez-moi alors que vous êtes anxieux que le manuscrit soit tapé le plus vite possible, le plus important est que la sténo soit tout à fait sûre, et que vous préféreriez que je prenne un peu plus de temps plutôt que de choisir trop vite une sténo. Les éditeurs ne font plus sur vous la même pression et le manuscrit ayant pris cette longueur, quelques semaines de plus ou de moins ne feraient pas grande différence pour la date de la publication. 2) Indiquer de nouveau la valeur du manuscrit et votre incapacité de la réécrire. » Trotsky rédigea la lettre souhaitée par Hansen pour appâter un poisson dont la suite de la lettre montre qu'il n'avait pas encore mordu.

[RESPECT DU CONTRAT]¹

(17 mars 1939)

Cher Monsieur,

Je ne peux malheureusement pas souscrire à vos propos². *Le Capital* a une valeur universelle, mais il s'appuie presque exclusivement sur des données concernant la vie économique anglaise. Marx avait choisi l'Angleterre parce que c'était à cette époque le pays le plus développé et le plus puissant. C'est pour les mêmes raisons que les Etats-Unis ont été choisis pour l'introduction. Il ne s'agit en aucun cas d'une vue générale de la situation mondiale, mais de la démonstration de l'analyse et des pronostics de Marx, appuyée sur l'exemple d'un pays dans lequel le capitalisme avait atteint son expression la plus puissante. Dans tous les pays du monde, les regards de tous les penseurs sont tournés vers les Etats-Unis. Le New Deal a une signification internationale : c'est de lui que dépend le destin du capitalisme. D'ailleurs, tout cela est précisé dans l'introduction elle-même. Je ne vois donc aucune raison de modifier ou de compléter cette introduction.

Je dois également attirer votre attention sur le fait que j'exige le respect le plus rigoureux du contrat, non seulement en ce qui concerne la remise du manuscrit, mais également pour les délais du paiement. Je me vois donc au regret de vous signaler que, comme lors du premier paiement, la seconde moitié de mes honoraires m'a été réglée en retard.

1. Lettre à A. O. Mendel (9048) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Mendel trouvait que l'introduction de Trotsky portait exclusivement sur les Etats-Unis et opposait ce caractère à celui du *Capital*, universel...

[UNE PROPOSITION DE SHANGHAI]¹ (18 mars 1939)

La proposition du camarade F[rank Glass]² me paraît juste s'il n'y a aucune possibilité que le camarade C[hen Duxiu] quitte son pays avec l'autorisation du gouvernement. Une pression « amicale » sur les autorités chinoises pourrait avoir les résultats souhaités ; mais, si elle échoue, la surveillance gouvernementale se fera plus étroite et diminuera ainsi les possibilités de lui faire quitter la Chine. C'est pourquoi je propose de préparer simultanément deux voies, à savoir :

1) Créer immédiatement à New York une commission non publique avec pour objet d'étudier les possibilités d'un départ aussi rapide que possible de Chine de C[hen Duxiu] sans aucune intervention officielle et de collecter tout de suite de l'argent dans ce but, ainsi de suite. 2) En même temps, commencer une campagne de pression « amicale » sur les autorités chinoises par l'intermédiaire de libéraux, de radicaux et des figures éminentes de notre propre mouvement.

Par exemple, quelques intellectuels mexicains qui sont des noms connus (Diego Rivera, Juan O'Gorman et d'autres) pourraient visiter l'ambassadeur chinois ici et lui présenter une pétition écrite en ces termes :

« Nous soussignés et nombre de nos amis sommes des amis sincères et dévoués de la Chine dans sa lutte pour sa libération contre l'impérialisme japonais. Nous sommes personnellement intéressés au sort de C[hen Duxiu] que nous connaissons comme un homme honnête et un patriote sincère.

Nous n'adhérons pas au camp stalinien. Par ailleurs, nous

1. Lettre à J. Frankel (8186) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Glass proposait de préparer tout simplement la sortie illégale de Chine de Chen Duxiu.

comprenons les raisons de la coopération entre le gouvernement chinois et Moscou. Cette coopération crée une situation très difficile pour C[hen Duxiu], lui rendant impossible même de lutter publiquement pour la Chine. Nous avons appris cette situation par un correspondant étranger digne de confiance, un ami sincère de la Chine.

Permettez-nous d'insister auprès des autorités chinoises sur le fait que, si M. C[hen Duxiu] part à l'étranger, il pourra y être très utile dans une campagne internationale des éléments de gauche, ouvriers surtout, contre l'oppression de l'impérialisme japonais. La situation militaire en Extrême-Orient indique que cette grande lutte va durer longtemps, avec des hauts et des bas. Une mobilisation systématique et insistante de l'opinion publique internationale est nécessaire. Dans une telle campagne, le rôle d'éléments de gauche indépendants peut être d'une grande valeur pour le peuple chinois. Les partis communistes officiels sont connus comme des instruments de Moscou. Leur influence est donc limitée. M. C[hen Duxiu] est connu comme un révolutionnaire chinois indépendant. Avec ses connaissances et son aide, nous pourrions certainement rendre d'importants services à une telle campagne internationale.

Nous ne voulons pas dissimuler une autre idée qui nous inquiète. Dans différents pays, le G.P.U. de Moscou cherche à exterminer tous ces éléments de gauche qui ont une attitude critique à l'égard des méthodes du Kremlin. Nous savons par des sources autorisées que M. C[hen Duxiu] est sur la liste noire du G.P.U. Sous un prétexte ou un autre, il peut être assassiné sur le territoire chinois et le G.P.U. essaierait alors de rejeter la responsabilité de ce crime sur les autorités chinoises. Nous sommes certains qu'aux Etats-Unis, la vie de M. C[hen Duxiu] pourrait être mieux protégée contre une éventuelle tentative du G.P.U.

Voici, Monsieur l'ambassadeur, les raisons qui nous poussent à intervenir dans cette affaire avec les sentiments de la sympathie la plus sincère pour votre peuple dans leur guerre héroïque contre l'invasion impérialiste. »

Une lettre analogue, mais pas nécessairement identique, devrait être rédigée aux Etats et signée par les personnalités appropriées — et aussi en Angleterre et en France.

Un document de ce genre serait un avertissement aux autorités chinoises, bien que loin d'être une garantie absolue pour la vie de C[hen Duxiu], surtout si on ne perd pas de temps et si les préparatifs d'une autre version sont effectués.

SEULE LA CLASSE OUVRIÈRE PEUT EMPÊCHER LA GUERRE¹

(18 mars 1939)

— *Une guerre mondiale est-elle inévitable? Si la guerre éclate, aura-t-elle pour conséquence la fin du régime capitaliste?*

— Oui, une guerre mondiale est inévitable si une révolution ne se produit pas auparavant. Ce qui rend la guerre inévitable, c'est en premier lieu la crise incurable du système capitaliste ; deuxièmement, le fait que la répartition actuelle de notre planète, c'est-à-dire avant tout, des colonies, ne correspond plus au poids économique spécifique des Etats impérialistes. A la recherche d'une issue pour sortir de la crise mortelle, les Etats parvenus aspirent — et il ne peut pas en être autrement — à un nouveau partage du monde. Seuls des enfants au biberon et des « pacifistes » professionnels, auxquels même l'expérience de la malheureuse S.D.N. n'a rien appris, peuvent supposer qu'une répartition plus « équitable » des territoires peut se faire autour des tapis verts de la démocratie.

Si la révolution espagnole avait été victorieuse, elle aurait donné une vigoureuse impulsion au mouvement révolutionnaire en France et dans les autres pays d'Europe. Il eût été possible dans ce cas d'espérer avec confiance que le mouvement socialiste, victorieux, prévienne la guerre impérialiste, la rendant inutile et impossible. Mais le prolétariat révolutionnaire d'Espagne a été étranglé par la coalition de Staline, Azaña, Caballero, Negrín, García Oliver², avant même d'être écrasé

1. Réponse aux questions de la journaliste britannique Sybil Vincent, envoyée du *Daily Herald* (T 3 455), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Francisco *Largo Caballero* (1869-1946), ouvrier plâtrier devenu le dirigeant principal de l'U.G.T. et le leader de la gauche du P.S.O.E., avait présidé le gouvernement de Frente popular espagnol de septembre 1936 à juin 1937. Juan *García Oliver* (1901-1980) avait été l'un des militants libertaires les plus en vue du siècle, inspirateur de la tendance « anarcho-bolchevique ». Il

par les bandes de Franco. La défaite de la révolution espagnole a ajourné toute perspective révolutionnaire quant à la guerre impérialiste. Seuls les aveugles peuvent ne pas le voir !

Bien entendu, les chances de sauver de la destruction notre civilisation seront d'autant plus grandes que les ouvriers avancés combattront aujourd'hui avec plus d'audace et d'énergie, dans tous les pays, contre le militarisme et l'impérialisme, malgré des conditions défavorables et ils seront d'autant plus capables d'arrêter rapidement la guerre quand elle aura éclaté.

Non, je ne doute pas que la nouvelle guerre mondiale ne provoque la révolution mondiale et l'effondrement du système capitaliste. Les gouvernements impérialistes de tous les pays font tout ce qui est en leur pouvoir pour accélérer cet affrontement. Il est toutefois nécessaire que le prolétariat mondial ne soit pas de nouveau pris au dépourvu par les grands événements.

La tâche que s'assigne, soit dit en passant, la IV^e Internationale, est précisément de poursuivre la préparation révolutionnaire de l'avant-garde. C'est précisément la raison pour laquelle elle s'intitule le parti mondial de la révolution socialiste.

— *Le monde n'a-t-il pas de Hitler une crainte excessive ?*

— Les gouvernements démocratiques considèrent Hitler avec envie et crainte : celui-ci a réussi, à leurs yeux, à « liquider » la question sociale. La classe ouvrière qui, depuis un siècle et demi, ébranlait périodiquement de ses révoltes les pays civilisés d'Europe est soudain réduite au silence en Italie et en Allemagne. MM. les politiciens officiels attribuent ce succès aux propriétés intrinsèques et quasi mystiques du fascisme et du national-socialisme. En réalité, la force de Hitler ne réside ni en lui-même ni dans sa méprisable philosophie, mais dans la terrible déception des masses ouvrières, dans leur désespoir et leur lassitude.

Au cours de plusieurs dizaines d'années, le prolétariat d'Allemagne avait construit une organisation syndicale et un parti social-démocrate. Plus tard, à côté du grand parti social-démocrate apparut un grand parti communiste. Toutes ces organisations qui se développèrent sur les épaules du prolétariat

avait été délégué à la guerre dans le gouvernement de la Généralité, puis était devenu, en novembre 1936, ministre de la justice dans le gouvernement Largo Caballero. Les noms énumérés par Trotsky symbolisent les composantes du Frente popular.

ont été inexistantes au moment critique et se sont effondrées en poussière avant l'offensive de Hitler. Elles n'ont pas eu le courage d'appeler les masses au combat car elles avaient complètement dégénéré, elles s'étaient embourgeoisées et avaient rayé la question du combat de leurs préoccupations.

De telles catastrophes, les masses sortent meurtries et ne s'en relèvent que lentement. Il est faux de prétendre que le prolétariat allemand a fait la paix avec Hitler ! Mais il n'a plus confiance dans les vieux partis, les vieux mots d'ordre et, en même temps, il n'a pas encore trouvé une issue nouvelle. Telle est l'explication, la seule, de la toute-puissance policière du fascisme. Elle durera jusqu'à ce que les masses aient pansé leurs blessures, repris des forces et, une fois de plus, relevé la tête. Je crois que nous ne devons pas attendre longtemps.

La crainte que la France et la Grande-Bretagne ont de Hitler et de Mussolini s'explique par le fait que la position de ces deux vieilles puissances coloniales dans le monde ne correspond plus, ainsi que nous l'avons indiqué, à leur poids spécifique dans l'économie mondiale. La guerre ne peut rien leur apporter, elle ne peut au contraire que les dépouiller d'une grande partie de leurs richesses. Il est naturel qu'elles s'efforcent de retarder le moment du nouveau partage du monde et qu'elles jettent à Hitler, comme des os à ronger, l'Espagne et la Tchécoslovaquie.

L'enjeu de la lutte, ce sont les colonies, c'est la domination mondiale. La tentative de présenter cette querelle d'intérêts comme une lutte entre la « démocratie » et le « fascisme » ne peut que duper la classe ouvrière. Chamberlain donnera toutes les démocraties du monde — et il n'en reste guère — pour sauvegarder un dixième de l'Inde. La force de Hitler, en même temps que sa faiblesse, consiste en ce que, sous la pression du capitalisme allemand aux abois, il est prêt à recourir aux moyens les plus extrêmes, sans négliger au passage le chantage et le bluff au risque de provoquer la guerre. Hitler a pleinement réalisé la crainte que le désordre inspire aux propriétaires des colonies ; il a misé sur cette crainte, sinon avec une très grande ardeur, du moins avec un incontestable succès.

— *Est-il possible que les démocraties et l'U.R.S.S. s'unissent pour abattre Hitler ?*

— Je ne pense pas que ce soit mon rôle de donner des conseils, ni aux gouvernements impérialistes, même s'ils s'intitulent « démocratiques », ni à la clique bonapartiste du Kremlin,

même si elle s'intitule « socialiste ». Je ne peux donner de conseils qu'aux ouvriers. Le conseil que je leur donne est de ne pas croire un seul instant que la guerre entre les deux camps impérialistes puisse apporter rien d'autre que l'oppression et la réaction dans l'un et l'autre camp. Ce sera la guerre entre esclavagistes couverts de masques différents : d'un côté « démocratie », « civilisation », de l'autre, « race », « honneur ». Seul le renversement de tous les esclavagistes peut, une fois pour toutes, mettre fin à la guerre et ouvrir une ère de civilisation véritable.

— *Hitler représente-t-il un grand danger pour les démocraties ?*

— Ce sont les « démocraties » qui sont pour elles-mêmes le danger le plus grave. Le régime de la démocratie bourgeoise à été fondé sur les bases du capitalisme libéral, c'est-à-dire de la libre concurrence. Cette époque est maintenant tout à fait révolue. Le capitalisme monopoleur d'aujourd'hui, qui a provoqué la décomposition et la dégradation de la petite et de la moyenne bourgeoisie, a ainsi miné le sol sous les pieds de la démocratie bourgeoise. Le fascisme est un produit de cette évolution. Il ne vient pas du tout « de dehors ». En Italie et en Allemagne, il s'est imposé sans intervention étrangère. La démocratie bourgeoise est morte, non seulement en Europe, mais aussi en Amérique.

S'il n'est pas liquidé à temps par la révolution socialiste, le fascisme conquerra inévitablement la France, l'Angleterre, les Etats-Unis, avec l'aide de Mussolini et Hitler, ou sans elle. Mais le fascisme n'est qu'un répit. Le capitalisme est condamné. Rien ne le sauvera de l'effondrement. Plus le prolétariat fera preuve dans sa politique de résolution et d'audace, moins la révolution socialiste exigera de sacrifices et plus vite l'humanité entrera dans une voie nouvelle.

— *Quelle est votre opinion sur la guerre civile d'Espagne ?*

— Mon opinion sur la guerre civile d'Espagne, je l'ai exprimée à maintes reprises dans la presse. La révolution espagnole était socialiste par essence. A plusieurs reprises, les ouvriers ont essayé de renverser la bourgeoisie, de s'emparer des usines, et les paysans voulaient prendre les terres. Le « Front populaire » dirigé par les staliniens a étranglé la révolution socialiste au nom d'une démocratie bourgeoise

dépassée, ce qui a provoqué la déception, le découragement, le désespoir des masses ouvrières et paysannes, la démoralisation de l'armée républicaine et eut pour résultat final l'effondrement militaire.

Rien ne sert d'invoquer la politique de la trahison qui fut celle de l'Angleterre et de la France. Bien entendu, les impérialismes « démocrates » étaient de tout cœur avec la réaction espagnole et dans la mesure du possible, ils apportèrent leur appui à Franco. Il en fut et en sera toujours ainsi. Le gouvernement de Grande-Bretagne s'est tout naturellement rangé aux côtés de la bourgeoisie espagnole, passée tout entière dans le camp de Franco. Seulement, au début, Chamberlain ne croyait pas à la victoire de Franco et craignait de se compromettre par des manifestations de sympathie prématurées. La France, comme toujours, fila le train à la Grande-Bretagne. Le gouvernement soviétique joua le rôle de bourreau avec les ouvriers espagnols. Son dessein était de démontrer à Londres et Paris qu'il était parfaitement loyal et méritait toute leur confiance.

La cause fondamentale de la défaite de cette révolution animée par un puissant héroïsme est la politique antisocialiste menée par le soi-disant « Front populaire » traître. Si les paysans avaient pris les terres et les ouvriers les usines, Franco n'aurait jamais pu leur arracher des mains cette victoire.

— *Le régime de Franco peut-il se maintenir ?*

— Bien entendu, il ne peut pas s'agir de mille ans comme le clament les fanfaronnades des nazis allemands. Mais Franco se maintiendra au pouvoir un certain temps grâce aux mêmes conditions qui ont permis à Hitler de durer. Après de grands sacrifices, après de terribles défaites subies malgré ces sacrifices, les masses ouvrières d'Espagne doivent être déçues jusqu'au plus profond de leur cœur sur le compte des vieux partis dirigeants, socialiste, anarchiste, « communiste » qui, en unissant leurs forces sous le drapeau du « Front populaire », ont étranglé la révolution socialiste. Il est inévitable que les ouvriers espagnols traversent maintenant une période de découragement avant de se remettre lentement et obstinément à la recherche d'une nouvelle issue. La période pendant laquelle les masses demeureront dans cet état de prostration coïncidera très précisément avec celle de la domination de Franco.

— *Dans quelle mesure le Japon menace-t-il sérieusement l'U.R.S.S., l'Angleterre et les Etats-Unis ?*

— Le Japon est incapable de soutenir une guerre de grande envergure, en partie pour des raisons économiques, mais surtout pour des raisons sociales. Parce que, jusqu'à maintenant, il ne s'est pas libéré de l'héritage du féodalisme, le Japon constitue le réservoir d'une gigantesque explosion révolutionnaire. A bien des égards, sa situation rappelle celle de l'empire tsariste à la veille de 1905.

Les cercles dirigeants du Japon tentent d'échapper aux contradictions internes de leur structure sociale par la conquête et le pillage de la Chine. Mais ses contradictions internes rendent impossible de grands succès à l'extérieur. S'emparer de positions stratégiques en Chine est une chose; soumettre la Chine en est une autre.

Le Japon n'oserait jamais défier l'Union soviétique s'il n'existait pas un antagonisme criant, évident pour tous, entre la clique dirigeante du Kremlin et le peuple soviétique. Le régime de Staline qui affaiblit l'U.R.S.S. rend possible une guerre avec le Japon.

— *Quels seraient les résultats de cette guerre ?*

— Je ne peux croire un seul instant à la victoire du Japon. Je pense que le résultat le plus certain de la guerre serait l'effondrement du régime médiéval du Mikado et celui du régime bonapartiste de Staline.

— *Quelles sont vos occupations au Mexique ?*

— J'ai peu à vous dire de ma vie au Mexique. Les autorités ne m'ont témoigné que de la bonté. Je me tiens tout à fait à l'écart de la vie politique au Mexique, mais je suis avec une sympathie chaleureuse les efforts du peuple mexicain pour conquérir une indépendance totale et réelle.

Je termine un livre sur Staline qui paraîtra cette année aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et dans plusieurs autres pays. Ce livre est une biographie politique de Staline, qui se propose d'expliquer comment un révolutionnaire de second ou troisième plan peut devenir maître d'un pays quand la réaction thermidorienne y commence.

Ce livre montrera en particulier comment et pourquoi l'ex-bolchevik Staline est aujourd'hui tout à fait mûr pour conclure une alliance avec Hitler.

NOTRE TRAVAIL AU SEIN DU P.C.¹

(20 mars 1939)

La discussion a été ouverte par la lecture des extraits suivants de deux lettres :

*Lettre de Trotsky*²

« Je constate de nouveau, à partir de votre lettre comme de ma discussion avec deux camarades femmes qui sont venues de New York ici, que les choses sont bien médiocres en ce qui concerne le travail de notre parti à l'intérieur du parti communiste. Il n'existe pas du tout de liaisons et à cet égard un certain fatalisme. « Nous sommes trop faibles. Nous n'avons pas assez de main-d'œuvre pour commencer une action systématique, etc. »

Je trouve cela tout à fait faux, dangereux et je dirais presque criminel. Selon moi, nous devons dresser la liste de tous les camarades qui sont venus du Communist Party dans les deux ou trois dernières années, de ceux qui ont des liens personnels avec des staliniens, etc. Organiser avec eux de petites discussions, pas de caractère général, mais pratique, même individuel. Elaborer quelques plans très concrets et rediscuter toute l'affaire après une semaine ou deux. Sur la base d'un tel travail préparatoire on pourrait cristalliser une commission sur cet objectif.

La fin de la tragédie espagnole, la vérité sur les activités des staliniens en Espagne et des articles comme l'excellente correspondance de Paris de Terence Phelan, vont inévitablement créer

1. Compte rendu sténographique d'une discussion (T 4556) avec des camarades américains à Coyoacán, traduit de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Cf. pp. 210-212.

une certaine désintégration dans les rangs des staliniens. Nous devons être présents pour observer ces procès et utiliser les occasions qui se présentent. C'est la plus importante tâche du parti dans cette période. »

Lettre de [Hansen]³

« J'ai lu votre lettre avec beaucoup d'attention et j'en ai discuté avec plusieurs camarades. Il y a quelques tentatives en cours en direction du P.C., mais de caractère local et loin d'être considérées du point de vue de l'organisation comme la première tâche du parti. Un camarade très militant et fort intelligent a considéré que vos suggestions étaient excellentes et pensait qu'elles pouvaient nous conduire au succès. D'autres camarades plus haut dans le parti n'avaient pas la même confiance.

Leurs doutes se situent sur la ligne suivante. Les membres du P.C. dans son ensemble n'ont pas plus d'un an ou un an et demi de parti. Ils sont venus au parti non pour lutter pour réaliser le communisme, mais pour mieux combattre pour la démocratie capitaliste. L'expérience de nos camarades au contact avec des militants de base du P.C. parlent un langage très différent du nôtre. Quand nous parlons politique avec eux, ils ne savent tout simplement pas de quoi nous parlons. En rapport avec cela, j'ai appris d'un de mes très proches amis de Californie, un artiste, sympathisant, mais pas membre du parti, que le P.C. fait une campagne intensive dans les cercles universitaires de Californie et y remporte quelque succès sur la seule base de la lutte pour la démocratie. Les membres qu'ils gagnent sont des gens que j'ai connus au collège comme libéraux, croyant en la démocratie qui pensent même que *Nation* est très à gauche et qui n'ont pas changé d'un iota. C'est le P.C. qui est allé vers eux. En outre, l'activité des membres du P.C. se situe à un niveau incroyablement bas. Ils n'ont pas la moindre formation dans la lutte des classes, mais sont simplement liés à la machine de guerre. Si ces gens quittent le P.C., comme dans le passé, par milliers, ils ne viendront pas vers nous, mais tomberont dans l'apathie ou constitueront du matériel pour les fascistes. Le travail dans le P.C. est très difficile à

3. La lettre est de Hansen rendant compte de la mission d'information que Trotsky lui avait confiée.

cause de l'atomisation de ses membres — le pôle contraire de la centralisation de la direction — il n'y a aucune possibilité pour les membres de se rencontrer et de discuter à une échelle plus grande qu'une seule branche ou unité.

Tous les camarades sont d'accord que nous savons trop peu de la composition et de ce qui se passe à l'intérieur du P.C. et que nous pourrions faire beaucoup plus. J'ai proposé d'instituer un travail organisationnel à une échelle nationale, et un des camarades les plus haut placés s'est demandé comment j'aimerais faire ce type de travail. Naturellement le problème de briser cette organisation et, au départ, de savoir ce qui s'y passe m'intéresse énormément, mais il y a bien des camarades beaucoup mieux faits que moi pour un tel travail.

Oui, il y a du scepticisme de la part de certains. Quand je soutiens qu'une scission est inévitable au sein du P.C. et que cela ne peut qu'éduquer dans une certaine mesure les gens qui y sont même pour un certain temps — même le *Daily Worker*⁴ utilise dans une certaine mesure le fond socialiste — ils sont d'accord sur l'existence d'une contradiction dans leur idéologie, mais ne peuvent pas y entrevoir de profit pour nous.

Une remarque curieuse — quelques-uns de ceux qui étaient les militants les plus en vue de la troisième période sont maintenant devenus des partisans dévoués de Roosevelt à l'intérieur du P.C. Ils ne sont pas cyniques, ils sont réellement partisans de Roosevelt. Que peut-on faire de gens comme eux? »

Trotsky :

Il me semble que ces deux lettres constituent une introduction suffisante et que les camarades pourraient exprimer leur opinion sur les possibilités d'un travail à l'intérieur du parti stalinien.

*O'Brien*⁵ :

Je pourrais ajouter quelques mots sur les rapports de nos membres avec les staliniens d'après les expériences que j'ai eues quand j'étais à New York à l'*Appeal*. On avait des plaintes chaque fois qu'on imprimait des articles contre les staliniens. Les camarades nous écrivaient que nous étions en train d'essayer de construire un parti de masses et qu'il fallait faire de

4. Le *Daily Worker* était le quotidien du P.C. américain.

5. Vaughn T. O'Brien était l'un des gardes et secrétaires, plus connu sous les pseudonymes de Rork ou Irish.

notre journal un journal de masses, et pas avoir le visage tourné constamment du côté du parti stalinien. Pour eux, se tourner vers les ouvriers signifiait se détourner du parti stalinien. Pourtant, chaque fois que ces mêmes camarades écrivaient pour l'*Appeal*, les réalités du travail du parti exigeaient qu'ils écrivent contre les staliniens. D'autres camarades, qui se plaignaient des attaques contre le P.C., quand on leur demandait des suggestions concrètes, ne pouvaient que suggérer d'autres attaques !

Leurs objections reposaient, il me semble, sur la quantité du matériel antistalinien. Certainement une étude du *Socialist Appeal* montrerait que 60 % des articles étaient dirigés contre le parti communiste. Mais ce travail semble trop diffus, c'est tirer en l'air. Ce qu'il faut, c'est un plan concret et une approche consistante des staliniens.

En écoutant cette lettre et son analyse des membres du P.C., il me semble que notre approche doit prendre en compte cette analyse. Il faut tenir compte de ce qui est fondamental — si les membres du P.C. ne sont intéressés qu'à la « défense de la démocratie », c'est sous cet angle qu'il faut traiter la question. Si nous sommes sérieux dans notre désir d'influencer les membres *actuels* du P.C., il nous faut avoir la volonté d'essayer de les éduquer pour les amener à un point de vue révolutionnaire. Nous ne pouvons nous attendre à nous adresser à la *nouvelle* base stalinienne en partant d'un point de vue révolutionnaire. Et nous ne pouvons pas non plus nous attendre à ce qu'ils soient familiarisés avec l'histoire de l'I.C.

Je voudrais suggérer pour maintenant une colonne fixe, dont le responsable serait chargé particulièrement de ce travail, dans le journal, une ou deux fois par semaine si nécessaire, pour prendre un ou deux points fondamentaux et marteler là-dessus toutes les semaines. Notre campagne antistalinienne, bien que concrète sur un plan local, est incompréhensible à l'échelle nationale pour les membres de base du P.C. En couplant avec la presse, cependant, nous devons faire un travail d'organisation à l'intérieur du P.C. afin de pouvoir à la fois en tirer un bénéfice, diriger et guider la presse.

*Lankin*⁶ :

Je crois que le seul moyen par lequel nous pouvons réellement découvrir ce qui se passe dans le P.C. c'est d'y envoyer véritablement des gens pour une certaine période et

6. Sur Lankin. cf. n. 3 p. 143.

leur y donner des tâches spéciales — des gens formés. Je crois — et je le pense depuis longtemps — que dans la mesure où il s'agit de recruter, nous ne recruterons pas beaucoup à partir de cette organisation. Il y a peu d'éléments révolutionnaires dans le P.C. Presque tous ces gens, qui l'avaient rejoint avant qu'Hitler arrive au pouvoir, ont passé la troisième période et acceptent maintenant la nouvelle ligne, sont absolument sans intérêt. Personne ne peut avoir accepté la troisième période et maintenant la nouvelle ligne et le faire honnêtement. Ils sont malhonnêtes et dégénérés. Les nouveaux, qui ont adhéré après la troisième période, ne sont pas révolutionnaires, mais, pour eux, il existe un peu d'espoir. Parmi eux il y a un certain nombre d'ouvriers qui y sont venus, non sur une ligne révolutionnaire, mais parce que c'était le premier contact avec le mouvement « radical » et parce qu'ils voulaient préserver « la démocratie ». Beaucoup venaient des syndicats. Nous pourrions en gagner quelques-uns par notre travail dans le parti stalinien. Mais il nous faut y envoyer des gens qualifiés pour n'y rester qu'un certain temps.

*Guy*⁷ :

D'accord avec ce que dit Lankin, mais pour être capables d'y envoyer des gens, il faut que ce soient des camarades entièrement inconnus et qualifiés qui puissent faire le travail qu'il faut faire, et ce sera difficile à trouver.

*Cornell*⁸ :

Ce que dit le camarade Guy est juste — c'est très difficile d'envoyer des camarades qualifiés, ou, pour cette affaire, un de nos camarades, dans le P.C. Nos gens sont connus, ils sont facilement reconnaissables et le simple fait d'être trotskystes leur a donné une espèce de réputation. Même si on les envoie ailleurs au milieu du pays, les staliniens se remueront et ne tarderont pas à les découvrir. Même avec de considérables sacrifices, leur activité dans le P.C. sera brève. On peut suggérer de laisser dans le P.C. les gens qu'on y gagne. Mais cela présente aussi des difficultés. On ne change pas du jour au lendemain, mais sur une assez longue période. Au fur et à mesure qu'augmentent leurs doutes et leurs interrogations, ils se dénon-

7. Un pseudonyme que nous n'avons pas percé.

8. Charles Olney *Cornell* (né en 1910) était un jeune enseignant américain, garde et secrétaire.

cent eux-mêmes de plus en plus jusqu'à être connus comme trotskystes avant de s'en être rendus compte eux-mêmes. Si, par suite d'une heureuse combinaison de circonstances, ce n'est pas le cas, ils ne sont pas d'ordinaire formés pour mener un travail aussi délicat et n'ont pas la base politique. Si on les laissait dans le P.C., ils seraient bien plus vraisemblablement démoralisés et quitteraient le mouvement totalement plutôt que de nous amener des recrues. Trouver des gens à envoyer est une tâche difficile, mais il faut évidemment la réaliser, et, en même temps, le travail tout à fait essentiel d'une planification et d'une direction délicate et souple.

O'Brien :

Lors de la visite ici du camarade Gould⁹, nous avons discuté un projet de mettre en circulation un bulletin ronéotypé ou un journal à l'intérieur du P.C. lui-même. Avez-vous entendu dire qu'on fait quelque chose en ce sens ?

Trotsky :

Rien n'est fait, comme on peut le constater à la lecture de cette lettre. Et quelques camarades pensent qu'on ne peut rien faire ni gagner beaucoup de camarades. C'est aussi l'opinion que vient d'exprimer le camarade Lankin. Nous avons deux tâches qui sont liées, mais qu'en même temps il faut étudier séparément. L'une est de discréditer, écraser, broyer le P.C. en tant qu'obstacle à notre mouvement. Si nous gagnons, beaucoup viendront à nous. Le premier obstacle était le parti socialiste — beaucoup plus faible que le parti communiste. Nous avons essayé de le franchir et avec un certain succès. Maintenant le parti socialiste n'existe plus pour nous en tant qu'obstacle. La Vieille Garde¹⁰ est une organisation petite-bourgeoise semi-libérale, sans influence directe sur le mouvement ouvrier. Et le groupe de Norman Thomas¹¹ est en train de mourir. La tâche est réduite au P.C. Ce

9. Nathan Gould (né en 1913) était devenu en 1938 secrétaire national de l'organisation de jeunesse, la Y.P.S.L. et il avait visité Trotsky à Coyoacán en 1938.

10. La « vieille garde » était le nom que l'on donnait au groupe des vieux dirigeants qui avaient résisté à la vague communiste au prix d'exclusions de masse et avaient dû eux-mêmes se résigner à démissionner en 1935 devant une « radicalisation » qui les débordait.

11. Norman Thomas (1884-1968), ancien pasteur, avait été président du S.P. et y avait admis les trotskystes. En 1937 il avait cédé aux pressions du Front populaire et procédé à leur expulsion. Il était resté le dirigeant d'un parti exsangue déserté par ses jeunes.

que le camarade O'Brien nous dit des objections de nombreux camarades — ne polémiquons pas directement contre les gens du P.C., mieux vaut aborder le P.C. de façon constructive — signifie une approche anonyme. Ils espèrent ainsi éviter les frictions et les coups. Cela démontre que sous cette forme on peut constater une certaine crainte face à l'opinion publique des staliniens. Cela signifie que les staliniens sont forts et que nous sommes faibles. Cette objection montre que les staliniens constituent maintenant l'obstacle suivant et le plus important sur notre chemin. Et l'on ne peut pas répondre, comme le font certains camarades, que, du point de vue sociologique, ils ne sont pas faits avant tout d'éléments prolétariens, qu'ils ont été démoralisés et que nous ne pouvons pas les gagner. Ce n'est pas ce que dit le camarade Lankin, puisqu'il propose une certaine action à l'intérieur de ce parti. Les camarades, selon la lettre, disent qu'ils sont sceptiques au sujet de ce travail en général. La première tâche consiste à discréditer ce parti aux yeux des ouvriers. La seconde est de gagner le plus de membres possible des rangs de ce parti.

Dans son discours au 18^e congrès du P.C.U.S., Manouilsky¹² a dit que le P.C. Américain avait 20 000 membres et en a maintenant 90 000. Je ne suis pas sûr que ce soit exact, mais il est possible qu'ils soient maintenant autour de ce nombre. Combien d'ouvriers ? Je n'en sais rien.

Dans cette lettre, comme dans les discussions avec des camarades, nous avons entendu que la croissance des staliniens est due aux éléments petits-bourgeois. Il est presque certain qu'ils sont en majorité des petits bourgeois, mais j'interroge nos camarades sur leur influence dans les syndicats. D'où vient leur influence dans les syndicats — de la base ou du sommet ? Nous savons que les lovestonistes influencent le sommet, par des relations personnelles, etc. Comment en est-il pour les staliniens, est-ce basé sur les noyaux des membres, ou à travers les sommets de la direction ? Je ne connais pas la réponse. Ont-ils des noyaux organisés dans les syndicats ? Sont-ils nombreux ? Ont-ils des réunions et acceptent-ils les instructions du parti ? C'est seulement une hypothèse que l'influence des staliniens aurait une double origine — dans une certaine mesure plus grande encore l'appareil. Ils ont un appareil puissant, avec des fakirs formés très utiles pour les autres fakirs moins formés : une combinaison bien naturelle.

12. Dimitri Z. Manouilsky (1883-1952) avait collaboré avec Trotsky en exil. Il avait ensuite rallié le camp de Staline et avait milité dans l'appareil de l'I.C. depuis 1929. Il était secrétaire de l'exécutif, mais un simple exécutant.

Mais en même temps, est-ce que cet appareil bureaucratique n'a pas une base parmi les simples membres? Il doit bien avoir quelque base dans les masses. S'il en est ainsi, cela prouve que, parmi les 90 000 il y a plusieurs milliers d'ouvriers et d'ouvriers suffisamment influents.

Avons-nous une carte des syndicats et une carte de l'influence des staliniens dans les syndicats? Il faut avoir une carte de ce type avec les caractères, les chiffres, etc. de tous les syndicats, sur le plan national et local. On ne peut pas combattre un ennemi sans des reconnaissances préalables. Il nous faut pénétrer, avoir plus de postes dans les syndicats, il nous faut pénétrer dans le parti communiste. Les syndicats sont plus ou moins démocratiques et nous sommes plus ou moins capables d'y travailler. Il nous faut généraliser, analyser, résumer, concrétiser toutes les informations que nous avons et fabriquer une carte des syndicats et de l'influence des staliniens, parce que le mouvement syndical est le champ le plus important pour nous. Là, les staliniens entrent directement en conflit avec les intérêts des syndicats. Nous l'avons vu dans celui de l'automobile et dans d'autres. Et, comme dit le camarade O'Brien, notre critique est juste, mais trop abstraite. Elle ne peut pas atteindre l'ouvrier de base dans un syndicat. Notre critique repose sur nos conceptions générales à nous, pas sur l'expérience propre des ouvriers. Nous ne pouvons le faire que parce que nous n'avons pas d'informations et parce que nous ne faisons rien pour en avoir. Supposons un instant que toute l'influence des staliniens dans les syndicats provienne non des ouvriers mais seulement de leur appareil formé d'éléments petits-bourgeois et de bureaucrates. C'est absolument exagéré — impossible —, mais pour le moment nous accepterons cette idée qui confirme l'opinion selon laquelle nous ne pouvons gagner beaucoup de membres du P.C. ; mais, même dans ce cas, il nous faut aborder les ouvriers en général dans les syndicats de façon à faire éclater cet appareil et à le discréditer. Il n'est pas homogène. Il est formé de Jimmy Higgins¹³, de bureaucrates et de fakirs. Le P.C. aussi a ses Jimmy Higgins, honnêtes et dévoués.

Le camarade Lankin dit que les gens qui ont vécu l'expérience de la troisième période et maintenant la nouvelle orientation sont absolument démoralisés et dénués d'intérêt. Les bureaucrates, oui, mais pas les ouvriers — même pas la majorité. Dans la troisième période, ils ont subi une série de défaites et senti la

13. Le personnage de Jimmy O'Higgins, ouvrier de base syndiqué, combattif et dévoué, avait été popularisé par la presse syndicale.

nécessité d'un changement de politique. C'était pareil en France. Alors l'I.C. a proposé une voie nouvelle. Les dirigeants leur ont dit que c'était une manœuvre. Ces ouvriers n'étaient pas formés et n'avaient qu'une idée vague de la valeur d'une manœuvre. Ils savaient que les bolcheviks avaient manœuvré avec succès. Tout a empiré à travers les années. Ils étaient de plus en plus engagés et ne trouvaient pas d'issue. Ils ont traversé une crise morale. Un ouvrier qui a été éveillé par une organisation lui en garde de la reconnaissance, et il ne lui est pas facile de rompre avec elle, surtout s'il ne découvre pas d'autre chemin. Nous le considérons trop tôt comme perdu. Ce n'est pas juste.

Je répète qu'il doit y avoir une opposition à la bureaucratie au sommet. Le sommet est tout-puissant et les fonctionnaires modestes sentent que ce n'est pas une organisation fraternelle. C'est là une ligne de friction dans l'organisation elle-même. Il nous faut trouver dans leurs bureaux une femme de ménage, puis les gens au-dessus et commencer avec eux.

D'un autre côté il existe dans l'appareil des contradictions politiques, les éléments dirigeants et demi-dirigeants sont de deux types. Les leaders — une partie d'entre eux — ont l'éducation « cosmopolite » de la culture stalinienne et sont prêts à tout trahir pour elle. Ils sont la minorité active, influente, et absolument corrompue de l'appareil. Mais il y a les autres. Dans un grand parti, il est inévitable qu'il y ait des nouveaux — des Yankees — pas des canailles internationales. Il y a d'honnêtes Yankees, ils sont dévoués à Roosevelt, à la démocratie, etc. Si l'Union soviétique marche avec les Etats-Unis, alors ces deux fractions de la bureaucratie peuvent demeurer ensemble avec une espèce d'amitié. Ce sera un reflet de l'amitié entre Roosevelt et Staline, et un reflet dans le P.C. lui-même. Mais si la politique de Roosevelt et celle de l'Union soviétique s'opposent, nous aurons des conflits dans l'appareil lui-même. Peut-être cela se passe-t-il en ce moment, mais nous n'en savons rien. Si, au moment opportun, nous pouvions poser une question claire aux membres du P.C. ou dans une revue, alors, si nous savions ce qui se passe, nous pourrions projeter une scission.

Je crois que nous devrions organiser un recensement de tous les camarades du parti qui ont des liens ou des connaissances sur les gens ou les méthodes du P.C. et des noyaux à l'intérieur des syndicats. Localement et nationalement. Puis les convoquer et discuter des informations qu'ils ont et des matériaux qu'ils détiennent. Leur donner deux-trois jours ou une semaine pour les compléter, parce que, dans la majorité des cas, ils ont abandonné

ces relations. Ils peuvent les rétablir. Puis convoquer de nouveau ces camarades et discuter des plans concrets. On leur dit de voir certaines personnes ou d'envoyer leur frère ou leur sœur les voir. On élabore des moyens pratiques élémentaires d'approche. Peu à peu une organisation peut être mise sur pied qui doit faire deux sortes de travail : l'un, très délicat et illégal, qui doit être organisé du sommet, nationalement et localement, de travail avec la base, et l'autre, une pénétration générale dans les rangs staliniens. Le camarade Cornell dit que les camarades se démoralisent si on les laisse dans le P.C. C'est parce qu'ils sont isolés. Il est très difficile de travailler dans une atmosphère de fausseté et de mensonges. Si leur travail est systématique, s'ils ont des réunions régulières avec le comité, s'ils reçoivent l'aide nécessaire et la compréhension pour leurs problèmes et remportent même quelques succès, alors il n'y aura aucune démoralisation. Il nous faut rejeter ce fatalisme sociologique, commencer le travail politique et l'organiser à une échelle locale et nationale.

Lankin :

J'aimerais ajouter un mot. Quand j'ai dit que nous devons envoyer des camarades qualifiés dans le P.C., je ne voulais pas dire que nous devons les envoyer dans la direction. Je crois qu'il suffit pour ce travail d'envoyer des militants de base à l'esprit très ouvert. Je crois qu'il est bon d'envoyer des camarades de base qui comprennent et peuvent expliquer notre programme, pour y travailler sous la direction d'une commission. Il y a également bien des moyens d'atteindre le P.C., par les organisations fraternelles, parce que là il n'y a pas de troisième degré, par les clubs ou le syndicat. Quelques-uns, parce qu'ils ne sont pas connus, peuvent rejoindre directement ce parti. Beaucoup de ceux qui sont dans les organisations fraternelles du P.C. sont contactés pour y adhérer.

Une autre question que vous avez soulevée. Vous avez posé la question de savoir si les staliniens avaient réellement de l'influence par l'intermédiaire de la base ou par le sommet. Je crois que le gros de leur influence vient du sommet, parce qu'ils sont capables dans de nombreux cas d'acheter cette influence. Quand le P.C. contrôle un syndicat, il le fait parce qu'il donne son soutien total, à un bureaucrate qui, lui n'a pas la carte du P.C.

Gray¹⁴ :

Quand j'étais dans la Ligue des jeunes communistes et dans un noyau trotskyste à l'intérieur, nous avons publié pendant plusieurs semaines un journal ronéotypé. Son effet a été remarquable, même pour le temps de sa brève durée, et si nous l'avions continué, il y aurait eu des résultats bien meilleurs qu'il n'y a eu. La raison — l'une des principales raisons — de la disparition de ce journal, c'est l'absence d'orientation et de direction de la part de la C.L.A. Les gens du P.C. lisaient vraiment ce journal et y trouvaient du profit. Il provoquait beaucoup de discussions. Si on a pu le faire à cette époque, on peut le faire aujourd'hui, parce que les questions sont beaucoup plus claires maintenant qu'elles ne l'étaient il y a cinq ans.

O'Brien :

A l'époque où nous discutons un projet de bulletin, je pensais que nous n'avions pas assez de monde dans le P.C. pour le réaliser. Mais à travers la discussion j'ai compris qu'il fallait le faire de l'extérieur. Mais on n'a rien fait.

Trotsky :

On n'a rien fait. Pendant la crise avec les gens de Norman Thomas, un tel travail était un lieu commun. Après ça, la nouvelle étape, c'est le travail à l'intérieur du P.C. Nous l'avons également discuté avec des camarades qui sont venus ici, et c'était un lieu commun de dire qu'il fallait le faire et qu'on le ferait. Cela n'a pas été fait. Mais ce n'est pas un reproche. Il est possible qu'après avoir quitté le parti socialiste, nous ayons créé une organisation fermée plus ou moins satisfaite d'elle-même. Comme étape transitoire, on peut le comprendre, mais c'est dangereux. On peut dégénérer en une secte. Un danger de ce genre a été écarté avec l'entrée dans le parti socialiste. Maintenant, il nous faut développer notre travail contre l'obstacle réel.

L'opinion des camarades est intéressante — s'il vous plaît, pas de polémique ouverte avec les staliniens. Il faut éveiller l'opinion de nos propres camarades. Nous disons souvent que le champ véritable de notre activité, ce sont les syndicats, mais là nous rencontrons les mêmes staliniens.

14. Encore un pseudonyme que nous n'avons pu percer. Selon les souvenirs de vieux militants, il pourrait s'agir de l'ancien cadre étudiant Frank *Visconti* qui aurait également participé à cette discussion.

[UN FAUX EN PASSANT...]¹

(20 mars 1939)

Cher Camarade Vanzler,

Dans une édition russe des mémoires de Kroupskaïa sur Lénine, publiée en 1932, il est écrit, page 281 : « Dans l'après-midi, Staline et les autres convinquirent Illitch de ne se présenter au tribunal et lui sauvèrent ainsi la vie. » Il serait intéressant d'établir si cette phrase se trouvait ou non dans les éditions antérieures, anglaises ou russes.

Je vous remercie beaucoup des derniers matériaux que vous avez envoyés et qui sont comme toujours très précieux pour moi.

Bien entendu, nous pouvons vous envoyer les chapitres suivants, mais j'attends votre critique détaillée. Plus que quiconque, vous êtes armé pour découvrir les insuffisances, les contradictions ou les omissions.

Lisez, s'il vous plaît, chaque chapitre crayon à la main et dans un état d'esprit de défiance.

1. Lettre à J. Vanzler (10931), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

[LE LIVRE DE GUÉRIN]¹

(20 mars 1939)

Cher Camarade Macdonald,

Malheureusement, je ne peux pas suivre votre suggestion pour une raison très importante que vous apprécierez. Il y a deux semaines, j'ai reçu une lettre de Daniel Guérin en relation avec notre section française et le P.S.O.P., le parti de Daniel Guérin. Cette lettre est très amicale, mais elle montre que Guérin ne comprend pas bien les questions les plus importantes et les plus aiguës de notre politique. Je lui ai répondu en ce sens et ma réponse sera probablement publiée dans *New International* ou dans un bulletin intérieur (les camarades américains décideront cela eux-mêmes).

Je suis sûr que le livre de Guérin est un bon livre et que vous avez fait un bon travail en le préfaçant². Cependant, d'un autre côté, je suis sûr qu'il est possible de trouver dans le texte de ce livre le manque de précision et les omissions qui caractérisent son attitude politique. Vous n'étiez pas obligé de vous intéresser à ces aspects du travail théorique de Guérin et à sa physionomie politique, parce que vous étiez intéressé par ses données générales et ses conclusions sur le fascisme. Mais je suis engagé dans une polémique très importante contre Guérin et je ne peux pas écrire sur son livre, au moins aujourd'hui, sans indiquer qu'en dépit de ses remarquables qualités, il continue à reposer sur une conception centriste.

1. Lettre à Dwight G. Macdonald (8959) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Macdonald avait préfacé une édition américaine de *Fascisme et Grand Capital*, le livre célèbre de Daniel Guérin. Il demandait pour la seconde fois à Trotsky de faire un compte-rendu de ce livre et Trotsky refusait pour la seconde fois.

[SUR L'INDE]¹

(21 mars 1939)

Cher Camarade Stanley,

C'est avec le plus grand intérêt que j'ai lu votre lettre donnant les importantes informations sur l'Inde. C'est excellent à tous égards que notre section américaine aussi bien que notre Internationale aient un camarade aussi vivement intéressé par la question indienne. Votre lettre, avec quelques compléments, pourrait être un excellent article pour notre presse internationale.

Je suis tout à fait d'accord avec vous dans vos suggestions pratiques. Ne pourriez-vous aller en Inde pour un temps ? En ce qui concerne les camarades britanniques, je ne peux rien dire parce que je ne connais pas personnellement cette section du tout². Le mieux serait que vous écriviez au camarade Cannon et peut-être lui envoyiez une copie de cette lettre. Avec l'atmosphère pré-révolutionnaire qui prévaut maintenant aux Indes, un seul camarade énergique peut commencer la cristallisation rapide d'un nouveau parti.

Les succès des staliniens sont naturels. Cependant, si Moscou marche avec la Grande-Bretagne dans la prochaine guerre, la IV^e Internationale aura une situation infiniment plus favorable en Inde. Je suis d'accord avec vous que les éléments de la IV^e Internationale doivent adhérer immédiatement au parti socialiste du Congrès³.

1. Lettre à S. Stanley (10514), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Stanley se plaignait du peu d'aide que rencontrait auprès des camarades britanniques le travail en direction de l'Inde. C'était certes à partir de Londres que s'était constitué au début des années trente le noyau du Lanka Sama Samaja Party de Ceylan, mais il n'y avait guère eu de suite à ce travail en Grande-Bretagne.

3. Le parti socialiste du Congrès (Congress Socialist Party, C.S.P.) était adhérent au parti du Congrès. Il avait été fondé en 1934 par un groupe de jeunes

Si les camarades britanniques ne répondent pas à vos questions, le camarade Cannon peut aller les voir et discuter personnellement avec eux la question indienne.

Nous nous réjouissons du succès de *Socialist Appeal*. C'est un bon journal qui mérite ce succès. Je ne veux pas manquer de mentionner le fait que vous avez un collaborateur excellent dans la personne de Carlo⁴ (entre autres).

L'augmentation de la diffusion impose cependant un caractère plus populaire aux collaborateurs — une langue plus claire, plus simple, est impérative.

Je crois aussi que le journal abuse des initiales comme des abréviations pour les différentes organisations, partis, institutions et autres (S.W.O.C., A.A.A., N.L.R.B.). Je ne pense pas que l'ouvrier moyen comprenne ces hiéroglyphes cabalistiques. C'est mieux de ne pas économiser d'espace et de faire suivre les initiales du nom complet des organisations respectives.

Bien entendu je serais heureux d'avoir régulièrement les rapports sur l'*Appeal*.

militants animés par Jaya Prakash Narayan (1902-1979), étudiant devenu ouvrier aux Etats-Unis où il avait subi l'influence du marxisme. Le C.S.P. condamnait tout soutien éventuel d'une guerre dans laquelle la Grande-Bretagne serait engagée. Il disait compter des centaines de milliers de membres. Son secrétaire, Yusuf Meherally avait rencontré à New York Shachtman et Stanley en décembre 1938 et avait promis de publier des textes de Trotsky dans sa presse. En janvier, par lettre, Masani avait redemandé des articles de Trotsky. Il y avait de tout petits groupes se réclamant du trotskysme sur le continent indien, à Calcutta, à Bombay ou dans l'Uttar Pradesh, sous l'influence d'anciens militants nationalistes ou membres du P.C. : Kamalesh Banerji, Indra Sen, Shukla, Arayan, etc. et l'ancien militant d'Afrique du Sud, Purdy. En revanche, à Ceylan, le Lanka Sama Samaja Party fondé notamment par les anciens étudiants de Londres D.P.R. Gunawardena et Nanayakkarapathiraga Martin, dit N. M., Perera, comptait plus de 50000 membres et des dirigeants qui se réclamaient du trotskysme. Cf. *Cahiers Léon Trotsky*, n° 21, 1985.

4. Carlo était le pseudonyme du dessinateur (cartoonist) de *Socialist Appeal*, Jesse Cohen.

[A PROPOS DE L'ATTITUDE DE DIEGO RIVERA]¹

(22 mars 1939)

Chers camarades,

Je suis bien embarrassé d'être obligé de prendre votre temps pour une question à moitié personnelle. J'ai tout fait pour régler personnellement cette question avec l'aide du camarade Curtiss, mais je n'y suis pas arrivé. Après une série de déclarations écrites et orales sur sa démission de la IV^e Internationale, le camarade Diego Rivera fait maintenant une déclaration précise, en substance que la raison de son départ de notre organisation internationale est mon attitude à son égard. Quand il l'a laissé entendre pour la première fois, je suis allé le voir tout de suite, je lui ai demandé ce qui se passait. Je lui ai donné toutes les explications que je pouvais et nous nous sommes séparés très amicalement, au moins pour moi. Après l'incident de la lettre du camarade Rivera à Breton, il a répété, sous une forme vague, ses plaintes contre mon attitude à son égard. J'ai proposé d'inviter immédiatement le comité pan-américain à créer une commission spéciale, discrète et ayant de l'autorité, à laquelle je pourrais présenter toute ma correspondance sur Rivera et toutes les explications nécessaires. J'étais certain de pouvoir prouver que, dans mes paroles et les actions concernant Rivera, il n'y avait que de l'amitié et le souci de son travail et de sa réputation personnelle dans nos rangs. Je crois que les camarades Cannon, Shachtman et Vincent Dunne pourraient donner là-dessus un important témoignage². Mais le camarade Rivera a refusé une

1. Lettre au Pan-American Committee (7946), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Cannon, Shachtman et Dunne étaient venus en mars 1938 et avaient eu notamment un long entretien avec Diego Rivera, le 26, sur la question de la section mexicaine. Vincent R. Dunne (1889-1970) un vétéran du P.C. et de l'opposition, jouait un rôle important à la direction du S.W.P.

telle enquête et déclaré au camarade Curtiss qu' « il n'y avait aucun besoin d'une commission puisqu'il n'y avait pas d'accusations »... que, « simplement, il ne se sentait pas à l'aise » en ma présence. Bien sûr, je ne pouvais rien faire pour remédier à une situation créée par des éléments impondérables.

En tout cas, après cette déclaration formelle qu'il n'avait rien à me reprocher personnellement, j'ai pensé que je pouvais considérer comme réglé l'aspect personnel de la question et je n'ai vu aucune raison de vous déranger.

Mais alors, à sa rencontre suivante avec le camarade Curtiss, le camarade Rivera non seulement a répété ses accusations personnelles, mais les a exprimées de façon très brutale : moi, « tout en combattant les méthodes du stalinisme », je « les utilisais » moi-même... que je lisais son courrier « ce qui était une action caractéristique du G.P.U., que cette action, si elle était publiquement révélée, aboutirait à la condamnation de L. D. par tous les travailleurs ». Je ne pouvais, bien entendu, laisser passer de telles accusations sans rectification. J'ai immédiatement informé le camarade Curtiss, en tant que vous représentant, que j'adresserai l'ensemble des documents au comité pan-américain et, si nécessaire, au secrétariat international.

Dans l'intervalle, D. Rivera a estimé nécessaire de donner de sa démission une explication écrite. Cette explication ne réitère pas les graves accusations lancées dans sa discussion avec le camarade Curtiss, mais donne comme raison d'un pas aussi important que l'abandon d'une organisation révolutionnaire, mes prétendues accusations hostiles et injustifiées contre lui personnellement.

D. Rivera emprunte un passage d'une lettre que j'ai écrite à Frida Rivera³ avec l'objectif de la gagner pour nous aider à amener Diego à modifier sa décision. J'ai échoué : mais comment cette lettre, écrite *après* sa démission, explique-t-elle cette démission ? Vous pouvez voir, d'après son texte, qu'elle était loin d'être hostile ou dépréciative du camarade Rivera. J'insistais simplement sur mon opinion que, par son caractère, ses occupations et sa vie, il n'était pas apte à être un *permanent* du parti. Cela n'indique pas une appréciation péjorative. Ce ne sont pas tous les membres de l'organisation, ni même de la direction qui sont tenus d'être secrétaires. Ce poste exige des qualités très concrètes, et, chaque fois que Rivera a été

3. Cf. pp. 52-55.

secrétaire, ce fut au détriment de notre organisation et de lui-même. Je peux me tromper — je suis sûr que non —, mais comment mon opinion personnelle sur cette question particulière peut-elle être considérée comme la cause de sa démission, même si l'on passe sur le fait chronologique que la lettre en question a été écrite après sa démission ?

L'autre accusation est la suivante : « Je suis donc, de l'avis du camarade Trotsky, un menteur et un traître anti-marxiste » (lettre de Rivera au P.A.C. du 19 mars). Ici le camarade Rivera ne cite pas mes paroles, mais mes « opinions ». Il s'agit de l'incident en rapport avec la lettre de Rivera à Breton. Tout l'incident est présenté de façon exhaustive dans les documents ci-joints. Rivera sait qu'ils existent, néanmoins il se permet de marquer de guillemets ironiques les mots « par hasard ».

C'est la répétition, sous une forme plus vague, de l'affirmation selon laquelle j'utilise les méthodes du G.P.U. On peut imaginer que j'ai trouvé ces lettres sur le bureau de Rivera ou que je les ai cherchées. Il suffit cependant de considérer calmement l'affaire un instant pour comprendre que je ne pouvais suspecter, après notre rencontre amicale mentionnée plus haut, que Rivera allait écrire une lettre très hostile contre moi avec une série d'accusations absolument injustifiées, et qu'une copie de cette lettre se trouverait chez moi, sur le bureau de mon collaborateur, là où il laisse d'habitude les copies de mes lettres en français pour ma femme⁴. Ou bien Rivera dira-t-il que je soupçonne Van lui-même et que c'est dans cet esprit que j'ai regardé les documents dans son bureau ? C'est tellement absurde que cela ne mérite pas de poursuivre l'analyse. Je le répète, les documents se suffisent à eux-mêmes.

Mais la façon dont la lettre est arrivée entre mes mains peut-elle justifier le *contenu* de sa lettre ? J'en doute beaucoup. André Breton est notre ami à tous deux et il connaît très bien mon attitude véritable à l'égard de Diego Rivera. Pendant son séjour ici, j'ai écrit mon article pour *Partisan Review*, et la partie sur Rivera a été chaleureusement appréciée par l'un et l'autre. Dans sa lettre, Rivera a jugé nécessaire d'expliquer à Breton que son attitude à mon égard avait changé du tout au tout ; c'est son droit. Mais, pour expliquer ce changement, il cite deux

4. La version donnée ici par Trotsky est entièrement corroborée par van Heijenoort. L'espace réduit de la maison de Coyoacán ne permettait à personne d'avoir un espace privé et il n'aurait eu personnellement aucun moyen de cacher quelque texte dicté que ce soit.

« faits » qui ne sont que le produit de son imagination soupçonneuse.

Pendant que Rivera écrivait sa lettre, Van a attiré son attention sur le fait que ses affirmations étaient fausses. Rivera a *promis de me montrer sa lettre* et de donner les explications nécessaires. Il aurait été plus correct de me montrer la lettre *avant* de l'envoyer, mais il ne l'a même pas fait après l'avoir envoyée. Tels sont les faits.

Par écrit, j'ai proposé à Rivera de rétracter ses assertions absolument fausses par une lettre à Breton, et j'ai déclaré que, dans ce cas, je considérerais que l'affaire serait réglée. Dans une conversation avec Van, Rivera a immédiatement donné son accord et a convoqué Van pour travailler avec lui. Le lendemain, il refusait. J'ai insisté à nouveau, il a accepté, reconvoqué Van et de nouveau refusé. Tels sont les faits. Je n'ai pas traité Rivera de « menteur ». J'ai seulement proposé, soit qu'il accepte ma proposition d'une commission qui étudierait tous mes actes et documents concernant Rivera, ou qu'il rétracte ses assertions fausses. Il a refusé la commission et réitéré ses assertions.

Afin de rendre un peu plus compréhensibles ces faits incroyables, je dois citer quelques exemples de ce qu'on peut considérer comme nos « conflits » avec Rivera, et expliquer, au moins en partie, son accusation d'hostilité à mon égard.

Après ma déclaration en faveur de la Chine contre le Japon⁵, Eiffel⁶ a déclaré que j'étais inspiré par mon désir de plaire au gouvernement mexicain, et de démontrer qu'en cas de conflit, je serais pour le Mexique. Rivera était indigné de l'affirmation de cet homme misérable, que mes opinions ou actions sur des questions fondamentales pourraient être inspirées par des considérations personnelles. Il était encore plus indigné qu'un adversaire politique essaie de compromettre mon asile par de telles affirmations fausses et de telles « révélations ». Dans cet article, Rivera insinuait qu'Eiffel était un agent du G.P.U. ou de la Gestapo. L'indignation de Rivera était juste,

5. Cf. *Œuvres*, 15, pp. 48-49

6. Paul Eiffel était le pseudonyme de l'allemand *Kirchhoff* (1900-1972), un ex-membre de la section allemande qui avait rompu en 1934 au moment de l'entrisme et avait rejoint les oehléristes aux Etats-Unis. Il était, semble-t-il, convaincu que l'attitude politique de Trotsky vis-à-vis du gouvernement mexicain et son refus des outrances sectaires de Galicia n'étaient motivés que par son désir de conserver à tout prix son asile mexicain.

mais pas son insinuation⁷. Je le lui ai donné à entendre gentiment et amicalement. Il s'est indigné ; il répétait qu'il en était « sûr », qu'il en était « convaincu », etc.

Dans sa campagne contre la hausse du coût de la vie, Galicia a appelé le peuple à une « grève générale », l'« action directe » et le « sabotage »⁸. Cela coïncidait avec les accusations de sabotage dans les procès de Moscou et était ainsi doublement stupide et criminel. Cette fois, dans des conversations, Rivera a déclaré que Galicia était un agent du G.P.U. De façon très amicale, j'ai répété ma mise en garde. Pour sa part, Galicia exprimait l'opinion que j'étais contre le sabotage parce que j'étais concerné par la question de mon asile. Dans cette assertion stupide et misérable, Rivera trouva une preuve nouvelle que Galicia était un agent du G.P.U. Je m'opposai à cette idée.

Pendant ce temps son accusation publique contre Eiffel avait circulé dans le monde entier par l'intermédiaire d'Oehler, Vereeken, Sneevliet et les autres⁹. Quelques ultra-gauchistes s'adressèrent à Rudolf Klement, en tant que secrétaire international, exigeant des preuves ou un démenti. Vereeken fut particulièrement actif et essaya de mobiliser notre section belge. Le camarade Klement écrivit à la section mexicaine pour lui demander une explication. Il était certain que cette affirmation provenait de quelque camarade jeune, inexpérimenté et à la tête chaude, et proposait de rectifier afin de priver les coqs ultra-gauchistes d'un argument de plus. Après avoir lu sa lettre devant moi, Rivera affirma que Klement était un agent de la G.P.U. Cela paraît incroyable, mais c'est ainsi. J'ai protesté un peu plus vigoureusement cette fois. Mais Rivera a réitéré fermement cette accusation, à moi, à Van, et, je crois, à d'autres camarades. Klement a disparu. Rivera a dit : « Vous voyez, j'avais raison. » Quand les camarades français ont reconnu le corps mutilé, il a dit que tout cela était une machination de G.P.U., que ce n'était pas réellement le cadavre de Klement¹⁰, etc.

7. Trotsky s'exprime nettement ici : il ne croit pas du tout à l'accusation lancée contre Eiffel par Rivera d'appartenir au G.P.U.

8. Cf. *Œuvres*, 14, p. 125.

9. Hugo Oehler (1903-1983) était le pseudonyme d'Edward Oler, un ancien militant du P.C. passé à la C.L.A. et qui avait été exclu en 1935 pour son activité fractionnelle dans son opposition à l'entrisme. Il faut ajouter aux groupes cités ci-dessus les bordiguistes de la Fraction de gauche qui s'indignèrent de l'accusation, et dont certains s'indignent encore, l'attribuant... à Trotsky.

10. Par un curieux retournement, Rivera se trouvait donc précisément amené à lancer contre Klement la même accusation que lançaient contre le mort ceux qui lui reprochaient à lui de l'avoir lancée contre Eiffel...

Rivera n'a jamais rencontré Rudolf Klement. Il ne sait rien de lui. Il avait reçu de lui une lettre d'invitation personnelle chaleureuse pour notre congrès international. Mais il suffisait pour lui que Klement demande une explication pour une affirmation fausse, dont il ne connaissait même pas l'auteur, pour le décréter agent du G.P.U.

Je pourrais citer des faits analogues concernant des Mexicains (O'Gorman, Hidalgo, le général Múgica¹¹ et d'autres) contre lesquels Rivera a lancé les accusations les plus sévères de type personnel, ce qui ne l'a pas empêché de renverser son attitude à leur égard dans les deux semaines qui suivaient.

Une terrible impulsivité, un manque de contrôle de soi, une imagination inflammable, et une extrême tendance aux caprices — tels sont les traits du caractère de Rivera. Je suppose qu'ils sont intimement liés avec son tempérament artistique et constituent peut-être l'aspect négatif de sa personnalité. Il suffit de discuter une heure avec lui pour constater cet aspect sombre de sa grande personnalité. Je n'ai jamais été enclin, et ne le serai jamais, à exagérer ces traits ou à ne pas les tolérer. Nos amis, surtout Cannon, Shachtman et Vincent Dunne, le savent très bien. Au contraire, dans mes conversations et ma correspondance avec les camarades au sujet de Rivera, mon objectif a toujours été de leur faire accepter son extrême impulsivité, ses exagérations, etc. et de ne pas leur permettre d'oublier ses immenses qualités du fait des côtés négatifs de son tempérament. J'ai toujours été préoccupé par cet objectif, non seulement dans l'intérêt personnel de Rivera, que je considérais comme mon ami, dans celui du parti, qu'honorait l'appartenance à ses rangs d'une personnalité aussi éminente. En même temps, je ne pouvais admettre toutes ses hypothèses fantastiques, ses exagérations et souvent ses accusations venimeuses contre des amis, des camarades, et des personnes neutres. Je n'ai jamais considéré mes désaccords, mes critiques, mes mises en garde, comme des raisons d'hostilité, pour ne pas parler d'une démission de la IV^e Internationale. Rivera n'était pas

11. Le peintre Juan O'Gorman, cf. n. 8, p. 35, muraliste, était disciple et ami de Rivera. Le général Francisco J. Múgica (1884-1954) ami du président Cárdenas, avait contribué à obtenir le visa pour Trotsky; il était en train de préparer sa campagne électorale en tant que candidat de la « gauche » du P.R.M. à la candidature. Antonio Hidalgo (1892-1963), collaborateur de Múgica, était devenu un ami des Trotsky. Rivera n'avait pas eu de mots assez sévères pour le général Múgica à propos de l'affaire des fresques anti-impérialistes de l'aéroport qu'il avait accepté de faire enlever, mais il le soutenait pour la présidence.

obligé de suivre mes conseils, ni de tenir compte de mes avertissements. Mais il ne peut supporter aucun désaccord avec ses opinions ou ses appréciations, souvent très contradictoires. Il ressentait même la critique la plus amicale — comme on a pu le voir dans le cas de Rudolf Klement — comme une terrible intrigue, comme une machination dirigée personnellement contre lui.

Ainsi, dans cette longue série de disqualifications personnelles à ses yeux et de ruptures, mon tour est venu. Tous mes efforts pour apaiser Rivera et pour le gagner à une appréciation plus réaliste de nos relations actuelles ont été infructueux. Maintenant, avec la même insistance avec laquelle il accusait Klement d'être un agent du G.P.U., il répète que j'ai utilisé contre lui les méthodes du G.P.U. Et ainsi de suite.

J'espère que cela vous donnera une explication du « conflit ». Et j'espère que cela constituera aussi une explication de la raison pour laquelle je crois qu'un camarade avec une mentalité aussi exceptionnelle ne peut pas être un bon « secrétaire » d'une organisation ouvrière.

Que faire maintenant ?

En considération du fait que Diego Rivera a rejeté la création d'une commission, et qu'il continue à répéter les accusations qu'il avait rétractées, je dois insister, chers camarades, pour que le *comité pan-américain, lui-même ou par l'intermédiaire d'une commission ad hoc, enquête sur cette question afin d'établir si les assertions de Rivera sont vraies, selon lesquelles j'aurais commis contre lui des actes qu'on pourrait considérer comme déloyaux et qui seraient, ainsi qu'il l'affirme, condamnés par les travailleurs*. L'importance de cette affaire vous apparaît sans doute suffisamment clairement pour que je n'aie pas besoin d'insister là-dessus.

[LITTÉRATURE ET JOURNALISME]¹

(24 mars 1939)

Mon cher Joe,

J'ai reçu votre lettre « histoire 3 » du 19 mars et aujourd'hui nous avons reçu le mot gentil de Reba. J'ai été presque effrayé par « l'aspect sombre » de votre passé. Etre romancier — terrible et vivement condamné par les Statuts de la IV^e Internationale² ! Toute plaisanterie mise à part cependant, je ne suis pas du tout certain que les responsables de la maison d'édition Simon & Schuster ne font pas la distinction entre Staline et Trotsky³. Cette maison d'édition, avec laquelle j'avais des liens auparavant, reçoit quelques privilèges de Moscou et du parti communiste américain. C'est une règle générale en Allemagne (autrefois), en France, en Angleterre, et, maintenant, je crois, aux Etats-Unis. Par exemple, Simon & Schuster étaient tout à fait « enthousiasmés » par mes livres mais ils ont brutalement changé d'attitude et ont refusé d'accepter *La Révolution trahie*.

Mais ce n'est pas la question décisive. Nous avons nos propres maisons d'édition et elles grandiront. La tâche qui est devant nous est de combiner les inclinations personnelles et les capacités de chacun avec les intérêts de notre mouvement. Par exemple, je suis sûr que vous pourriez aider à donner un caractère plus vivant au *Socialist Appeal* en y introduisant des descriptions plus concrètes de la vie et de la lutte des travailleurs. A mon avis, une page entière du *Socialist Appeal* devrait être consacrée à de tels exposés venant de correspondants

1. Lettre à J. Hansen (8437), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Dans cette lettre, Joe Hansen avait confié à Trotsky qu'il avait toujours rêvé d'écrire et qu'il avait même achevé un roman.

3. Le manuscrit de Hansen n'avait pas été retenu par l'éditeur Simon & Schuster et l'intéressé croyait que c'était du fait de sa médiocrité. Trotsky n'excluait pas la discrimination politique.

ouvriers ou de la rédaction elle-même, surtout de la partie de la rédaction liée aux correspondants ouvriers, qui les inspire et les dirige.

Du point de vue du journalisme marxiste, le *Socialist Appeal* est un excellent journal. mais il est loin d'être un authentique journal ouvrier. Il ne montre que trop clairement les traits de ses origines en tant qu'instrument d'une société de propagande marxiste. Il faut maintenant changer son caractère de deux façons : (a) sans refuser de publier des articles politiques et théoriques destinés aux éléments plus qualifiés, il faut introduire d'autres articles, très simples et clairs, destinés à tout un chacun. (b) en introduisant une page dans laquelle les ouvriers d'usine peuvent se sentir tout à fait chez eux (on pourrait inclure ici la description du régime interne de l'usine, les rapports entre les différentes fractions d'ouvriers, leurs intérêts, conflits avec l'administration, en donnant une attention particulière aux femmes et aux jeunes, la description de la vie quotidienne des chômeurs abandonnés et misérables. Dans ce but aussi on pourrait utiliser avec beaucoup de succès les comptes-rendus de la grande presse sur le crime. Nous devrions même avoir notre reporter pour les tribunaux où on juge les délits quotidiens très simples, banals, et ainsi de suite). Cette page présuppose un lien très étroit avec les ouvriers, et pas seulement les membres du parti. Pour vous personnellement, comme romancier prolétarien, la participation active dans un tel travail serait une école d'une valeur inestimable — mille fois plus importante que l'opinion ou la critique d'éditeurs bourgeois.

Si vous trouvez ces suggestions de quelque intérêt, je vous prie de consulter à leur sujet le camarade Shachtman et les autres membres de l'équipe.

LEUR AMI MIAJA¹

(24 mars 1939)

D'après ce que je vois dans le dernier numéro du *Socialist Appeal* reçu ici, les staliniens tentent de nous présenter comme étant avec Miaja et son équipe². Le *Socialist Appeal* a déjà répondu à ce faux. A ce propos, permettez-moi de citer mon article « Leçon d'Espagne »³, écrit en décembre 1937. Analy-sant la possibilité, sous certaines circonstances, d'un rapproche-ment entre les dirigeants des deux camps en lutte, j'écrivais : « Il n'est pas difficile de comprendre qu'au cours d'une sembla-ble variante les derniers restes de la démocratie seraient étouffés dans les embrassades fraternelles des généraux Miaja (commu-niste) et Franco (fasciste) »⁴.

La théorie marxiste donne la possibilité de prévoir certaines choses même sur le plan personnel. La pratique stalinienne — car il n'y a pas de théorie stalinienne — consiste en une combinaison de trahisons et de falsifications.

1. Note (T 4557) traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. José Miaja Menant (1878-1958), officier de carrière, était membre de l'Union Militar Española qui organisa la conspiration des officiers nationalistes. Il le dissimula de son mieux après le début de la guerre civile où il eut pendant quelques semaines une attitude fort ambiguë. Cependant, commandant militaire de Madrid, il s'allia au P.C. dans la Junte de défense et ce dernier fit de lui le « héros » de la défense de la capitale. Il adhéra personnellement au P.C.E., ce que le président Azaña considéra comme « risible ». Il venait cependant d'accepter de prendre la tête de la Junte militaire de Madrid qui s'était soulevée, avec sans doute l'appui britannique, pour chasser les communistes du gouverne-ment et « négocier » avec Franco.

3. La domination communiste était tellement exécrée qu'il y eut une levée de boucliers générale lors de la fin de la guerre. Les socialistes, avec Wencesla-● Carrillo (père de Santiago), mais aussi les anarchistes (avec Cipriano Mera) participaient à la Junte de Miaja et Casado. La direction du P.O.U.M. l'approuva aussi. Mais pas les trotskystes.

4. *Œuvres*, 15, p. 409.

**[JEANNE MARTIN,
INSTRUMENT DE MES ENNEMIS]¹**
(25 mars 1939)

M^{me} Jeanne Martin des Pallières est malheureusement tombée, comme j'avais prévu il y a quelques mois, dans un déséquilibre mental et moral et est devenue l'instrument de mes ennemis comme de ceux de mon fils défunt Léon Sedov. Ses actes comme ses lettres le démontrent clairement. Quoiqu'elle n'ait pas le moindre droit légal sur mon petit-fils, je lui ai proposé de venir avec lui au Mexique — pour vivre dans notre maison ou au moins pour décider ensemble de l'avenir. Elle a refusé. En même temps, elle a fait une tentative de s'emparer de mes archives avec un but qui reste obscur. Les lettres de M^{me} Martin des Pallières comme les rapports de nos amis de Paris m'ont démontré l'impossibilité de laisser, même pour un court délai, mon petit-fils à cette personne irresponsable. J'ai saisi de la question les autorités françaises par l'intermédiaire de la Légation de France au Mexique et de mon avocat à Paris, M^c Gérard Rosenthal. Les autorités compétentes ont reconnu tous mes droits sur l'enfant qui n'a maintenant d'autre parent au monde que moi. Pour la période transitoire, j'ai confié l'enfant à mes amis à Paris, ce qui fut approuvé par l'administrateur judiciaire, M^c Harel. L'enfant se trouve dans les meilleurs mains, en attendant de me rejoindre. L'histoire du rapt est montée de toutes pièces par l'imagination malade de M^{me} Jeanne Martin des Pallières.

1. Déclaration à Havas (T 4558), dictée en français, avec la permission de la Houghton Library.

[PROBLÈMES FINANCIERS]¹

(27 mars 1939)

Cher Ami,

Je vous ai envoyé une copie de ma lettre à Goldman concernant les archives. Je ne sais pas si Goldman est maintenant à New York ou ailleurs, mais en tout cas ce serait bien que vous preniez contact avec lui sur cette question qui est en train de devenir très pressante².

Mon travail russe a été désorganisé pendant longtemps. Dans le meilleur des cas, je crois que la dactylo reviendra au début mai. Ma main droite ne me permet pas d'écrire moi-même et il me faut attendre patiemment la dactylo. La solution véritable ne peut provenir que de la vente des archives.

On pourrait vendre à un prix peu élevé la première partie des archives à condition que la somme puisse être payée immédiatement. Nous changeons de maison et cela constitue une grosse dépense. Autant que je sache, Natalia a « exproprié » presque tous les camarades de notre maison dans cet objectif. J'irais même jusqu'à vendre la partie russe pour 3000 dollars, ce qu'ils proposaient, si, pendant une année, contre 4000 dollars de moi, ils pouvaient me la rendre.

Je vous prie de consulter Goldman et d'agir avec vigueur.

1. Lettre à J. Frankel (8179) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Pour quitter la « Maison Bleue », il avait fallu se résoudre à acheter. La maison choisie était chère, et il fallait énormément de réparations.

[BILAN DE LA RUPTURE AVEC DIEGO RIVERA]¹

(27 mars 1939)

Cher Ami,

Vous gardez le silence comme auparavant. Mauvais signe !

Vous connaissez les ennuis que nous avons ici avec le peintre et vous n'en êtes pas étonnés car vous nous avez souvent prévenus au sujet de ses idées politiques fantastiques². Pendant longtemps, un an et demi environ, je pense, il a essayé de s'imposer une certaine discipline ; mais aux environs du congrès international, il est devenu mécontent et inquiet. Je vais vous donner quelques exemples de ses préoccupations, pour que vous puissiez les communiquer à nos autres amis.

Toutes les décisions prises ici concernant la section mexicaine l'ont été avec l'accord complet du peintre et l'idée de ne pas l'exposer à d'incessantes attaques (vous savez que l'organisation l'a condamné à l'unanimité — et que personne n'a pris sa défense) ; mais une fois les décisions prises et ratifiées par la conférence, il s'est aperçu qu'on ne l'avait pas suffisamment défendu. Il était extrêmement mécontent des décisions prises, exagérant terriblement quelques formulations malheureuses. Mais cela ne suffisait pas : il a affirmé que *Socialist Appeal* avait délibérément publié la décision sur Molinier et la décision sur lui de façon symétrique afin de les identifier.

Il exigeait l'exclusion immédiate de tous les membres de l'organisation qui avaient lancé des accusations contre lui. Il exigeait mon intervention en ce sens et j'ai eu à ce sujet avec lui une discussion inoubliable. Il me demandait d'exclure immédia-

1. Lettre à J. Frankel (8178) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Rivera, soucieux d' « orthodoxie » en présence de Trotsky, ne reculait pas, en présence de ses secrétaires, devant des paradoxes ou des affirmations de principe anarchistes qui avaient inquiété Frankel aussi bien que van Heijenoort.

tement Galicia. « Comment puis-je le faire ? » ai-je dit au comble de l'étonnement. « Mais vous êtes le chef ! ». « Vous avez une conception extraordinaire de ce qu'on appelle la direction, cher ami », ai-je répondu, « c'est un peu comme le stalinisme ». « Oui », répondit-il avec la puérilité qui le caractérise, « ils disent que je suis pire que les staliniens ». Mais il revint sur cette question très souvent, particulièrement après l'arrivée du camarade Curtiss.

Vous savez probablement que c'est le peintre lui-même qui avait proposé sa candidature et qu'il m'avait présenté ce camarade de façon très élogieuse. J'ai interrogé Galicia à ce sujet, et il m'a confirmé cette appréciation. On a donc été d'accord pour que le camarade Curtiss vienne travailler ici en tant que représentant³. Mais Curtiss ne pouvait travailler autrement que sur la base de la décision de la conférence et a provoqué ainsi un vif mécontentement de la part du peintre qui l'a pratiquement boycotté. J'ai attiré l'attention du peintre sur le fait que c'était à son initiative que Curtiss avait été désigné, et qu'il travaillait en représentant loyal du secrétariat international, dont le devoir n'était pas de balancer par-dessus bord mais d'exécuter les décisions de la conférence. Cela a pratiquement suffi au peintre pour entamer son activité politique indépendante.

Après que l'organisation l'eut condamné, il m'a dit souvent que toute l'organisation était une erreur, qu'il n'avait jamais souhaité travailler avec elle, mais que cela lui avait été imposé par Shachtman et les autres pendant leur premier voyage au Mexique⁴; qu'il lui serait très facile de créer une section authentique de centaines d'ouvriers, etc. J'étais sceptique, mais je gardai le silence. Il commença alors à opposer la Casa del Pueblo à la section et à Curtiss personnellement. Il semble malheureusement que la question d'argent ait joué ici un rôle important. (Les camarades américains Cannon, Shachtman et Dunne avaient sans aucune peine découvert qu'une cause très importante de la violente explosion entre l'organisation et le peintre, en dehors de son tempérament, résidait dans le fait que l'organisation dépendait directement de lui sur le plan financier. D'un commun accord, il fut décidé qu'à l'avenir il donnerait

3. Curtiss était venu en tant que représentant du S.I. Rivera avait connu Curtiss au Mexique en 1934.

4. Il s'agit vraisemblablement du voyage fait en janvier 1937 par Shachtman, Novack et autres pour accueillir Trotsky au Mexique.

l'argent au comité panaméricain, lequel le répartirait). En créant son propre parti, le peintre a commencé à financer la Casa del Pueblo directement et à créer une situation tout à fait dégradante de dépendance d'une organisation ouvrière vis-à-vis d'un individu.

Au cours des cinq ou six derniers mois, le peintre a cherché à fraterniser avec la C.G.T. anarchiste, et la Casa del Pueblo l'a suivi dans cette direction. Il a inventé une philosophie de l'histoire spéciale et un programme spécial pour cette fraternisation. Vous avez son programme — un mélange de résidus marxistes avec des préjugés anarchistes et démocratiques vulgaires. Il semble que les dirigeants de la C.G.T. aient été d'accord avec ce document de façon amicale, mais seulement pour abandonner et passer dans le camp des politiciens bourgeois les plus réactionnaires.

J'ai oublié de mentionner qu'un mois environ avant cette expérience, il a gagné la Casa del Pueblo pour une proclamation d'adhésion à la IV^e Internationale. Au cours d'une manifestation, ils ont porté le drapeau de la IV^e Internationale. Mais il ne s'agissait que d'une mesure de protection contre la IV^e Internationale. Quand j'ai demandé à leurs dirigeants pourquoi ils ne voulaient pas travailler avec notre section ou avec le camarade Curtiss personnellement, ils m'ont répondu oralement qu'ils ne voyaient pas la nécessité de le faire, parce qu'ils appartenaient déjà à la IV^e Internationale et qu'il était préférable pour eux de travailler dans d'autres organisations syndicales.

Quelques semaines plus tard, le peintre a décidé de faire une politique présidentielle et la Casa del Pueblo lui emboîta à nouveau le pas. Ils ont maintenant constitué leur propre parti, avec son propre programme, rédigé sur le genou par le peintre en cinq ou dix minutes⁵.

Le peintre a déclaré que la section mexicaine de la IV^e Internationale avait décidé de ne pas participer aux élections de peur de mettre en péril mon asile. Il répète ici les accusations les plus basses d'Eiffel et de Galicia qu'il traitait pour cette même raison d'agents du G.P.U.

Je dois parler ici de l'incident en relation avec les fresques d'O'Gorman⁶ Le peintre et son ami ont organisé une vive

5. Le parti en question est le P.R.O.C. (Partido Revolucionario Obrero Campesino).

6. En novembre 1938, le gouvernement mexicain avait donné l'ordre d'effacer dans les peintures murales de l'aéroport central de Mexico effectuées

protestation, comme d'habitude sans que j'y prenne aucune part. Au cours de cette campagne, je n'ai eu qu'une discussion accidentelle sur cette question avec le peintre. Je lui ai dit que cette histoire n'avait rien de commun avec l'histoire des fresques du bâtiment Rockefeller⁷. Le gouvernement mexicain expropriait les entreprises pétrolières et devait vendre le pétrole. Les démocraties boycottaient ce pétrole, et les fascistes l'achetaient ; mais ils en viendraient également à le boycotter si le gouvernement mexicain mettait des caricatures d'eux dans les bâtiments gouvernementaux. Le Mexique est un pays opprimé et ne peut imposer son pétrole par ses bateaux de guerre et ses canons. Si le patron oblige les ouvriers à enlever un portrait de Marx d'une chambre d'ouvriers, les ouvriers doivent obéir pour éviter d'être jetés à la rue. La position du Mexique vis-à-vis des grands pays impérialistes est semblable à celle des ouvriers vis-à-vis de leur patron. Par exemple, pendant la période de Brest-Litovsk⁸, nous ne pouvions pas mettre de caricatures de Guillaume II dans nos bâtiments gouvernementaux et encore moins dans le journal gouvernemental officiel. C'est une question de rapport de forces, pas de principe. J'ai essayé d'expliquer tout cela au peintre. Mais il affirmait que le gouvernement, et particulièrement Múgica (c'était dans son ministère)⁹, étaient des lèche-bottes réactionnaires de Hitler et de Mussolini et qu'ils feraient tout pour se montrer anti-sémites, etc. Et il disait qu'il avait rompu toutes relations avec Hidalgo qui avait essayé de défendre « son maître réactionnaire, Múgica ». J'ai compris cette allusion et abandonné la discussion.

Vous pouvez concevoir combien j'ai été stupéfait quand Van a rencontré par hasard le peintre en compagnie de Hidalgo, en train de quitter le bâtiment du comité pour Múgica¹⁰

par Juan O'Gorman, des caricatures de Hitler et Mussolini qui compromettaient ses relations avec l'Allemagne et l'Italie à qui il désirait vendre son pétrole maintenant boycotté par la Grande-Bretagne et la France à la suite des nationalisations.

7. Rivera avait peint pour le centre Rockefeller de Detroit des fresques dans lesquelles figurait un portrait de Lénine. A la suite d'une campagne de presse, Rockefeller, qui avait fait d'abord voiler les peintures, les fit détruire le 9 février 1934.

8. Trotsky fait sans doute allusion à la période entre la signature de l'armistice et celle de la paix, qui furent toutes deux signées à Brest-Litovsk et où le gouvernement allemand n'attendait qu'une « provocation » pour aggraver les termes de son *diktat*.

9. Múgica était secrétaire d'Etat (ministre) de l'industrie et des transports.

10. Il s'agit du comité qui essayait de faire accepter par le P.R.M. la candidature de Múgica à la présidence du Mexique.

charriant des paquets de tracts pour Múgica qu'ils chargeaient dans la break du peintre. Je crois que c'est la première fois que nous avons appris le nouveau tournant, ou le passage du peintre de « l'anarchisme troisième période »¹¹ à la politique de front populaire. La malheureuse Casa del Pueblo l'a suivi pas à pas.

Nous avons été très patients, mon cher ami. Nous espérions qu'en dépit de tout nous pourrions conserver cet homme fantastique dans notre mouvement. Je me suis tenu à l'écart et le camarade Curtiss a fait tout ce qui pouvait l'être. Tout cela en vain.

Vous connaissez maintenant ses accusations personnelles contre moi. Elles sont apparues de façon inattendue, même pour lui. Il était mécontent de notre lenteur, de notre attitude conciliatrice vis-à-vis de Galicia et compagnie, etc. Il voulait à tout prix faire un miracle¹². Dans son esprit fantastique, il en est venu comme à espérer qu'après avoir remporté un succès en dominant la Casa del Pueblo et la C.G.T., il pourrait revenir triomphant vers nous et que nous reconnaîtrions sa maîtrise. Mais ses fiascos l'ont rendu nerveux et hostile à notre égard. De même qu'il accusait Shachtman de la responsabilité de sa propre mésaventure avec la ligue mexicaine, de même il a commencé à m'accuser d'être responsable de ses propres erreurs et bonds fantastiques. C'est dans cet état d'esprit qu'il a dicté sa fantastique lettre à André Breton. Incapable de trouver un seul fait à me reprocher, il a simplement inventé deux histoires, dont tous nos amis, en particulier Van et Curtiss, savent qu'elles sont absolument fausses. Une copie non signée de cette lettre fantastique est tombée par hasard entre les mains de Natalia. Vous pouvez imaginer ma stupeur et mon dégoût personnel. J'ai demandé une explication à Van. Il m'a dit que le peintre lui avait promis de me communiquer personnellement cette lettre. Malgré tout j'ai essayé de régler cette question de façon aussi discrète que possible à travers l'intervention de Van, puis de Curtiss. J'ai demandé seulement qu'il reconnaisse que ses deux exemples de mon « manque de loyauté » n'étaient que des malentendus (je ne lui ai même pas demandé de reconnaître qu'ils les avaient en réalité inventés). Il accepta, il refusa, accepta de nouveau, refusa de nouveau. Je lui adressai copie de

11. L'allusion à la « troisième période d'erreurs de l'I.C. » fait du terme « troisième période » l'équivalent de « gauchiste infantile », « ultra-gauchiste », « sectaire ».

12. Trotsky a déjà employé cette expression à propos de Raymond Molinier en 1936.

tous les documents destinés au comité panaméricain. Le camarade Curtiss fit un ultime effort pour lui faire rétracter ses fausses assertions. Il refusa et montra même à Curtiss une lettre destinée à Bertram Wolfe¹³ annonçant sa rupture avec nous à cause de notre opportunisme, etc.

Nous devons maintenant nous montrer fermes avec cette personnalité fantasque. Il y a deux questions, l'une personnelle et l'autre politique. Je commence par la moins importante, la question personnelle.

Le comité panaméricain ne peut que se prononcer sur les trois accusations lancées par le peintre : a) que j'ai fait pression sur le camarade Curtiss pour qu'il publie l'article du peintre sur l'art non en tant qu'article, mais en tant que lettre, b) que j'ai machiné un coup d'état dans la F.I.A.R.I. en nommant Ferrel secrétaire. Tout le drame a eu lieu avec la participation du peintre et son accord. La candidature de Ferrel a été proposée par Zamora et acceptée par tous, le peintre compris (en étaient témoins les camarades Curtiss, Van, Ferrel lui-même, et Zamora), c) que j'ai utilisé des méthodes de G.P.U en relation avec la correspondance du peintre avec Breton. L'affaire est exposée complètement dans ma lettre au comité panaméricain et dans les documents. Je peux seulement mentionner ici que des citations de cette lettre sont publiées dans la revue française *Clé* (ces parties sont également dirigées contre moi, mais de façon anonyme et prétendument sur un plan de principes). Et là, je dois demander au comité panaméricain *une déclaration très claire et catégorique, même s'il fallait estimer nécessaire une commission d'enquête, car cette question peut avoir des répercussions internationales. Encouragé par son apparente impunité, le peintre ajoute tous les jours un détail et parfait le tableau de ses accusations. Vous le connaissez personnellement suffisamment pour me comprendre. Nous devons être armés contre ses extravagantes calomnies. Je ne propose pas la publication du verdict du comité panaméricain*¹⁴, mais il doit être communiqué aux personnes intéressées, y compris le peintre lui-même, avec

13. Bertram D. Wolfe (1896-1977) qui avait été un des dirigeants du P.C. américain au temps de Lovestone, puis son associé dans les mouvements d'opposition communiste de droite, était aussi un très grand ami personnel de Diego Rivera qu'il avait connu au temps où il s'occupait du P.C. mexicain pour le compte de l'I.C.

14. Frankel, qui s'appelait Glenner aux Etats-Unis, s'occupait aussi du comité panaméricain (P.A.C.) sous le nom de José López.

l'avertissement que, si de fausses accusations continuaient à être répandues à l'avenir, le verdict serait rendu public.

En ce qui concerne l'aspect politique de la question, à mon avis, nous devons publier immédiatement *une déclaration très claire et catégorique sur les activités politiques du peintre au cours de la dernière période, déclarant que les documents qu'il a élaborés sont en totale contradiction avec le marxisme et les décisions de la IV^e Internationale, et que, même s'il n'avait pas démissionné, il s'était par ses activités, mis lui-même en dehors de la IV^e Internationale*. Le mouvement ouvrier n'est pas un libre champ pour les expériences individuelles. Je crois qu'il faudrait adopter et publier aussi vite que possible une telle résolution, et même la diffuser par le canal des agences bourgeoises de presse.

Je pense qu'il faudrait, dans la déclaration du comité pan-américain, expliquer que, malgré ses particularités individuelles, *le cas du peintre fait partie de la retraite générale des intellectuels*. Quelques-uns d'entre eux avaient beaucoup de « sympathie » pour nous tant qu'ils nous considéraient comme des gens persécutés ayant besoin de leur protection. Mais, maintenant que nous devenons un facteur politique, avec nos propres buts et notre propre discipline, ils sont de plus en plus « désenchantés » par nous, et, après quelques bonds vers l'ultra-gauche, cherchent un havre dans l'opinion publique bourgeoise de leur patrie. Notre peintre est seulement plus doué, plus généreux et plus fantasque que les autres, mais il est néanmoins l'un d'eux.

Il faudrait publier sur cette question un article dans *New Internationalist*, et la décision politique dans *Socialist Appeal*.

J'espère vous avoir donné les informations les plus importantes et vous pouvez les mettre à la disposition du comité pan-américain.

[PLANIFIER LE TRAVAIL]¹

(29 mars 1939)

Cher Camarade Christy,

Même avant d'avoir reçu votre lettre, j'ai suivi les premiers pas de votre activité dans le parti avec intérêt et je me suis réjoui du fait que vous y soyez entré, pour ainsi dire, avec une pression atmosphérique de 20.

Toutes les choses que vous me dites sont très satisfaisantes, mais je me demande en même temps s'il ne serait pas mieux pour vous, comme pour le parti, que vous commenciez à travailler en province plutôt qu'à New York, au moins pour quelques mois. L'expérience de notre parti, aux Etats comme dans d'autres pays, montre que la concentration automatique d'un nombre excessif de militants actifs dans le principal centre est terriblement préjudiciable au mouvement. Le même militant peut produire un travail incomparablement plus efficace en province qu'à New York. Je crois qu'il serait bon de s'opposer à la tendance automatique du capitalisme par une distribution planifiée de nos camarades par notre propre centre. Peut-être serait-ce bien pour vous de rester à New York quelque temps afin de vous familiariser avec l'équipe du journal et tout ça, mais, à votre place, après un temps, j'irais dans un centre industriel en province, où les intellectuels révolutionnaires sont très rares et où un bon travail peut donner en peu de temps des résultats magnifiques.

Avez-vous des contacts avec d'authentiques ouvriers dans les usines? Il me semble que la composition sociale du parti continue de n'être pas satisfaisante. Nous avons beaucoup de bons éléments, mais peu d'ouvriers. Ces intellectuels et demi-

1. Lettre à C. Moustakis (9292) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

intellectuels, bons éléments, créent une atmosphère artificielle, pour eux-mêmes, et se privent ainsi de nouer des contacts permanents avec les ouvriers. C'est très dangereux. A un moment, j'ai proposé d'établir une règle : tout intellectuel qui est incapable de gagner un ouvrier pour le parti dans les trois mois ou à peu près, est ramené au rang de sympathisant. Il peut revenir dans le parti seulement en compagnie d'un ouvrier. Il nous faut appliquer des mesures rigoureuses pour produire un changement radical dans la composition sociale du parti.

[AVANT TOUT LA SANTÉ]¹

(29 mars 1939)

Chez Camarade James²,

J'ai reçu vos documents et j'en ai lu une partie. Je n'ai pas encore répondu parce que j'attendais que vous m'informiez de votre éventuelle venue au Mexique. D'après votre lettre, je n'ai pas pu déterminer nettement si vous veniez tout de suite ou si votre voyage était remis. Le plus triste est votre maladie qui est mauvaise en elle-même et aussi parce qu'elle vous gêne dans vos grands plans pour votre travail.

Mon avis, autant que j'en sois informé, est que vous devriez consacrer les prochains mois exclusivement à votre santé et à vous soigner, si c'est nécessaire y compris en remettant le projet de livre sur la question nègre. Si j'ai bien compris, vous souffrez d'un ulcère à l'estomac. Dans ces conditions, votre voyage au Mexique constitue — je le dis avec le plus profond regret — un danger immédiat. La ville de México, telle qu'elle est, avec ses conditions spécifiques, est un authentique centre d'infection pour l'estomac et pour les organes de la digestion en général. Tout le monde, y compris ceux qui ont l'estomac en bon état, souffre de maux d'estomac ici, et ceux qui ont eu mal ailleurs souffrent deux ou trois fois plus à México. Je le sais de ma propre expérience et de celle de plusieurs amis. C'est pourquoi, si vous avez le choix, vous devez soigner votre estomac avant de

1. Lettre à C. L. R. James (8574), avec la permission de la Houghton Library.

2. Cyril L. R. James (né en 1901), originaire de la Trinidad, était venu en Grande-Bretagne en 1933 et y avait travaillé comme journaliste spécialisé de cricket. Il avait adhéré à l'I.L.P. et en 1935 au « Militant Group ». Il dirigeait depuis novembre 1936 en Grande-Bretagne l'un des groupes qui se réclamaient du trotskysme. En 1938, il avait accepté l'unification au sein de la R.S.L., avait participé à la conférence de fondation de la IV^e Internationale et, sollicité par Cannon, avait gagné les Etats-Unis, où il devait animer le « travail nègre ».

LÉON TROTSKY

faire le voyage ici et, même dans ce cas, il serait à conseiller de ne pas vivre à Mexico même.

Vos idées sur l'organisation nègre et le journal nègre sont très intéressantes et très importantes, mais la première condition est le rétablissement de votre santé.

[PETITES NOUVELLES]¹

(29 mars 1939)

Ma chère Rae,

J'ai une dette à votre égard parce que je n'ai pas encore répondu à votre amicale lettre du 7 mars. Nous avons su ici que vous alliez en France et nous étions heureux pour vous dans la perspective de ce voyage, mais nous avons alors appris que vous restiez à Washington et nous avons regretté ce bouleversement de vos plans.

Nous avons eu la visite de deux excellentes camarades de New York, Martha Barry² et Beatrice Guyer, avec qui nous avons passé plusieurs heures. Nous avons le sentiment, ici, que le parti avance à nouveau. Je continue également à soutenir ma vieille proposition — vous vous en souvenez — que chaque intellectuel qui n'est pas capable de gagner au parti un ouvrier pendant trois mois ou quelque chose comme ça, devrait être ramené au rang de sympathisant, jusqu'à ce qu'il ait appris l'art de gagner des ouvriers.

Dans la maison, nous avons maintenant un groupe allemand et un groupe américain qui fluctue en « force ». Notre vie n'est guère changée ici, sauf que nous avons des lapins, des poulets, des canards et des pigeons.

1. Lettre à R. Spiegel (10508), en anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Martha Barry était la compagne de Sol Lankin et Beatrice Guyer, dite « Bunny », allait épouser Jean van Heijenoort.

[LE TRAVAIL DE RECHERCHE]¹

(29 mars 1939)

Cher Camarade Vanzler,

Merci pour les matériaux que vous m'avez envoyés sur le fait que Lénine ait été sauvé en juillet par tant de gens, et surtout pour l'excellente citation d'Ordjonikidzé².

Les plaintes au sujet de dates fausses dans nos demandes sont parfaitement justifiées. Il n'est pas difficile de comprendre quelle difficulté ces erreurs représentent pour celui qui effectue la recherche, mais sans pour autant nier la possibilité d'erreur de notre part dans certains cas, je crois que, la plupart du temps, nous ne faisons que répéter les erreurs commises par les journaux russes de New York, le journal de Milioukov³, ou la presse soviétique. Quelquefois nous avons une longue citation qui commence, disons, page 75 et nous ignorons si la citation qui nous intéresse est page 75, 76 ou 77. Et puis ma dactylo russe actuelle n'est absolument pas intéressée par le travail lui-même et ne vérifie pas les citations. Telles sont, je crois, les causes de ces regrettables erreurs.

Du numéro spécial sur Lénine de la revue russe *La Jeune Garde*, j'ai la citation de l'article de Molotov⁴ sur le changement de la ligne du parti après l'arrivée de Lénine à Pétrograd. Y a-t-il une autre information intéressante ?

1. Lettre à J. Vanzler (10932), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Grigori K. *Ordjonikidzé* (1886-1937), bolchevik en 1903, révolutionnaire professionnel, avait été, avant de se suicider en 1937, l'un des principaux personnages du camp stalinien.

3. Pavel N. *Milioukov* (1859-1943), professeur d'histoire et dirigeant du parti cadet, avait émigré à Paris en 1920 et animait le « parti démocratique » et le journal *Poslednie Novosti*.

4. Viatcheslav M. Skriabine, dit *Molotov* (né en 1890), bolchevik depuis 1906, avait été l'un des principaux lieutenants de Staline et président du conseil des commissaires du peuple.

[SUR LE S.W.P.]¹
(29 mars 1939)

Cher Camarade Weber²,

J'ai reçu les extraits envoyés par Sara. Merci beaucoup. Je n'ai pas vu la revue avec un compte rendu des travaux de Harold Weston³. Lillian enquêtera pour déterminer si cette revue a été victime des intérêts esthétiques des autres habitants de la maison.

Il est regrettable que votre journal ait été supprimé⁴. J'espère que ce n'est que pour un temps bref. Dans le développement de la presse, il y a une période — une période de faiblesse infantile — où il faut sacrifier la presse locale à un journal central. Mais le renforcement du journal central à son tour donne tout de suite un élan à la presse locale et ceci à son tour tend à agrandir la circulation du journal central. Pour le moment, la dialectique du processus a tourné son mauvais côté vers vous. Mais je répète que j'espère que ce n'est pas pour longtemps.

Rosenberg faisait-il de l'argent pour le parti ou pour lui-même⁵? Ses activités nuisaient-elles beaucoup au parti?

1. Lettre à J. Weber (10803) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Jack *Weber* était le pseudonyme de Louis *Jacobs* (né en 1896), mari de Sara qui avait été la secrétaire de Trotsky. Il vivait à Newark.

3. Harold *Weston* (1894-1972), peintre et muraliste, était lié à Jack Weber ; il avait représenté Trotsky sur une de ses peintures murales à Washington. Il ne faut pas le confondre avec le photographe Edward Weston.

4. L'organisation locale de Newark — et particulièrement Weber — publiait un journal intitulé *Workers Voice*, mais la direction du S.W.P. avait décidé de concentrer les moyens sur le journal national et faisait des pressions énergiques pour faire disparaître les organes locaux, ce que Weber acceptait mal.

5. Irving *Rosenberg* (né en 1905) était membre du S.W.P. à Newark et commerçant ; il fut prié de démissionner, car la direction redoutait que certaines de ses activités ne discréditent le parti dans son ensemble.

Oui, la question du nom du parti continue d'être très importante. Le nom officiel est décoloré et les initiales difficiles à prononcer d'un coup⁶; et puis, comme me l'a indiqué Lillian, ce sont les mêmes initiales que celles d'une société de peinture bien connue (la Sherman Williams Paint). Bien sûr, quand vous aurez 25000 membres, tout le monde apprendra votre nom, mais maintenant, c'est un obstacle plus qu'un stimulant.

Je ne sais pratiquement rien sur la question du syndicat de l'auto. Votre communication est la première. En tout cas, en dépit de toutes les difficultés et insuffisances, nous avons ici l'impression que le parti est en train de progresser.

6. Trotsky harcèle pendant cette période les gens du Socialist Workers Party à cause du titre de leur organisation, qu'il n'apprécie pas du tout. Mais sa guérilla n'aboutira pas.

[LETTRE D'AFFAIRES]¹

(31 mars 1939)

Cher Ami,

J'ai reçu votre lettre avec le contenu joint. Merci beaucoup. Il était temps².

J'ai reçu aussi une lettre du camarade Goldman concernant les propositions qu'il a faites à la Bibliothèque et certaines universités. C'est tout ce qu'on peut faire. Si nous y arrivons, ce sera excellent. Si nous n'y arrivons pas, nous trouverons autre chose.

Votre proposition d'envoyer ici un docteur américain est mal inspirée. Il n'y a rien de nouveau que l'aggravation des choses chroniques. Le nom général de ma maladie est « la soixantaine » et je ne crois pas que vous ayez à New York un spécialiste pour cette maladie.

Je vous ai envoyé les documents concernant le peintre. J'espère qu'ils sont en votre possession. Je crois que ce serait très bien qu'une commission spéciale, établie à New York, envoie au peintre des questions concrètes, soit directement, soit par l'intermédiaire du camarade C[urtiss]. Si Dobbs vient au Mexique, comme cela semble probable, vous aurez alors quelqu'un d'excellent pour l'enquête, qui veut travailler ici au nom du comité panaméricain. Le même est vrai de James, s'il vient dans la même période. Je ne sais pas si Jim projette ou non de venir ici une semaine ou quelque chose comme ça pour discuter la question française. Dans l'ensemble, vous avez suffisamment de possibilités pour l'enquête. Mais il faut la faire

1. Lettre à J. Frankel (8180), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Il s'agissait d'un chèque.

aussi promptement que possible pour empêcher le peintre d'étendre et d'aggraver ses fantaisies.

Il est également nécessaire de préparer une explication pour notre presse, parce que je suis certain que, dans les prochains jours, cette « nouvelle sensationnelle » va paraître dans la presse des lovestonistes, car il leur a communiqué la nouvelle et elle paraîtra aussi dans la presse bourgeoise.

[LETTRE A DOUBLE SENS¹]

(31 mars 1939)

Mon cher Joe,

Je suis complètement, je répète, complètement désespéré de l'absence de communication de votre part concernant le manuscrit². Je ne peux ni ne veux supposer aucune nonchalance de votre part. Mais chaque jour aggrave le danger, pour ne pas parler des difficultés pour mes derniers chapitres. Imaginez que toutes les citations et références incluses dans les chapitres en votre possession sont simplement découpées avec des ciseaux dans les exemplaires qu'on m'envoie de Paris ou de New York, de sorte que je ne peux pas me baser sur ces citations pour les nouveaux chapitres. Je soumetts à votre considération le projet suivant : faire tout de suite une copie photostatique de tout le manuscrit et me l'envoyer comme assurance. J'ai peur que cela ne coûte beaucoup d'argent, mais si quelque chose arrivait au manuscrit, ce serait une catastrophe, et de plus une catastrophe stupide. Je ne peux pas faire recommencer leur recherche à tous nos amis de New York et de Paris. Je vous prie de consulter Wright³ sur les photostats, puisqu'il est un expert et, si c'est possible, faites-le tout de suite.

Un ami commun m'écrit que vous n'êtes pas très heureux de votre travail actuellement et non plus de toute la situation à New York. Etes-vous disposé à revenir à Coyoacán ? J'en doute, bien sûr, mais il n'est pas nécessaire de vous dire que Natalia et

1. Lettre à Joe Hansen (8438), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Cf. n. 3 p. 119. Il s'agit toujours du manuscrit du *Staline* et du projet de le « vendre » au G.P.U. Le secrétariat de Trotsky n'avait pas trouvé la lettre dans laquelle Joe Hansen avait répondu entre les lignes à l'encre sympathique.

3. Vanzler.

moi serions très heureux de vous avoir à nouveau dans notre famille.

Je me demande si ce ne serait pas aussi une solution à mes difficultés techniques. Bien sûr, je préfère écrire des choses sérieuses en russe et ensuite qu'elles soient bien traduites, mais, compte tenu des obstacles insurmontables, je voudrais essayer de vous dicter en anglais à partir de mes notes en russe. Vous êtes un rédacteur expert et, malgré l'opinion de Simon & Schuster, vous avez un bon sentiment pour le style. Nous pourrions trouver en commun la forme nécessaire comme nous l'avons fait pour bien des articles. Mais c'est une Utopie. Vous ne voudrez certainement pas répéter cette expérience et puis Reba protesterait énergiquement et de plein droit.

Je continue à attendre une copie du manuscrit, ou un photostat, avec la plus grande impatience⁴.

4. Cette lettre, et en particulier son premier paragraphe, avaient été demandés par Hansen qui le jugeait utile au projet de « vente » du *Staline* au G.P.U.

CLASSE, PARTI ET DIRECTION : POURQUOI LE PROLÉTARIAT ESPAGNOL A-T-IL ÉTÉ VAINCU ?¹

(QUESTIONS DE THÉORIE MARXISTE)

A quel point le mouvement ouvrier a reculé, on ne peut en juger seulement à partir de l'état des organisations de masses, mais aussi en étudiant les regroupements d'idées en cours et les recherches théoriques dans lesquelles tant de groupes sont engagés. A Paris, paraît le périodique *Que faire?*², qui, pour une raison ou pour une autre, se considère comme marxiste mais en réalité se situe intégralement dans le cadre de l'empirisme des intellectuels bourgeois de gauche et de ces travailleurs isolés qui ont contracté tous les vices des intellectuels.

Comme tous les groupes qui n'ont ni bases programmatiques, ni programme, ni traditions, ce petit périodique a tenté de s'accrocher aux basques du P.O.U.M. — lequel semblait offrir aux masses un raccourci pour la victoire. Pourtant, le résultat de la révolution espagnole est à première vue inattendu : non seulement ce périodique n'a pas progressé, mais il a reculé. En vérité, c'est dans la nature des choses. Les contradictions se sont tendues à l'extrême, entre la petite bourgeoisie et le conservatisme, d'une part, et les nécessités de la révolution prolétarienne de l'autre. Rien de plus naturel si les défenseurs et les interprètes de la politique du P.O.U.M. ont été rejetés très loin en arrière, tant sur le plan politique que sur le plan théorique.

Que faire? n'a en lui-même et par lui-même aucune espèce

1. Fragment inachevé trouvé dans le bureau de Trotsky après sa mort et non corrigé par lui. Bibliothèque d'histoire sociale de New York. Ce fragment a été publié dans nombre d'éditions antérieures d'écrits de Trotsky à la date du 20 août où il n'était pas achevé. Nous pensons que les fragments ci-dessous ont été rédigés au mois de mars 1939.

2. *Que faire?* avait été l'organe du groupe clandestin d'opposition à l'intérieur du P.C. qu'animaient André Ferrat, Georges Kagan, Pierre Rimbart et d'autres. Le groupe en question avait rallié la S.F.I.O.

d'importance. Mais il présente de l'intérêt en tant que symptôme. C'est pourquoi il nous semble utile de nous attarder sur l'appréciation qu'il porte sur les causes de la défaite de la révolution espagnole, dans la mesure où elle met en lumière les caractéristiques actuelles de l'aile gauche du pseudo-marxisme.

Que faire ? *explique*

Nous commencerons par reproduire littéralement la citation suivante, extraite d'un compte rendu de la brochure *L'Espagne livrée*, de notre camarade Casanova³ :

« Pourquoi la révolution a-t-elle été écrasée ? » Parce que, répond l'auteur, le P.C. menait une politique fausse, malheureusement suivie par les masses révolutionnaires. » Mais pourquoi diable les masses révolutionnaires qui ont lâché leurs anciens dirigeants, se sont-elles rangées sous les drapeaux des P.C. ? « Parce que le véritable parti révolutionnaire n'avait pas mûri. » Nous sommes en pleine tautologie. Politique fausse suivie par les masses, parti pas mûr, c'est ou bien la manifestation d'une certaine disposition des forces sociales (non-maturité de la classe ouvrière, carence de la paysannerie) qu'il faut expliquer en partant des faits rapportés entre autres par Casanova lui-même, ou bien c'est l'effet de l'action de certains individus ou groupes d'individus malsains, non contrecarrés par les efforts équivalents des « individus purs » seuls qualifiés pour sauver les révolutions. Après avoir effleuré la première voie, la voie marxiste, Casanova s'engage résolument dans la seconde. Nous sommes en pleine démonologie. Le responsable de la défaite est le diable en chef, Staline, secondé par les diabolins, anarchistes ou autres : le malheur a voulu que le dieu des révolutionnaires n'ait pas envoyé en Espagne un Lénine ou un Trotsky comme il l'avait fait en Russie en 1917. »

3. Mieczyslaw *Bortenstein* (1907-1942) émigré de Pologne en Belgique puis en France, alors qu'il était J.C. depuis 1923, avait été exclu du P.C. en 1934 et avait rejoint ensuite la Ligue communiste. Il était allé combattre en Espagne en 1936, sur le front d'Aragon, avait été emprisonné pendant les journées de mai puis avait travaillé dans une usine d'armements, restant en Espagne jusqu'à la fin de toute résistance. Il avait écrit cette brochure à son arrivée et c'est Pierre Naville qui l'avait signée du pseudonyme de Casanova.

D'où la conclusion :

« Voilà où on aboutit quand on veut à tout prix imposer aux faits l'orthodoxie desséchée d'une chapelle⁴ ».

Cette morgue théorique est d'autant plus magnifique qu'il est difficile de concevoir comment on a pu concentrer en si peu de lignes tant de banalités, trivialités, faussetés, caractéristiques du genre philistin conservateur.

L'auteur du passage ci-dessus se garde bien de donner la moindre explication de la défaite de la révolution espagnole : il se contente d'indiquer qu'il faut recourir à des explications plus profondes comme « l'état des forces sociales ». Ce n'est pas par hasard que l'on évite ainsi toute explication. Ces critiques du bolchevisme sont tous des théoriciens apeurés pour la simple raison qu'ils n'ont rien de solide sous leurs pieds. Pour éviter d'être obligés de révéler leur propre faillite, ils sont forcés de jongler avec les faits et de rôder autour des opinions des autres. Ils se bornent à des allusions et à des demi-pensées comme s'ils n'avaient pas le temps de proposer des définitions tirées de leur propre sagesse. En vérité, ils n'ont pas de sagesse du tout. Leur morgue est inséparable de leur charlatanisme intellectuel.

Analysons une à une les allusions et les demi-pensées de notre auteur. Une politique fautive des masses ne peut s'expliquer selon lui que comme « la manifestation d'un certain état des forces sociales », c'est-à-dire « la non maturité de la classe ouvrière » et « la carence de la paysannerie ». Si l'on est friand de tautologies, il serait difficile d'en trouver de plus plates. Une « politique fautive des masses » s'explique par leur « non-maturité » ? Mais qu'est-ce que la « non-maturité » des masses ? De toute évidence, c'est leur prédisposition à suivre une politique fautive. En quoi consistait cette politique fautive ? Qui en étaient les initiateurs ? Les masses, ou les dirigeants ? Notre auteur n'en dit mot. Et au moyen de cette tautologie, il transfère la responsabilité sur les masses. Ce truc classique, utilisé par tous les traîtres et déserteurs, ainsi que par leurs avocats, est particulièrement révoltant quand il s'agit du prolétariat espagnol.

4. *Que faire ?* 1939, p. 99.

Les sophismes des traîtres

En 1936 — pour ne pas remonter plus haut —, les ouvriers espagnols ont repoussé l'assaut des officiers qui avaient mené à bien leur complot sous l'aile protectrice du Front populaire. Les masses ont improvisé des milices et bâti des comités ouvriers, citadelles de leur propre dictature. Pour leur part, les organisations dirigeantes du prolétariat ont aidé la bourgeoisie à dissoudre ces comités, à mettre fin aux assauts des ouvriers contre la propriété privée et à subordonner les milices ouvrières au commandement de la bourgeoisie, avec, par-dessus le marché, le P.O.U.M. qui participait au gouvernement, prenant ainsi directement sa responsabilité dans le travail de la contre-révolution. Que signifie dans ce cas la « non-maturité » du prolétariat ? De toute évidence, cela signifie simplement que, bien que les masses aient adopté une ligne juste, elles ont été incapables de briser la coalition des socialistes, des staliniens, des anarchistes et du P.O.U.M. avec la bourgeoisie. Ce modèle de sophisme procède du concept d'une sorte de maturité absolue, c'est-à-dire d'une condition de perfection des masses dans laquelle elles n'ont nullement besoin d'une direction, et, mieux encore, sont capables de vaincre contre leur propre direction. Or il n'existe pas de maturité semblable et il ne peut pas en exister.

« Mais pourquoi des ouvriers, qui manifestent un instinct révolutionnaire aussi sûr, et des aptitudes à ce point supérieures au combat, iraient-ils se soumettre à une direction traître ? » objectent nos sages. Nous répondrons qu'il n'y a pas eu la moindre trace d'une telle soumission. La ligne de combat des ouvriers recoupait à tout moment, sous un certain angle, celle de la direction et, dans les moments les plus critiques, cet angle était de 180°. La direction alors, directement ou indirectement, aidait à soumettre les ouvriers par la force des armes.

En mai 1937, les ouvriers de Catalogne ne se sont pas soulevés seulement malgré leur propre direction, mais contre elle. Les dirigeants anarchistes — bourgeois pathétiques et méprisables, se déguisant à peu de frais en révolutionnaires — ont répété des centaines de fois dans leur presse que, si la C.N.T. avait voulu prendre le pouvoir en mai, elle l'aurait fait sans difficulté. Et cette fois c'est la pure vérité que disent les anarchistes. La direction du P.O.U.M. se pendit littéralement aux basques de la C.N.T. et se contenta de couvrir sa politique

d'une phraséologie différente. C'est seulement pour cela que la bourgeoisie a réussi à écraser le soulèvement de mai de ce prolétariat qui « manquait de maturité ». Il faut n'avoir rien compris à tout ce qui touche aux rapports entre la classe et le parti, entre les masses et leurs dirigeants, pour répéter la phrase creuse selon laquelle les masses espagnoles n'ont fait que suivre leurs dirigeants. Tout ce que l'on peut dire là-dessus, c'est que les masses qui ont sans relâche essayé de se frayer un chemin vers la voie juste, ont découvert que la construction, dans le feu même du combat, d'une nouvelle direction, répondant aux nécessités de la révolution, était une entreprise qui dépassait leurs forces. Nous sommes en présence d'un processus dynamique dans lequel les différentes étapes de la révolution se succèdent rapidement, au cours duquel la direction, voire différents secteurs de la direction, désertent et passent d'un seul coup du côté de l'ennemi de classe, et nos sages engagent une discussion purement statique : pourquoi la classe ouvrière dans son ensemble a-t-elle suivi une direction mauvaise ?

La façon dialectique d'aborder ce problème

Il existe un vieil adage qui reflète la conception évolutionniste et libérale de l'histoire : un peuple a le gouvernement qu'il mérite. L'histoire nous montre cependant qu'un seul et même peuple peut avoir dans une période relativement brève plusieurs gouvernements bien différents (Russie, Italie, Allemagne, Espagne, etc.) et par-dessus le marché que ses gouvernements ne se succèdent pas du tout dans le même sens, du despotisme vers la liberté, comme les évolutionnistes libéraux l'imaginaient. Le secret de cette situation réside en ce qu'un peuple est formé de classes hostiles et que les classes elles-mêmes sont formées de couches différentes et en partie antagonistes qui obéissent à des directions différentes. En outre, tout peuple subit l'influence d'autres peuples également formés de classes. Les gouvernements n'expriment pas la « maturité croissante d'un peuple » mais sont le produit de la lutte entre les différentes classes et les différentes couches à l'intérieur d'une seule et même classe et, finalement, l'action de forces externes — alliance, conflits, guerres, etc. Il faut ajouter qu'un gouvernement, dès lors qu'il s'est établi, peut durer bien plus longtemps que le rapport de forces qui lui a donné naissance. C'est précisément d'une telle

situation que sortent les révolutions, les coups d'Etat, les contre-révolutions, etc.

C'est la même méthode dialectique qu'il faut utiliser pour aborder la question de la direction d'une classe. A l'instar des libéraux, nos sages acceptent tacitement l'axiome selon lequel toute classe a la direction qu'elle mérite. En réalité une direction n'est pas du tout un simple « reflet d'une classe ou le produit de sa créativité propre ». Une direction se constitue à travers les heurts entre classes différentes ou les frictions entre couches d'une même classe. Une fois qu'elle est apparue, la direction, inéluctablement, s'élève au-dessus de sa classe et, du coup, est exposée à la pression et à l'influence des autres classes. Le prolétariat peut « tolérer » pendant longtemps une direction qui a déjà subi une dégénérescence interne totale mais n'a pas encore eu l'occasion d'exprimer cette dégénérescence dans le cours de graves événements.

Il faut un grand choc historique pour qu'apparaisse brutalement la contradiction entre la direction et la classe. Les chocs historiques les plus puissants sont les guerres et les révolutions. C'est précisément pour cette raison que la classe ouvrière est souvent prise au dépourvu par la guerre et la révolution. Mais, même dans des cas où la vieille direction a révélé sa corruption interne, la classe, surtout si elle n'a pas hérité de la période antérieure de solides cadres révolutionnaires capables d'utiliser l'effondrement du vieux parti dirigeant, ne peut pas improviser tout de suite une direction nouvelle. L'interprétation marxiste, c'est-à-dire l'interprétation dialectique et non scolastique des relations entre une classe et sa direction, ne laisse pas pierre sur pierre des sophismes légalistes de notre auteur.

Comment les ouvriers russes ont mûri

Celui-ci conçoit la maturité du prolétariat comme purement statique. Pourtant, pendant une révolution, la conscience d'une classe est le procès le plus dynamique qui détermine le cours de la révolution. Etait-il possible en janvier 1917, voire en mars, après la chute du tsarisme, de répondre à la question de savoir si le prolétariat russe avait assez « mûri » pour conquérir le pouvoir en huit ou neuf mois ?

La classe ouvrière était à ce moment extrêmement hétérogène socialement et politiquement. Durant les années de guerre, elle avait été renouvelée à 30 ou 40 % à partir des rangs de la

petite-bourgeoisie, souvent réactionnaire, des paysans arriérés, de femmes et de jeunes. Le parti bolchevique n'était suivi en mars 1917 que d'une minorité insignifiante de la classe ouvrière et il existait en outre des désaccords dans le parti. La majorité écrasante des ouvriers soutenaient les mencheviks et les socialistes révolutionnaires, c'est-à-dire les social-patriotes conservateurs. La situation était encore moins favorable en ce qui concerne l'armée et la paysannerie. Il faut ajouter à tout cela le niveau culturel généralement bas dans le pays, le manque d'expérience politique dans les couches les plus larges du prolétariat surtout en province, pour ne pas parler des paysans ni des soldats.

Quels étaient les atouts du bolchevisme ? Lénine était le seul, au début de la révolution, à avoir une conception révolutionnaire claire, élaborée en profondeur. Les cadres russes du parti étaient dispersés et passablement désorientés. Mais le parti avait de l'autorité sur les ouvriers d'avant-garde. Lénine avait beaucoup d'autorité sur les cadres du parti. La conception politique de Lénine correspondait au développement réel de la révolution et était renforcée par tous les événements nouveaux. Ces atouts réalisèrent des merveilles dans une situation révolutionnaire, c'est-à-dire dans les conditions d'une lutte de classe acharnée. Le parti aligna très vite sa politique sur la conception de Lénine, c'est-à-dire sur le cours réel de la révolution. De ce fait, il trouva le soutien de dizaines de milliers d'ouvriers d'avant-garde. En quelques mois, prenant appui sur le développement de la révolution, le parti fut capable de convaincre la majorité des ouvriers de la justesse de ses mots d'ordre. Cette majorité, organisée dans les soviets, fut à son tour capable d'attirer les soldats et les paysans.

Comment ce procès dynamique, dialectique, peut-il se réduire à une formule de maturité ou immaturité du prolétariat ? Un facteur colossal de la maturité du prolétariat russe en février ou mars 1917 était Lénine. Il ne tombait pas du ciel. Il personnifiait la tradition révolutionnaire du prolétariat. Pour que les mots d'ordre de Lénine se fraient leur chemin vers les masses, il fallait des cadres même en petit nombre au début. Il fallait que ces cadres aient confiance dans leur direction, une confiance reposant sur toute l'expérience passée. Supprimer de ses calculs ces éléments, c'est tout simplement ignorer la révolution vivante, la remplacer par une abstraction, le « rapport des forces » ; parce que le développement de la révolution consiste précisément dans le changement incessant et rapide du

rapport des forces sous l'impact des changements dans la conscience du prolétariat, l'attraction exercée sur les couches arriérées par les couches avancées, la confiance grandissante de la classe en ses propres forces. Le ressort principal, vital, dans ce procès, c'est le parti, exactement comme le ressort vital dans le mécanisme du parti, c'est sa direction. Le rôle et la responsabilité de la direction dans une époque révolutionnaire sont colossaux.

La Relativité de la « maturité »

La victoire d'Octobre constitue un sérieux témoignage de la « maturité » du prolétariat. Mais elle est relative. Quelques années plus tard, c'est ce même prolétariat qui a permis que la révolution soit étranglée par une bureaucratie sortie des ses propres rangs. La victoire n'est nullement le fruit mûr de la « maturité » du prolétariat. La victoire est une tâche stratégique. Il faut utiliser les conditions favorables d'une crise révolutionnaire pour mobiliser les masses ; en partant du niveau donné de leur « maturité », il faut les lancer en avant, leur apprendre à comprendre que l'ennemi n'est nullement omnipotent, qu'il est déchiré par les contradictions et que, derrière l'imposante façade, c'est la panique qui l'emporte. Si les bolcheviks n'avaient pas fait ce travail, il n'aurait même pas pu être question de victoire de la révolution prolétarienne. Les soviets auraient été écrasés par la contre-révolution et les petits sages de tous les pays auraient écrit des articles ou des livres sur le leit-motiv que seuls des visionnaires impénitents pouvaient rêver en Russie d'une dictature du prolétariat, si petit numériquement et si peu mûr.

Le Rôle auxiliaire des Paysans

Tout aussi abstraite, pédante et fausse, est la référence au « manque d'indépendance » de la paysannerie. Où et quand notre sage a-t-il jamais observé dans une société capitaliste une paysannerie avec un programme révolutionnaire indépendant ou une capacité à l'initiative révolutionnaire indépendante ? La paysannerie peut jouer un rôle très grand dans la révolution, mais seulement un rôle auxiliaire.

Dans bien des cas, les paysans espagnols ont agi avec

audace et combattu avec courage. Mais, pour soulever la masse tout entière de la paysannerie, le prolétariat devait d'abord donner l'exemple d'un soulèvement décisif contre la bourgeoisie et inspirer aux paysans la foi dans la possibilité de la victoire. Dans l'intervalle, l'initiative révolutionnaire du prolétariat lui-même a été paralysée à chaque pas par ses organisations.

L'« immaturité » du prolétariat, le « manque d'indépendance » de la paysannerie ne sont ni des facteurs ultimes ni des facteurs décisifs dans les événements historiques. Sous-tendant la conscience des masses il y a les classes elles-mêmes, leur force numérique, leur rôle dans la vie économique. Sous-tendant les classes, il y a un système de production spécifique qui est déterminé à son tour par le niveau de développement des forces productives. Pourquoi donc ne pas dire que la défaite du prolétariat espagnol était déterminée par la faiblesse du niveau de sa technique ?

Le Rôle des Personnalités

Notre auteur substitue un déterminisme mécaniste au conditionnement dialectique du processus historique. D'où ses mauvaises plaisanteries sur le rôle des individus bons ou mauvais. L'histoire est un processus de lutte de classes. Mais les classes ne pèsent pas de tout leur poids de façon automatique et simultanée. Dans le procès de la lutte, les classes créent des organes divers qui jouent un rôle important et indépendant et sont sujets à des déformations. C'est aussi ce qui donne une base au rôle des personnalités dans l'histoire. Il existe naturellement de grandes causes objectives qui ont engendré le règne autocratique de Hitler mais seuls d'obtus pédants férus de « déterminisme » pourraient nier aujourd'hui l'énorme rôle historique de Hitler. L'arrivée de Lénine à Pétrograd le 3 avril 1917 a fait tourner à temps le parti bolchevique et a permis au parti de mener la révolution à la victoire⁵.

Nos sages peuvent dire que, si Lénine était mort à l'étranger au début de 1917, la révolution d'Octobre se serait produite « de la même façon ». Mais ce n'est pas vrai. Lénine représentait l'un des éléments vivants du procès historique. Il

5. On sait que les « thèses d'avril » de Lénine appelant à lutter pour le pouvoir des soviets et « le pain, la paix, la liberté » s'opposaient à la politique « défensiste » menée jusqu'alors par les bolcheviks.

personnifiait l'expérience et la perspicacité de la fraction la plus active du prolétariat. Son apparition au bon moment dans l'arène de la révolution était nécessaire pour mobiliser l'avant-garde et pour lui fournir une occasion de rassembler la classe ouvrière et les masses paysannes. La direction politique aux moments cruciaux des tournants historiques peut devenir un facteur exactement aussi important que le rôle d'un commandant en chef aux moments critiques d'une guerre. L'histoire n'est pas un procès automatique. Autrement, pourquoi des dirigeants ? Pourquoi des partis ? Pourquoi des programmes ? Pourquoi des luttes théoriques ?

Le Stalinisme en Espagne

« Mais pourquoi diable » s'écrie cet auteur que nous avons déjà entendu, « les masses révolutionnaires qui ont lâché leurs anciens dirigeants se sont-elles rangées sous les drapeaux des P.C. » ? La question est mal posée. Il n'est pas vrai que les masses révolutionnaires aient lâché tous leurs anciens dirigeants. Les ouvriers qui étaient auparavant liés à des organisations données ont continué à leur être attachés, tout en observant et en vérifiant. Les ouvriers, en général, ne rompent pas facilement avec le parti qui les a éveillés à la vie consciente. En outre, l'existence dans le Front populaire d'un système de protection mutuelle les a dupés : puisque tout le monde était d'accord, c'est qu'il devait y avoir du bon. Les masses fraîches nouvelles se tournaient naturellement vers le Comintern comme le parti qui avait accompli la seule révolution prolétarienne victorieuse et dont on espérait qu'il était capable de, procurer des armes à l'Espagne.

En outre, le Comintern était le champion le plus zélé de l'idée de Front populaire ; cela inspirait confiance dans les couches ouvrières inexpérimentés. Dans le Front populaire, le Comintern était le champion le plus zélé du caractère bourgeois de la révolution ; cela inspirait confiance à la petite et partiellement à la moyenne bourgeoisie. C'est pourquoi les masses ont « rallié le drapeau du parti communiste ».

Notre auteur traite cette question comme si le prolétariat se trouvait dans un magasin bien approvisionné pour y choisir une paire de bottes neuves. On sait que cette opération, pour simple qu'elle soit, n'est pas toujours un succès. En ce qui concerne une nouvelle direction, le choix est très limité. Ce n'est que peu à

peu, et seulement sur la base de leur expérience à travers plusieurs étapes, que de larges couches des masses se convainquent qu'une nouvelle direction est plus ferme, plus digne de confiance, plus loyale que l'ancienne. Bien sûr, durant une révolution, c'est-à-dire quand les événements marchent vite, un parti faible peut devenir très vite un parti puissant à condition de comprendre avec lucidité le cours de la révolution et de posséder des cadres éprouvés qui ne se laissent pas intoxiquer par des phrases et ne sont pas terrorisés par les persécutions. Mais il faut avoir un parti de ce type avant la révolution, car le processus d'éducation des cadres exige beaucoup de temps et que la révolution ne laisse pas ce temps.

La trahison du P.O.U.M.

A la gauche de tous les autres partis d'Espagne se trouvait le P.O.U.M. qui comptait incontestablement dans ses rangs des éléments révolutionnaires prolétariens qui n'avaient pas été auparavant solidement liés à l'anarchisme. Mais c'est justement ce parti qui a joué un rôle fatal dans le développement de la révolution espagnole. Il n'a pas pu devenir un parti de masses parce que, pour le devenir, il lui aurait fallu auparavant détruire les autres partis et qu'il n'était possible de les détruire que par une lutte irréconciliable, une dénonciation impitoyable de leur caractère bourgeois.

Mais le P.O.U.M., tout en critiquant les vieux partis, se soumit à eux sur toutes les questions fondamentales. Il participa au bloc électoral « populaire », il entra dans le gouvernement qui liquidait les comités ouvriers⁶, il se lança dans une lutte pour reconstituer cette coalition gouvernementale, il capitula encore et toujours devant la direction anarchiste, il conduisit, en liaison avec cela, une politique syndicale fautive⁷ et eut une attitude hésitante et pas révolutionnaire à l'égard du soulèvement de mai 1937.

6. Le P.O.U.M. était entré dans le gouvernement de la Généralité de Catalogne, présidé par J. Tarradellas et où Nin détenait le portefeuille de la justice. Après son exclusion, sous la pression du gouvernement soviétique, il mena campagne pour sa réintégration.

7. Le P.O.U.M. semble avoir compté sur la protection des dirigeants de la C.N.T. Il avait fondé sa propre centrale syndicale, la F.O.U.S. qui finalement entra dans l'U.G.T. : ainsi avaient-ils évité tout contact avec la base de la C.N.T. qui aurait pu inquiéter ses dirigeants.

Du point de vue d'un déterminisme général, il est bien entendu possible d'admettre que la politique du P.O.U.M. ne résultait pas d'un hasard. Tout en ce monde a une cause. Cependant, la série des causes qui ont engendré le centrisme du P.O.U.M. n'est nullement un simple « reflet » de la condition du prolétariat espagnol ou catalan. Deux séries causales sont allées l'une vers l'autre sous un certain angle et à un moment elles sont entrées en conflit. Il est possible, en prenant en compte les expériences internationales antérieures, l'influence de Moscou, l'influence d'un certain nombre de défaites, etc., d'expliquer politiquement et psychologiquement pourquoi le P.O.U.M. a été un parti centriste. Mais cela n'altère pas son caractère centriste, ni le fait qu'un parti centriste joue inévitablement le rôle d'un frein sur la révolution, doit chaque fois inévitablement se casser la tête et peut provoquer l'écrasement de la révolution. Cela n'altère pas le fait que les masses catalanes étaient bien plus révolutionnaires que le P.O.U.M. lequel à son tour était plus révolutionnaire que sa direction. Dans ces conditions, rejeter la responsabilité de cette politique fautive sur l'immaturation des masses, c'est se lancer dans le plus pur charlatanisme auquel ont fréquemment recours tous ceux qui ont politiquement fait faillite.

La Responsabilité de la direction

La falsification historique consiste en ce qu'on rejette la responsabilité de la défaite des masses espagnoles sur les masses ouvrières et non les partis qui ont paralysé ou simplement écrasé le mouvement révolutionnaire des masses. Les avocats du P.O.U.M. nient tout simplement la responsabilité de ses dirigeants pour éviter ainsi de porter leurs responsabilités propres. Cette philosophie de l'impuissance qui cherche à faire passer les défaites pour un maillon nécessaire dans la chaîne des développements cosmiques, est tout à fait incapable — et refuse — de poser la question de facteurs concrets comme les programmes, les partis, les personnalités qui ont été les organisateurs de la défaite. Cette philosophie du fatalisme et de la prostration est diamétriquement opposée au marxisme en tant que théorie de l'action révolutionnaire.

La guerre civile est un procès dans lequel les tâches politiques sont résolues par des moyens militaires. Si l'issue de la guerre était déterminée par « l'état des forces de classe », la

guerre elle-même ne serait pas nécessaire. La guerre a sa propre organisation, sa propre politique, ses propres méthodes, sa propre direction par lesquelles son destin est directement déterminé. Naturellement, « l'état des forces de classe » fournit les bases de tous les autres facteurs ; mais, de même que les fondations d'un immeuble ne réduisent pas l'importance de ses murs, de ses fenêtres, de ses portes, de son toit, de même « l'état des forces de classe » ne diminue nullement l'importance des partis, de leur stratégie, de leur direction. En dissolvant le concret dans l'abstrait, nos sages se sont en réalité arrêtés à mi-chemin. La solution la plus « profonde » du problème aurait été de déclarer que la défaite du prolétariat espagnol était due à l'insuffisant développement des forces productives. N'importe quel imbécile peut trouver une explication de ce genre.

En réduisant à zéro la signification du parti et de sa direction, ces sages nient la possibilité d'une victoire révolutionnaire en général, parce qu'il n'y a pas la moindre raison d'espérer des conditions plus favorables. Le capitalisme a cessé de progresser, le prolétariat ne grossit plus numériquement ; au contraire, c'est l'armée des chômeurs qui grandit, ce qui n'augmente pas mais diminue la force combative du prolétariat et a un effet négatif également sur sa conscience. Il n'y a de même aucune raison de croire que sous le régime du capitalisme la paysannerie est capable d'atteindre un niveau de conscience révolutionnaire supérieur. La conclusion de l'analyse de notre auteur est ainsi un pessimisme complet, l'abandon progressif des perspectives révolutionnaires. Il faut dire — rendons-leur cette justice — qu'ils ne comprennent pas eux-mêmes ce qu'ils disent.

En fait, ce qu'ils exigent de la conscience des masses est absolument fantastique. Les ouvriers espagnols, comme les paysans espagnols, ont donné le maximum de ce que ces classes sont capables de donner dans une situation révolutionnaire. Nous pensons ici précisément à la classe de millions et dizaines de millions.

Que faire ? ne représente qu'une de ces petites écoles, églises ou chapelles qui, effrayées par le cours de la lutte de classe et de la montée de la réaction, publient leur petit journal et leurs études théoriques dans un petit coin, sur la touche, loin des développements véritables de la pensée révolutionnaire, pour ne pas parler du mouvement des masses.

Répression de la révolution espagnole

Le prolétariat espagnol a été victime d'une coalition composée des impérialistes, des républicains, des socialistes, des anarchistes, des staliniens espagnols et à l'aile gauche, du P.O.U.M. A eux tous, ils ont paralysé la révolution socialiste que le prolétariat espagnol avait effectivement commencé à réaliser. Il n'est pas facile de venir à bout de la révolution socialiste. Personne n'a encore découvert d'autres méthodes que la répression brutale, le massacre de l'avant-garde, l'exécution de ses dirigeants, etc. Bien entendu, le P.O.U.M. n'a pas voulu cela. Il voulait, d'un côté, participer au gouvernement républicain et entrer en tant qu'opposition loyale éprise de paix dans le bloc général des partis dirigeants, et, de l'autre, réaliser de pacifiques relations de camaraderie à un moment où ce dont il s'agissait, c'était d'une guerre civile implacable. C'est pour cette raison même que le P.O.U.M. a été victime des contradictions de sa propre politique.

A l'intérieur du bloc dirigeant, ce sont les staliniens qui ont poursuivi la ligne la plus cohérente. Ils ont été l'avant-garde combattante de la contre-révolution bourgeoise-républicaine. Ils voulaient éliminer la nécessité du fascisme en prouvant à la bourgeoisie espagnole et mondiale qu'elles étaient elles-mêmes incapables d'étrangler la révolution prolétarienne sous le drapeau de la « démocratie ». C'était l'essence de leur politique. Les faillis du Front populaire essaient aujourd'hui de faire porter la culpabilité au G.P.U. Je suis sûr qu'on ne peut nous suspecter d'indulgence à l'égard des crimes du G.P.U. Mais nous voyons clairement et nous disons aux ouvriers que le G.P.U. en la circonstance n'a agi que comme le détachement le plus résolu au service du Front populaire. C'est en cela que résidait la force du G.P.U. ; c'est ce qu'était le rôle historique de Staline. Seuls des philistins ignorants peuvent écarter cela avec de stupides petites plaisanteries sur le « Démon en chef ».

Ces messieurs ne se posent même pas la question du caractère social de la révolution. Les laquais de Moscou, au compte de l'Angleterre et de la France, ont proclamé que la révolution espagnole était bourgeoise. C'est sur cette fraude qu'a été bâtie la perfide politique du Front populaire qui aurait par-dessus le marché été radicalement fausse même si la révolution espagnole avait vraiment été une révolution bourgeoise. Mais, dès le début, la révolution a exprimé avec bien

plus de netteté que la révolution de 1917 en Russie son caractère prolétarien. Il y a aujourd'hui, dans la direction du P.O.U.M., des gens qui trouvent que la politique d'Andrés Nin a été trop « gauchiste », que la seule politique juste eût été de demeurer l'aile gauche du Front populaire. Le vrai malheur a été que Nin, se couvrant de l'autorité de Lénine et de la révolution d'Octobre, ne pouvait se résoudre à rompre avec le Front populaire.

Victor Serge, qui est toujours pressé de se compromettre par une attitude frivole vis-à-vis des questions sérieuses, écrit que Nin ne voulait pas se soumettre à des ordres venus d'Oslo ou de Coyoacán. Est-ce qu'un homme sérieux peut vraiment réduire à des ragots misérables la question du contenu de classe de la révolution ? Les sages de *Que faire ?* n'ont aucune réponse, quelle qu'elle soit, à cette question. Ils ne comprennent même pas la question elle-même. Quelle peut vraiment être la signification du fait qu'un prolétariat « pas mûr » a fondé ses propres organes de pouvoir, saisi les entreprises, cherché à régler la production, pendant que le P.O.U.M. s'employait de toutes ses forces à ne pas rompre avec les anarchistes bourgeois qui, alliés aux républicains bourgeois et aux non moins bourgeois socialistes et staliniens, ont attaqué et étranglé la révolution prolétarienne ? Pareilles « bagatelles » n'ont de toute évidence d'intérêt que pour les représentants d'une « orthodoxie ossifiée ». Les sages de *Que faire ?* possèdent, à sa place, un instrument spécial qui leur permet de mesurer la maturité du prolétariat et le rapport des forces indépendamment de toutes les questions de stratégie de classe révolutionnaire...

PRINCIPAUX OUVRAGES
ET ARTICLES CITÉS OU CONSULTÉS
POUR CE VOLUME

- AARON, Daniel. — *Writers on the Left*. — New York, Oxford U.P. (2^e éd.) 1977. — 460 p.
- ABOSCH, Heinz. — *Trotzki-Chronik. Daten zu Leben und Werk* (Zusammengestellt von). — Munich, Carl Hanser Verlag, 1963. — 156 p.
- ALEXANDER, Robert. — *Trotskyism in Latin America*. — Stanford, Hoover, I.P., 1973. — 304 p.
- ALLES Wolfgang. — *Zur Politik und Geschichte der deutschen Trotzkisten ab 1930*. — Thèse, Université de Mannheim, 1978. — 296 p.
- ANGUIANO Arturo, PACHECO, Guadalupe, VIZCAINO Rogelio. — *Cardenas y la Izquierda Mexicana*. — Juan Pablos, Mexico, 1976. — 390 p.
- ANTONOV-OVSEYENKO, Anton. — *The Time of Stalin. Portrait of a Tyranny*. — New York, Harper & Row, 1981. — 376 p.
- BROCKWAY, Archibald Fenner. — *Inside the Left. Thirty Years of platforms, press, prison and Parliament*. — London, Allen & Unwin, 1942. — 352 p.
- BROUÉ, Pierre. — *Le Parti Bolchevique, Histoire du P.C. de l'U.R.S.S.* — Paris, Minuit, 1963. — 608 p.
— *Les Procès de Moscou*. — Paris, Julliard « archivea », 1962. — 302 p.
— *La Révolution espagnole 1931-1939*. — Paris, Flammarion « Questions d'histoire », 1973. — 190 p.
— « Quelques proches collaborateurs de Trotsky », *Cahiers Léon Trotsky* n° 1, 1970. — 24 p.
— « Trotsky et le Bloc des oppositions en 1932 », *Cahiers Léon Trotsky* n° 5, 1980. — 32 p.
— « Les Trotskystes en Union soviétique (1929-1938) », *Cahiers Léon Trotsky* n° 0, 1980. — 60 p.
— *L'Assassinat de Trotsky*. — Bruxelles, Complexe (Mémoire du siècle), 1980. — 192 p.
— « La mission de Wolf en Espagne », *Cahiers Léon Trotsky* n° 10, 1982. — 8 p.
— « Le Mouvement trotskyste en Amérique latine », *Cahiers Léon Trotsky* n° 11, 1982. — 17 p.

- « Chen Duxiu et la IV^e Internationale 1938-1942 », *Cahiers Léon Trotsky* n° 15. — 12 p.
- « Quand Carrillo était gauchiste : les Jeunesses socialistes d'Espagne de 1934 à 1936 », *Cahiers Léon Trotsky* n° 16. — 36 p.
- « Raha (Khristian G. Rakovsky) », *Cahiers Léon Trotsky*, n°s 17 et 18, — 39 p.
- « Ljova : le fiston », *Cahiers Léon Trotsky* n° 13, — 30 p.
- « Charles Beard et les Procès de Moscou », *Cahiers Léon Trotsky* n° 19. — 19 p.
- « Les " léninistes " du P.S.O.E. », *Cahiers Léon Trotsky* n° 20. — 26 p.
- « Gauche allemande et Opposition russe (1926-1928) », *Cahiers Léon Trotsky* n° 21. — 21 p.
- BROUÉ, Pierre et TÉMINE, Émile. — *La Révolution et la Guerre d'Espagne*, Paris, Minuit, 1961. — 542 p.
- CANNON, James Patrick. — *History of American Trotskyism. Reports of a participant*. — New York, Pioneer Publishers, 1944. — 268 p.
- CAVIGNAC, Jean. — « Les Trotskystes espagnols dans la tourmente », *Cahiers Léon Trotsky* n° 10, — 7 p.
- CILIGA, Ante. — *Dix Ans au pays du mensonge déconcertant*. — Paris, Champ Libre, 1977, — 564 p.
- CORVISIERI, Silvio. — *Trotskij e il comunismo italiano*. — Roma, Samona e Savelli 1969. — 360 p.
- CRAIPEAU, Yvan. — *Le Mouvement trotskyste en France*. — Paris, Syros, 1972. — 288 p.
- DE BEULE, Nadya. — *Het belgisch Trotskisme. De Geschiedenis van een groep oppositionnelle Kommunisten 1925-1940*. Jan Dhondt-Sichting (Masereelfonds), 1980. — 276 p.
- DENIS, Serge. — *Le mouvement ouvrier américain et l'action politique 1929-1938*. — 3 vol. Thèse Université de Grenoble, 1981. — 1 267 p.
- DEUTSCHER, Isaac. — *Trotsky*, t. 3, *Le Prophète hors la loi (L'Exil)*. — Paris, Julliard (Temps modernes) 1965. — 704 p.
- DOWSE, Robert. — *Left in the Centre. The Independent Labour Party 1893-1940*. — London, Longmans, 1966. — 232 p.
- DRECHSLER, Hanno. — *Die Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands (S.A.P.D.). Ein Beitrag zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung am Ende der Weimarer Republik*. — Meisenheim/Glan, A. Hain, 1965. — 406 p.
- DREYFUS, Michel. — *Bureau de Londres ou IV^e Internationale ? Socialistes de gauche et trotskystes en Europe (1933-1940)*, Thèse 3^e cycle, Université de Nanterre, Paris-X, 1978. — 418 p.
- DUNAIEVSKAIA, Raia. — « Trotsky, l'Homme », *Cahiers Léon Trotsky* n° 2. — 14 p.
- FATHEREE, Ben H. — *Trotskyism in Spain (1931-1937)*. Thèse Ph. D. Ann Arbor, 1978. — 258 p.

- FEIGON, Lee. — *Chen Duxiu Founder of the Chinese Communist Party*. — Princeton, 1983. — 280 p.
- FRANK, Pierre. — *Histoire de l'Internationale communiste*. — 2 vol. Paris, La Brèche, 1981. — 942 p.
- GALL, Olivia. — « La revue *Clave*, outil politique de Trotsky », *Cahiers Léon Trotsky* n° 11, 6 p.
- GUÉRIN, Daniel. — *Front populaire, révolution manquée. Témoignage militant*. — Paris, Maspero, 1970. — 316 p.
- HEIJENOORT, Jean van. — *De Prinkipo à Coyoacán. Sept ans auprès de Léon Trotsky*. — Paris, Maurice Nadeau, Lettres nouvelles, 1978. — 240 p.
- JOUBERT, Jean-Paul. — *Révolutionnaires de la S.F.I.O. Marceau Pivert et le pivertisme*. — Paris, Presses de la F.N.S.P., 1977. — 296 p.
— « Quand l'Humanité couvrait les traces des tueurs », *Cahiers Léon Trotsky* n° 3. — 23 p.
— « L'affaire Kirov commence en 1934 », *Cahiers Léon Trotsky* n° 21. — 18 p.
- KADAR, Marlene. — *Cultural Politics in the 1930s, Partisan Review, the Surrealists and Leon Trotsky*, Ph. D. University of Alberta 1983. — 284 p.
- KASTRITIS, Kostas. — *Istoria tou Mpolebismou trotskysmou stèn Ellada* — s.l., s.d., Ekdoseis « Ergatikès Protoporeias ». — 160 p.
- KELLER, Fritz. — *Gegen den Strom. Fraktionskämpfe in der K.P.O. Trotskisten und andere Gruppen 1919-1945*. — Wien, Europa Verlag, 1978. — 306 p.
- KRIVINE, Jean-Michel et KAHN MARCEL-FRANCIS. — « La mort de Léon Sedov » *Cahiers Léon Trotsky* n° 13. — 18 p.
- LAZITCH, Branko (avec la collaboration de Milorad Drachkovitch). — *Biographical Dictionary of the Comintern*. — Stanford, Hoover I.P., 1973. — 458 p.
- LEGEIN, Catherine. — *Le Parti Socialiste Révolutionnaire (le mouvement trotskyste en Belgique de 1936 à 1939)*, Université catholique de Louvain, 1982, — 400 p.
- LEQUENNE, Michel. — « Les demi-aveux de Zborowski » *Cahiers Léon Trotsky* n° 13. — 18 p.
- MACDONALD, Dwight. — *Memoirs of a Revolutionist*, N. Y. Meridian, 1958. — 376 p.
- MEDVEDEV, Roy. — *Let History Judge*. — London, Macmillan, 1972. — 566 p.
- MENDEL, Hersh. — *Mémoires d'un Révolutionnaire juif*, 1^{re} éd. 1959, traduit du Yiddish, Grenoble, P.U.G., 1982.
- MYERS, Constance Ashton. — *The Prophet's Army. Trotskyists in America*. — Westport (Conn), Greenwood Press, 1977. — 282 p.
- PERTHUS, Max (P.P. van't Hart). — *Henk Sneevliet. Revolutionair-Socialist in Europa en Azië*. — Nimègue, Sun, 1976. — 512 p.
- POOLE, Thomas R. — « Counter-Trial » : *Leon Trotsky on the Soviet*

- purge trial.* — Thèse Université du Massachusetts, 1974, 2 vol. Ann Arbor. — 714 p.
- PRAGER, Rodolphe (édité par) — *Les Congrès de la Quatrième Internationale*, vol. 1, *Naissance de la IV^e Internationale (1930-1940)*. — Paris, La Brèche, 1978. — 488 p.
- PREIS, Art. — *Twenty Years of the C.I.O. — Labor's Giant Step.* — New York, Pathfinder, 1972. — 538 p.
- RABAUT, Jean. — *Tout est possible ! Les gauchistes français (1929-1944)*. — Paris, Denoël-Gonthier, 1974. — 276 p.
- RETZLAW, Karl. — *Spartakus, Aufstieg und Niedergang. Erinnerungen eines Parteiarbeiters.* — Frankfurt/Main, Neue Kritik, 1971. — 500 p.
- REVOL, René. — « Procès de Moscou en Espagne », *Cahiers Léon Trotsky* n° 3, 1979. — 18 p.
- ROCHE, Gérard. — « Défense et contre-enquête en France », *Cahiers Léon Trotsky* n° 3, 1979. — 47 p.
— « *Partisan Review*, revue partisane », *Cahiers Léon Trotsky* n° 19. — 24 p.
- ROGER, Michel. — *Histoire de la Fraction de gauche italienne en émigration (1925-1940)*, Thèse 3^e cycle E.H.S.S., 1981. — 421 p.
- ROSENTHAL, Gérard. — *Avocat de Trotsky.* — Paris, Laffont, 1976. — 350 p.
- SERGE, Victor. — *Vie et Mort de Léon Trotsky*, VOL. 2. — Paris, Maspero, 1973. — 150 p.
- SERGE, Victor et TROTSKY, Léon. — *La Lutte contre le Stalinisme*, textes de 1936-1939 présentés par Michel Dreyfus. — Paris, Maspero, 1977. — 272 p.
- SERGE, Victor. — *Mémoires d'un révolutionnaire 1901-1941*. Paris, Seuil, 1978. — 444 p.
- SINCLAIR, Louis. — *Leon Trotsky : a Bibliography*. Stanford, Hoover I.P., 1972. — 1092 p.
- SINCLAIR, Louis. — *Leon Trotsky : a Bibliography*, abridged, amended and supplemented by L.S. — L. Sinclair, 1978. — 724 p.
- STINAS A. — *Anamnis, (Soixante ans sous le drapeau de la révolution socialiste)*. 2 vol., 1977 & 1978. — 256 & 268 p.
- STOBNICER, Maurice. — *Le Mouvement trotskyste allemand sous la république de Weimar.* — Université de Paris VIII. 1980. — 357 p.
— « Des Émigrés dans le grand vent (I.K.D. en exil) », *Cahiers Léon Trotsky* n° 21. — 16 p.
- THALMANN, Clara & Paul. — *Revolution für die Freiheit. Stationen eines politischen Kampfes. Moskau/Madrid/Paris.* — Hamburg, Association Verlag 2^e éd. 1977. — 398 p.
- TICHELMAN, Fritjof. — *Henk Sneevliet, 1888-1942, een politieke biografie.* — Amsterdam, van Gennep, 1974. — 136 p.
- TJADEN, Karl Hermann. — *Struktur und Funktion der « K.P.D.-Opposition », (K.P.O.). Eine Organisations soziologische Untersuchung zur « Rechts »-Opposition im Deutschen Kommunismus*

- zur Zeit der Weimarer Republik. — Meisenheim/Glan, A. Hain, 1964. — 692 p.
- TROTSKY, Léon. — *Le Mouvement communiste en France (1919-1939)*. Textes présentés et annotés par Pierre Broué. — Paris, Ed. de Minuit, 1967. — 724 p.
- *La Révolution espagnole 1930-1940* (textes présentés et annotés par Pierre Broué). — Paris, Ed. de Minuit, 1975. — 791 p.
- *Writings 1936-1937 et 1937-1938* (édité par Naomi Allen et George Breitman). — New York, Pathfinder, 1978. — 572 p.
- *Writings, Supplement (1934-40)* (édité par George Breitman). — New York, Pathfinder, 1979. — 982 p.
- *Leon Trotsky on China* (édité par Les Evans et Russell Block). — New York, Pathfinder, 1974. — 688 p.
- USTVEDT, Yngvar. — *Verdensrevolusjonen på Honefoss. En Beretning om Leo Trotskij's opphold i Norge*. — Oslo, Gyldendal, Norsk Fordag, 1974. — 248 p.
- VENKATARAMANI, M. S. — « Leon Trotsky's Adventure in American Radical Politics 1935-7 », *International Review of Social History* n° 1, 1964, Amsterdam. — 46 p.
- VEREKEN, Georges. — *La Guépéou dans le mouvement trotskyste*. — Paris, La Pensée universelle, 1975. — 380 p.
- VERGNON, Gilles. — « Des socialistes révolutionnaires en France », *Cahiers Léon Trotsky* n° 20. — 16 p.
- « Les Bases du tournant de Trotsky vers la nouvelle Internationale », *Cahiers Léon Trotsky* n° 21. — 16 p.
- VOGELSANGER, David. — *Der Trotskismus in der Schweiz (1930-1942)*, Université Zürich, 1979. — 190 p.
- WALD, Alan. — *James T. Farrell. The Revolutionary Socialist Years*. New York, New York U.P., 1978. — 190 p.
- « La Commission Dewey : quarante ans après », *Cahiers Léon Trotsky* n° 3, 1979. — 18 p.
- « Revolutionary Intellectuals ; *Partisan Review* in the 1930s », *Occident* (Berkeley) 1974. — 14 p.
- « Herbert Solow : Portrait of a New York intellectual » *Prospects* n° 3, 1977. — 23 p. Traduction française *Cahiers Léon Trotsky*, n° 19.
- « Trotsky et les intellectuels des États-Unis », *Cahiers Léon Trotsky* n° 19. — 12 p.
- WEBER, Hermann. — *Die Wandlung des deutschen Kommunismus*. — Frankfurt/Main, Europäische Verlagsanstalt, 1969. — 466 & 228 p.
- ZELLER, Fred. — *Trois points, c'est tout*. Paris, Laffont, 1976. — 316 p.

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

Cet index renvoie aux noms des personnes citées, mais pas aux noms des historiens non contemporains de Trotsky ou aux personnages de romans ou pièces de théâtre. Les numéros en *italique* renvoient à l'appareil critique, chronologie, introduction et notes, les autres au texte de Trotsky. Les numéros suivis d'un astérisque * renvoient aux pages où sont données des indications biographiques. Nous avons délibérément renoncé à renvoyer de façon systématique soit au nom soit au pseudonyme renvoyant seulement à celui des deux qui est le plus connu en général ou le plus employé dans le volume. Enfin, nous avons renvoyé à des personnes qui ne sont pas nommées, mais sont identifiables (p. ex., pour « mon fils », on a renvoyé à Sedov, pour « ma femme » à N. I. Sedova, etc.).

- ABERN, Martin, 96*, 111, 112.
AGELOFF Maslow, Sylvia, 24.
ALEKSANDROVA, Véra, 134*, 135.
ALEXANDRE I^{er} de Yougoslavie, 90.
ALFARO SIQUEIROS, David, 27.
ALLAIS, Alphonse, 198*.
ANDREWS, voir MOUSTAKIS.
ANON, voir ORLOV.
ARAYAN, 289.
ARROYO Ch., Augustín, 111*.
AUBREY, Reba, 119*, 211, 297, 320.
ÁVILA CAMACHO, Manuel, 94, 129.
AZAÑA Y DÍAZ, Manuel, 72*, 201, 203, 251, 269, 299.

BADAIEV, Aleksei E., 32*, 41.
BANERJI, Kamalesh, 289.
BARDIN, Alexis, 104.
BARRY, Martha, 111*, 210, 313.
BASSOLS, Narciso, 45.
BEAU, Laurent, 125*.
BELOBORODOV, Aleksandr E., 26.
BENAVIDES, Oscar Raimundo, 76*
BENEŠ, Eduard, 252*.

BERIA, Lavrentii P., 45*, 192, 196, 228.
BERZINE, Reingold I., 41*.
BEVAN, Aneurin, 208*.
BLUM, Léon, 124*, 127, 168, 186, 188, 235, 236, 239.
BLUMKINE, Iakov G., 84*.
BOITEL (Joannès BARDIN dit), 116.
BOJORQUEZ, Juan de Dios, 111*.
BORTENSTEIN, Mieczyslaw, voir CASANOVA.
BOSE, Subhas Chandra, 194*.
BRANDLER, Heinrich, 233.
BRANDT, Willi, 48.
BRETON, André, 19, 34*, 50, 53, 290, 292, 293, 306, 307.
BROCKWAY, Archibald Fenner, 244, 245*.
BURNHAM, James, 50*, 63, 142, 211, 212, 230.

CABALLERO, voir LARGO CABALLERO, Francisco.
CAGLIOSTRO, Giuseppe Balsamo dit Alessandro di, 160*.

- CALDWELL, Sylvie CALLEN ép. FRANKLIN dite, 24, 26.
 CALLES, général Plutarco Elias, 111.
 CANNON, James Patrick, 21, 22, 24-26, 28, 29, 30*, 38, 43, 44, 49, 56, 57, 96, 99, 116, 247, 288-290, 295, 303, 311, 317.
 CÁRDENAS, Lázaro, 20, 27, 33, 94, 111, 295.
 CARLO (Jesse COHEN dit), 289*.
 CAROL II de Roumanie, 217.
 CARRILLO, Santiago, 299.
 CARRILLO, Wenceslao, 299.
 CARTER Joe (Joseph FRIEDMAN dit), 50*.
 CASADO López, Sigismundo, 299.
 CASANOVA (BORTENSTEIN dit), 322*.
 CASANOVA de SEINGALT, Giovanni Giacopo, 160*.
 CEDILLO, Saturnino, 25.
 CHAMBERLAIN, Neville, 27, 28, 180*, 186-189, 234, 271, 273.
 CHAUTEMPS, Camille, 124*.
 CHEN DUXIU, 20, 21, 143*, 249, 267, 268.
 CHEN QIZHANG, 249.
 CHOUMIATSKY, Boris I., 135.
 CLIFF, Tony, 215.
 COHEN, Jesse, voir CARLO.
 COLLINS, Alan C., 145*.
 CONNOLLY, Joseph V., 63.
 COPERNIC, Nicolas, 179*.
 CORNELL, Charles O., 279*, 284.
 CORTEZ, Fernando, 170*.
 COUGHLIN, Charles E., 112*.
 CRAIN, Reva, 99*.
 CRAIPEAU, Yvan, 50*, 104.
 CRIPPS, sir Stafford, 208*.
 CRUX pseudonyme de TROTSKY, 38.
 CUMMINGS, Homer S., 154, 162*, 172.
 CURTISS, Charles, 34*, 35, 38, 41, 52, 60, 62, 121, 129, 290, 291, 303, 304, 306, 307, 317.
 CURTISS, Lillian, 41*, 63, 142, 315, 316.
 DALADIER, Edouard, 124*, 186, 189.
 DAN, Fedor I. GOURVITCH dit, 135.
 DANAN, Alexis, 28.
 DELEON, Daniel, 179*.
 DEWEY, John, 21, 31, 36, 99.
 D●BBS, Farrell, 247*, 317.
 DOUGLAS, Lewis Williams, 171*, 172.
 DUNAIEVSKAIA, Raia, voir SPIEGEL.
 DUNNE, Vincent R., 290*, 295, 303.
 EASTMAN, Max, 21, 63*, 64, 144.
 EGOROV, Aleksandr I., 27.
 EIFFEL, Paul KIRCHHOFF dit, 293*, 294, 304.
 EJOV, Nikolai I., 45, 86, 196*, 197, 227.
 EMMETT, William Henry, 214*.
 ENGELS, Friedrich, 110, 126, 156, 202.
 EPE, Heinz, voir HELD.
 ESPINOZA, Enrique (Sam GLOUTZBERG dit), 66*.
 ESTRINE (Lilia Ia. GINZBERG dite), 57, 107*, 134, 137, 223.
 FELDBINE, voir ORLOV.
 FERRAT, André, 321.
 FERREL, José, 36*, 307.
 FISCHER, Oskar, voir SCHÜSSLER.
 FORD, Edsel Bryant, 170*.
 FORD, Henry, 170*, 173.
 FRANCO y Bahamonde, Francisco, 27, 71*, 72, 82, 186, 187, 197, 200, 201, 203, 270, 273, 299.
 FRANKEL, Jan, 22, 42*, 60, 132, 211, 267, 301, 302, 307, 317.
 FRIEDMAN, Joseph, voir CARTER.
 GALICIA, Luciano, 33, 293, 294, 303, 304, 306.
 GANDHI, Mohandas Karamchand, 46*.
 GARCÍA OLIVER, Juan, 269*.
 GARCÍA SALGADO, Andrés, 27.
 GERSTEL, Alice, voir RÜHLE, Alice.
 GINZBURG, Samuel, voir KRIVITSKY..
 GLASS, C. Frank, 21, 143*, 249, 267.
 GLENNER, John, voir FRANKEL, Jan.
 GLOTZER, Albert, 99*, 117.
 GLUCKSTEIN, Ygael, voir CLIFF.
 GOLDMAN, Albert, 31*, 45, 264, 301, 317.
 GÖRING, Hermann, 160*.
 GORKY, Maksim PECHKOV dit, 84*-86, 192.
 GOULD, Nathan, 280*.
 GOYBURU, José B., 82.
 GRAY, 284.
 GREEN, William, 81*, 179.
 GREIN, 20.

- GRIOT, voir ROSMER, Alfred.
 GRYNZSPAN, Herschl, 22, 88*, 90, 91.
 GUÉRIN, Daniel, 21, 213*, 233, 241, 242, 244, 287.
 GUERRERO MEJIA, Felix, 27.
 GUGGENHEIM, Simon G., 170*.
 GUGGENHEIM, Simon M., 170*.
 GUGGENHEIM, William G., 170*.
 GUILLAUME II, 305.
 GUNAWARDENA, D.P.R., 289.
 GUTTMANN, Josef, 131.
 GUY, 279.
 GUYER, Beatrice, 210, 313.
- HACHA, Emil, 27.
 HANSEN, Joseph, 23, 24, 26, 43*, 119, 210, 211, 265, 276, 297, 319.
 HAREL, Pierre, 105, 300.
 HAYA de la TORRE, Victor Raúl, 74*-76.
 HEARST, Randolph, 43*, 44.
 HEGEL, Friedrich, 70*.
 HEIJENOORT, Jean van, 19, 20, 29, 30, 34, 50*, 52, 53, 66, 98, 122, 133, 264, 292-294, 302, 305-307, 313.
 HELD, Walter (Heinz EPE dit), 47*, 48, 49.
 HERRIOT, Edouard, 188.
 HIDALGO B., Antonio, 256, 295*, 305.
 HIRO-HITO, 101, 274.
 HITLER, Adolf, 24, 27, 28, 43, 44, 69, 90, 92, 102, 160, 180, 181, 185, 188, 189, 205, 207, 208, 209, 216, 217, 219-222, 252-255, 270-274, 279, 305, 329.
 HOHENZOLLERN, 199, 206, 222.
 HOOVER, Herbert Clark, 171*, 179.
- IAGODA, Henrikh, 86*, 192, 196, 228.
 IAKOVLEV, voir ESTRINE.
 ICKES, Harold L., 169*, 170, 172, 224.
 ILSTEIN, voir CURTISS, Lillian.
- JACKSON, Andrew, 169*.
 JACKSON, Robert H., 157*, 171, 172.
 JACOBS, Louis, voir WEBER, Jack.
 JAMES, Cyril Lionel Robert, 311*, 317.
 JAURÈS, Jean, 166*.
 JDANOV, Andréi A., 26.
 JEFFERSON, Thomas, 169*, 178, 179.
 JOHRE (Josef WEBER dit), 215.
- JOUHAUX, Léon, 92*, 93.
 JULIK, Wenzel KOZLECKI dit, 20, 47*, 49, 132.
 JUSTO, voir SERRANO ANDONEGUF, David.
- KAGAN, Georges, 321.
 KAHLO de Rivera, Frida, 20, 33, 50, 52*-54, 121, 122, 291.
 KAMENEV, Lev B. ROSENFELD dit, 191.
 KARSNER, Rose, 29, 44, 49*, 64, 139.
 KATZNELSON, 84.
 KERENSKY, Aleksandr F., 199*.
 KIRCHHOFF, Paul, voir EIFFEL.
 KIROV, Sergéi M. KOSTRIKOV dit, 86.
 KLEMENT, Rudolf, 57*, 137, 294-296.
 KLUCKHOHN, Frank L., 111*.
 KNICKERBOCKER, Hubert R., 43*, 63, 64.
 KOPP, Georges, 120*, 131.
 KOPP, Jifí, 49, 131*, 133.
 KOSSAREV, Aleksandr A., 27.
 KOSSIOR, Stanislav V., 27.
 KOUTIÉPOV, Aleksandr P., 85.
 KOZLECKI, Wenzel, voir JULIK.
 KROUPSKAIA, Nadejda N., 191*, 192, 193, 286.
 KRIVITSKY, Walter, S. GINZBURG dit, 65*.
 KRYLENKO, Elena, ép. EASTMAN, 21, 64.
 KUN, Béla, 48.
- LABORDE, Hernán, 26.
 LAFOLLETTE, Suzanne, 21.
 LAL, Chaman, 46*, 95, 101.
 LANDER, Bill, 52*.
 LANKIN, Sol, 111, 143*, 278-282, 284, 313.
 LARGO CABALLERO, Francisco, 251, 269*, 270.
 LARIONOV, Viktor A., 86*.
 LASKI, Harold, 208.
 LÉNINE, Vladimir Illitch OULIANOV dit, 48, 76, 126, 128, 191-193, 206, 218, 221, 225, 240, 254, 263, 264, 286, 305, 314, 322, 327, 329, 335.
 LEÓN OSORIO, Adolfo, 26, 27.
 LEÓN de VIVERO, Fernando, 82.
 LESOIL, Léon, 99.
 LEVI, Paul, 48*.
 LEWIS, John L., 79*, 81, 177, 179.

- LIEBKNECHT, Karl, 48, 126*.
 LINCOLN, Abraham, 169*.
 LITVINOV, Maksim M. WALLACH dit, 84*-86, 90.
 LOMBARDO TOLEDANO, Vicente, 75*, 76, 80, 92, 93, 198.
 LÓPEZ, José, voir FRANKEL.
 LOUTCHKOV, Henrikh S., 19.
 LOVSTONE, Jay, 307.
 LUNDBERG, Ferdinand, 146*, 157.
 LUXEMBURG, Rosa, 48, 126*.
 LYONS, Eugene, 21, 64*.
- MACDONALD, Dwight, 213*, 287.
 MAISKY, Ivan M. LIAKHOVETSKY dit, 186*.
 MALAMUTH, Charles, 144*, 211, 212.
 MALINVAUD, Antoine, 20.
 MANGAN, Sherry, 210*, 275.
 MANOUILSKY, Dimitri Z., 281*.
 MARTIN, 32.
 MARTIN des PALLIÈRES, Jeanne, 20, 56*, 57, 97, 98, 102, 103, 105, 106, 137, 138, 300.
 MARTOV, Iouli O. CEDERBAUM dit, 128*, 235, 238, 239.
 MARX, Karl, 70, 90, 100, 108-110, 126, 145, 147-154, 156, 158, 159, 161, 162, 164-166, 170, 171, 173, 175-182, 202, 214, 224, 225, 266, 305.
 MAXION, James, 128*, 234, 240, 244, 245.
 MASANI, Mino R., 194*, 289.
 MASARYK, TOMÁŠ G., 252.
 MEHERALLY, Yusuf, 289*.
 MELLON, Andrew William, 170.
 MELLON, Richard King, 170*.
 MENDEL, Alfred O., 100*, 108, 110, 144, 146, 266.
 MENDELEIEV, Dimitri I., 142, 231*.
 MERA, Cipriano, 299.
 MERCADER del Río, Ramón, 24.
 MIAJA Menant, José, 299*.
 MIKADO, voir HIRO-HITO.
 MILIOUKOV, Pavel N., 314*.
 MILLIKAN, Robert A., 172*, 173.
 MILLER, Evgenii, 23, 85*, 86.
 MILTON, Harry, 120*.
 MIRBACH, Wilhelm von, 84.
 MOLINIER, Henri, 57*.
 MOLINIER, Jeanne, voir MARTIN des PALLIÈRES.
- MOLINIER, Raymond, 56, 57*, 127, 137, 302, 306.
 MOLOTOV, Viatcheslav M. SKRIABINE dit, 314*.
 MORDVINOVA, voir ALEKSANDROVA.
 MORGAN, John Pierpont, 170*.
 MORGAN, Julius Spencer, 170*.
 MOSER, Rudolf, 215.
 MOUKLÉVITCH, Romuald A., 26.
 MOUSTAKIS, Christy, 211*, 309.
 MÚGICA, Francisco J., 20, 94, 111, 129, 256, 295*, 305, 306.
 MUSSOLINI, Benito, 90, 160*, 185, 189, 216, 219, 222, 252, 271, 272, 305.
 MUSTE, Abraham J., 50.
- NARAYAN, Jaya Prakash, 289*.
 NAVILLE, Denise KAHN ép., 135*, 223.
 NAVILLE, Pierre, 56*, 57, 99, 104, 322.
 NEGRÍN LÓPEZ, Juan, 251*, 269.
 NEHRU, Jawaharlal, 46*, 194.
 NEURATH, Alois, 20, 47*, 49, 131, 132, 133.
 NEVSKY, Alexandre, 135, 254*.
 NEWTON, Isaac, 163*.
 NIKOLAIEVSKY, Boris N., 29*, 30, 56, 107.
 NIN Pérez, Andrés, 231, 235*, 237, 239, 331, 335.
 NOVACK, George E., 49*, 303.
- O'BRIEN, Thomas Vaughn, 24, 277*, 280, 282, 285.
 OEHLER, Hugo (Edward OLER dit), 294*.
 O'GORMAN, Juan, 34, 35*, 267, 295, 304, 305.
 ORDJONIKIDZÉ, Grigori K., 314*.
 ORLOV, Alexander (FELDBINE dit), 19, 23, 25, 29*, 32, 41, 65, 84, 86.
 ORWELL, George, 120.
 OUSTRIC, Albert, 124*.
- PALLEY, Bernard, 214*.
 PATEL, Vallabhai Javerbhai, 46*.
 PATTEN, Nathan van, 264.
 PAULSEN, voir ESTRINE.
 PEDROSA, Mário, 60.
 PERERA, N. M., 289.
 PERERA, Selina, 22.
 PÉTAIN, Philippe, 27.

- PHELAN, Terence, voir MANGAN, Sherry.
 PIGUET, voir PINGET, Louis.
 PILSUDSKI, Jozef, 217.
 PINGET, Louis, 85*, 86.
 PIVERT, Marceau, 21, 123*, 124, 125, 126, 128, 233, 235, 236, 238-245.
 PLASTRIK, Stanley, voir STANLEY, Sherman.
 PLEVITSKAIA, Nadina VINNIKOVA dite, 23, 84, 85*, 86, 87.
 POSTHUMUS, Nikolaus V., 29.
 POSTYCHEV, Pavel P., 27.
 PRITT, Denis Nowell, 208.
 PUJOL, Antonio, 27.
 PURDY, Murray Gow, 289.

 RAMÍREZ, Julio, 38*.
 RANC, Robert, 223*.
 RATH, von, 89.
 REISS, Ignace (Ignacy PORETSKI dit) 57.
 REYNOLDS, Lillian, 26.
 REYNOLDS, Robert Rice, 27, 67.
 RICARDO, David, 150*.
 RIMBERT, Pierre, 321.
 RIVERA, Diego, 19, 20, 23, 25, 33*-39, 50-54, 59-62, 74-77, 81, 121, 122, 129, 130, 199, 267, 290-296, 302-308, 317, 318.
 ROCHES, André, 85*, 86.
 ROCK, L., voir CLIFF, Tony.
 ROCKEFELLER, John D., 153*, 170.
 ROCKEFELLER, John D. Jr, 170*.
 ROCKEFELLER, John Davison, 170*.
 ROCKEFELLER, Nelson Aldrich, 170*.
 RODOLF, Frank M., 111*.
 ROOSEVELT, Franklin D., 79*, 146, 155, 160, 169-174, 177, 179, 181, 189, 277, 283.
 ROOSEVELT, Theodor, 169.
 ROSENBERG, Irving, 315*.
 ROSENDAHL-JANSEN, Synnøve, 48*.
 ROSENTHAL, Gérard, 20, 26, 30*, 56, 57, 97, 103, 104, 106, 138, 300.
 ROSMER, Alfred GRIOT dit, 30*, 97, 104, 106, 123, 137.
 ROSMER, Marguerite THÉVENET ép. GRIOT, dite, 20, 28, 104, 106.
 ROUS, Jean, 21, 25, 57, 99, 104, 115.
 RÜHLE, Alice, GERSTEL, ép., 109*.
 RÜHLE, Otto, 22, 100*, 108-110, 145, 147.
 RUSKIN, Harry R., 117*.

 SÁLUS, Wolfgang V., 131*.
 SCHELLENBERG, Walthor, 86.
 SCHOLZE, voir NEURATH, Alois.
 SCHRÖTER, Gertrude, 26.
 SCHÜSSLER, OTTO, 20, 26, 47*, 49, 132.
 SCHWARZ-MONOSSON, V. M. MORDVINOVA, voir ALEKSANDROV, Véra.
 SCHWARZ-MONOSSON, Solomon, 134.
 SEDOV, Léon, 19, 20, 29, 56-58, 65, 97, 102, 105, 106, 107, 137, 140, 145, 223, 300.
 SEDOVA, Natalia I., 34, 48*, 52, 54-56, 97, 121, 292, 301, 306, 319.
 SEN, Indra, 289.
 SERGE (Victor L. KIBALTCHITCH dit Victor), 68*, 69, 104, 335.
 SERRANO ANDONEGUÍ, David, 27.
 SHAKESPEARE, William, 177.
 SHACHTMAN, Max, 30*, 63, 95, 96, 142, 211, 212, 230, 289, 290, 295, 298, 303, 306.
 SHUKLA, Chandra Vadan, 289.
 SIÉVA, voir VOLKOV, Vsiévolod P.
 SIQUEIROS, voir ALFARO SIQUEIROS, David.
 SKOBLINE, Nikolai V., 23, 84, 85, 86*, 87.
 SMITH, Adam, 150*, 158.
 SNEEVLIET, Henk, 243*, 294.
 SOLOW, Herbert, 21.
 ŠOLZE, voir NEURATH.
 SOMBART, Werner, 158*, 159, 162, 164-166.
 SOUKHOVO-SKOBYLINE, Aleksandr V., 229*.
 SPALDING, Merrill T., 31*.
 SPIEGEL, Rae, 140*, 142, 231, 232, 313.
 STALINE, Jossif, 19, 21, 24, 27, 32, 71-73, 84, 86-88, 91, 135, 143, 175, 186, 188, 189, 192, 195-197, 200, 205, 207-209, 216, 227-229, 235, 246, 251-255, 261, 269, 274, 281, 283, 286, 297, 322, 334.
 STANLEY, Sherman, (Stanley PLASTRIK dit), 46*, 63, 95, 101, 194, 288, 289.
 STAVISKY, Alexandre, 124*.
 STEIN, voir ORLOV.

LÉON TROTSKY

- STEIN, Mordechai, 215*.
 SUN YAT-SEN, 207*.
 SYROVÝ, Jan, 217, 252*.
- TARRADELLAS, Josep, 331.
 TCHIANG KAÏ-CHEK, 200*, 207.
 TCHOUBAR, Vlas V., 27.
 THÉVENET, Marguerite, voir ROSMER Marguerite.
 THOMAS, Norman, 280*, 285.
 TOCQUEVILLE, Alexis de, 157*.
 TOLEDANO, voir LOMBARDO TOLEDANO.
 TURKUL, Anton V., 23, 84*-87.
- VAN, voir HEIJENOORT, Jean van.
 VANDERBILT, Cornelius, 170*.
 VANDERBILT, Cornelius Jr, 170*.
 VANDERBILT, Cornelius III, 170*.
 VANDERBILT, Harold Stirling, 170.
 VANDERBILT, William Kissam, 170*.
 VANZLER, Joseph, 32*, 41, 65, 114, 213, 286, 314, 319.
 VEGAS LEÓN, Guillermo, 74*-77, 79-83, 199-202.
 VEREKEN, Georges, 56*, 57, 113, 137, 243, 294.
 VINCENT, Sybil, 269.
 VISCONTI, Frank, 284.
 VOLKOV, Platon I., 57, 103*.
- VOLKOV, Vsiévolod P., 20, 26, 28, 56, 57*, 97, 98, 102-106, 300.
 VOLKOVA, Zinaïda L. BRONSTEIN ép. 57, 102*.
 VYCHINSKY, Andréï A., 227, 228* 229.
- WALCHER, Jakob, 233*, 243, 244.
 WALD, Jack, 215.
 WALKER, Charles R., 145*.
 WALLACE, Henry A., 146*, 177-179
 WALTER, voir KRIVITSKY.
 WEBER, Jack, 315*.
 WEBER, Sara, 315.
 WEISSMAN, George Lavan, 29.
 WESTON, Edward, 315.
 WESTON, Harold, 315*.
 WEYDEMAYER, Joseph, 110*.
 WILKINSON, Ellen, 208.
 WILSON, Woodrow, 169-170*.
 WOLFE, Bertram D., 33, 307*.
 WRANGEL, Piotr N., 84, 86.
 WRIGHT, John G., voir VANZLER.
- ZAMORA Padilla, Adolfo, 35, 36*, 36.
 ZAMORA Padilla, Francisco, 36.
 ZAPATA, Emiliano, 261*.
 ZBOROWSKI, Mordka dit Mark, 19, 25, 29*, 107, 134, 137, 223.
 ZINOVIEV, Grigori E. RADOMYLSKY dit 191.

INDEX DES JOURNAUX ET PÉRIODIQUES

Atlantic Monthly, 171.

Babel, 66.

Bataille Socialiste, 123.

Biulleten Oppositsii, 87, 107, 140, 141,
220, 231.

Cahiers Léon Trotsky, 40, 140, 143,
249.

Clave, 21, 23, 34, 36, 37, 38, 40, 59,
61, 94, 194.

Common Sense, 64.

Daily Herald, 269.

Daily Worker, 277.

Fortune, 210.

France-soir, 28.

Futuro, 76.

Haor, 215, 231.

Harper's Magazine, 64.

Humanité (l'), 90.

Iowa Homestead and Wallace's Farmer, 177.

Iskra, 128.

Jeune Garde (la), 314.

Liberty, 145.

Life, 210.

Lutte (la), 22.

Lutte Ouvrière (la), 116.

Modern Monthly, 64.

Naché Slovo, 128.

New International, 63, 64, 142, 230,
231, 232, 287, 308.

New Republic, 114.

New York Times, 111, 146, 155, 164,
196, 234.

Novedades (las), 54.

Partisan Review, 27, 213, 292.

Popular (el), 198.

Populaire (le), 123.

Pravda, 41, 227, 228.

Que Faire ?, 321, 323, 333, 335.

Révolution Proletarienne (la), 223.

Rote Fahne (die), 84, 87.

Socialist Appeal, 22, 32, 42, 64, 65,
111, 112, 142, 211, 277, 289, 297,
298, 299, 302, 308.

Sotsialisticheskii Vestnik, 135.

Time, 210.

Trinchera Aprista, 74, 199.

Universal (el), 25, 45.

Vorwärts, 240.

Wallace's Farmer, 177.

Workers Voice, 315.

INDEX DES MATIÈRES

- Agriculture, 167.
Allemagne,
— mouvement ouvrier, 270, 271.
Amérique latine, 74-83.
Anarchistes,
— en Espagne, 73, 203, 237, 322.
Angleterre, 182.
— travaillistes, 207, 208.
Archives,
— vente, 31, 264, 301, 317.
Art, 74, 75.
Bolchevisme, 68-70, 198, 235, 327.
— vieux-bolcheviks, 134.
Bonapartisme,
— en U.R.S.S., 228, 229, 251.
Bourgeoisie, 73.
— américaine, 79.
— impérialiste, 68.
— juive, 112, 139.
— radicale (France), 124, 125.
Bureaucratie,
— soviétique, 81, 82.
Capitalisme, 148-185, 225, 253, 269, 272.
— allemand, 180, 181.
— américain, 96, 148, 155-157, 159-162, 164, 165, 168-174, 178, 179, 181, 224.
— anglais, 180, 181.
Centrisme, 235-245, 332.
Chine, 143, 200, 274.
Colonies, 182-185, 187, 188, 271.
Défaitisme, 215, 217, 218, 220, 221.
Démocratie, 73, 75, 185, 187, 258, 271, 272, 276, 278.
— bourgeoise, 68, 69, 72, 169, 183, 272.
— dans le parti, 127.
— impérialiste, 161, 183, 187, 194.
Economie politique,
— critique marxiste, 148-166.
Etats-Unis,
— colonies, 183.
— crise de 1929, 157, 159, 165, 174.
— marxisme, 177-180.
— New Deal, 167-171, 181, 266.
— population, 163.
Fascisme, 68, 69, 72, 91, 155, 160, 167, 169, 180, 185, 203, 216, 219, 252, 270-272.
— « antifascisme », 201.
— lutte contre, 200, 202, 216, 221.
Franc-maçonnerie, 124-126, 240-242, 244, 245.
Front populaire, 189, 194, 198, 208.
— en Espagne, 72, 73, 187, 189, 201, 203, 272, 273, 324, 330, 334, 335.
— en France, 123, 124, 181, 187.
G.P.U., 192, 268.
— crimes, 196, 197.
— Espagne, 82, 196, 197, 334.
— préparation d'attentat, 84-87.
— réfugiés d'Espagne, 45.
— surveillance de Trotsky, 29, 30.
— vol des archives à l'Institut Nikolaïevsky, 29, 30.
Guerre,
— civile, 332, 333.
— deuxième, 69, 135, 185, 189, 190, 215-222, 252, 269-274.
— d'Espagne, 71-73, 82, 83, 186-189, 196, 197, 199, 272, 273.

- impérialiste, 215.
- première, 215, 216.
- Impérialisme, 169, 182, 185, 215, 270.
 - américain, 80.
 - britannique, 78, 194, 195, 208, 218.
 - « démocratique », 81, 189, 273.
 - et démocratie, 184.
- Inde, 46, 78, 101, 182, 194, 218, 288.
 - intelligentsia, 194.
- Intellectuels, 68-70, 213, 230, 231, 308.
 - révolutionnaires, 309, 310, 313.
- Japon, 101, 143, 200, 274.
- Jeunesse,
 - organisation, 48.
- Marxisme, 40, 68-70, 147-185, 224-226, 321-335.
 - dialectique, 63, 230, 231, 246.
- Menchevisme, 135, 199, 235.
- Mexique,
 - droit d'asile, 67, 274, 291, 304.
 - élections, 94, 129.
 - impérialisme américain, I II, 183.
 - industrialisation, 262.
 - nationalisations, 77-80, 92, 93, 258, 262, 305.
 - planification, 256, 257.
 - réforme agraire, 258-263.
 - syndicats, 53, 263, 304.
- Pacifisme, 69, 220, 221, 240.
- Palestine, 117.
- Patriotisme, 218, 240.
- Paysannerie, 328, 329, 333.
- Petite bourgeoisie, 183, 246, 272.
 - classes moyennes, 162-165.
- Presse révolutionnaire,
 - questions d'organisation, 289, 298, 315.
- Procès de Moscou, 87, 192.
- Question juive, 117.
- Réformisme, 69, 166, 198, 224.
- Relations internationales, 78, 79, 185.
 - U.R.S.S./Allemagne, 205-209, 216, 253-255.
- Révolution, 80, 125, 199, 325.
 - démocratique, 184, 202, 259, 260.
 - espagnole, 71-73, 82, 83, 200, 201, 203, 236-239, 269, 270, 272, 273, 322-324, 334.
 - française, 117, 225.
 - russe de février 1917, 199, 326, 327.
 - russe d'octobre 1917, 117, 136, 200, 201, 327-329, 335.
 - socialiste, 175-177, 185, 202, 203, 222, 238, 270, 272, 334.
- Sectarisme, 242, 243.
- Social-démocratie, 70, 78, 124-126, 166, 187, 239.
 - allemande, 217, 240.
- Socialisme, 175-177, 185.
- Social-patriotisme, 215-217, 219, 222, 240.
- Stalinisme, 68-73, 82, 90, 91, 143, 175, 176, 188, 189, 192, 207, 209, 227-229, 251-255.
 - en Allemagne, 208, 209.
 - en Angleterre, 207, 208.
 - en Chine, 200, 207.
 - en Espagne, 196, 197, 251, 330, 334.
 - en Inde, 194, 195.
 - en Pologne, 207.
- Syndicats,
 - au Mexique, 53.
 - aux U.S.A., 79, 281, 282.
- Tchécoslovaquie,
 - invasion nazie, 220, 221, 252.
- Terrorisme, 89-91.
- « Trotskysme », 240, 241.
- U.R.S.S., 81, 82, 134, 175, 176, 262, 263.
 - deuxième guerre mondiale, 216.
 - diplomatie, 206.
 - nature de, 135, 136, 253.
 - paysannerie, 260.
- Visas,
 - pour le Mexique, 47, 49, 131-133.

INDEX DES ORGANISATIONS, PARTIS, INSTITUTIONS, INSTANCES, CONGRES, RÉUNIONS, etc.

- Alianza Popular Revolucionaria Americana, A.P.R.A., 74, 76, 77, 79.
- American Federation of Labor, A.F.L., 81, 247.
- Bureau de Londres. cf. Bureau International d'Unité Socialiste Révolutionnaire.
- Bureau International d'Unité Socialiste Révolutionnaire, B.I.U.S.R., Bureau de Londres, 77, 78, 79, 100, 276.
- Cadets, cf. K.D.
- Commission Dewey, cf. Commission Internationale d'enquête sur les procès de Moscou.
- Commission Internationale d'enquête sur les procès de Moscou, Commission Dewey, 31, 36, 156, 261.
- Communist League of America C.L.A., cf. Opposition de gauche, sections de l'Opposition de gauche internationale, américaine.
- Communist League of Australia, puis Revolutionary Workers League, 25.
- Confederación de Trabajadores de América Latina, C.T.A.L., 92.
- Confederación de Trabajadores de México, C.T.M., 27, 75, 94, 256.
- Confederación General de Trabajadores, C.G.T., (Mexique), 36, 53, 304, 306.
- Confederación Nacional del Trabajo C.N.T. (Espagne), 94, 203, 237, 324, 331.
- Confederación Regional Obrera Mexicana, C.R.O.M., 75.
- Confédération Générale du Travail, C.G.T. (France), 92, 94.
- Congress for Industrial Organisation C.I.O., 79, 247.
- Congress Socialist Party, C.S.P. (Inde), 194, 195, 288, 289.
- Federación Anarquista Ibérica, F.A.I., 94, 203.
- Federación Obrera de Unidad Sindical, F.O.U.S., 237.
- Fédération Internationale de l'Art Révolutionnaire Indépendant, F.I.A.R.I., 27, 35, 36, 307.
- Fonds d'Aide aux Exilés révolutionnaires allemands, 44.
- Franc-Maçonnerie, 124, 125, 126, 241, 242, 245.
- Front ouvrier international (Bureau de Londres), 26.
- G.P.U., Guépéou, Gosoudarstvennoie Policheskoie Oupravlinie (administration politique d'Etat), 19, 21, 23, 24, 26, 29, 30, 41, 45, 57, 65, 75, 82, 84, 86, 87, 107, 119, 137, 192, 196, 197, 208, 211, 251, 268, 291, 293-296, 304, 319, 334.
- Groupe Avant-Garde (Tchécoslovaquie), 49.
- Groupe Jiskra (Tchécoslovaquie), 131.
- Groupe Rops (Tchécoslovaquie), 20, 131, 133.
- Guomindang ou Kuomintang, 76, 143, 207, 208.
- Independent Labour Party, I.L.P. (Grande-Bretagne), 120, 127, 128, 223, 234, 245, 311.
- Industrial Workers of the World, I.W.W., 179.
- (Internationaal Instituut voor Sociale

- Geschiedenis) Institut International d'Histoire Sociale d'Amsterdam, 29.
- International Garment Ladies Workers Union, I.G.L.W.U., 120.
- Internationale Syndicale Rouge, I.S.R. (Profintern), 235.
- Internationales
- Première Internationale, Association internationale des Travailleurs, A.I.T., 110.
 - Deuxième Internationale ou Internationale socialiste ou Internationale ouvrière, 1889-1923, Internationale ouvrière et socialiste après 1923, 73, 125, 187, 189, 190, 221, 237.
 - Troisième Internationale ou Internationale communiste, I.C. ou Comintern, 47, 48, 73, 125, 187, 189, 190, 197, 202, 207-209, 216, 221, 234, 237, 254, 278, 281, 282, 306, 307, 330.
 - Quatrième Internationale (Parti mondial de la révolution socialiste), 19, 21, 25, 27, 33, 37-39, 50, 51, 53, 54, 60, 61, 67, 68, 70, 81, 90, 91, 115, 116, 121, 129, 134, 197, 202, 209, 239-244, 270, 288, 290, 295, 297, 304, 307, 308.
 - C.E.I., 99.
 - Comité pan-américain 33, 34, 38, 40, 60, 290, 292, 296, 307, 308.
 - Conférence de fondation, 44.
 - Conférence internationale, 115.
 - Secrétariat International, S.I., 60.
 - Section chinoise, 249.
- Internationale Kommunisten Deutschlands I.K.D., Mouvement pour la Quatrième Internationale, section allemande, 47.
- Jeunesses Communistes
- américaines, Y.W.L., 30, 143.
 - françaises, 322.
 - tchécoslovaques, 131.
 - U.R.S.S., 193.
- Jeunesses socialistes
- américaines, cf. Y.P.S.L.
- K.D., Constitutionnel-démocrates ou cadets ou libéraux (Russie), 314.
- Knights of Labor (Etats-Unis), 179.
- Labour Party (Grande-Bretagne), 207, 208.
- Lanka Sama Samaja Party, L.S.S.P. (Ceylan), 22, 288.
- Liga Comunista Internacional (Ligue Communiste Internationale mexicaine), section mexicaine de la Quatrième Internationale, 26, 33, 37, 60, 129, 290, 294, 304.
- Ligue Communiste Internationale (B.L.) ou Internationaliste (L.C.I.), 243, 322.
- Ligue pour l'émancipation du travail (Russie), 191.
- Militant Group (Grande-Bretagne), 311.
- National Sozialistische Deutsche Arbeiterpartei, N.S.D.A.P. (parti nazi), 180.
- Opposition de gauche internationale, 26, 30, 32, 47, 143, 191.
- section américaine, 31, 99, 119, 120, 143, 285, 290, 294.
 - section belge, 56.
 - française, 56.
 - russe, 68, 102, 107, 131, 223, 235.
- Parti communiste d'Afrique du Sud, Communist Party of South Africa, 143.
- Parti communiste d'Allemagne, Kommunistische Partei Deutschlands, K.P.D., 48, 126, 203, 208, 223.
- Parti communiste d'Amérique, Communist Party of America, C.P.A., 22, 24, 26, 30, 31, 64, 145, 209, 210, 213, 275, 276, 277-285, 290, 294, 307.
- Parti communiste d'Australie, Australia Communist Party, 214.
- Parti communiste de Belgique, P.C.B., 56.
- Parti communiste chinois, 143, 207.
- Parti communiste d'Espagne, Partido Comunista de España, P.C.E., 71, 299, 322, 330.
- Parti communiste de France, P.C.F., 87, 321.
- Parti communiste de l'Inde, 195.
- Parti communiste du Mexique, Partido comunista de México, P.C.M., 27, 29, 33, 74, 94, 256, 307.
- opposition de droite 33.

- Parti communiste palestinien, 215.
 Parti communiste de Pologne, 207.
 Parti communiste de Tchécoslovaquie (K.S.Č.), 252.
 Parti communiste de l'Union soviétique (V.K.P.), 24, 27, 103, 223, 227, 281.
 — nouvelle opposition, 191
 — opposition unifiée, 191.
 Parti communiste internationaliste P.C.I. (ancien groupe « La Commune »), 56, 57, 115.
 Parti du Congrès (Inde), 46, 194, 195, 288.
 Parti Ouvrier belge, P.O.B., 113.
 Parti ouvrier Internationaliste, P.O.I., section française de la Quatrième Internationale, 21, 25, 26, 30, 56, 57, 99, 112, 115, 116, 126, 127, 287.
 Parti Ouvrier Social-Démocrate de Russie P.O.S.D.R., Rossijskaja Demokratitsheskaja Rabotchaja Partija, 196.
 — fraction bolchevique, 69, 199.
 — fraction menchevique, 186, 199.
 Parti ouvrier d'unification marxiste, Partido Obrero de Unificación Marxista, P.O.U.M. (Espagne), 120, 126, 128, 223, 234-239, 321, 322, 331, 332, 334, 335.
 Parti républicain (Etats-Unis), 160.
 Parti Socialiste, section française de l'Internationale Ouvrière, S.F.I.O., 99, 115, 123, 124, 128, 240, 321.
 — gauche révolutionnaire, 123.
 Parti Socialiste d'Italie, 203.
 Parti Socialiste Ouvrier et Paysan, P.S.O.P. (France), 21, 25, 26, 99, 115, 116, 123, 125-128, 213, 223, 234, 243, 287.
 Parti Socialiste Révolutionnaire, Mouvement pour la Quatrième Internationale, section belge, 56, 113.
 Partido de la Revolución mexicana P.R.M., cf Partido Nacional Revolucionario.
 Partido Nacional Revolucionario, P.N.R. ensuite Partido de la Revolución Mexicana, P.R.M., 75, 129, 295, 305.
 Partido Revolucionario Obrero Campesino, P.R.O.C., 129, 304.
 Partido Socialista Obrero Español, P.S.O.E., 269.
 Partido Socialista Unificat de Catalunya, P.S.U.C., 71.
 Révolutionnaire Socialistische Arbeiders Patij R.S.A.P. (Pays-Bas), 243.
 Revolutionary Socialist League (Grande-Bretagne), 311.
 Socialist Labor Party (Etats-Unis), 179.
 Socialist League (Grande-Bretagne), 208.
 Socialist Party of America S.P., 22, 49, 280, 285.
 Socialist Workers Party S.W.P., section américaine de la Quatrième Internationale, 22, 26, 30, 46, 50, 60, 64, 111, 209, 210, 211, 213, 230, 247, 276, 290, 315, 316.
 Socialiste Révolutionnaires (Russie), 199.
 Société des Nations, S.D.N., 90, 172, 269.
 Société pour le rapatriement des Russes en Russie, 30.
 Sozialdemokratische Partei Deutschlands, S.P.D., 240.
 Sozialistische Arbeiterpartei, S.A.P. (Allemagne), 223, 243.
 Union General de Trabajadores U.G.T., 237, 269.
 Union militar española, 299.
 United Mine Workers, U.M.W., 79.
 Young Communist League (Etats-Unis), Y.C.L., 284.
 Young People Socialist League, Y.P.S.L. (Etats-Unis), 22, 46, 280.
 Youth Spartacus League, 50.

*Achevé d'imprimer en août 1985
sur presse CAMERON
dans les ateliers de la S.E.P.C.
à Saint-Amand-Montrond (Cher)*

N° d'Édition : 904308. N° d'Impression : 1130-754.
Dépôt légal : septembre 1985.

Imprimé en France